LA GUERRE DE L'ALLEMAGNE EN 1866

LE ROLE ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRUSSE (1).

I.

Les événemens qui en 1866 ont bouleversé l'Allemagne et troublé si profondément la paix de l'Europe ont surpris par la rapidité des changemens et par l'importance des effets. Ils ne se rattachent pas moins logiquement au passé, et pour les bien comprendre il faut se rappeler l'affaire des duchés de l'Elbe, se représenter l'état où se trouvait l'Allemagne au commencement de 1866. Travaillée d'aspirations confuses, lasse de démonstrations vaines, elle ne savait à quel parti s'arrêter. Un seul point était clair, l'insuffisance du vieux pacte fédéral et la nécessité d'une réforme; mais sur la solution on ne pouvait s'entendre. Les uns voulaient un état centralisé sous l'hégémonie prussienne, les autres une fédération avec ou sans l'Autriche, d'autres rêvaient une république à la manière des États-Unis. Ce n'étaient que des opinions sans portée pratique. A part le

(1) On a lu dans les deux dernières livraisons de la *Revue* les curieux et piquans *Préliminaires de Sadowa*. Il nous parait utile de les compléter par le récit même de la guerre qui a eu son dénoùment dans la grande bataille du 3 juillet 1866, de cette guerre de quelques jours qui a cependant changé la face de l'Europe centrale.

National Verein, bien discrédité d'ailleurs, il n'y avait point de partis. Après tant de reviremens, on ne pouvait rien espérer de l'Autriche, mal affermie encore, en travail de transformation, ultramontaine du reste et rétrograde à plus d'un point de vue. La Prusse, plus forte et plus prospère, représentait mieux un état moderne, et depuis 1813 son développement s'était identifié de plus en plus avec le progrès de l'Allemagne; mais, dans l'accomplissement de ce qu'elle appelait sa mission historique, on retrouvait encore trop de contradictions. La Prusse avait flatté les désirs de réforme par ses critiques de la diète et son action décidée dans l'affaire des duchés, mais elle inquiétait les libéraux par ses procédés arbitraires à Berlin et son mépris des droits du parlement; elle avait, par le Zollverein et des mesures économiques, commencé l'unification et groupé les intérêts, mais elle les effrayait par le militarisme et par les tendances absorbantes de sa politique. Bref, elle provoquait les espérances plutôt qu'elle ne les encourageait. Les petits états, impuissans, isolés, défians, restaient dans les atermoiemens. — Quant à l'Europe, qui avait permis la guerre du Danemark, elle ne semblait soucieuse que de conserver la paix. La France, à qui on devait songer surtout comme à l'état qu'un changement en Allemagne pouvait émouvoir le plus, paraissait peu disposée à prévenir les complications qui surgiraient de l'autre côté du Rhin. Telle était la situation en janvier 1866. C'était un état de crise, mais de crise latente. Le public européen était habitué à voir l'Allemagne travaillée par ces influences et ces désirs contraires. Rien ne lui faisait présager un conflit imminent. L'Autriche, toujours gênée par l'Italie, était absorbée par ses affaires hongroises. La Prusse, en plein conflit parlementaire, avait à compter avec une opposition tenace, et le roi d'ailleurs répugnait personnellement à toute mesure violente. Ce fut donc une surprise pour l'opinion que de voir, à la fin de janvier, la Prusse accentuer sa politique, pousser de plus près l'Autriche, soulever de nouveau toutes les aspirations allemandes, et entreprendre une campagne contre l'organisation du corps germanique.

Si à Berlin on était décidé à élever le ton ou même à rompre, les prétextes ne manquaient pas. La convention de Gastein (14 août 1865) en effet n'avait réglé qu'en apparence l'affaire des duchés. Les causes de dissentiment restaient, et elles se trahirent partout dans les derniers mois de 1865. La Prusse voulait annexer, l'Autriche s'y opposait; elle soutenait la candidature du duc d'Augustenbourg, la Prusse l'écartait par tous les moyens; le général de Manteuffel refusait à ce prince l'entrée du Slesvig, le général de Gablenz lui accordait celle du Holstein; les réunions et les attroupe-

mens étaient défendus en Slesvig, on les encourageait en Holstein, où les droits du prétendant étaient ouvertement proclamés. L'acte du 14 août 1865 séparait les deux administrations sans *préjudice des droits réciproques sur la totalité des duchés.* La Prusse s'était déjà plainte au cabinet de Vienne, et les rapports s'étaient aigris ; une réunion tenue à Altona et où intervinrent des membres du *National Verein* parut à Berlin dépasser la mesure, et l'on se décida pour une réclamation plus énergique.

Le 25 janvier 1866, M. de Bismarck adressait à M. de Werther, ministre de Prusse à Vienne, une dépêche où il exposait tous les griefs de son gouvernement contre l'Autriche à propos de sa conduite en Holstein et à Francfort. Il lui reprochait d'être ouvertement hostile à la Prusse, de méconnaître la convention de Gastein et d'encourager par ses menées des tendances évidemment révolutionnaires. « Une réponse négative ou évasive, disait-il, nous donnerait la conviction que le gouvernement impérial n'entend pas suivre une voie commune avec nous. » Une copie de cette dépêche fut remise au comte de Mensdorff. L'empereur d'Autriche était alors à Pesth pour l'ouverture de la diète hongroise. Tous les ministres furent convoqués, et le 7 février M. de Mensdorff adressait au comte Karolyi, le ministre d'Autriche à Berlin, une dépêche où il répondait à la note prussienne en la discutant point par point. Il déclarait que le cabinet impérial s'était abstenu de tout acte de nature à préjuger le point essentiel du débat; mais, disait-il, c'est la possession provisoire et non la propriété des duchés que l'on a partagée à Gastein. Le gouvernement autrichien n'est soumis à aucun contrôle en Holstein; il ne prétend en exercer aucun en Slesvig, bien que la conduite qui y est tenue ait manifestement pour but de préparer une annexion. Il protestait contre le reproche de favoriser la révolution. « Loin de vouloir former une coalition contre la Prusse, ajoutait M. de Mensdorff, nous avons fait passer nos relations avec les états secondaires après l'alliance de la Prusse. »

M. de Bismarck considéra cette réponse comme négative. Il déclara au comte Karolyi qu'il s'abstiendrait à l'avenir de toute communication au sujet des duchés. Il cessa de se plaindre en effet; mais le 2 mars il dit à une députation de la noblesse holsteinoise demandant l'union à la Prusse que le gouvernement du roi ferait tous ses efforts pour la réaliser. Quelques jours après, le 13, un édit royal publié dans le Slesvig déclara passible des peines les plus sévères quiconque, par actes ou paroles, porterait atteinte aux droits de souveraineté du roi et de l'empereur dans l'un des duchés. Ce fut au tour de l'Autriche de s'émouvoir et de réclamer. Elle fit demander à Berlin si l'on avait l'intention de rompre vio-

lemment la convention de Gastein; on assura le contraire. L'Autriche était trop occupée d'ailleurs pour insister davantage. A ses embarras en Hongrie venaient de s'ajouter ceux où la jetait la chute du prince Couza. L'activité que Bucharest vit alors déployer à l'agent prussien montra que M. de Bismarck ne restait point neutre dans cette affaire, et qu'il ne voulait pas laisser échapper cette occasion de créer à l'Autriche de nouvelles difficultés. La chambre des députés était dissoute, il avait les mains libres, et pouvait se tourner tout entier vers la politique extérieure.

L'opinion commençait à s'inquiéter sérieusement de cette attitude nouvelle et de ce dissentiment plus marqué des deux cours. Des bruits alarmans circulaient; la polémique des journaux prussiens devenait constamment plus vive. La *Gazette de la Croix* elle-même, partisan naguère de l'alliance à tout prix, accusait maintenant l'Autriche de sourdes menées dirigées contre la Prusse et de complicité avec la commission des 36 (1). Sans y croire beaucoup, on parla dès lors d'un conflit possible. On se préoccupa dans les états secondaires des moyens de l'écarter; on rappela qu'un état confédéré ne pouvait ouvrir d'hostilités contre un autre sans avoir porté au préalable le différend devant la diète. Cela menait à évoquer l'affaire des duchés devant l'assemblée fédérale. La *Gazette de l'Allemagne du Nord*, feuille ministérielle de Berlin, semblait y engager elle-même en déclarant que la cause de l'inquiétude était non point dans le conflit même que l'on redoutait, mais dans la constitution, dont la dernière guerre avait révélé l'impuissance (10 mars). Cette tendance à reporter la question sur le terrain de la réforme fédérale, si elle pouvait rassurer pour le moment, n'était point faite cependant pour calmer les esprits. D'autres symptômes plus graves continuaient de les troubler. Dès le 28 février, un grand conseil avait été tenu à Berlin; tous les ministres, le chef d'état-major-général de Moltke, le chef du cabinet militaire du roi et le comte de Goltz, mandé en hâte de Paris, y avaient assisté. En outre on apprit vers le milieu de mars l'arrivée à Berlin du général Govone; il était chargé, disait-on, par le gouvernement italien d'une mission purement militaire; on crut partout qu'il venait préparer une alliance, et la suite prouva que ces conjectures étaient fondées. En même temps on commençait à faire grand bruit en Prusse des armemens de l'Autriche et de la Saxe. Les feuilles officieuses les rapportaient en détail, et y dénonçaient autant de provocations qui forceraient la Prusse à mobiliser elle-même son armée. Enfin

(1) Commission permanente des chambres allemandes, où le parlement prussien ne comptait qu'un très petit nombre de représentans.

le 24 mars M. de Bismarck lançait sa fameuse circulaire aux agens diplomatiques de la Prusse en Allemagne, prélude définitif de la grande crise qui se préparait, premier coup d'éclat de la politique prussienne. M. de Bismarck y exposait d'abord à son point de vue le différend des duchés, et récriminait longuement contre l'Autriche. Depuis la note du 7 février, disait-il, la Prusse n'a rien fait pour modifier l'état des choses; l'Autriche au contraire rassemble près de la frontière prussienne, *encore complètement dépourvue de défense, des forces considérables*. Cette attitude menaçante trahit des sentimens qui n'attendent qu'une occasion pour se traduire par des actes. Jusqu'ici nous n'avons pas commencé le moindre contre-armement, mais nous ne pouvons pas tarder plus longtemps à prendre les mesures nécessaires pour n'être point exposés, comme en 1850, à voir une armée autrichienne prête à franchir notre frontière sans que nous soyons en mesure de la défendre. L'assertion que ces armemens sont purement défensifs ne saurait nous tranquilliser, puisque nous n'avons rien fait qui puisse porter l'Autriche à songer à sa défense... Si donc, des mesures réellement défensives auxquelles nous serons contraints, il résulte un conflit plus grave, la Prusse n'en sera point responsable. Ne pouvant plus faire fonds sur l'alliance de l'Autriche, elle doit chercher les gages de sa sécurité dans l'Allemagne même, mais elle ne saurait les trouver que dans une *Allemagne profondément réformée*. La constitution non plus que l'organisation militaire de la confédération ne sont suffisantes pour garantir la sûreté nationale, encore moins pour seconder la politique active que de grandes crises peuvent exiger. Pour que l'Allemagne reprenne son rang, il faut qu'elle se donne une constitution nouvelle, conforme à la réalité des choses qui a identifié ses intérêts à ceux de la Prusse... Le gouvernement prussien est amené ainsi, concluait M. de Bismarck, à demander à ses confédérés s'il peut compter sur leur concours au cas d'une agression de l'Autriche ou de menaces qui rendraient la guerre inévitable; mais ce concours même n'offre point de garanties suffisantes en vue des dangers futurs. La Prusse se voit donc dans la nécessité de soulever le projet d'une réforme, dont l'urgence à ses yeux sera d'autant plus grande que les réponses à sa demande de concours seront moins satisfaisantes...

Les questions étaient ainsi nettement posées et l'Allemagne mise en demeure de se prononcer. Cependant on continuait de presser l'Autriche. Le 28 et le 29 mars, des notes publiées à Berlin mentionnaient minutieusement les nouveaux mouvemens de troupes opérés en Bohême, ajoutant qu'en Prusse ni en Italie rien ne les motivait. Les journaux allaient plus loin encore; selon eux, Berlin

était menacé d'une surprise, et il n'était que temps de prendre des précautions. On renforça dès lors les garnisons des places fortes de Silésie, que l'on mit en état de défense. — Le gouvernement autrichien crut devoir protester, et le fit par une note, datée du 31 mars, que le comte Karolyi remit à M. de Bismarck. La politique prussienne se trouva dès lors bien dessinée, et M. de Bismarck entra résolûment dans l'action. Non-seulement il avait à lutter contre l'opinion publique, qui répugnait à la guerre, mais dans la cour de Prusse elle-même il rencontrait une opposition marquée à ses projets. On redoutait les compromissions révolutionnaires et les ébranlemens qui en seraient la suite; on tenait, par tradition autant que par conviction légitimiste, à l'alliance autrichienne; on craignait enfin une lutte inégale en soi et qui pouvait devenir plus que téméraire, si la France en prenait ombrage et se décidait à intervenir. Le roi partageait toutes ces perplexités. Esprit rigoureux, sincèrement piétiste, pénétré des principes du droit divin, Guillaume Ier hésitait à se lancer dans la voie des réformes et à rompre surtout avec un allié qui représentait en Europe le droit séculaire des monarchies. Pour convaincre le roi, il fallait lui faire croire qu'il était provoqué, et que la guerre, devenue inévitable, était commandée d'ailleurs par la mission providentielle de la maison de Hohenzollern; pour vaincre la résistance du peuple, il fallait animer le sentiment national en montrant la patrie menacée et son avenir en jeu; pour gagner l'opinion allemande, il fallait la surprendre, la dépasser même, se mettre hardiment à la tête du mouvement progressiste. Il fallait enfin assurer plus fermement la neutralité de la France et égaliser les chances de la lutte. M. de Bismarck y réussit par le traité d'alliance avec l'Italie, par la proposition de réforme fédérale et par la polémique acharnée qu'il engagea contre l'Autriche à propos des armemens. Il y réussit, selon le mot de M. Thiers, grâce à une sagacité politique rare, servie par une audace d'exécution plus rare encore.

Il savait parfaitement que l'Autriche, qu'il accusait d'être si bien préparée, ne l'était pas, que l'Italie, en l'attaquant au sud, lui enlèverait sa liberté d'action et distrairait le meilleur de ses troupes. Il savait aussi sans doute que le gouvernement français entendait laisser à l'Italie, avec son libre arbitre, la pleine responsabilité de ses actes : en tout cas, il paraissait certain que la France ne se tournerait pas contre son ancienne alliée. L'alliance italienne offrait donc une double garantie. Le général Govone n'était venu que pour la négocier; elle fut conclue le 8 avril 1866 et tenue rigoureusement secrète. Restaient l'affaire de la réforme et celle des provocations autrichiennes. Nous allons indiquer successivement les

moyens qu'employa M. de Bismarck pour faire tourner l'une et l'autre aux fins qu'il désirait.

La circulaire prussienne du 24 mars avait mis les états secondaires en demeure de se prononcer sur le différend austro-prussien et subsidiairement sur l'opportunité d'un remaniement de la constitution fédérale. Les réponses furent à peu de chose près les mêmes. « L'article 11 du pacte a prévu le cas d'un conflit armé entre deux puissances confédérées : la diète doit en être saisie; la puissance qui prendrait l'initiative d'une agression se placerait par cela même en dehors du droit fédéral, et la diète seule pourrait décider les mesures à prendre à son égard. » Quant à la réforme tentée dans de pareilles conjonctures, M. de Beust, le chef du cabinet de Dresde, s'y montrait peut-être mieux disposé que M. de Pfordten, le président du ministère bavarois; mais ni l'un ni l'autre n'approuvaient les critiques radicales infligées à la constitution actuelle, et tout le monde s'accordait à dire qu'avant de se prononcer on avait besoin de connaître d'une manière plus précise les modifications que la Prusse regardait comme nécessaires. — A Francfort, le comité des 36 se déclara nettement pour une transformation complète du pacte fédéral; mais il appela le peuple à se prononcer partout contre la guerre et à protester contre les dangers d'une « politique funeste de cabinet » (6 avril). Il suspectait les intentions de la Prusse, opinion généralement partagée d'ailleurs et exprimée partout dans les *meetings* et dans les feuilles libérales.

La double ouverture de la Prusse ainsi déclinée, M. de Bismarck fit un pas de plus. Le 9 avril, l'envoyé prussien présentait à la diète la motion suivante : « Il sera convoqué, pour un jour à déterminer ultérieurement, une assemblée issue des élections directes et du suffrage universel de toute la nation; cette assemblée sera saisie des propositions des gouvernemens allemands touchant une réforme fédérale, et délibérera sur les propositions qui seront concertées entre les gouvernemens avant qu'elle ne se réunisse. » La motion était précédée de longs considérans où l'on faisait ressortir de nouveau l'urgence d'une réforme. « On a renvoyé le gouvernement prussien à l'article 11, disait cette note; mais, tandis que la diète délibérera, l'Autriche continuera ses armemens, et la guerre aura peut-être éclaté. » La diète décida, malgré M. de Savigny, qu'il en serait référé aux gouvernemens respectifs, dont on demanderait l'avis avant d'examiner la motion présentée.

M. de Bismarck prenait ainsi une attitude nouvelle. Il en appelait à l'opinion, il faisait une avance directe à la démocratie. Ce revirement subit ne produisit point toutefois l'effet qu'on en pouvait attendre. On ne le crut point sincère; on n'y vit qu'une manœuvre

nouvelle contre l'Autriche, et il n'eut d'abord d'autre résultat que d'effaroucher les partis sur lesquels s'était appuyé jusque-là le gouvernement prussien. La réforme, qui lui aliénait les conservateurs, ne lui conciliait point les progressistes. Le ministère semblait à ces derniers incapable de prendre en main la cause de la liberté. Le *National Verein* de Berlin, rassemblé le 12, se déclara pour l'annexion des duchés à la Prusse, mais sans violence, et vota une résolution à peu près identique à celle du comité des 36. « La Prusse, y était-il dit, n'acquerra le ressort nécessaire à sa mission historique, qui est d'unir l'Allemagne dans la force et la liberté, que le jour où le pays aura vu cesser le conflit parlementaire. » Des résolutions pareilles furent prises à Stettin, Magdebourg, Cologne, Minden, L'irritation était générale, plus vive encore en Prusse que partout ailleurs. Le gouvernement, pensait-on, ne cherchait la rupture que pour échapper aux embarras intérieurs; il jouait ainsi l'avenir de la nation pour mieux asseoir son despotisme. On ne pouvait croire à la neutralité de la France, et les défiances s'accroissaient des froissemens du patriotisme effrayé. De toutes parts, des adresses arrivaient à Berlin, protestant contre la guerre, qui trouvait à la cour même d'énergiques résistances. La haine à laquelle M. de Bismarck était alors en butte n'a eu d'égale que l'enthousiasme dont plus tard il a été l'objet.

La motion du 9 avril n'était guère plus sympathique aux cabinets qu'à l'opinion; mais, rendus responsables de l'échec d'une entreprise qui se disait nationale, ils devaient garder des ménagemens, et ils n'osèrent pas écarter franchement la proposition. La diète se réunit pour en délibérer le 21 avril; il n'y eut, à proprement parler, de débat que sur des points de détail. La Prusse demandait le renvoi à une commission *ad hoc ;* la Saxe proposait de confier simplement l'examen de la question à la commission ordinaire des affaires politiques. L'envoyé d'Autriche déclara de nouveau qu'on n'avait point à craindre de la part de son gouvernement une violation de l'article 11, et se prononça pour la commission *ad hoc*. La majorité se décida en ce sens. La Prusse obtint en outre que la commission serait composée de neuf membres; mais l'Autriche insista pour que la communication et l'examen du projet de réforme eussent lieu avant la réunion du parlement. L'envoyé prussien s'y opposa, et quelques jours après, le 27, M. de Bismarck adressa aux agens de la Prusse en Allemagne une circulaire d'où il résultait qu'aux yeux de son gouvernement ajourner la convocation du parlement équivaudrait à rejeter le projet de réforme.

Tandis qu'il menait ainsi cette affaire, M. de Bismarck poussait vigoureusement la polémique sur les armemens, et chaque jour elle

prenait une tournure plus inquiétante. Le 31 mars, le cabinet de Vienne avait nié formellement toute intention hostile. Il n'en parut pas moins à Berlin le 2 avril une nouvelle note dénonçant les préparatifs de l'Autriche, qui, au dire de la presse, devenaient toujours plus formidables. Le 7, M. de Bismarck écrivit à M. de Werther que les éclaircissemens donnés par l'Autriche étaient insuffisans, que depuis le 13 mars elle concentrait des forces considérables sur la frontière prussienne, qu'on ne signalait aucun danger justifiant le prétendu caractère défensif de ces armemens, et que rien n'était plus éloigné des intentions du roi de Prusse qu'une guerre offensive contre l'Autriche. M. de Mensdorff répondit le 7 avril. « Il n'y a point eu, disait-il, de concentrations importantes de troupes, ni de prises de positions, ni de rappels de soldats en congé sur une large échelle. Les dislocations de troupes qui ont eu lieu en réalité, on les a fait connaître à M. de Werther. Il sait ainsi qu'il n'a été pris en Autriche aucune des mesures qui, d'après l'organisation de nos armées, précèdent l'ouverture d'une grande guerre. » A cela, M. de Bismarck répondit le 15 avril que le gouvernement autrichien, ayant commencé les mouvemens de troupes, devait rétablir le *statu quo*. M. de Mensdorff répliqua le 18 par une proposition de désarmement simultané, ajoutant qu'après les assurances mutuellement données toute discussion sur la priorité des armemens était désormais superflue. M. de Bismarck écrivit le 21 à M. de Werther qu'il adhérait à la combinaison proposée, et que la réduction des effectifs, augmentés depuis le 27 mars, aurait lieu dans les mêmes délais que la diminution correspondante des préparatifs autrichiens. Pour ces délais, on attendrait des communications plus précises du gouvernement impérial, afin de le suivre pas à pas dans le désarmement.

A la suite de ces explications, on put croire un instant à un rapprochement. C'était le moment où la diète venait de renvoyer à la commission des 9 la motion prussienne. Les ministres des états secondaires, qui s'étaient réunis le même jour en toute hâte à Augsbourg pour régler leur conduite commune, se séparèrent avec quelque espérance d'écarter encore la guerre; mais les choses ne tardèrent point à s'assombrir de nouveau. A Berlin, on prenait dès le 24 des mesures plus ostensibles, et les nouvelles qui arrivaient d'Italie ne faisaient que compliquer davantage la situation. On put voir alors dans quelle impasse M. de Bismarck avait attiré le cabinet de Vienne. L'Italie armait ouvertement. L'Autriche ne pouvait la laisser faire sans se mettre en défense; si elle se décidait à éloigner ses troupes de la Bohême, elle devait en même temps renforcer celles de la Vénétie. Ce n'était point le compte du ministre prussien, et le 26 avril la *Gazette de l'Allemagne du Nord* déclara que la Prusse

ne saurait désarmer en présence de ces dispositions nouvelles. De son côté, M. de Mensdorff écrivit le 26 au comte Karolyi que le désarmement ne pourrait commencer en Bohême que lorsqu'on serait assuré que les mesures défensives dirigées contre l'Italie ne changeraient rien aux intentions du gouvernement prussien. Dans une seconde dépêche, il revenait sur la question des duchés; le gouvernement impérial, disait-il, ne pouvait accepter la décision des syndics de la couronne de Prusse, dont le résulat serait de donner un caractère définitif aux stipulations de Gastein; il n'y avait qu'une issue à la situation grave où l'on se trouvait, disposer des duchés en faveur d'un tiers et laisser à la diète le soin de résoudre cette affaire, exclusivement allemande. Dans le cas où la Prusse y consentirait, le cabinet de Vienne s'engageait à la faire maintenir en possession de Kiel, Rendsbourg et Sonderbourg; mais, si la Prusse repoussait cette proposition, l'Autriche se verrait forcée de saisir elle-même ses confédérés de la question. M. de Bismarck s'abstint pour le moment de répondre formellement sur ce dernier point. Il n'en écrivit que le 7 mai à M. de Werther, et encore d'une manière confidentielle; ce fut pour écarter la proposition. Sur la question du désarmement, il avait répondu dès le 26 avril, se bornant d'ailleurs à dire qu'il attendait toujours des notes détaillées sur les délais de réduction, et qu'il ne pouvait reconnaître la gravité des nouvelles d'Italie, par lesquelles l'Autriche voulait justifier les mouvemens de ses troupes. En présence de ces déclarations, M. de Mensdorff crut devoir clore le débat sur la question du désarmement réciproque.

Le conflit dès lors était bien déclaré. Il allait s'étendre à toute l'Allemagne. Dans l'intervalle en effet, la Prusse avait invité la Saxe à s'expliquer sur ses armemens. M. de Beust avait répondu que le gouvernement saxon n'avait d'autre dessein que d'exécuter ses devoirs fédéraux; si d'ailleurs on avait quelque grief contre lui, on pouvait en saisir la diète. Il ne menaçait personne et croyait avoir plus besoin d'être rassuré lui-même que de rassurer les autres. A Berlin, non-seulement on ne dit rien pour rassurer la cour de Dresde, mais on laissa entendre que, les explications ne paraissant point satisfaisantes, la Prusse n'aurait plus qu'à prendre des mesures militaires correspondantes à celles de la Saxe. Celle-ci présenta le 5 mai à la diète une motion ainsi conçue : « le gouvernement prussien sera invité à rassurer complétement la confédération en considération de l'article 11 du pacte fédéral. » Le vote fut renvoyé au 9 mai. Dans l'intervalle, la Prusse mobilisait son armée. M. de Savigny déclara qu'elle y avait été amenée par les besoins de sa défense, que dès le 24 mars elle avait communiqué ses inquiétudes à ses confédérés et avait demandé leur assistance, que, loin de

l'accorder, on avait armé de toutes parts, que l'Autriche et la Saxe s'étaient entendues, au lieu d'en appeler à la diète, que les rôles enfin avaient été renversés, et que c'était aux états qui avaient commencé les armemens de les réduire les premiers. L'envoyé d'Autriche protesta contre ces allégations. Appuyée par la Bavière, la motion saxonne fut adoptée par 10 voix contre 5. C'était un vote de défiance à l'égard de la Prusse. Il fut suivi d'un redoublement d'armemens qui en accentua davantage la portée. La Bavière mobilisa son armée, affirmant d'ailleurs ses intentions conciliantes et sa résolution de maintenir la paix fédérale contre quiconque s'en ferait le premier perturbateur. Les autres états secondaires, avec plus ou moins d'activité, suivirent son exemple. L'Allemagne se trouva bientôt tout entière sous les armes. Il en résulta de grandes misères et un mécontentement profond.

La Prusse traversait alors une crise intérieure non moins grave peut-être que celle où elle se précipitait au dehors. La mobilisation de la *landwehr* avait provoqué un mécontentement général. Les féodaux eux-mêmes, répugnant à l'alliance italienne, aux compromis avec Garibaldi, à l'appel enfin adressé au peuple allemand, combattaient le ministère. Partout on s'opposait à la guerre et on la redoutait; partout on se préoccupait de l'attitude de la France. La chambre des députés française venait d'écouter une éloquente leçon d'histoire où l'ambition prussienne était dévoilée avec une lucidité merveilleuse. On s'était, il est vrai, contenté d'applaudir et de protester de son goût pour la paix en votant le contingent ordinaire; mais peu après, à Auxerre, l'empereur Napoléon avait répudié les traités de 1815 et la vieille politique. Était-ce une protestation, un encouragement à l'Allemagne, une revendication en cas de remaniemens européens? Les traités de 1815 avaient enlevé à la France les frontières du Rhin; on se le rappelait en Allemagne, et le patriotisme en prenait ombrage. Que l'on encourût l'hostilité de la France ou que l'on s'exposât à payer d'une province sa neutralité, l'une et l'autre hypothèse inquiétaient également et froissaient l'opinion. M. de Bismarck ne se laissa point émouvoir par l'orage qui se déchaînait contre lui. Ni les accusations qu'on lui prodiguait, ni les adresses qui arrivaient de toutes parts, ni l'attentat dirigé contre lui par un fanatique, ni les fatigues enfin de tant d'efforts et d'une responsabilité si pesante, n'ébranlèrent sa résolution. Il avait conquis la confiance du roi. Guillaume I[er] en était venu à voir dans M. de Bismarck l'instrument, providentiel peut-être, de la grandeur de sa monarchie. Le ministre prussien put ainsi poursuivre son œuvre malgré toutes les résistances, et, la nécessité d'agir le pressant, il devait précipiter les coups.

Les états secondaires s'agitaient en vain pour amener une détente de la situation. Ils avaient à Augsbourg pris la résolution de ne rien décider au sujet de la proposition du 9 avril avant de mieux connaître les intentions de la Prusse. Après s'y être refusé longtemps, M. de Bismarck finit par communiquer à la commission des 9 des indications générales sur la réforme qu'il méditait; mais dans l'état des choses cette question était reléguée au second plan. Les troupes prussiennes se massaient aux frontières, et le rapprochement des deux armées créait un danger immédiat auquel il fallait parer. Les ministres de la plupart des états moyens (1) se réunirent de nouveau à Bamberg, et s'entendirent pour présenter le 19 à la diète une motion d'après laquelle tous les membres de la confédération devaient être invités à déclarer si et à quelles conditions ils étaient prêts à se remettre simultanément sur le pied de paix, et cela à partir d'un jour fixé par la diète. La motion fut votée à l'unanimité le 24; mais, chacun protestant qu'il n'armait que pour sa défense et se déclarant prêt à désarmer aussitôt que les autres gouvernemens feraient de même, la résolution ne pouvait avoir de suites. L'envoyé de la Prusse insista pour la prompte convocation d'un parlement, seul moyen, selon lui, de résoudre le conflit. C'était en quelque sorte une réponse aux députés allemands qui venaient de se réunir à Francfort (2) pour demander la neutralité des états moyens et la convocation d'un parlement d'après la loi de 1849. Le gouvernement qui faisait ainsi ouvertement appel au parti unitaire était le même pourtant qui le 26 janvier reprochait à l'Autriche ses tendances révolutionnaires et ses complaisances pour le comité des 36. Dans sa déclaration, M. de Savigny, très sévère pour les auteurs de la motion, n'avait pas dit un mot de la Bavière, bien qu'il n'y eût aucune raison d'apprécier sa conduite autrement que celle des autres gouvernemens. On la ménageait évidemment. Le Wurtemberg au contraire avait été sommé de s'expliquer sur ses armemens. Sa réponse fut comme celle de la Saxe : il avait armé pour se défendre et exécuter au besoin ses devoirs fédéraux. Quant au Hanovre, son vote irrita tout spécialement la Prusse; on était en effet entré en pourparlers avec lui, et l'on croyait à Berlin pouvoir compter sur sa neutralité. Pour les villes hanséatiques, la Prusse leur fit proposer simplement de s'unir à elle; à cette condition, elle garantirait leur indépendance.

Les choses en étaient là quand l'Europe se décida enfin à inter-

(1) Bavière, Wurtemberg, Bade, Hesse-Darmstadt, Nassau, Saxe-Weimar, Meiningen, Cobourg-Gotha.

(2) Ces députés, convoqués par le comité des 36, étaient au nombre de 250 environ, membres en général du *National Verein*. Il n'y avait que 17 Prussiens.

venir. L'empereur de Russie s'était adressé déjà personnellement aux souverains de Prusse et d'Autriche; il accueillit l'offre de la France de s'entendre avec l'Angleterre pour proposer une conférence où seraient débattues les questions en litige. Le 24 mai, des notes identiques contenant l'invitation à la conférence furent remises par les représentans des trois puissances à Vienne, Berlin, Francfort et Florence. L'Italie et la Prusse y adhérèrent le 29. La diète annonça le 1er juin qu'elle s'y ferait représenter par M. de Pfordten, sous la réserve toutefois que la question du Holstein et celle de la réforme, considérées toujours comme purement allemandes, garderaient ce caractère dans la réunion projetée. Quant à l'Autriche, elle soumit son adhésion à la stipulation préalable qu'on exclurait des délibérations communes toute combinaison qui tendrait à donner à un des états convoqués un agrandissement territorial ou un accroissement de puissance. C'était se prononcer d'avance contre l'annexion de tout ou partie des duchés à la Prusse et écarter du même coup la question vénitienne. Dans ces conditions, la conférence devenait inutile. *Le Moniteur* français annonça le 7 juin que les négociations étaient rompues. Ainsi avortait cet effort tardif de la diplomatie. Les événemens d'ailleurs s'étaient précipités dans l'intervalle, et avaient rendu désormais impossible toute tentative de conciliation.

Le 1er juin, l'envoyé autrichien déclarait à la diète que le gouvernement impérial consentirait à désarmer vis-à-vis de la Prusse dès qu'il aurait obtenu des garanties contre le retour des dangers de la guerre en Allemagne, que ces garanties étaient subordonnées au règlement de la question du Slesvig-Holstein, et que, les négociations engagées à cet égard avec la Prusse n'ayant pas abouti, l'Autriche déférait ce règlement à la diète, et appelait en même temps les états du Holstein à faire connaître leur sentiment. Ainsi M. de Bismarck en était venu à ses fins. Par la motion de réforme, il avait sinon gagné pour lui, du moins aliéné décidément à l'Autriche toute la démocratie; par ses arguties sur les armemens que l'attitude de l'Italie avait rendues si à propos spécieuses, il avait poussé à bout la cour de Vienne, et l'avait amenée enfin à une démarche doublement compromettante : refuser le désarmement simultané et rompre de fait les engagemens de Gastein. Il en prit acte dans une circulaire qu'il adressa le 4 juin aux agens prussiens à l'étranger. Le général Manteuffel, gouverneur du Slesvig, eut ordre de sauvegarder les droits de la Prusse dans les deux duchés conformément au traité de Vienne, et il entra en conséquence dans le Holstein (8 juin). Il avait environ 15,000 hommes, auxquels s'ajoutèrent 7,000 hommes venus par Hambourg; il était appuyé de plus par

toute la flotte. En Holstein, où il représentait l'Autriche, le général de Gablenz n'avait que 7,000 hommes; il évacua Kiel et se replia sur Altona.

La diète cependant ne pouvait se résoudre à prendre un parti au sujet de la déclaration autrichienne. La divergence des cabinets empêchait à cette heure encore une entente efficace. On attendait la rupture, et personne n'en voulait prendre l'initiative. Le débat dégénérait en récriminations. On ne s'était accordé que pour demander aux deux grandes puissances le 5 juin, sur la proposition de la Bavière, de retirer leurs troupes de Rastadt, Mayence et Francfort. Il fallait pour amener une décision quelconque qu'un événement y forçât en précipitant les choses. Ce fut l'effet de l'entrée des Prussiens en Holstein. L'Autriche protesta contre cette invasion, l'envoyé prussien protesta de son côté contre l'intention prêtée à son gouvernement d'annexer les duchés par la force; il déclara que l'on était prêt à Berlin à résoudre pacifiquement la question du Slesvig-Holstein conjointement avec celle de la réforme. Cette ouverture ne fut point accueillie. D'autre part, la commission des 9 ne se hâtait nullement de terminer son travail d'examen. M. de Bismarck vit dans ces lenteurs un atermoiement calculé, et le 10 juin il adressa directement aux états allemands un exposé des principes sur lesquels reposerait la réforme proposée par la Prusse (1); il invita les cabinets à les étudier et à faire savoir à Berlin s'ils seraient disposés à y adhérer dans le cas éventuel où le pacte fédéral viendrait à être rompu.

Manteuffel pendant ce temps continuait d'avancer en Holstein. Il occupa Itzehoë, où les états étaient convoqués, ferma la chambre, dispersa la réunion, ordonna quelques arrestations, et sous prétexte de rétablir le gouvernement commun renvoya partout les fonctionnaires augustenbourgeois. Gablenz se retira sur Hambourg, et regagna l'Autriche par le Hanovre et Cassel. L'envoyé autrichien notifia le 11 à la diète ces mesures, dont il demanda la répression en vertu de l'article 19 de l'acte fédéral de Vienne; il proposa en conséquence de mobiliser tous les corps d'armée fédéraux n'appartenant pas à la Prusse. Le lendemain, les relations diplomatiques furent rompues entre les deux puissances par le rappel des ambassadeurs. Le vote sur la proposition autrichienne avait été renvoyé

(1) C'étaient, à peu de chose près, ceux qui servirent de base à la confédération du nord. En voici la substance : exclusion de l'Autriche et des pays appartenant au roi des Pays-Bas, convocation d'un parlement, formation d'un pouvoir fédéral dirigeant les matières économiques, investi de la représentation diplomatique et du droit de paix et de guerre, établissement d'une armée commune commandée pour le nord par le roi de Prusse, pour le midi par le roi de Bavière.

au 14 juin. La motion fut adoptée, et la mobilisation décrétée. A la suite de ce vote, l'envoyé prussien, qui avait, au début de la séance, décliné la compétence de l'assemblée fédérale, déclara que son gouvernement considérait dès lors le pacte comme rompu, et agirait en conséquence. Il ajouta que l'unité nationale ne dépendait pas de formes transitoires, qu'il y avait lieu d'y trouver une expression plus convenable, et qu'il soumettait aux gouvernemens les bases d'une confédération nouvelle sur lesquelles ils pourraient s'entendre avec la cour de Berlin. Il acheva en disant que sa mission près de la diète était terminée, et il se retira.

Le vote du 14 juin était attendu avec une anxiété extrême; depuis la dissolution du saint-empire, aucun événement plus grave ne s'était accompli en Allemagne. On en sentait la portée, mais on n'en pouvait prévoir les suites, et le résultat du vote n'était pas fait pour apaiser les inquiétudes. On préférait la guerre sans doute à l'état désastreux de crise où l'on languissait depuis deux mois; mais on n'avait point du débat actuel une vue assez nette pour s'attacher avec une ardeur entière au succès de la cause à laquelle on se ralliait. L'acte du 14 juin toutefois eut un effet immédiat : il fondit les nuances d'opinions et força les partis à prendre une résolution. Il n'en resta plus que deux. L'unité était en jeu et liée à la victoire de la Prusse. Il fallut se prononcer pour ou contre cette puissance : elle était l'instrument et s'imposait; à regret ou non, les unitaires devaient la suivre, sauf à la combattre plus tard. Si profondément séparés du reste qu'ils fussent à l'intérieur, il y avait un point sur lequel les partis s'accordaient : la crainte de l'ingérence étrangère et d'un démembrement de l'Allemagne. Tous les regards se tournaient vers la France. Rien de ce qui s'y passait pourtant n'était de nature à susciter des émotions si vives. M. de Bismarck n'était parvenu à modérer l'opinion qu'en l'assurant d'une neutralité désintéressée de la France. Bien qu'il n'y eût aucun engagement, la suite l'a prouvé, il n'hésita point à dégarnir dès le commencement de juin la frontière du Rhin, ne laissant pour garder le nord-ouest de la monarchie et faire face aux armées fédérales que trois divisions encore isolées. Cette témérité le servit. La lettre de l'empereur Napoléon à M. Drouyn de Lhuys parut sur ces entrefaites. Elle admettait les tendances prussiennes, mais elle y posait une limite; l'Allemagne y vit à la fois un encouragement aux idées nouvelles et une confirmation des paroles d'Auxerre. Dans l'état des choses, l'impression fut en définitive favorable à la Prusse.

M. de Bismarck était maître du présent; il fallait en user promptement. Le 15 juin, la Prusse fit notifier au Hanovre, à la Hesse électorale et à la Saxe que, leur vote à la diète impliquant une

déclaration de guerre, ils devaient, sous peine d'encourir une exécution militaire, revenir sur ce vote, ramener leurs armées sur le pied de paix, adhérer enfin à la proposition de réforme : à ces conditions, on leur promettait la neutralité et la garantie de leurs droits souverains. Ces gouvernemens avaient jusqu'au soir pour répondre. Ils refusèrent, et le 16 juin leurs territoires furent envahis (1). La Saxe en donna aussitôt avis à la diète, demandant que des mesures répressives fussent prises sur-le-champ, et que l'Autriche et la Bavière en particulier fussent invitées à défendre contre la Prusse les états confédérés attaqués par elle. Les envoyés d'Autriche et de Bavière déclarèrent que leurs gouvernemens étaient prêts à agir immédiatement. La motion saxonne fut adoptée. La Prusse la considéra comme une déclaration de guerre, et fit notifier aux commandans des avant-postes autrichiens le commencement des hostilités. C'était à l'armée maintenant d'achever ce que la politique avait préparé avec tant de bonheur, sinon de loyauté. L'action de ce côté ne fut pas moins résolue, ni l'audace moins heureuse.

II.

Avant d'entreprendre un récit succinct des opérations de guerre en Bohême et sur le Mein, il est indispensable de faire connaître quelles étaient, au moment où les hostilités commencèrent, la situation et les forces des armées belligérantes. Que la Prusse se fût de longue main préparée à la guerre, cela ressort des événemens mêmes avec une entière évidence. Elle avait mis à profit avec une persévérance continue les loisirs d'une paix prolongée. L'armée avait été réorganisée; on avait, malgré les chambres, augmenté l'armée active aux dépens de la landwehr. Pour obtenir ce résultat, on avait bravé un conflit parlementaire de cinq années et l'impopularité qui en était la suite. Un armement nouveau donnait aux soldats prussiens l'avantage d'un tir plus rapide. L'armée rendue plus forte, on voulut la rendre plus mobile. Tout fut combiné pour assurer la célérité des mouvemens de concentration et de transport. La campagne des Français en Italie et surtout la guerre de sécession en Amérique avaient montré toutes les ressources que l'art militaire pouvait trouver dans les applications de l'industrie moderne. Ces nouveaux moyens de tactique avaient été étudiés avec un soin par-

(1) Le même jour, la Prusse invita par des notes identiques les petits états du nord à adhérer à son alliance, au prix de la garantie de leur indépendance et de leur intégrité, dans la mesure des principes de réforme proposés le 10 juin. Saxe-Meningen et Reuss aînée refusèrent seuls; les autres états acceptèrent.

ticulier. La télégraphie de campagne et les chemins de fer reçurent une organisation complète. Le réseau des voies ferrées fut divisé en zones militaires, et il y eut tout un personnel prêt à en prendre la direction. Les parcours et le mode de réunion des trains furent réglés d'avance, de sorte que, le décret de mobilisation lancé, on savait au juste le temps que mettrait un corps à se rendre à la frontière. On ne s'était pas contenté de ces dispositions générales. La campagne même que l'on fit en Bohême était préparée depuis longtemps et dans le plus minutieux détail. On connaissait à Berlin, mieux qu'à Vienne peut-être, l'ordre de bataille de l'armée autrichienne et la topographie de la Bohême. Des cartes excellentes étaient dans les mains de chaque officier. Non-seulement des compagnies d'ouvriers accompagnaient l'armée, prêtes à réparer partout les lignes de fer, mais on avait poussé la prévoyance jusqu'à faire disposer à Berlin les pièces des ponts que l'on supposait devoir trouver détruits. Que l'on ajoute à cela un corps très homogène d'officiers d'élite, laborieux, patiens, ambitieux, soumis à des études constantes, sous leurs ordres des troupes jeunes où étaient représentées toutes les classes sociales, où l'instruction était largement répandue, où l'intelligence dominait, où régnait un patriotisme ardent, grâce auquel, la guerre déclarée, disparurent toutes divergences d'opinion et tout froissement personnel. Enfin le gouvernement tenait dans ses caisses une réserve de 30 millions de thalers en numéraire. Ces préparatifs si complets avaient été menés avec autant de discrétion que de persistance. L'Europe en ignorait la puissance et l'étendue. On dédaignait un peu ce que l'on prenait pour des combinaisons de théoriciens de bureau; cette armée, qui n'avait pas fait ses preuves, si brièvement exercée d'ailleurs, si largement recrutée, semblait peu capable d'affronter les troupes autrichiennes. La guerre de Danemark n'avait été qu'une expérience, et elle n'avait fait oublier à personne qu'en 1850 la Prusse avait subi l'humiliation d'Olmütz, faute de pouvoir répondre par les armes aux provocations parties de Vienne.

L'Autriche s'était trop reposée sur ses souvenirs. Rien n'avait été tenté, on était resté stationnaire. A part l'artillerie, une des plus belles d'Europe, l'armement était ancien. On n'avait point pensé évidemment à une guerre en Bohême, ni surtout à la tactique nouvelle. Les Prussiens avaient quatre chemins de fer qui conduisaient à la frontière; les Autrichiens n'en avaient qu'un et encore à une seule voie, la ligne de Vienne à Lundenbourg avec des embranchemens sur Olmütz et Prague. L'aristocratie, qui remplissait l'état-major, servait avec une bravoure et un éclat incontestables; mais elle avait trop négligé ce que les « hobereaux » prussiens avaient

si patiemment appris. Quant à l'armée proprement dite, mainte cause en affaiblissait la puissance et en paralysait l'action. L'écart considérable entre le pied de paix et le pied de guerre en rendait la réunion difficile; c'était en chiffres ronds 186,000 hommes qu'il fallait rappeler sous les drapeaux, armer et faire entrer dans les cadres: ces hommes étaient tous loin de leurs régimens et de leurs dépôts, car par mesure de prudence on tenait toujours les soldats en activité éloignés de leur pays natal. De là beaucoup de lenteur à atteindre l'effectif de guerre, de là aussi une grande disproportion dans l'aptitude des hommes. La difficulté de faire marcher d'accord ces élémens hétérogènes était plus grande encore (1). Les officiers ne se comprenaient pas toujours, les sous-officiers et les soldats ne pouvaient s'entendre. Il avait fallu par politique diviser les nationalités et appeler au nord les contingens italiens, qui de plus furent disloqués et répartis dans des corps de langue différente. Les troupes mêmes des provinces orientales ne marchaient qu'avec une sorte de répugnance que l'on ne pouvait combattre suffisamment. On avait dû en outre envoyer en Italie 164,000 hommes de troupes excellentes, les plus sûres et les mieux exercées. Le gouvernement enfin, absorbé par des embarras de toute sorte, croyant au succès, mais hésitant à entreprendre la guerre, avait négocié jusqu'à la dernière heure, et n'avait rien fait pour activer ses préparatifs. Quant aux contingens des états secondaires, médiocrement armés d'ailleurs, des causes nombreuses en retardaient la concentration; les gouvernemens n'étaient nullement prêts à la guerre et ne la désiraient pas, de sorte qu'ils ne commencèrent à s'y préparer que lorsqu'elle fut inévitable. Les Saxons seuls se trouvèrent en mesure de se défendre. Il résulte de là que, si l'armée prussienne était préparée d'avance et s'il suffisait d'un ordre pour la concentrer, il en était tout autrement en Autriche. En opérant des mouvemens de troupes alors qu'en Prusse rien n'avait encore bougé, on ne faisait donc qu'obéir à un sentiment de légitime prudence, et on ne cherchait qu'à rétablir l'équilibre des forces. On le fit malheureusement avec trop de mollesse. Quelques dates et quelques chiffres compléteront cette esquisse; c'est là que se trouve en grande partie l'explication de la campagne.

Dès le mois de mars, l'Autriche commença de se préoccuper de la guerre. On acheta des chevaux, on rapprocha de leurs dépôts les corps de troupes des provinces du nord. Ce furent ces mouvemens, tout de précaution et de défense, qui servirent de prétexte aux ré-

(1) Il y avait à l'armée du nord 23 régimens allemands, 23 hongrois, 13 polonais, 7 italiens.

clamations de M. de Bismarck. La concentration des troupes en Bohême ne fut entreprise que vers le milieu de mai. Le 19, le feld-maréchal Benedek en prit le commandement. Les opérations de concentration durèrent jusqu'au milieu de juin. A cette date, l'armée du nord était forte de 263,000 hommes et 752 canons, cantonnés de l'Elbe à Cracovie. A la même époque, les Bavarois se rassemblaient entre Bamberg et Wurtzbourg; leur force était évaluée à 50,000 hommes et 144 bouches à feu; le 8e corps de l'armée fédérale, Wurtemberg, Hesse-Darmstadt, Nassau, Bade et 12,000 Autrichiens, en tout 53,000 hommes et 134 canons, se réunissaient, mais avec beaucoup de lenteur, autour de Francfort. Le Hanovre et la Hesse électorale avaient à peine commencé à mobiliser leurs troupes, quoique par leur situation ils fussent les plus compromis des états allemands. En résumé, les états secondaires, qui devaient fournir un contingent total de 144,000 hommes, ce qui eût porté les forces alliées à près de 400,000 hommes, n'étaient nulle part prêts à entrer en ligne. Les gouvernemens hésitaient encore, les armées ne communiquaient pas et ne s'entendaient point. Il n'y avait pas de volonté bien arrêtée, il ne pouvait y avoir d'action commune efficace. La petite armée saxonne, forte de 23,000 hommes et 60 canons, bien équipée, parfaitement exercée et animée du plus vaillant patriotisme, se trouva seule capable d'appuyer les Autrichiens. On verra qu'elle les rejoignit du 16 au 18 juin. Les forces dont disposait le maréchal Benedek furent ainsi portées à 271,000 hommes et 810 canons.

En Prusse, on n'avait pris des mesures ostensibles que vers la fin de mars et pour répondre en apparence aux mouvemens des troupes autrichiennes. Le 27, l'ordre fut donné d'élever l'effectif des divisions de la frontière austro-saxonne et d'armer les forteresses de Silésie. Un mois après, le 24 avril, à la suite du refus de l'Autriche de désarmer en Italie, cinq des corps d'armée prussiens, la cavalerie et l'artillerie en entier furent mis sur le pied de guerre. Le 4 mai, ces corps furent mobilisés, et on mit sur le pied de guerre les quatre autres corps d'armée. Ils furent mobilisés eux-mêmes le 7 mai. L'armée prussienne entière se trouva ainsi appelée sous les armes (1). En quatorze jours, elle fut au complet, et présenta un

(1) Rappelons ici que l'armée prussienne entière, armée active et landwehr, est divisée en neuf corps : la garde en forme un, les huit autres répondent à chacune des provinces où ils sont levés, où ils séjournent, et dont ils portent le nom. Le décret de mobilisation appela sous les drapeaux, non toute la landwehr du premier ban, soit 118,600 hommes, mais seulement 65,000 hommes. Les bataillons, alors de 500 hommes, furent portés plus tard à 800 par un appel spécial du second ban. Ces troupes de landwehr, formées en corps de réserve, furent employées à garder les places, à occuper les pays conquis, et en plusieurs endroits à seconder l'armée active.

effectif de 326,000 hommes, équipés, approvisionnés, munis de convois et d'ambulances, toute prête en un mot à entrer en campagne. Dès le 19 mai, on put commencer la concentration des troupes. En vingt et un jours, 197,000 hommes, 55,000 chevaux et 5,200 voitures furent transportés à la frontière. Le 1er juin, la garde, 27,000 hommes, quitta Berlin, où elle fut remplacée par un corps de réserve de 24,000 hommes de landwehr, sous le général Mulbe. La garde vint rejoindre l'armée de Bohême, qui se trouva dès lors prête à marcher. Elle était forte de 254,000 hommes et 900 canons. Le roi devait en prendre le commandement supérieur. Elle était divisée en trois armées réparties de la manière suivante : *première armée*, sous le commandement du prince Frédéric-Charles, composée des 2e, 3e et 4e corps, avec la cavalerie de la garde, en tout 93,300 hommes, qui formaient le centre des positions prussiennes et étaient cantonnés d'Hoyerswerda à Gœrlitz; *deuxième armée* ou *armée de Silésie*, sous le commandement du prince royal, composée des 1er, 5e, 6e corps et de l'infanterie de la garde, 115,000 hommes, qui formaient l'aile gauche et étaient cantonnés sur la frontière de Silésie; *troisième armée* ou *armée de l'Elbe*, sous le commandement du général Herwarth, composée des corps venus du Rhin, environ 46,000 hommes, qui formaient la droite, entre Halle et Torgau. La Prusse avait donc porté là tout son effort. A l'ouest, en Westphalie et dans les provinces rhénanes, on n'avait laissé que la division Gœben; une autre division, sous les ordres du général Beyer, fut formée avec les garnisons retirées des places fédérales et envoyée dans l'enclave de Wetzlar. Ces deux corps, environ 36,000 hommes, opéraient sous le commandement supérieur du général Vogel de Falkenstein. La division Manteuffel, alors dans le Holstein, vint plus tard rejoindre l'*armée du Mein*, qui fut portée ainsi à 54,000 hommes avec 78 canons et une division de landwehr comme réserve. On voit par cet exposé que, si à la frontière de Bohême les forces dont disposait l'Autriche étaient supérieures en nombre aux forces prussiennes, cette supériorité apparente était bien compensée par la composition des troupes, la précipitation avec laquelle on les avait réunies, le manque d'approvisionnemens et la répartition des corps sur une ligne aussi étendue.

Telle était la situation des différentes armées lorsque le 15 juin la Prusse adressa son ultimatum à la Saxe, au Hanovre et à la Hesse électorale. Elle leur donnait douze heures pour répondre. Ils n'acceptèrent point, et, comme on l'a vu déjà, le 15 au soir la guerre leur fut déclarée. L'ordre de marcher fut donné immédiatement aux troupes. Il s'agissait moins de frapper l'ennemi par des mouvemens rapides et de désorganiser les troupes fédérales à peine formées en

corps que d'obtenir du premier coup deux résultats d'une importance stratégique considérable. Il fallait d'abord assurer les communications entre les deux parties est et ouest de la monarchie prussienne; il fallait ensuite circonscrire les deux théâtres d'opérations, les disjoindre et couper les Autrichiens des Bavarois. On croyait à Berlin à une offensive de Benedek; on pensait qu'il occuperait la Saxe. C'était de ce côté qu'il importait d'agir avec le plus de décision. Le 16 juin, la droite et le centre de l'armée prussienne franchirent la frontière saxonne. Ils ne trouvèrent aucune résistance. L'armée évacua aussitôt le pays et rejoignit en Bohême les Autrichiens, qui ne bougèrent pas. Le 18, le général Herwarth entrait à Dresde, tandis que le prince Frédéric-Charles faisait réparer les chemins de fer, rétablissait les communications et occupait Bautzen et Zittau. On s'assura des lignes de Dresde à Plauen et à Chemnitz. La population reçut les Prussiens avec une résignation sérieuse et triste; on la traita avec égards. Les avant-postes furent portés à la frontière de Bohême; on fit venir de Berlin, pour garder Dresde, le général Mulbe avec son corps de réserve. Le 20 juin, la Saxe entière était entre les mains des Prussiens, et l'armée d'opération pouvait continuer sa marche.

Les mouvemens exécutés à l'ouest par le général Falkenstein n'étaient pas moins heureux. La division Beyer eut l'ordre de marcher de Wetzlar sur Cassel; elle y arriva le 19. Les Hessois s'étaient retirés précipitamment sur Fulda, après avoir coupé le chemin de fer de Giessen à Marbourg. L'autorité de l'électeur fut suspendue et lui-même transporté à Stettin le 24. La petite armée hessoise cependant avait pu rejoindre le 8e corps fédéral. L'armée hanovrienne n'eut pas le même bonheur. A peine mobilisée, on la transporta, du 15 au 17, par trains express jusqu'à Goettingue. Dans la précipitation de ce départ, on dut abandonner de nombreuses munitions et 60 canons, dont les Prussiens s'emparèrent. Le 17, le général Falkenstein fit son entrée à Hanovre; le général Manteuffel l'y rejoignit le 18, venant du Holstein. La marine s'était emparée des points les plus importans des côtes. Le 22, on était maître de tout le Hanovre. On s'était mis dès le 19 à la poursuite des Hanovriens, qui, forts de 18 à 19,000 hommes avec une bonne cavalerie et 52 canons, cherchaient à s'organiser autour de Goettingue. Le dessein du roi George, qui, malgré sa cruelle infirmité, restait au milieu de ses troupes, était de gagner la Bavière par Gotha et Eisenach. Cette partie de la province de Saxe n'était gardée que par deux bataillons du contingent de Cobourg, sous le colonel Fabeck. Ils n'eussent point présenté un obstacle sérieux, si l'armée hanovrienne avait pu agir immédiatement, si les Bavarois avaient, pour

la secourir, poussé une pointe vers Cobourg; mais ils ne le firent pas, et le roi George ne put se mettre en marche que le 20. Il fut prévenu par les Prussiens, qui, renforcés de quelques troupes de landwehr, coupèrent successivement toutes les issues. Ne pouvant se décider à livrer bataille, hésitant, négociant encore, les Hanovriens errèrent jusqu'au 27 de Gotha à Langensalza, espérant toujours que l'armée bavaroise leur viendrait en aide. Ils voulaient gagner du temps, ils en donnèrent à leur ennemi, qui sut en profiter. A Gotha, le 26 juin, le colonel Fabeck avec son faible renfort de landwehr n'eût point été en mesure de résister. Le roi George se trouvait alors à Langensalza. Sommé de capituler, il avait refusé, mais il n'agit point et négocia encore. Il demandait à gagner la Bavière avec son armée, promettant de s'abstenir pendant un mois de toute hostilité. La Prusse exigea des garanties. Il n'en fut point accordé. Le 25, une nouvelle sommation de capituler dans les douze heures fut envoyée aux Hanovriens. Ils la repoussèrent. Le 26 juin à midi, les négociations furent rompues, et le 27 l'armée hanovrienne se remit en mouvement. Le gros des troupes prussiennes était encore à une journée de marche en arrière, au nord. Le roi de Hanovre n'avait devant lui au sud que l'avant-garde, environ 9,000 hommes, composée en grande partie de landwehr et du contingent de Cobourg-Gotha, sous le général Flies. Renonçant à forcer le passage de ce côté, croyant avoir le temps de se dérober avant l'arrivée de l'autre armée, les Hanovriens, ainsi investis, se dirigèrent vers le nord. Il importait de les arrêter. Le général Flies, malgré la disproportion des forces, n'hésita point; il attaqua l'arrière-garde entre Langensalza et Merxleben. Après un combat sanglant, les Hanovriens se retirèrent dans ce dernier village, où ils prirent une position très forte. Ils avaient d'ailleurs une grande supériorité numérique, car l'engagement était bientôt devenu général. Après une lutte acharnée qui dura jusqu'au soir, le général Flies dut se replier sur Warza. Il était repoussé, mais il avait atteint son but, arrêté l'armée hanovrienne. Celle-ci se trouvait trop épuisée en effet pour se remettre en marche immédiatement, et le lendemain il était trop tard. Les corps prussiens avançaient de tous côtés. Les Hanovriens, enveloppés de toutes parts, se voyaient menacés d'une entière destruction. Ils n'avaient plus qu'à capituler. Ils le firent le 29. Le roi put se retirer où bon lui semblait, en dehors du Hanovre. Les troupes furent désarmées et renvoyées dans leurs foyers, sous serment de ne pas servir contre la Prusse; les officiers conservèrent leurs armes. Le royaume de Hanovre n'existait plus. Ainsi en quatre jours, du 16 au 20 juin, la Prusse avait obtenu les deux résultats qu'elle désirait. Les communications étaient assu-

rées entre ses provinces, la guerre était portée sur le territoire ennemi. Les Bavarois et l'armée fédérale étaient coupés des Autrichiens, la coalition était désorganisée, et le 29 le Hanovre était conquis. La grande armée prussienne n'était point restée inactive pendant ce temps-là. Les opérations avaient commencé. C'est elles seules que nous allons suivre désormais.

Il est nécessaire de préciser ici la situation des Autrichiens à ce moment. Jusqu'aux premières hostilités, l'opinion en Europe partagea leur confiance dans la supériorité de leurs forces. On voyait dans l'inaction de Benedek le résultat de combinaisons profondes qui allaient se montrer tout d'un coup. En Prusse même, on n'était pas sans crainte : on s'attendait à voir les Autrichiens passer la frontière, et un succès pouvait leur livrer la route de Berlin. Si ces suppositions inquiétèrent un moment Berlin, elles dénotent de la part du général autrichien des illusions bien grandes. Ce qui est sûr, c'est que l'offensive de ses adversaires le surprit, et que, lorsqu'ils commencèrent les hostilités, il n'était pas en mesure de les devancer; mais alors même il se méprit tout à fait sur le dessein qu'il leur prêtait. Il pensa que l'idée, si téméraire qu'elle fût, de s'ouvrir le chemin de Vienne par Olmütz les séduirait, et que leur principale attaque aurait lieu par la frontière de Silésie, tandis qu'il n'y aurait du côté de la Saxe qu'une forte démonstration. Encore comptait-il de ce côté sur les Bavarois, qui entraveraient la marche des Prussiens en les prenant à revers. C'était là une erreur capitale dont Benedek ne revint que plus tard, et qui fut le principe de ses revers. Il se prépara en conséquence. Il voulait attendre les Prussiens à mesure qu'ils sortiraient des défilés, laisser déboucher une partie de leurs forces, les battre avant qu'ils ne fussent entièrement déployés, les refouler ainsi successivement avec toutes ses troupes et envahir à leur suite. Il disposait de sept corps d'armée, de deux divisions de cavalerie légère et trois divisions de cavalerie de réserve. Il établit son quartier-général dans une position centrale, à Josephstadt; il y concentra le gros de ses forces, qu'il pouvait porter facilement de là, soit sur Olmütz, soit sur la frontière de Silésie. Il garda avec lui le 4e corps (Festetics), le 8e (archiduc Léopold), et les trois divisions de cavalerie de réserve. Le 3e corps (archiduc Ernest) resta pour observer la route d'Olmütz. Le 10e corps (Gablenz), le 6e (Ramming), le 2e (Thun) et une division de cavalerie légère furent échelonnés le long de la frontière de Silésie. Le 1er corps (Clam-Gallas), avec les Saxons et la 1re division de cavalerie légère, devait défendre les passages du nord-ouest, arrêter les Prussiens sur la ligne de l'Iser, donner à Benedek le temps de les battre de son côté et de revenir à lui pour accabler l'armée de

l'Elbe. Clam-Gallas réunit donc ses troupes sur l'Iser, autour de Munchengrætz, ne laissant au nord que la brigade Poschacher pour garder la route de Reichenberg. Ainsi, par suite de la méprise du maréchal Benedek, Clam-Gallas allait se trouver isolé, avec 60,000 hommes seulement, en face de deux armées qui formaient un total de 140,000 hommes. Voici en effet quel était le plan des Prussiens, dont la conception est attribuée au chef d'état-major-général de Moltke, qui en dirigea l'exécution.

Il fut décidé que les trois armées envahiraient à la fois la Bohême par le nord-ouest et par le nord-est, et avanceraient en se resserrant toujours. La première armée et l'armée de l'Elbe devaient atteindre l'Iser, et la deuxième armée la rive droite de l'Elbe supérieur, en dirigeant sur Gitschin et Kœniginhof leurs marches convergentes, pour de là opérer de concert sur Vienne par Pardubitz et Brunn. Le rôle le plus difficile incombait ainsi à la seconde armée, qui allait avoir à franchir les défilés de la Silésie et à supporter tout l'effort des Autrichiens. Cette armée dut en conséquence s'ébranler la dernière et lorsque les deux autres seraient déjà entrées en Bohême.

Le 23 et le 24 juin, l'armée de l'Elbe et l'armée du prince Frédéric-Charles traversèrent sans être inquiétées les parties difficiles de la route; elles se dirigeaient sur Munchengrætz, l'une par Gabel, l'autre par Reichenberg. La division Horn, qui formait l'avant-garde du prince Frédéric-Charles, rencontra les Autrichiens le 25 à Liebenau. Après un combat d'artillerie, ceux-ci se retirèrent sur Podol. Il n'y avait, ainsi qu'on l'a dit plus haut, pour défendre ce point de passage important sur l'Iser, que la brigade Poschacher, dite *brigade de fer*. Elle se barricada dans le village. Les Prussiens l'y attaquèrent dans la nuit du 26 au 27. Après trois heures de lutte acharnée, les Autrichiens durent céder, et ils se replièrent en bon ordre sur Munchengrætz. Ce fut dans ce combat que l'on se rendit bien compte pour la première fois des terribles effets du fusil à aiguille. On n'y avait pas pris garde en Danemark; depuis, l'opinion y attacha sans doute trop d'importance. Il est certain néanmoins que cet engin de guerre eut dans la campagne de Bohême une influence considérable. Il était inférieur pour la précision et la portée aux fusils autrichiens, mais à courte distance il reprenait tous ses avantages. Tirant cinq coups pour un de leurs adversaires, les Prussiens virent ainsi presque partout leurs forces quintuplées en réalité. Rien ne fut tenté pour paralyser l'action de cette arme meurtrière; la tactique adoptée par les Autrichiens en assurait au contraire l'efficacité. Ils attaquaient à la baïonnette, en masses serrées et profondes, d'un élan ferme et impétueux. Cette disposition mauvaise,

cette bravoure inutilement déployée, leur furent fatales. Dans plusieurs rencontres, ils furent littéralement fauchés. Ce qui se passa à Podol se reproduisit en effet pendant tout le cours de la guerre. On explique de cette manière l'écart considérable qu'il y eut toujours entre les pertes des deux armées. Ce premier engagement sérieux fut sur les deux armées d'un effet moral énorme. Les Autrichiens se voyaient dès l'abord envahis, repoussés sur leur propre territoire et décimés par une arme supérieure. Les Prussiens prirent confiance en eux-mêmes, dans leurs chefs, dans l'excellence de leur armement.

L'armée de l'Elbe n'avait pas été moins heureuse. Dès le 26 juin, elle communiquait avec la première armée, et toutes deux s'avançaient sur Munchengrætz. On sait que Clam-Gallas s'y trouvait avec son corps d'armée. Obéissant à ses instructions, il se bornait à contenir l'ennemi. On venait même de lui ordonner d'abandonner l'Iser; mais le 26 Benedek, instruit des mouvemens des deux armées prussiennes, reconnut qu'il s'était trompé et changea brusquement d'avis. L'effort principal se portait sur la Bohême. Il résolut de se retourner de ce côté avec toutes ses forces et de reconquérir la ligne de l'Iser, bien compromise déjà. Dans cette nouvelle combinaison, Clam-Gallas devait former l'avant-garde de la grande armée autrichienne et résister en attendant qu'on vînt l'appuyer pour reprendre l'offensive. Attaqué à Munchengrætz le 27, il céda devant des forces supérieures et se retira sur Gitschin, où il s'établit dans une bonne position défensive, s'attendant toujours à être secouru. La première armée prussienne le poursuivit et l'attaqua. Il y eut le 27 un combat sanglant qui coûta cher aux Prussiens; mais l'avantage leur resta. Ils étaient maîtres de l'Iser et du chemin de Dresde à Prague. Clam-Gallas n'avait point été soutenu; il reçut même le 29 au soir l'ordre d'évacuer Gitschin et de se replier en toute hâte sur Kœnigsgrætz. Benedek avait encore une fois changé de dessein. Il venait d'apprendre en effet l'entrée en Bohême de l'armée du prince royal, et comprenait trop tard quel était le plan des Prussiens et quel danger il lui faisait courir.

Le prince royal était resté en expectative, prêt à faire face à une offensive des Autrichiens, à les prendre à revers, s'ils se portaient sur les deux autres armées, à entrer enfin en igne à son tour et à compléter le plan d'invasion, s'il réussissait du côté de la Saxe. L'événement le plus favorable fut celui qui se présenta. Instruit des progrès des armées prussiennes et du dessein de Benedek de reconquérir l'Iser, le prince royal se mit immédiatement en marche; il envoya auparavant deux divisions du 6e corps faire une démonstration par Neisse, sur la route d'Olmütz; elles devaient y occuper les Autri-

chiens, leur faire croire qu'elles étaient l'avant-garde de la seconde armée, et venir ensuite rejoindre celle-ci par Glatz et Reinerz. Le prince royal divisa ses troupes en trois colonnes, qui devaient pénétrer simultanément en Bohême : la droite (1er corps, général Bonin) par la route de Landshut à Trautenau, le centre (garde) par la route de Wunschelburg à Braunau, la gauche (5e corps, général Steinmetz, et ensuite 6e corps) par la route de Reinerz à Nachod. Cette dernière colonne suivait le chemin le plus difficile, un défilé de plus de 7 kilomètres qui ne permettait de se déployer qu'à Nachod; mais une saillie de la frontière et une route relativement aisée donnaient au centre le moyen de se mettre en ligne plus tôt et de soutenir au besoin celle des deux ailes qui serait compromise. Le mouvement commença le 27 au matin.

Des corps autrichiens étaient placés en face des débouchés. Benedek était près de là, à Josephstadt, disposant de six corps d'armée, soutenu à gauche par la retraite de Clam-Gallas. Il était donc maître de livrer bataille, d'écraser le prince royal avec ses forces réunies et de se reporter ensuite sur les deux autres armées prussiennes, qui n'auraient pas le temps de secourir l'armée de Silésie. Il n'en fit rien, résolu dès lors, paraît-il, à risquer une affaire décisive, à attirer l'ennemi près de Kœniginhof, dans une situation qu'il croyait excellente, et à le battre ainsi à son heure, au lieu déterminé par lui. Cette combinaison ambitieuse échoua complétement, tant par l'impéritie des Autrichiens que par la décision de leurs adversaires. Dans le dessein qu'avait Benedek, il eût pu au moins tenter de défaire séparément les corps qui débouchaient des montagnes et empêcher leur jonction. Au lieu d'agir avec résolution, il se contenta de gêner leurs mouvemens, de retarder leur marche, et par la résistance vaine qu'il leur opposa, il ne fit que disperser ses propres troupes, les épuiser et les décourager.

La droite prussienne arriva dans la matinée du 27 à Trautenau; Gablenz était établi en arrière de la ville. Un engagement très vif de l'avant-garde donna au gros de la colonne le temps de se déployer. Les Autrichiens se retirèrent après une lutte prolongée; mais dans l'après-midi Gablenz revint avec des troupes fraîches. Fatigués par la chaleur, la marche et huit heures de combat, les Prussiens se retirèrent derrière la ville avec des pertes considérables, fusillés au passage par les habitans, qui leur jetaient aussi de l'huile bouillante sur la tête; mais le corps de Gablenz était trop ébranlé lui-même pour profiter de son avantage. Pendant ce temps, la garde prussienne, au centre, s'avançait sur Braunau sans être sérieusement inquiétée, tandis qu'à gauche le vieux Steinmetz remportait un brillant succès. Il se heurta en débouchant de Nachod contre le 6e corps

autrichien tout entier, avec une division de cavalerie et 100 canons. L'avant-garde prussienne, après avoir soutenu bravement le choc, reculait, accablée par le nombre; mais Steinmetz avait pu se déployer en partie : il fait hisser des canons sur les hauteurs et prend hardiment l'offensive. Ses hulans culbutent les fameux cuirassiers autrichiens. Toutes les forces autrichiennes étaient depuis longtemps en ligne; les Prussiens se renforçaient à chaque instant. Ramming dut céder enfin à cet élan impétueux et se retirer sur Skalitz en laissant 3 drapeaux, 5 canons et 2,000 prisonniers aux mains de l'ennemi. Malgré cet avantage, la situation de l'armée prussienne le 27 au soir n'était rien moins qu'assurée, et l'on s'accorde à dire que Benedek perdit à ce moment l'occasion de vaincre.

Les deux armées de l'ouest étaient encore à deux jours de marche, contenues d'ailleurs par Clam-Gallas. Le prince royal, arrêté à droite, était acculé au pied des montagnes, incomplétement déployé, n'avait en ligne que 67,000 hommes, et ses trois corps ne communiquaient point entre eux. Au lieu de rejeter dans les défilés Steinmetz victorieux, mais fatigué par la lutte, de renforcer Gablenz à Trautenau et de couper le centre des ennemis des deux autres colonnes, Benedek se contenta de faire revenir le 3ᵉ corps, resté vers Olmütz, et d'envoyer le 6ᵉ (archiduc Lépopold) rejoindre Ramming devant Nachod. Quant à Gablenz, il dut quitter la position excellente qu'il avait gardée pour rétrograder vers l'Aupa, y occuper la garde prussienne, qui y était déjà campée, et l'empêcher de soutenir Steinmetz. Ces troupes, éprouvées déjà, durent ainsi, après une journée de combat, entreprendre une marche de flanc devant un corps d'élite tout frais et supérieur en nombre. Elles rencontrèrent la garde prussienne le 28 au matin à Burgersdorf; Gablenz, qui savait le 4ᵉ corps près de là, à Kœniginhof, et s'attendait à être appuyé, accepta le combat. Une seule brigade vint à son aide et trop tard. Il se retira abandonnant 5,000 prisonniers, 3 drapeaux et 10 canons. A quelques lieues de là, à Skalitz, le 8ᵉ corps et le 6ᵉ cédaient, à peu près à la même heure, devant le choc furieux de Steinmetz, renforcé par le 6ᵉ corps, arrivé à sa suite, ainsi qu'il le devait faire après avoir accompli sa démonstration vers Neisse. Victorieux sur tous les points, les Prussiens continuèrent d'avancer le 29. Les premiers bataillons de la garde emportèrent Kœniginhof malgré l'héroïque résistance du faible corps autrichien qu'on y avait laissé, et furent rejoints bientôt par l'infatigable Steinmetz, qui venait, pour la troisième fois depuis trois jours, de battre les Autrichiens. L'armée du prince royal fut rassemblée dès lors. Le même jour, Clam-Gallas était forcé d'évacuer Gitschin. Dans la soirée, les avant-gardes du prince royal communiquèrent avec celles du prince Frédéric-Charles sur

l'Elbe supérieur. La concentration des troupes prussiennes était maintenant assurée; on l'acheva rapidement. Les trois armées d'opération furent réunies sur une grande ligne de bataille, longue de huit lieues (32 kilomètres), et qui faisait à peu près face à la partie de l'Elbe qui court de Josephstadt à Kœnigsgrætz. L'armée de l'Elbe, formant l'aile droite, s'avança jusqu'à Smidar, au sud-ouest de Kœnigsgrætz. Le prince Frédéric-Charles se plaça à cinq lieues et demie en avant de cette place, à Horsitz, formant le centre. Le prince royal forma l'aile gauche, de Miletin à Kœniginhof, sur la rive droite de l'Elbe, laissant sur la rive gauche le 5e et le 6e corps à Gradlitz. Les trois armées n'en firent plus qu'une. Le roi, arrivé de Berlin, en prit le commandement le 2 juillet, et établit son quartier-général à Gitschin. Une grande bataille était inévitable. Les Prussiens la désiraient, les Autrichiens s'y étaient préparés.

Resserré chaque jour davantage par cette marche convergente, Benedek dut renoncer à en retarder le progrès et se résoudre à une action décisive. Dès le 28 juin au soir, il commença de concentrer ses troupes et se retira sur la rive droite de l'Elbe, en avant de Kœnigsgrætz. Il choisit là, pour y livrer bataille, une position depuis longtemps étudiée, qui avait, comme on le verra, de grands inconvéniens, mais qui permettait, en cas de succès, de reprendre l'offensive. Ce fut, paraît-il, cette considération qui décida le général autrichien. Il s'établit sur des collines boisées, entrecoupées de ravines profondes et qui s'étagent en amphithéâtre en avant de la plaine où se trouve Kœnigsgrætz, entre l'Elbe, la Trotina et la Bistritz. Ces hauteurs atteignent leur point culminant à Chlum et à Lipa, point où la route de Gitschin à Kœnigsgrætz les coupe à peu près par le milieu. C'est en avant qu'elles sont le plus escarpées, du côté de la Bistritz, qui coule au pied, parmi des marécages, et dont le lit en ce lieu est à peu près parallèle à celui de l'Elbe; en arrière, elles s'abaissent plus doucement vers ce fleuve. On barricada les villages, on fit partout des abatis d'arbres destinés à embarrasser l'ennemi et à couvrir son feu. Enfin on établit des batteries superposées, placées de telle sorte qu'un feu convergent balayât la route de Gitschin. L'excellence de l'artillerie autrichienne, la bravoure de ceux qui la servent, rendaient ces préparatifs formidables, si défectueuse que fût d'ailleurs cette position adossée à un fleuve. L'armée fut disposée sur les hauteurs de la manière suivante : les Saxons à gauche, de Prim à Problus, avec le 8e corps, un peu en arrière, leur servant de soutien; à leur droite et formant le centre, le 10e corps et le 3e, dans une position plus avancée sur la Bistritz, à cheval sur la route, en arrière de Sadowa, et le 4e corps de Chlum à Maslowed. Le 2e corps formait la droite, de Maslowed

à Horenowes, relié à l'Elbe, à l'extrême droite, par une brigade placée à Trotina et deux bataillons à Racitz. Restaient en réserve les 1er et 6e corps et cinq divisions de cavalerie établis à un demi-mille en arrière du centre. Il résulte de ces dispositions que Benedek croyait à une attaque de front et à une action principale vers le pont de Sadowa, au-dessous de Lipa, lieu où la route de Gitschin traverse la Bistritz et atteint les premières hauteurs. Il ne s'attendait au contraire qu'à une forte démonstration sur la droite. De là vint que, bien que Chlum fût fortifié, il ne s'attacha pas à garnir ce point culminant de ses positions de droite, ni même à y placer des observateurs qui pussent de ce côté surveiller les mouvemens de l'ennemi. L'armée autrichienne présentait ainsi un front de bataille de plus 11 kilomètres. Elle avait un effectif de 206,000 combattans, mais elle était affaiblie de plus de 35,000 hommes depuis le commencement de la campagne. Elle avait été constamment repoussée; des sept corps qui la composaient, deux seulement restaient intacts; les autres, épuisés par les marches, démembrés par leurs pertes, avaient eu à peine le temps de se refaire. Cette armée cependant n'était point découragée, elle désirait l'action; elle avait encore confiance dans son chef, et elle montra bien qu'elle n'avait rien perdu de sa ténacité. Ce ne fut point la fermeté en effet qui manqua, ce fut l'élan. C'est dans ces conditions que Benedek se préparait à livrer une bataille gigantesque et à affronter le choc d'un ennemi victorieux, dont le succès décuplait l'ardeur, et que tout avait servi jusque-là, même ses fautes. Enfin, pour ajouter à tant de causes fâcheuses, le chef de l'état-major autrichien avait été remplacé le 2 juillet, ce qui rendit plus difficile encore les mouvemens, déjà si compliqués, de cette immense armée. Benedek d'ailleurs ne s'attendait point à être attaqué avant le 4. Il était prêt, mais il croyait que les Prussiens auraient besoin de quelques jours de repos.

Il ne se trompait pas entièrement. Pensant que Benedek les attendrait de l'autre côté de l'Elbe, en arrière du fleuve, protégé sur ses ailes par les deux places de Josephstadt et de Kœnigsgrætz, ils avaient résolu de laisser les troupes se reposer jusqu'au 4; mais lorsqu'ils surent, le 2 au soir, dans quelle position on se préparait à leur livrer bataille, ils ne voulurent point en perdre l'avantage. Malgré la fatigue des troupes et l'éloignement relatif de l'armée du prince royal, on résolut de reprendre immédiatement l'offensive. On devait marcher en trois colonnes sur Kœnigsgrætz; le général Herwarth, avec l'armée de l'Elbe, attaquerait la gauche des Autrichiens sur la Basse-Bistritz, le prince Frédéric-Charles leur centre, à Sadowa; le prince royal les prendrait à revers sur leur droite.

Celui-ci ne pouvait entrer en ligne que longtemps après les autres; d'autre part, il était impossible au général Herwarth et au prince Frédéric-Charles de se joindre autrement que sur la Bistritz même et sous le feu de l'ennemi. Le succès de la manœuvre dépendait donc de la précision avec laquelle ces mouvemens difficiles seraient exécutés. Il fallait donner au prince royal le temps d'arriver; deux armées prussiennes opérant séparément, dans un pays accidenté, allaient avoir ainsi à soutenir pendant plusieurs heures la résistance de l'armée autrichienne tout entière. C'était risquer beaucoup; mais on voulait une victoire complète, et l'on comptait sur l'hésitation de l'ennemi.

Le prince royal était à cinq lieues du quartier-général. On lui dépêcha un courrier qui parvint à traverser les avant-postes autrichiens. A une heure et demie du matin, l'aile droite et le centre s'ébranlèrent. La pluie, qui dura tout le jour suivant, commençait à tomber. Le prince Frédéric-Charles marcha toute la nuit. Les chemins étaient détrempés, il n'avançait que péniblement. Vers quatre heures du matin, il apprit que le prince royal était averti. Il atteignit la Bistritz à sept heures environ. Le brouillard et les ondulations du sol avaient dissimulé ses mouvemens. L'attaque commença au centre, et suivit peu après à gauche. Benedek s'établit à Lipa, où il demeura constamment. Les batteries autrichiennes furent démasquées. A dix heures, l'action était engagée sur toute la ligne. Herwarth, incomplétement déployé dans une position détestable, ne pouvait que tenir sous le feu terrible des Saxons. Au centre, parmi les marécages et les arbres touffus renversés sur le sol, accablés par une grêle de branchages que la mitraille brisait et leur envoyait à la tête, exposés aux balles des tirailleurs autrichiens, lesquels, cachés par les troncs, reprenaient tous leurs avantages, ne pouvant tirer parti de leurs armes, les soldats du prince Frédéric-Charles n'avançaient que lentement, s'élevant pied à pied le long des pentes, avec des pertes énormes. Ils gagnaient toujours; mais cette attaque furieuse les épuisait. Seule la division Fransecki avait pénétré dans le bois de Benatek jusqu'à Cistowes, au cœur même des lignes autrichiennes. Elle y engagea une lutte acharnée avec le 4e corps. La position était importante. Fransecki se trouvait isolé, et l'on fit tout pour le déloger; mais on n'y parvint pas. Il eut dans cette journée 2,500 hommes tués ou blessés, le quart de la perte totale des Prussiens. Vers deux heures de l'après-midi, ceux-ci étaient tenus en échec sur toute la ligne. Ils n'avançaient plus et commençaient à s'inquiéter. Les Autrichiens croyaient à la victoire; mais, sans profiter, même à gauche, de la situation si compromise de l'armée de l'Elbe, Benedek se bornait partout à se défendre.

Pour arrêter ainsi les Prussiens, il avait dû engager toute son armée et faire donner même une partie de sa réserve. Enfin, s'il ne croyait encore en ce moment qu'à une forte diversion sur la droite, il commençait à concevoir de ce côté de plus sérieuses inquiétudes. Vers midi, on l'avertit qu'un corps prussien avait traversé l'Elbe; depuis lors une canonnade de plus en plus vive retentissait dans la direction de la Trotina. Tout l'effort s'étant porté jusqu'alors sur Sadowa et le bois de Benatek, le flanc droit des Autrichiens se trouvait découvert; Benedek ordonna en conséquence à une heure trois quarts au 4ᵉ corps et au 2ᵉ de se replier en arrière vers Nedelist et l'Elbe.

Il était déjà trop tard. La méprise qui devait être si fatale à Benedek ne pouvait plus être réparée. L'armée du prince royal arrivait en ligne, et en ce moment même 90 canons avaient commencé le feu contre l'extrême droite des Autrichiens. — Les troupes du prince royal s'étaient ébranlées de six à huit heures du matin. A onze heures, les avant-gardes du 6ᵉ corps parurent sur la Trotina, tandis que la garde marchait en colonne sur Horenowes. Le brouillard cachait son approche. Elle ouvrit le feu vers midi. A deux heures, elle était maîtresse des hauteurs, tandis qu'à sa gauche le 6ᵉ corps marchait sur Sendrasitz, après avoir refoulé la brigade autrichienne laissée à Trotina. L'armée du prince royal s'avançait ainsi en se concentrant toujours. Déjà la 1ʳᵉ division de la garde (Hiller), qui avait pris sur le gros de l'armée, retardé par les obstacles du chemin, une avance assez considérable, débouchait sur le plateau de Maslowed.

C'était le moment où le 4ᵉ corps et le 2ᵉ exécutaient leur demi-conversion vers la droite. Par suite de ces mouvemens, il se fit une brèche dans les lignes autrichiennes, et Chlum se trouva un instant découvert. Malgré son isolement, Hiller n'hésita point à tenter l'attaque. Il prend en flanc le 4ᵉ corps dans son mouvement oblique, le culbute, laisse une brigade à sa poursuite, s'élance lui-même vers Chlum avec le reste de sa division, s'empare du village et se fortifie dans les redoutes qu'on y avait préparées. Elles étaient tournées comme toutes les autres vers Sadowa. Hiller fait commencer le feu, et mitraille à revers avec leurs propres canons les Autrichiens qui faisaient face au prince Frédéric-Charles. Il était alors environ trois heures. Chlum dominait tout le champ de bataille; c'était une position capitale, au cœur de l'armée autrichienne. Cette action si hardiment exécutée la livrait aux Prussiens. Il leur fallait s'y maintenir. Benedek comprit le danger qu'il courait, si Chlum restait entre leurs mains. Il lança sur le village tout ce qui lui restait de troupes disponibles. Leur attaque vint se briser devant

les retranchemens édifiés par les Autrichiens eux-mêmes, et que les Prussiens défendaient maintenant avec un acharnement sans égal. Hiller supporta seul pendant près d'une heure ce choc désespéré. Sa résistance héroïque lui coûta la vie, mais assura la victoire aux siens. Le prince royal avançait toujours en effet, et parut bientôt avec son armée. Le bruit de son arrivée s'était répandu déjà, rendant l'ardeur aux assaillans, jetant le désarroi parmi leurs adversaires. Les Prussiens reprirent l'offensive sur toute la ligne. A gauche, Herwarth, tenu en échec pendant six heures, s'élançait à l'assaut. Les Saxons se retirèrent en bon ordre avec leurs canons, soutenant encore la retraite de leurs alliés. Benedek avait épuisé toutes ses ressources; il ne pouvait plus penser qu'à sauver son armée d'une entière destruction. La situation des Autrichiens n'était plus tenable. Balayées à revers par les batteries de Chlum, pressées à la fois par deux armées, dont l'une était intacte encore et toute fraîche, ces braves troupes, qui combattaient si vigoureusement depuis le matin, ne purent résister davantage et cédèrent le terrain. L'artillerie les soutint jusqu'au dernier moment; les hommes se firent tuer sur leurs pièces. Leur dévoûment suffit à peine à retarder de quelques instans le désastre. A trois heures et demie, les Prussiens escaladèrent Lipa; ils étaient maîtres des hauteurs, ils y installèrent aussitôt leurs canons. Dès lors le trouble se mit parmi les Autrichiens. Délogés de leurs positions, poussés sur les pentes qui descendent à l'Elbe par le flot toujours montant de leurs ennemis, ils se précipitèrent vers le fleuve. Il y avait des ponts, mais ils ne suffisaient pas; on s'y rua en tumulte. Les abords de la place avaient été inondés; des milliers de soldats se noyèrent. Les batteries prussiennes, dont le feu plongeait sur elles du haut des collines, faisaient dans ces masses désordonnées des trouées épouvantables. Le roi de Prusse vint enfin se jeter sur les Autrichiens à la tête de toute sa cavalerie. Il ne restait à Benedek que ses cavaliers de réserve, demeurés en arrière et qu'il n'avait pu employer jusque-là. Il les lança contre cette masse énorme, qu'ils ne purent arrêter. Ces troupes, les plus magnifiques peut-être de l'armée autrichienne et les plus valeureuses, furent culbutées à leur tour sous ce terrible choc. Dans son élan impétueux, le vieux roi Guillaume, enivré de cet immense succès, ne s'arrêta que sous le canon de Kœnigsgrætz, qui tirait à toute volée pour couvrir la retraite. Encore fallut-il que M. de Bismarck le contînt. Vêtu de son fameux uniforme de cuirassier de la landwehr, celui-ci avait assisté à toute la bataille avec ce flegme ironique qui, dit-on, ne l'abandonne jamais. La fatigue d'ailleurs forçait les Prussiens à suspendre la poursuite. A neuf heures du soir, le feu avait cessé.

Les Autrichiens laissaient aux mains de l'ennemi 20,000 prisonniers, 7 drapeaux, 160 canons; des milliers de victimes encombraient le champ de bataille, débris sanglans de ce choc de 420,000 hommes (1).

Le soir même de la bataille, Benedek demanda un armistice. On le refusa, non que l'on fût en mesure de reprendre aussitôt l'offensive; mais on ne voulait point donner de répit à l'Autriche et lui faciliter ainsi le moyen de faire revenir d'Italie les troupes que la victoire de Custoza rendait libres. Les Prussiens s'arrêtèrent autour de Pardubitz. Benedek se retira sur Olmütz avec les débris de son armée, qui s'y trouva réunie du 8 au 9, sauf le corps de Gablenz et la cavalerie, dirigés immédiatement sur Vienne par Brunn. Dans l'intervalle ou même bien antérieurement (2), l'empereur François-Joseph s'était adressé à l'empereur Napoléon, apportant la Vénétie en gage de la méditation qu'il sollicitait. Il l'obtint, et la nouvelle en fut publiée le 5 juillet. Cette médiation fut acceptée par le roi Guillaume, mais il subordonna la conclusion d'un armistice à l'acceptation préalable par l'Autriche de certains préliminaires de paix. Il fallait donc avant tout en fixer la base. Les ambassadeurs de France à Vienne et à Berlin s'y employèrent activement. Les mouvemens militaires se continuaient cependant. Les Prussiens s'étaient remis en marche dès le 6. Prague, qui n'était pas défendue, fut occupée le 8; le 6e corps resta devant Josepshtadt et Kœnigsgrætz. Le prince royal dut suivre Benedek à Olmütz, tandis que les deux autres armées marcheraient sur Vienne par Brunn et Iglau. Le 13 juillet, le quartier-général du roi de Prusse était à Brunn. M. Benedetti vint l'y rejoindre. Le même jour, l'archiduc Albert, le vainqueur de Custoza, rappelé en toute hâte à Vienne, prit le commandement de toutes les forces autrichiennes. Le 15, le prince Frédéric-Charles menaçait déjà la ligne de Lundenbourg, et le prince royal arrivait à la hauteur d'Olmütz. Benedek, en danger d'être coupé, eut ordre de se replier sur la capitale par la Hongrie et Presbourg. Son arrière-garde fut rencontrée par un fort détachement de cavalerie prussienne envoyé par le prince royal pour enlever Prerau,

(1) Les Autrichiens eurent en outre 4,861 morts et 13,920 blessés; les Prussiens perdirent en tout 10,000 hommes. Ils avaient en ligne 220,900 combattans, les Autrichiens 206,000. Rappelons que l'Autriche avait refusé d'adhérer à la convention de Genève pour la protection des blessés et la neutralité du personnel de santé. De plus elle n'avait point organisé d'ambulances en Bohême. Elle abandonna ses blessés à l'humanité des Prussiens, qui, il faut le dire à leur éloge, les recueillirent autant qu'ils purent. Leur noble conduite à l'égard des vaincus a été constatée par le gouvernement autrichien lui-même.

(2) Voyez *les Préliminaires de Sadowa* dans la *Revue* du 1er octobre.

point où le chemin de fer de Cracovie s'embranche sur la ligne d'Olmütz. On se battit à Tobitschau et à Prerau même, qui fut emporté. Les Autrichiens se retirèrent en laissant 1,000 prisonniers et 20 canons; mais Benedek ne fut point poursuivi, et il put continuer sa route à marches forcées. Le 16, le prince Frédéric-Charles occupa Lundenbourg. Le prince royal, qui devait dès lors rallier la grande armée, le suivait à 14 milles en arrière. Les Prussiens étaient maîtres du chemin de fer; toutefois leur marche sur Vienne, en colonnes aussi allongées, par des chemins aussi difficiles, n'eût point été sans péril, si l'ennemi eût été en mesure de leur opposer une résistance quelconque; mais l'armée d'Italie arrivait à peine, et c'était sur la rive gauche du Danube que le nouveau général en chef autrichien avait résolu de concentrer ses forces, se bornant sur la rive droite à fortifier la tête de pont de Florisdorf. Le 18 juillet, le quartier-général du roi de Prusse fut porté à Nickolsbourg, à 10 milles de Vienne; les avant-postes n'étaient plus qu'à 3 milles de la capitale, d'où l'on pouvait voir briller leurs feux. Le prince royal avait rejoint le gros de l'armée. Ainsi vingt-cinq jours après leur entrée en Bohême, quinze jours après Sadowa, les Prussiens étaient concentrés devant Vienne, qu'ils menaçaient. Leur effectif s'élevait à 206,000 hommes; mais, avec les renforts qui commençaient déjà d'arriver, il allait être porté à 246,000 hommes. Avec les 60,000 hommes venus d'Italie, l'archiduc Albert ne pouvait leur opposer au plus que 200,000 hommes en partie désorganisés, pour défendre le Danube sur une étendue de plus de 20 milles. Encore ces troupes ne furent-elles réunies que le 27. Les négociations avaient alors abouti. Le 20 juillet, on convint d'une suspension d'armes de cinq jours, qui ne devait courir que du 22 à midi. Elle vint interrompre à Blumenau un dernier engagement entre le 2e corps autrichien et le prince Frédéric-Charles, qui avait poussé du côté de Presbourg une forte reconnaissance. Le 26, les préliminaires de paix furent signés à Nickolsbourg, et le 29 le roi de Prusse repartit pour Berlin.

Avant de faire connaître ces négociations et le traité qui en a été la suite, il faut tracer une esquisse rapide des opérations de l'armée du Mein contre les fédéraux. Pour avoir eu un théâtre plus modeste, elles n'en rapportaient pas moins à la Prusse les plus importans résultats. Le général Falkenstein avait dû perdre à poursuivre les Hanovriens et à occuper les pays conquis un temps que ses adversaires auraient pu mettre à profit. Il leur suffit à peine pour achever de se former. Le prince Alexandre de Hesse, qui commandait le 8e corps, concentrait ses troupes autour de Francfort, et s'efforçait de fusionner tant bien que mal les élémens disparates qui com-

posaient l'armée de 50,000 hommes qu'il devait commander (1). Les Bavarois, forts de 50,000 hommes et de 136 canons, sous le prince Charles de Bavière, étaient réunis sur le Mein entre Bamberg et Schweinfurt. Ils y restèrent à peu près immobiles jusqu'à la fin de juin; à cette époque seulement, ils parurent vouloir faire un effort sérieux pour rejoindre le 8e corps. Falkenstein se trouvait libre alors, concentré de l'autre côté de la forêt de Thuringe, entre Gotha et Eisenach. Avec les divisions Gœben et Manteuffel, le contingent de Saxe-Cobourg-Gotha et divers corps combinés, sa petite armée s'élevait tout au plus à 53,000 hommes avec 96 canons. Il allait donc avoir à lutter contre deux armées dont chacune était égale en nombre à la sienne; mais elles avaient un armement inférieur, manquaient de cohésion et de direction. Braves sans doute, mais retenues par leurs gouvernemens, qui tergiversaient, redoutaient les grands risques, s'effrayaient déjà du progrès de l'ennemi et ne cherchaient bientôt plus que la paix, tout en craignant qu'elle ne fût désastreuse. Ajoutez que ces deux corps étaient séparés par un pays montagneux qui devait fournir à un chef résolu, servi par des troupes rapides, des ressources considérables. On ne peut entrer ici dans le détail de cette campagne, qui fit le plus grand honneur au général Falkenstein, et montra que ses soldats étaient capables non-seulement d'un effort d'enthousiasme, mais aussi de mouvemens prolongés et de marches fatigantes sur un sol difficile. L'indication des résultats obtenus par lui fera comprendre les avantages qu'il sut tirer aussi bien des lieux mêmes que de l'état moral et de la situation matérielle de ses adversaires.

Le 1er juillet, Falkenstein se trouva en mesure de reprendre l'offensive. Il voulait empêcher la jonction des deux armées; son plan était de s'introduire entre elles comme un coin et de les battre isolément. Il partit d'Eisenach et se dirigea sur Francfort par la route de Fulde; mais l'armée bavaroise, en s'avançant sur Meiningen, le força d'appuyer de ce côté. La division Gœben couvrait son flanc gauche; le 4, elle rencontra les Bavarois et leur livra autour de Dermbach, sur la route de Meiningen à Eisenach, une série de combats sanglans. Elle emporta les positions des Bavarois; mais ceux-ci revinrent à la charge avec des forces très supérieures. Gœben ne voulut pas engager une lutte trop inégale, et il se replia dans la nuit. Les Bavarois s'attribuèrent la victoire; toutefois, renonçant à gagner Francfort par ce chemin, ils se retirèrent du côté du

(1) Le 8e corps était composé ainsi : 14,000 Wurtembergeois, 12,000 Badois, 10,000 Hessois (Darmstadt), 9,000 Hessois (Cassel), 5,000 Nassoviens, 12,000 Autrichiens; mais le contingent de la Hesse électorale n'agit point, et il ne resta ainsi qu'un peu plus de 50,000 hommes.

sud, vers la Saale. Le 10 juillet, ils se trouvaient concentrés dans une bonne position autour de Kissingen. Falkenstein les avait suivis parallèlement sur la route de Fulde sans être inquiété par l'armée fédérale, qui, se sentant à l'abri du premier choc, se contenta de fortifier les défilés au sud de Fulde, et attendit sans rien faire pour hâter la jonction. Instruit de la situation des Bavarois, Falkenstein, qui avait quitté Fulde le 8 et continuait de s'avancer vers le sud, inclina immédiatement à gauche, traversa le 10 le Rhœngebirge, et marcha vers la Saale. Bien que fatigués par ces marches forcées, les Prussiens tentèrent l'attaque le même jour. On se battit avec acharnement à Kissingen et à Hammelbourg, sur la ligne de la Saale; mais ce fut plutôt une série d'engagemens très vifs qu'une bataille véritable. Les Bavarois furent repoussés et se retirèrent à Schweinfurt, sur le Mein. Manteuffel eut ordre de les poursuivre avec sa division, de les contenir, et de rallier ensuite rapidement. Falkenstein avait résolu en effet de surprendre le 8e corps, qui, le croyant alors occupé loin de lui, attendait tranquillement les choses et continuait de s'exercer aux manœuvres d'ensemble dans ses positions au nord de Francfort. Les défilés de la route de Fulde étaient bien occupés par les Wurtembergeois : c'était par là que l'on pensait être attaqué. Falkenstein envoya de ce côté la division Beyer pour achever de tromper l'ennemi, tandis que lui-même le tournerait par le sud, et l'attaquerait à Aschaffenbourg, où il n'était pas attendu. Il porta aussitôt dans cette direction le gros de ses troupes. La division Gœben arriva le 12 à Gmunden, suivie de près par Manteuffel. Celui-ci, après avoir refusé la bataille aux Bavarois, ralliait l'armée comme il en avait reçu l'ordre. Quant aux Bavarois, convaincus que les Prussiens étaient en retraite, ils rentrèrent de nouveau dans leur position de Schweinfurt, où ils se reposèrent de leur victoire, laissant ainsi Falkenstein opérer à son aise contre le 8e corps.

La nouvelle des mouvemens de Falkenstein jeta la consternation dans Francfort. Surpris par cette conversion inopinée, par cette marche rapide, le prince Alexandre de Hesse dirigea en hâte par le chemin de fer vers Aschaffenbourg toutes les forces dont il pouvait disposer, afin de couvrir ce passage important. Cependant Gœben, continuant sa marche, traversa le 13 les défilés du Spessart; au moment où il en sortait, il fut attaqué par les troupes hessoises. Il repoussa leur premier choc et s'établit à Laufach. Vers le soir, les Hessois revinrent à la charge; le général Wrangel les culbuta, et ils se retirèrent en désordre avec des pertes assez fortes. Gœben s'avança le lendemain sur Aschaffenbourg; il rencontra en avant de la ville le général autrichien Neipperg avec sa division, celle de Hesse-

Darmstadt et quelques détachemens badois. Il les attaqua malgré leur supériorité numérique; après une lutte violente, les fédéraux durent se retirer, laissant ainsi les Prussiens maîtres du passage du pont sur le Mein et du chemin de fer. Le prince Alexandre de Hesse, qui se trouvait à 2 milles de là, ne fit aucun effort pour reprendre Aschaffenbourg; au contraire il rallia toutes ses troupes, et, abandonnant Francfort, se replia avec toute son armée au sud, sur l'Odenwald. Falkenstein n'était point assez fort pour le poursuivre. Il attendit à Aschaffenbourg l'arrivée de Manteuffel, et le 16, lorsque son armée fut de nouveau réunie, il se dirigea sur Hanau à la tête de la division Gœben, fit une partie de la route en chemin de fer, et le soir même entra en vainqueur dans Francfort. Il prit au nom du roi de Prusse possession de la ville, ainsi que du Nassau, de la Hesse supérieure et de tout le pays que lui livrait la retraite du 8e corps. Les derniers représentans de la diète avaient quitté Francfort depuis deux jours; ils étaient partis pour Augsbourg le 14, c'est-à-dire un mois juste après le fameux vote de mobilisation qui avait entraîné la déclaration de guerre. Les Prussiens trouvèrent une population stupéfaite de leurs succès, terrifiée d'être en leurs mains. Francfort avait été longtemps le foyer de l'agitation anti-prussienne; elle pouvait se croire l'objet d'une animadversion particulière de la part du tout-puissant ministre du roi Guillaume. Elle redoutait des représailles. Les fastueux banquiers de Francfort s'étaient souvent moqués des « hobereaux du nord, » aussi orgueilleux que pauvres, devenus en quelques jours leurs vainqueurs. Après de longues marches au milieu de privations pénibles, l'armée ennemie se trouvait maîtresse de cette ville de commerce opulent et de bourgeoisie hautaine. Il n'y eut point de pillage, mais il y eut de l'abus dans les exigences et de l'excès dans l'arrogance avec laquelle on les exerça. Ce que l'on vient de dire explique peut-être, mais n'excuse nullement la conduite impolitique des Prussiens à Francfort; elle fut réprouvée dans toute l'Europe et en Prusse plus énergiquement que nulle part. Il faut ajouter qu'elle constitue un fait isolé dans cette guerre (1). On serait tenté

(1) Dans les pays occupés, les Prussiens prirent le pouvoir et l'exercèrent avec une rigueur un peu hautaine, mais sans violence. Les populations les reçurent avec une résignation mêlée de quelque effroi. On les rassura, mais on ne fit rien pour se les concilier. On se préoccupa surtout de faire vivre l'armée, et le mieux possible, aux dépens de l'ennemi; on apportait à ce soin la discipline raide et l'économie rigide qui sont le propre des administrations prussiennes. En Bohême, l'armée se montra modérée, bien que la conduite des habitans motivât relativement certaines représailles. Les Tchèques recevaient les Prussiens en race ennemie; ils s'enfuyaient devant eux avec leurs troupeaux, ravageant le pays, empoisonnant parfois les sources, attaquant les détachemens isolés. Les réquisitions étaient pénibles, les convois n'avançaient que difficilement; l'ar-

d'y voir quelque chose de puéril, s'il n'en était résulté de véritables misères. Le menu des réquisitionnaires prussiens restera historique. La ville eut à payer une contribution immédiate de 6,000,000 de florins; elle l'acquitta sans murmure. Le 19, Falkenstein, appelé au gouvernement de la Bohême, fut remplacé dans le commandement de l'armée du Mein par Manteuffel. Celui-ci fit savoir le lendemain aux habitans de Francfort qu'ils eussent à fournir dans les vingt-quatre heures 25,000,000 de florins. L'ordre était accompagné des menaces les plus rigoureuses. Le bourgmestre mourut sur ces entrefaites. On dit qu'il s'était tué, désespérant d'adoucir le vainqueur. On ne se soumit point cependant. Une députation fut envoyée au roi de Prusse, et on obtint un répit. Manteuffel d'ailleurs quitta la ville le 21, laissant la population consternée. Les Prussiens étaient restés cinq jours à Francfort.

L'armée du Mein reprit l'offensive. Avec les renforts, elle était portée à 65,000 hommes. De plus un corps de 23,000 hommes environ se formait à Leipzig sous le duc de Mecklembourg-Schwerin; il était destiné à opérer contre les Bavarois. Ceux-ci s'étaient transportés à Wurtzbourg. Ils pouvaient communiquer de là avec l'armée fédérale, qui, après avoir franchi l'Odenwald, se trouvait cantonnée derrière la Tauber. Manteuffel l'y atteignit le 24, et emporta la ligne malgré la résistance énergique des Wurtembergeois. Le prince Alexandre de Hesse dut se replier vers Wurtzbourg. Il s'établit au sud de cette ville, à Gersheim, sur un plateau élevé. Les Bavarois se trouvaient à un mille de là, au nord-ouest, ayant leur gauche à Helmstadt et leur droite à Hettingen. Pour la première fois les deux armées se trouvaient réunies. Manteuffel n'hésita point à les attaquer. Il déploya toute son armée sur une ligne de 2 milles, de Werthein, sur le Mein, à Tauberbischofsheim. Il passa la Tauber le 25, culbuta le 8e corps et le rejeta sur Wurtzbourg; Gœben battait en même temps à Helmstadt la droite des Bavarois, tandis que leur gauche était tenue en échec par le général Flies, à un demi-mille de là. Elle fut attaquée elle-même le lendemain et délogée à son tour par les forces réunies des Prussiens. Les alliés se retirèrent derrière les forteresses de Wurtzbourg et de Marienberg. Manteuffel les rejoignit le 27.

La convention de Nickolsbourg, signée la veille, portait qu'un armistice serait conclu avec la Bavière et partirait du 2 août. Il fut signé le 28. Les Prussiens tenaient à tirer jusqu'à la fin parti de leurs succès. Le 27, Marienberg fut attaqué; la citadelle sauta, et

mée souffrit beaucoup. A Munchengrætz, elle trouva la ville déserte. Ailleurs on s'était fortifié dans les maisons, et il fallut livrer de sanglans combats de rue, entre autres à Trautenau, à Turnau et à Nachod.

l'on négociait la capitulation de cette forteresse lorsque Manteuffel reçut la nouvelle de l'armistice et l'ordre d'en régler les clauses avec le prince Charles de Bavière. Il conclut aussitôt une suspension d'armes qu'on devait dénoncer vingt-quatre heures d'avance en cas de rupture. Pendant ce temps-là, le corps du grand-duc de Mecklembourg, entré en Bavière par Hof, occupait Bayreuth. Un détachement de réserve bavarois, croyant l'armistice déjà exécutoire, s'arrêta sans défiance à une lieue environ de la ville. Surpris là par les Prussiens, il se retira précipitamment sur Weidenberg, où il fut rejoint le lendemain 29 et dispersé, abandonnant son drapeau et 200 prisonniers. Le 31, Nuremberg fut occupé. Les alliés, acculés dans l'angle du Mein, se seraient ainsi trouvés peu de jours après pris entre deux armées supérieures en nombre. Le 8e corps fédéral n'était pas compris dans l'armistice du 28 juillet, mais sa position en arrière des lignes bavaroises le protégea. Manteuffel reçut d'ailleurs, comme il avait été convenu le 26 à Nickolsbourg, des pleins pouvoirs pour conclure des suspensions d'armes avec le Wurtemberg, Bade et la Hesse grand-ducale. Ces gouvernemens s'empressèrent de traiter. Ainsi se termina la campagne contre les fédéraux. On a pu voir qu'ils avaient évité constamment une action décisive, se retirant dès qu'ils se voyaient près d'être engagés dans une bataille, libres d'ailleurs de s'attribuer la victoire, ce qu'ils ne négligèrent point de faire; mais dans le fait les Prussiens les avaient repoussés partout, continuellement coupés, et, au moment où les hostilités cessèrent, ils occupaient des parties du territoire de tous leurs adversaires. Ils tenaient Darmstadt, s'étaient avancés jusqu'à Heidelberg, et avaient poussé une pointe dans le nord du Wurtemberg.

Pour ne point interrompre le récit des opérations de guerre, on a dû anticiper sur le cours des négociations; il faut y revenir maintenant. Les plénipotentiaires autrichiens étaient arrivés le 22 juillet au quartier-général prussien. Les préliminaires recommandés par l'empereur Napoléon étant acceptés en principe de part et d'autre, la suspension d'armes pouvait être arrêtée et la conclusion de l'armistice poursuivie très activement, ainsi que cela se fit en effet. En même temps que le comte Karolyi, les négociateurs des états secondaires étaient accourus à Nickolsbourg, d'autant plus empressés à faire la paix qu'ils appréhendaient davantage les conditions qui leur seraient imposées. Ils ne furent point admis sans peine auprès de M. de Bismarck, qui les reçut avec une hauteur marquée. « Je pourrais vous faire mon prisonnier, » dit-il, à ce qu'on assure, à M. de Pfordten quand il le vit pour la première fois. Les confédérés avaient d'abord tenté de se rapprocher de l'Autriche; mais

celle-ci, mécontente, et non sans raison, de la mollesse avec laquelle ils avaient secondé ses armes, les accueillit froidement, et laissa voir bientôt que, la Saxe exceptée, elle n'entendait point intervenir pour eux plus efficacement qu'ils ne l'avaient fait à son égard, et qu'elle traiterait pour elle seule. Ce n'était point dans leur union que les états secondaires pouvaient trouver l'appui qui leur manquait de ce côté; la guerre n'avait fait qu'irriter leurs défiances réciproques et les laissait plus isolés que jamais. Ils se trouvèrent de la sorte à la merci du vainqueur, qui, évitant d'abord de les entendre, les effraya promptement par les exigences qu'il laissa percer. On s'était réuni pour discuter un armistice; avec sa résolution habituelle, M. de Bismarck posa immédiatement les clauses définitives de la paix. Il y avait de part et d'autre deux conditions *sine qua non*. — Le gouvernement prussien exigeait que l'Autriche sortît du corps germanique et reconnût les agrandissemens de la Prusse dans le nord, ainsi que le nouvel état de choses qu'elle se proposait de substituer à la confédération désormais dissoute. L'Autriche de son côté ne voulait consentir à aucune cession de territoire, sauf la Vénétie, et entendait que la Saxe fût restituée dans son intégrité. — Comme on était fermement décidé à maintenir ces propositions, qui d'ailleurs n'avaient rien de contradictoire, chacun y accéda promptement, et elles devinrent la base des préliminaires de paix signés le 26 à Nickolsbourg en même temps qu'un armistice de quatre semaines. La Prusse s'engageait à y faire adhérer l'Italie aussitôt que la Vénétie lui aurait été remise. Les prétentions inopportunes du cabinet de Florence étaient en effet le seul obstacle qui s'opposait à la conclusion d'un armistice définitif. L'empereur Napoléon fit déclarer le 29 qu'en ce qui concernait son gouvernement la Vénétie était acquise à l'Italie pour lui être remise à la paix. Les négociations purent être menées dès lors avec activité; il n'y avait à régler d'ailleurs que des points de détail, et la paix fut signée à Prague le 23 août. Par le traité de Prague, l'empereur d'Autriche consentait à la réunion de la Vénétie au royaume d'Italie, reconnaissait la dissolution de la confédération germanique, et donnait son assentiment à une organisation nouvelle de l'Allemagne sans la participation de l'Autriche. Il promettait également de « reconnaître l'union fédérale plus étroite qui serait fondée par le roi de Prusse au nord de la ligne du Mein, et déclarait consentir à ce que les états allemands situés au sud de cette ligne contractassent une union qui aurait une existence internationale indépendante, et dont les liens nationaux avec la confédération du nord feraient l'objet d'une entente ultérieure entre les deux parties. » « L'empereur d'Autriche transférait au roi de Prusse tous les

droits que la paix de Vienne du 30 octobre 1864 lui avait reconnus sur les duchés de Slesvig et de Holstein, avec cette réserve que les populations des districts du nord du Slesvig seraient de nouveau réunies au Danemark, si elles en exprimaient le désir par un vote librement émis. » Sur le désir de l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse se déclarait prêt à laisser subsister la Saxe dans son étendue actuelle, se réservant de régler par un traité spécial la position de ce royaume dans la confédération du nord. En revanche, l'empereur d'Autriche promettait de reconnaître les modifications territoriales qui seraient opérées par la Prusse dans le nord de l'Allemagne. L'Autriche payait à la Prusse une indemnité de 20 millions de thalers qui devaient être versés en deux fois dans un délai de trois semaines, après quoi les troupes prussiennes évacueraient le territoire de l'empire. Le traité de commerce et de douane du 11 avril 1865 rentrait en vigueur provisoirement; les parties pourraient le dénoncer en se prévenant un mois à l'avance; elles convenaient d'ailleurs de s'entendre le plus tôt possible pour réviser cet acte dans le sens de plus grandes facilités à accorder au commerce des deux pays. Enfin une commission devait se réunir à Francfort pour liquider dans les six mois les créances de l'ancienne confédération. Les autres gouvernemens confédérés pourraient s'y faire représenter (1).

Dans le même temps que l'on achevait de régler ce traité de paix à Prague, les négociations se poursuivaient à Berlin avec les états secondaires. M. de Pfordten avait obtenu pour la Bavière de pouvoir accéder à l'armistice de Nickolsbourg, et il s'était porté garant de l'accession des autres états du midi. Des pleins pouvoirs furent envoyés en conséquence au général Manteuffel, et les armistices furent promptement conclus; mais la Prusse signifia formellement qu'elle ne consentirait point à négocier collectivement avec les confédérés, qu'elle discuterait séparément avec chacun d'eux, à Berlin, les conditions de la paix. Ce fut pour ces états le moment des anxiétés les plus vives. Tous se crurent menacés dans leur intégrité territoriale et leur autonomie. Il était question de remaniemens considérables. On demandait à la Bavière 20 millions de tha-

(1) Cette commission se réunit à Francfort six semaines après l'échange des ratifications. Quant à l'ancienne diète fédérale, elle avait quitté Francfort le 11 juillet devant l'approche des Prussiens. La division avait déjà commencé alors à se mettre parmi les confédérés. Les envoyés des villes hanséatiques avaient cessé de prendre part aux séances depuis le 29 juin; ceux des états du nord ayant accepté l'alliance prussienne se retirèrent successivement. Le reste de la diète se transporta à Augsbourg et s'y réunit le 18 juillet. L'assemblée s'occupa surtout de régler le sort des employés fédéraux, et se sépara définitivement le 24 août.

lers et des districts d'au moins 500,000 habitans. Désespérant de fléchir le vainqueur, sans soutien en Allemagne, le cabinet de Munich invoqua l'intervention de la France. Les autres états du sud y recoururent également, à l'exception toutefois du grand-duché de Bade, qui négociait de son côté. L'appui demandé ne manqua point; il était tout acquis à la Saxe. C'est elle qui en avait le besoin le plus pressant, car bien que le maintien de ce royaume eût été garanti à Nickolsbourg, les conditions en demeuraient indéterminées; celles que prétendait imposer la Prusse étaient d'une rigueur extrême et telles que la Saxe n'eût conservé qu'une intégrité géographique et une autonomie purement nominales. Il n'y avait point en Allemagne de gouvernement plus honnête et plus sincèrement libéral, de peuple plus homogène, mieux développé et plus capable d'une vie indépendante. Il fallut cependant les influences puissantes qui s'attachèrent à la Saxe pour empêcher la Prusse de l'annexer d'abord, et de l'absorber ensuite dans la future confédération du nord, dont elle devait faire partie. Il y avait dans ces exigences du cabinet de Berlin autant de ressentiment que de calcul. M. de Beust, dont la personnalité était particulièrement déplaisante en Prusse, s'était vu refuser comme négociateur. Il se crut dès lors un obstacle à des arrangemens moins défavorables et se retira du ministère. L'entente n'en fut pas moins laborieuse, et lorsqu'elle aboutit, tous les autres états avaient traité depuis longtemps.

Ces intérêts d'ailleurs n'étaient point les seuls dont on eût alors à s'occuper à Berlin, et deux négociations bien distinctes s'y poursuivaient concurremment. L'une, que l'on vient d'indiquer, avait pour objet de conclure la paix avec les états belligérans, l'autre de régler l'alliance avec les états appelés à faire partie de la confédération nouvelle dont le traité de Prague sanctionnait la formation. M. de Bismarck avec son activité habituelle s'était mis immédiatement à l'œuvre; il entendait ne laisser aucun intervalle entre la conclusion de la paix et la réalisation des avantages qu'elle assurait. Il poussa donc à la fois ces deux affaires. Certains états, la Saxe pour toutes ses possessions, la Hesse pour ses districts situés au nord du Mein, étaient engagés dans l'une et l'autre négociation. Toutes deux se touchent de si près que l'on ne peut résumer utilement les résultats de la première sans faire connaître la seconde. On sait que le 16 juin 1866 la Prusse avait invité, par des notes identiques, les petits états du nord à conclure avec elle une alliance sur les principes de réforme communiqués le 10 juin, et qu'à l'exception de Reuss, branche aînée, et de Saxe-Meiningen, tous y avaient adhéré. Le 4 août, le gouvernement prussien leur adressa, sous

forme de circulaire, un traité identique destiné à régulariser la situation. Par cet instrument, les signataires concluaient une alliance offensive et défensive pour le maintien réciproque de leur intégrité territoriale et de leur sûreté intérieure et extérieure. Les termes de cette alliance devaient être fixés définitivement par une constitution fédérale élaborée, sur les principes du 10 juin, par des plénipotentiaires des états alliés réunis à Berlin, et votée par un parlement convoqué, de concert avec la Prusse, d'après la loi d'empire du 12 avril 1849. Les signataires s'engageaient solidairement à la défense commune, les troupes alliées devaient être placées sous le commandement suprême du roi de Prusse, et les prestations à fournir par chaque gouvernement seraient réglées par des conventions particulières. La durée de l'alliance était fixée à un an dans le cas où le nouveau pacte fédéral ne serait pas adopté dans l'intervalle. Ces traités, qui devinrent la base de la confédération du nord, furent signés le 18 août.

Les négociations pour la paix étaient alors fort avancées. Le Wurtemberg avait traité le 13 août, Bade le 17, la Bavière traita le 22, la Hesse le 3 septembre, Reuss aînée le 25 septembre, Saxe-Meiningen le 8 octobre, la Saxe royale le 21 octobre. Tous ces actes, conçus dans le même dessein, sont, à peu de chose près, rédigés sur un modèle uniforme. — Les états adhéraient, chacun pour soi, aux stipulations de Nickolsbourg en tant qu'elles se rapportaient à l'avenir de l'Allemagne; ils reconnaissaient ainsi notamment la confédération du nord et les acquisitions territoriales de la Prusse. Le Zollverein était maintenu sous la condition que les parties pourraient en faire cesser l'effet en le dénonçant six mois à l'avance. Les droits de navigation sur le Rhin et sur le Mein étaient supprimés, et des commissions devaient se réunir pour améliorer le service des chemins de fer. Enfin des indemnités de guerre étaient allouées à la Prusse; l'évacuation des territoires occupés par les troupes prussiennes était subordonnée à l'acquittement de ces indemnités, exigibles dans un délai maximum de deux mois (1). — Par les dispositions particulières concernant chacun de ces états, la Bavière cédait à la Prusse deux districts près d'Orb en Spessart, et Kaulsdorf, enclave située près de Ziegenruck, en tout 34,000 âmes environ. La Hesse-Darmstadt cédait le landgraviat de Hesse-Hombourg et quelques fragmens de territoire destinés à compléter les communications de la Prusse avec l'enclave de Wetzlar; elle adhérait aux arrangemens à conclure entre la Prusse et le prince

(1) Le Wurtemberg dut payer 8 millions, Bade 6 millions, la Bavière 30 millions, la Hesse 3 millions de florins, et la Saxe 10 millions de thalers.

de Tour et Taxis pour l'administration des postes du grand-duché, laquelle passait dès lors au gouvernement prussien. Celui-ci se réservait en outre la faculté illimitée d'établir et d'exploiter des lignes télégraphiques dans le grand-duché. En outre la Hesse adhérait, pour ses districts situés au nord du Mein, au traité du 18 août, constitutif de la confédération du nord. Par contre elle acquérait quelques portions de territoire du côté de la Hesse supérieure. La Saxe-Meiningen et Reuss aînée adhéraient au traité du 18 août. La Saxe royale y adhérait également, mais elle dut souscrire en même temps à un ensemble de dispositions transitoires particulièrement dures. Le gouvernement prussien gardait la haute main sur toutes les affaires militaires, en attendant la réorganisation qui les placerait sous son commandement. La Saxe jusque-là devait être occupée par des garnisons mixtes, celle de la forteresse de Kœnigstein serait même exclusivement prussienne. Les télégraphes étaient livrés à la Prusse; on promettait de ne rien conclure sans elle en ce qui concernait les postes. Enfin le roi de Saxe s'engageait, par un protocole signé également le 21 octobre, à transférer aux agens diplomatiques prussiens la représentation de la Saxe près des cours où elle n'entretenait pas de légations et où ses légations se trouveraient temporairement vacantes; il promettait en même temps de faire donner à ses agens à l'étranger des instructions conçues de façon que la Saxe se rattachât fortement dès lors à la politique prussienne. Elle payait, on le voit, bien chèrement son autonomie.

Cependant, si considérables qu'ils fussent, ces résultats ne paraissaient pas suffisans au gouvernement prussien, et il ne manqua point de poursuivre jusqu'au bout ses avantages. Il avait subi la ligne du Mein et dû laisser aux états du sud la faculté d'une entente ultérieure et d'une union restreinte. Il fallait que la Prusse y établît son influence, et tandis qu'elle gardait encore ces états dans sa main, elle ne voulut point les quitter sans s'être assuré l'avenir. Elle les tenait déjà par les intérêts matériels, puisqu'elle s'était réservé de dénoncer le Zollverein. Elle leur imposa des traités d'alliance offensive et défensive, conclus pour la garantie des territoires réciproques, et qui en cas de guerre lui livraient le commandement de toutes leurs armées. Ces traités, signés le 17 août avec Bade, le 22 avec la Bavière et à la même date avec le Wurtemberg, furent pour le moment tenus rigoureusement secrets. La Prusse les fit accepter en effrayant ces états des demandes possibles de la France, auxquelles on ne satisferait guère qu'à leurs dépens, qu'ils ne seraient pas en mesure de repousser isolément, et contre lesquelles l'opinion surexcitée protestait dès lors avec violence. La

crainte d'un démembrement et le souci de leur popularité décidèrent les gouvernemens du sud. Quant aux demandes de compensation de la France, dont on a tant parlé, son langage antérieur aussi bien que l'attitude prise dans la suite par les deux gouvernemens autorisent les conjectures. Ce qui est certain, c'est que l'affaire, si elle fut entamée, ne sortit point des pourparlers confidentiels; mais l'influence de propositions de cette nature explique à la fois la modération inattendue de la Prusse à l'égard des états du sud, et la facilité avec laquelle ceux-ci se jetèrent dans ses bras.

Résumons en quelques mots les résultats de la guerre. L'hégémonie entière du nord de l'Allemagne, la direction militaire du sud dès aujourd'hui et sa direction économique préparée pour l'avenir, l'Autriche dominée, exclue du corps germanique, affaiblie pour longtemps, une suprématie exclusive assurée ainsi sur toute l'Allemagne, voilà les avantages politiques; — le Hanovre, la Hesse électorale, le Nassau, Francfort et quelques territoires moindres, en tout 1,300 milles carrés et 4 millions 1/2 d'habitans annexés à la monarchie, sa population totale augmentée d'un quart et portée à 24 millions d'âmes, 61 millions de thal. (environ 228,250,000 fr.) d'indemnités de guerre, des ports militaires, un développement maritime devenu possible, un territoire continu, compacte, cohérent, voilà les avantages matériels qui se joignaient, pour la Prusse, au prestige de succès surprenans, préparés avec une habileté si consommée, mis à profit avec une décision si prompte et si peu scrupuleuse!..

—

Ce tableau de la guerre de l'Allemagne en 1866, du rôle de la Prusse dans les débats qui l'ont préparée, des avantages qu'elle a retirés de ce conflit entre les puissances germaniques, n'avait pas encore été fait en France, que nous sachions, d'une manière précise et sur pièces authentiques. Après les remarquables écrits dont la transformation de l'Allemagne a été l'objet dans la *Revue*, il nous restait à donner une relation de la guerre qui l'avait amenée. Cette relation est aussi un témoignage des recherches et des travaux que contient l'*Annuaire des Deux Mondes*, qui ne tardera point à paraître.

L. Buloz.

LA

CRISE RELIGIEUSE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

Si l'on étend la vue sur l'immense empire géographique des religions en plein XIXe siècle, on comprend que ce spectacle soit aussi propre à décourager les libres penseurs, qui voudraient espérer le règne prochain de la raison pure sur la planète, qu'à rassurer les croyans, que les progrès de l'incrédulité pendant ces trois derniers siècles ont pu effrayer. Qu'on ouvre les livres de géographie et de statistique religieuse, on y verra quel chemin reste à faire à l'humanité après celui qu'elle a mis tant de siècles à parcourir (1). Assurément de pareilles statistiques ne peuvent avoir qu'une valeur approximative ; les erreurs y sont inévitables, vu l'insuffisance des documens, et se comptent par des millions. Cela suffit néanmoins pour fixer la pensée sur l'état religieux du monde. On voit que, loin de se rapprocher du terme marqué par la philosophie, la très grande majorité du genre humain n'est pas même entrée dans le système des sociétés chrétiennes. Le catholicisme compte moins de fidèles que le bouddhisme, et le nombre de ses sectateurs, comparé au

(1)

Fétichisme, sabéisme, chamanisme et autres cultes primitifs.	107,000,000
Religions de Zoroastre, de Confucius, du Sainto.	40,000,000
Brahmanisme.	60,000,000
Bouddhisme.	170,000,000
Islamisme avec toutes ses branches.	96,000,000
Judaïsme.	4,000,000
Église grecque avec toutes ses branches.	62,000,000
Église catholique.	139,000,000
Protestantisme avec toutes ses sectes.	50,000,000

nombre total des sectateurs des autres religions, le laisse en faible minorité. Aucun des anciens cultes n'a disparu de la scène historique, ni le magisme des Chaldéens et des Perses, ni le brahmanisme des Hindous, ni le chamanisme des peuples du nord de l'Asie, ni le pur fétichisme des peuplades de l'Afrique primitive. Aujourd'hui encore les plus vieilles superstitions résistent presque sur toute la surface du globe aux lumières de la civilisation moderne. Les peuplades isolées du centre de l'Afrique, certaines tribus de l'Arabie, nombre de tribus encore sauvages des deux Amériques et de l'Océanie, adorent toujours leurs *grisgris*, leurs *burkhaus*, leurs *manitous*, leurs *ockis*, idoles puériles, grotesques ou horribles, auxquelles leurs prêtres, sous les noms de *griots*, de *jongleurs*, de *chamanes*, continuent à immoler des victimes humaines. Le brahmanisme n'a perdu aucune de ses incarnations étranges, aucune de ses pratiques bizarres, aucune de ses institutions cruelles ou dégradantes chez les races indiennes, sur lesquelles il règne encore. Supérieur au brahmanisme en ce qu'il affranchit l'homme et le délivre de ses interminables métamorphoses, le bouddhisme n'en maintient pas moins le principe de ces innombrables incarnations de la Divinité qui ne permettent pas de distinguer de la nature l'homme et Dieu. Les religions plus sévères sur ce point, plus simples surtout, sinon tout à fait rationnelles, comme le judaïsme et le mahométisme, qui rejettent toute espèce d'incarnation, n'en reconnaissent pas moins le surnaturel, le miracle à tout propos, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus contraire à la science moderne. Le christianisme, malgré l'ardeur de ses missionnaires et l'activité de sa propagande, ne fait pas sur ce monde religieux de ces conquêtes qui puissent laisser espérer que son empire sera universel dans un temps plus ou moins éloigné. Il n'a sérieusement entamé aucun de ces grands cultes de l'Orient qui comptent leurs adhérens par centaines de millions. Et ce ne sont pas seulement les races nègre, jaune, mongole ou sémitique qui résistent à l'action d'une religion fille de la plus grande race de l'humanité, c'est une branche considérable de cette même famille âryenne, la race hindoue, qui reste obstinément attachée à la tradition brahmanique. Si donc c'était une loi nécessaire du développement de l'humanité que le christianisme absorbât toutes les religions inférieures qui ont paru avant lui ou à côté de lui pour conduire au règne de la raison pure tout le genre humain réuni sous son autorité, ainsi que le pensait Jouffroy, il faudrait que la philosophie et la science se résignassent indéfiniment à attendre leur tour, car ce mouvement d'absorption, loin d'être avancé, est à peine sensible.

I.

Au sein du christianisme lui-même, la religion par excellence, quelle part à faire à l'imagination pure, à la superstition, sinon dans le dogme lui-même, du moins dans l'idée que s'en font les multitudes ignorantes et inintelligentes! Dans le monde chrétien, ce sont les sociétés les moins éclairées qui font la grande majorité. Le catholicisme, en Espagne, en Italie, dans l'Amérique du Sud, chez tous les peuples méridionaux, ne laisse voir que son côté extérieur, matériel, celui-là même qui s'adresse à la sensation et à l'imagination. Il y a bien longtemps que Luther, qui n'était pourtant pas un chrétien idéaliste et platonisant, a dit n'avoir trouvé en Italie et à Rome même que l'idolâtrie païenne. La France est le pays où la religion catholique est le mieux comprise dans sa haute portée morale et métaphysique, et encore ne faut-il pas descendre bien bas dans les couches populaires de la nation pour perdre la trace du catholicisme vraiment chrétien. Le protestantisme a pour foyers principaux l'Allemagne du nord, l'Angleterre et les États-Unis; mais ce serait une grave erreur de croire que toutes les sectes religieuses qu'il comprend sont en progrès philosophique sur le catholicisme. La société anglaise est inférieure sous ce rapport à la société française, profondément modifiée par la grande révolution intellectuelle et sociale qui a clos le XVIIIe siècle. La société américaine, beaucoup moins libérale en religion qu'en politique, n'admet dans son sein que les étrangers qui déclarent appartenir à un culte chrétien quelconque. Le peuple allemand lui-même est encore bien loin de la liberté philosophique et de l'exégèse hardie de ses universités.

En face de cette immense armée de croyans de toute sorte et de toute religion, en quel nombre sont les sincères adeptes de la philosophie? C'est à peine si on les trouve dans les écoles auxquelles ils se font honneur d'appartenir. On voit, en ce temps surtout de compromis et de défaillances, des philosophes de profession qui se confondent en protestations de christianisme et même de catholicisme. On en voit d'autres qui gardent leur indépendance philosophique, mais sans s'expliquer sur les questions religieuses et théologiques. A vrai dire, si l'on comptait, dans les pays où souffle le plus fort le vent du doute, le nombre des libres penseurs qui vivent et meurent en vrais philosophes, on serait tenté de se demander si la philosophie est prise au sérieux dans les choses de la vie pratique. A voir le monde à sa surface, qu'est-ce que l'agitation de cette imperceptible société philosophique dans l'immensité du

monde religieux ? N'est-ce pas le murmure d'un ruisseau qui se perd dans le bruit des vagues de l'océan ? Comment donc le moraliste et l'historien de notre temps n'éprouveraient-ils pas un sentiment d'ironique dédain pour l'*utopie* philosophique des libres penseurs qui croiraient, avec Voltaire et les encyclopédistes, en avoir fini avec ce qu'il plaisait à ceux-ci d'appeler la *superstition?* Comment ne prendraient-ils pas en pitié la sollicitude des philosophes pour l'avenir religieux de l'humanité, comme si la philosophie et la révolution du dernier siècle avaient tari pour tout le genre humain la source de la foi religieuse? Comment surtout le monde des libres penseurs ne sentirait-il pas un profond découragement au spectacle d'une telle puissance de la religion et d'une telle faiblesse sociale de la philosophie en plein XIXe siècle? Voilà bien les choses à la surface. Un examen plus attentif nous conduira-t-il à une autre conclusion? Sans croire avec ses pères du dernier siècle que l'héritage des religions soit aussi facile et aussi prochain, le philosophe de notre temps, en y regardant de près, ne pourrait-il pas avoir lieu d'espérer pour un avenir plus ou moins éloigné le règne populaire de la raison et de la science ?

D'abord, dans ce prodigieux démembrement des forces religieuses du monde moderne, il faut faire une distinction. Toutes les sociétés à demi barbares, comme les pays slaves, ou immobiles depuis des milliers d'années, comme les peuples de l'Orient, comptent à peine dans les destinées de l'humanité malgré le chiffre écrasant de leurs populations. L'historien philosophe a toujours eu raison de voir surtout l'humanité dans ses véritables foyers de civilisation, et de se concentrer dans la contemplation de ces peuples si petits par le nombre, si grands par le cœur et l'esprit, qu'on nomme les Grecs et les Romains, en abandonnant à peu près tout le reste, c'est-à-dire la barbarie du nord et la décrépitude de l'Orient, à la curiosité de l'historien géographe. La même méthode est applicable à la question religieuse. Quand il s'agit de savoir où en est la foi religieuse du monde, ce qu'il y a de mieux à faire est de laisser là l'Orient barbare ou l'Orient pétrifié pour ne s'occuper que des peuples civilisés de l'Europe occidentale et de l'Amérique septentrionale; c'est la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie et les États-Unis qu'il faut surtout regarder, car le reste du monde gravite autour de ces grands astres de la civilisation universelle. Et soit que les autres peuples suivent leur direction, soit qu'ils s'ensevelissent dans l'immobilité de leur vie traditionnelle, ce n'est point chez eux que l'historien peut chercher le secret des destinées futures de l'humanité.

Même dans les sociétés les plus civilisées, tous les élémens qui

les composent n'ont point une égale valeur pour la solution du problème qui nous occupe. Ces sociétés ont aussi leur partie civilisée et leur partie barbare : la première, en très petite minorité, forme, par une culture intellectuelle supérieure, une sorte d'aristocratie qui, bien que ne correspondant plus à une classe, encore moins à une caste distincte, n'en est pas moins réelle; la seconde, en immense majorité, est celle à qui le défaut d'éducation première et la nécessité d'un labeur matériel incessant ferment toutes les issues de la science et de la philosophie. La vraie vie religieuse et philosophique se trouve concentrée dans une élite au sein de laquelle se préparent et commencent tous les mouvemens de la pensée qui peuvent décider des destinées religieuses ou philosophiques du monde moderne. C'est donc là qu'il faut surtout regarder. Or il est un signe infaillible auquel on reconnaît qu'une religion est en décadence ou en progrès : ce n'est pas précisément le nombre plus ou moins grand d'adeptes qu'elle gagne ou qu'elle perd, c'est la qualité intellectuelle ou sociale de ceux qui s'y rallient ou s'en détachent. Quand elle cesse d'être la croyance du monde où règnent la pensée et la science, elle entre dans sa période de décadence, fût-elle toujours en possession de la multitude.

Le polythéisme en est un exemple décisif. Il était encore la religion de l'immense majorité, lorsqu'il avait déjà perdu tout son prestige sur les esprits d'élite. Les savans et les philosophes de profession étaient les seuls qui, sans rêver une nouvelle doctrine religieuse, vissent clair dans les fables de la mythologie. Et combien alors le monde savant et philosophique était restreint! Les prêtres étaient croyans par état; les magistrats de la cité pratiquaient par convenance politique; le peuple croyait de toute la force de son imagination, qui ne résiste jamais à l'éclat des symboles. Les historiens, les poètes, les moralistes, les hommes d'état du temps, comme Aristophane, comme Cicéron, comme Tacite, comme Pline, n'élevaient aucun doute sur la perpétuité des vieilles institutions religieuses malgré les progrès de la philosophie dans tous les esprits d'élite, au nombre desquels ils ne manquaient pas de se compter. Au moment donc où la petite société religieuse créée par la légende du Christ se répandit dans le monde des gentils, et forma le noyau de la grande église chrétienne, elle trouva un monde encore universellement et profondément païen malgré l'incrédulité de ses écoles philosophiques et l'exaltation de ses sectes mythiques. C'est une grande erreur de croire que les masses se précipitèrent tout d'abord dans la nouvelle religion. Sans doute ce ne fut ni dans le sacerdoce ancien, ni dans le monde officiel et politique, ni dans l'aristocratie savante et philosophique qu'elle fit surtout ses premières

conquêtes, ce fut dans le peuple des grandes villes d'Orient, monde ouvert au grand courant des doctrines nouvelles plus ou moins étranges, où les voies lui étaient préparées par les Juifs et autres Orientaux initiés à la civilisation hellénique; mais le grand peuple des campagnes et des petites localités n'y entra point, et persista dans ses superstitions païennes encore longtemps après le triomphe officiel du christianisme. Ce qui décida le succès de la religion nouvelle, ce fut une certaine élite nombreuse et ardente d'esprits trop cultivés pour se contenter du polythéisme vulgaire, trop mystiques pour s'en tenir à la philosophie pure. C'est de cette élite que sortirent à la fois les docteurs de la nouvelle religion et les restaurateurs de l'ancienne. Là, en dehors du monde officiel et par-dessus la tête des masses populaires, se firent en sens divers les efforts de prédication et de propagande qui préparèrent l'avenir religieux du monde. La société officielle n'intervint qu'après pour proscrire d'abord la religion nouvelle, puis pour l'installer dans le palais et les conseils de ses empereurs. L'Orient des bords de la Méditerranée fut le théâtre de cette lutte, obscure d'abord et comme souterraine, ensuite publique, éclatante, qui commence par une mêlée confuse des doctrines chrétiennes, gnostiques, néoplatoniciennes, puis se dégage et se concentre dans une dernière grande bataille entre le christianisme et l'hellénisme alexandrin après la révolution officielle un peu brusque dont Constantin donna le signal. Néanmoins, après sa défaite définitive, le polythéisme reste encore en majorité dans toute l'étendue de l'empire. Pour l'en extirper, il faut que la nouvelle religion fasse appel à la puissance impériale ou aux violences populaires. La scène de la destruction du temple de Sérapis se répète dans toutes les localités, grandes ou petites, où la superstition s'obstine à conserver les monumens de l'ancien culte. Si l'habile politique de Constantin se décida pour la nouvelle religion, c'est qu'elle avait déjà la puissance avant d'avoir le nombre. Phénomène social qui semble étrange, et qui pourtant s'est renouvelé bien des fois dans l'histoire des révolutions de l'humanité, ce n'est pas le nombre qui fait la force, c'est la vie. La société chrétienne était seule vivante et active, avec la nouvelle école platonicienne, au milieu de cette société inerte et découragée de philosophes enfoncés dans leurs controverses scolastiques, de prêtres ensevelis dans leurs sanctuaires, de politiques indifférens à toute foi religieuse, et qui ne soutenaient plus dans le polythéisme qu'une institution de l'état. Lorsque le christianisme eut vaincu son seul rival en doctrine, le néoplatonisme restaurateur de l'ancien culte, tout fut dit; le monde était conquis, le monde vivant où s'étaient agitées les destinées de l'humanité. Qu'importe après cela que le polythéisme ait encore

vécu ou plutôt végété plusieurs siècles sous le nom de *paganisme* au fond de populations immobiles, loin des centres connus de tout mouvement intellectuel? Quand l'idée nouvelle tient l'esprit et le cœur de l'humanité, le reste de la conquête est l'œuvre sûre et fatale du temps.

Quel tableau que l'histoire de l'avénement du christianisme pour les rêveurs de religions futures! C'est là qu'on voit ce que peut l'ardente initiative d'un petit nombre d'inspirés pour renouveler en moins de deux siècles la face du monde. Cette métamorphose fut l'œuvre non pas d'une évolution lente et progressive, mais d'une révolution qui brisa tout à coup la chaîne de la tradition, et fit entrer brusquement l'humanité dans des voies nouvelles. Une simple légende éclose dans le plus petit et le plus pauvre pays de la terre engendre la plus grande religion qui ait présidé aux destinées de la civilisation, et ce miracle se fait par la foi, par le désir, par l'amour, par les seules puissances de l'âme, malgré toutes les résistances de la tradition, de la loi, de la science elle-même. Quel exemple! quel encouragement aux ambitions religieuses!

Si de ce spectacle merveilleux on détourne les regards pour les reporter sur l'état religieux des sociétés modernes, que d'analogies propres à tenter les nouveaux apôtres? N'est-ce pas le même discrédit des dogmes religieux dans le monde savant, autrement étendu et autrement riche en vérités naturelles? N'est-ce pas la même indifférence du monde officiel, mal déguisée sous la protection qu'il croit devoir à une religion qui, sans être une institution de l'état, y tient étroitement par le lien des concordats? N'est-ce pas la même inquiétude, le même vide, le même désir, le même essor des esprits ardens, des âmes mystiques vers un nouvel objet auquel puisse s'attacher le sentiment religieux? Ce temps n'est-il pas, comme l'autre, une époque de transition, une sorte de pont jeté entre deux mondes, dont l'un montre déjà ses ruines lugubres, tandis que l'autre semble offrir aux imaginations exaltées ses grandes et riantes perspectives?

Alors faut-il s'étonner que dans cette société moderne si profondément différente de l'antiquité, en plein XIX[e] siècle, des tentatives de restauration chrétienne et même de religion nouvelle aient été faites par des esprits jeunes, ardens, enthousiastes, mais tout pénétrés des sentimens, des idées, des sciences, des arts, de notre temps? Le saint-simonisme n'est pas né en Orient, la terre classique des légendes et des religions; il a paru un beau matin à Paris, au plus ardent foyer de la civilisation européenne, ayant pour berceau la grande école des sciences exactes et de l'industrie. Les sages ont souri de cette aventure si nouvelle au milieu des

ambitions et des aspirations de nos sociétés si positives; ils ne l'ont vue et jugée que par le titre et le dénoûment, sans s'intéresser à ce qu'il y eut de sincère, de généreux, d'héroïque, dans la manière dont l'entreprise fut conçue et conduite. Pour une société comme la nôtre, la *retraite de Ménilmontant* ne sera jamais qu'une parodie de la retraite des apôtres après la mort de Jésus, et pourtant, dans cette petite société d'hommes qui se croyaient la mission de renouveler, eux aussi, la face du monde, il y eut beaucoup des sentimens, des affections, des espérances naïves qui agitèrent la première église chrétienne. Là aussi le cœur battit fortement pour le salut du genre humain; là aussi on s'aima, on se donna tout à tous, on se sentit en famille, on se prodigua les noms de frère, de père, de fils, avec le sérieux accent d'une tendresse véritable. Tous ceux qui ont vu les saint-simoniens à l'œuvre et dans leur vie commune en ont remporté une impression d'estime et de sympathie pour toutes ces bonnes et généreuses natures qui se sont oubliées un moment dans le sentiment d'une immense tâche au point d'abdiquer à la fois la personnalité, dont le sacrifice est toujours beau, et la liberté, dont l'abandon n'est jamais permis.

Pourquoi le saint-simonisme a-t-il fini comme on sait? Il faudrait n'être pas de ce temps pour s'en étonner. Aujourd'hui que l'ivresse de l'initiation est passée, et que les membres de cette société n'ont plus qu'à faire un mélancolique retour sur les espérances déçues d'une jeunesse enthousiaste, il n'en est guère qui ne reconnaissent et n'avouent leur méprise. Le saint-simonisme a eu le sort de toutes les utopies qui sont des anachronismes. Ce n'est point la faiblesse, pour ne pas dire la nullité de sa métaphysique, qui a fait obstacle à son succès, ce n'est même pas, chose plus grave, l'équivoque pureté de sa morale, c'est encore moins sa discipline théocratique, si contraire à l'esprit libéral, qui est l'esprit des sociétés modernes. Toute religion prend à l'homme plus ou moins de sa liberté, et ce n'est jamais ce qui l'empêche de conquérir les masses. Les fâcheuses réserves touchant les relations de sexes qui, avant même d'avoir abouti à une formule dangereuse, indignaient l'opinion publique et inquiétaient les plus ardens disciples, ont pu exercer une certaine influence sur l'issue du procès de la société; mais, avant ce procès, le mouvement saint-simonien avait déjà avorté. Enfin un mouvement religieux, l'histoire le prouve, n'a pas besoin, du moins au début, d'un grand déploiement de spéculation métaphysique pour s'étendre et gagner le cœur de l'humanité. Une église n'est pas une école de philosophie. Le christianisme n'a guère commencé que par un sentiment, c'est ce sentiment qui, grâce à une sublime légende, a conquis tant d'âmes et créé tant d'églises. La savante théologie

des pères et des conciles n'est venue qu'après, pour compléter la doctrine, et en faire la religion des sages aussi bien que des simples.

Le saint-simonisme a fini par comprendre l'impuissance radicale de toute entreprise de ce genre en Occident, au foyer même de la civilisation moderne; il est mort en jetant sur l'Orient un regard de regret et d'espérance. C'est là en effet qu'est la véritable patrie des religions. Là le surnaturel, source de toute foi religieuse, est ce que l'esprit tout imaginatif des peuples comprend et accepte le plus aisément. Là naît, grandit et se propage la légende qui porte les religions dans son sein. Là les actes les plus simples de la conscience humaine, les phénomènes les plus réguliers de la nature, se transforment et se transfigurent sous l'action d'une rêverie mystique. Là toute intuition psychologique devient une inspiration, une révélation théologique. Transportez en Orient ces scènes dont les *Mémoires* du père Enfantin nous ont laissé une analyse détaillée: tout change par la disposition des acteurs et des témoins, tout prend un intérêt, un charme, un prestige, une autorité, qui commandent le respect et la foi. A part l'idéale figure de Jésus, dont la personnalité n'est pas assez connue pour pouvoir être mesurée, il est probable (et l'histoire nous en dit quelque chose) que, vus de près, les ouvriers de cette grande œuvre qui s'appelle la fondation du christianisme avaient leurs faiblesses et leurs passions, leurs côtés mesquins ou ridicules. Qui le sait, qui peut s'en douter à une telle distance, et dans l'auréole de gloire et de sainteté qui les enveloppe? Un étrange et puissant génie, qui fut lui-même à beaucoup d'égards un anachronisme vivant après la révolution française, Napoléon, comprenait à merveille la différence des lieux et des sociétés lorsqu'il enviait devant l'un de ses ministres la fortune d'Alexandre, dont la légende avait pu faire un dieu.

L'Orient est encore aujourd'hui ce qu'il a été de tout temps, le pays de l'imagination et de la légende, le pays où le cours ordinaire des choses est ce que l'on comprend le moins, où la science des lois de la nature est le plus profondément ignorée, où enfin l'extraordinaire, le merveilleux, le surnaturel, est l'objet préféré de la croyance générale et le principe constant de ses explications. Il a été le berceau de toutes les religions de l'humanité, il le serait encore, si l'histoire religieuse ne devait être close par le christianisme; mais l'Orient peut-il reprendre maintenant le rôle religieux qu'il a joué dans ses beaux jours? Il faudrait bien peu connaître le monde moderne pour se faire la moindre illusion à cet égard. Si l'Orient n'a guère changé ses habitudes de vivre et de penser, il est tombé dans un tel état de civilisation inférieure, par suite de la conquête musulmane, qu'il a perdu toute espèce d'initiative.

C'est toujours le pays de l'imagination et de la rêverie; mais cette imagination n'a plus aucune des hautes et profondes sources auxquelles elle pouvait puiser autrefois, cette rêverie n'a plus que des alimens vulgaires qui ne lui permettent pas les proportions de la légende religieuse. En un mot, l'Orient contient toujours la même race d'esprits; mais il est mort, tandis qu'il était vivant dans ses grands jours d'enfantement religieux.

Que sur cette terre classique des religions il se forme encore aujourd'hui ou demain de nouvelles sectes, même de nouvelles sociétés religieuses, comme il s'en est formé depuis l'avénement du christianisme, il n'y aurait à cela rien d'impossible, ni même d'étonnant, puisque les conditions psychologiques et sociales de l'Orient n'ont pas sensiblement changé; mais de pareils mouvemens religieux, se produisant au milieu de peuples restés si bas dans l'échelle des peuples civilisés, n'auraient rien de ce qui est nécessaire pour gagner les grands foyers de la civilisation occidentale. Et qu'on ne vienne pas ici nous opposer l'exemple du christianisme, parti de la Judée pour conquérir l'Orient hellénisé, la Grèce, l'Italie, et tout le monde civilisé. Entre la civilisation gréco-latine et le monde purement barbare, l'Orient à moitié civilisé de la Méditerranée, l'Orient juif, syrien, alexandrin, fut un merveilleux médiateur; son mysticisme naturel, fécondé, éclairé par la science grecque, était devenu tout particulièrement propre à faire éclore une véritable religion d'une légende. Ce qui le montre bien, c'est que toute science, toute théorie, aussi bien que toute légende, tourne à la religion dans cette fermentation universelle des esprits. Qu'il y a-t-il d'analogue dans l'Orient actuel qui puisse permettre la moindre espérance aux rêveurs de religions futures?

Toute religion qui serait de nature à renouveler la face du monde civilisé devrait naître au centre même de la civilisation occidentale, et rayonner d'abord dans ses principaux foyers pour se répandre de là sur tous les points de la civilisation universelle. Or là est précisément l'écueil. Ce centre et ces grands foyers ne semblent guère faits pour servir de berceau aux religions nouvelles, tant y règne l'esprit scientifique et critique, c'est-à-dire l'esprit le plus contraire à l'éclosion des légendes et des symboles. Là on analyse trop la conscience humaine pour que ses intuitions puissent être prises pour des inspirations ou des révélations; les lois de la nature sont trop connues pour que le miracle s'introduise dans la description des phénomènes physiques. S'il parvient à se glisser dans le récit légendaire des masses, il en est bien vite chassé par la science, qui rectifie les écarts de l'imagination populaire. Dans cette société de savans, de penseurs, de critiques, d'érudits, la science est une œuvre d'observation, d'expérience, de méthode, de labeur,

dont on sait parfaitement que l'esprit humain a fait tous les frais; l'enseignement qu'on reçoit des maîtres de la science n'est point considéré comme une révélation d'en haut, parce qu'on sait qu'il ne tombe point d'une bouche inspirée. Lorsque, dans une sorte d'ivresse mystique que des adversaires peu bienveillans ont prise pour un calcul de charlatans, le saint-simonisme a parlé des révélations de Saint-Simon et des inspirations du père Enfantin, il n'a pu triompher du ridicule qui s'attache à ces mots d'une langue morte pour nous, du moment qu'on veut s'en servir autrement que par métaphore. Croyans et incrédules s'accordent pour ne pas prendre au sérieux l'application de pareils termes aux hommes et aux idées de ce temps-ci.

Le saint-simonisme est peut-être l'unique tentative de religion nouvelle faite jusqu'ici en plein XIXe siècle. Il serait bien possible qu'il fût la dernière, tant il faut de courage et de naïf enthousiasme pour braver à ce point le tempérament tout scientifique et positif de nos sociétés modernes. On a pu baptiser de ce nom solennel tel ou tel système de pratiques et de formules, comme par exemple le prétendu culte organisé dans ses plus minces détails par le fondateur du positivisme, Auguste Comte; mais une doctrine qui n'a ni légende, ni révélation, ni dogmes, ni symboles, ni Dieu même, ni aucun des caractères historiques qui font une véritable religion, ne peut recevoir ce titre que par un insigne abus de mots. La *religion de l'humanité!* n'est-ce pas là deux mots qui ne doivent pas plus se confondre que le *divin* et l'*humain?* Une morale indépendante de la théologie, rien de mieux; mais un culte sans Dieu est un non-sens. La secte des mormons se fonde sur une doctrine trop grossière et trop peu originale pour mériter ce nom. S'il est curieux de l'étudier au point de vue de son organisation sociale et de son développement économique, elle n'offre aucun intérêt comme société religieuse, car les superstitions dont elle nourrit l'esprit de ses adeptes, les servilités et les sensualités immorales dans lesquelles elle plonge leur âme, si l'on en croit des rapports sérieux, n'ont pas même le charme de la nouveauté. Tout cela paraît n'être qu'une édition posthume et fort triste de l'un de ces romans de la vie sensuelle qu'au moyen âge on enveloppait, comme toute chose, de mysticisme. Quant aux nombreux projets de religion qui ont pu fermenter dans certains cerveaux exaltés du XIXe siècle, il n'y a point à s'en occuper, soit qu'ils n'aient pas reçu même un commencement d'exécution, soit que les auteurs n'aient réussi qu'à former un cercle intime de rares initiés qui n'a jamais atteint les proportions d'une véritable société religieuse. On peut les retrouver dans une galerie des curiosités plus ou moins mystiques du temps.

II.

Si notre siècle est stérile en véritables créations religieuses, il est très fécond en restaurations, en réformes, en transformations de ce genre. Le christianisme est une doctrine très arrêtée et très large tout à la fois. Tandis que l'autorité qui veille à sa conservation ne permet pas de rien changer à tout ce qui est article de foi, le champ reste ouvert sous son sévère regard à une certaine initiative en tout ce qui concerne la spéculation philosophique proprement dite. Sans cesser d'être chrétien ni même catholique, on peut comprendre et interpréter diversement la pensée chrétienne. Tout en respectant la lettre, on s'attache plus particulièrement à l'esprit de la doctrine. Le christianisme se prête d'autant mieux à cette méthode que sa synthèse, riche et variée, offre des aspects plus divers aux inclinations et aux aptitudes des races, des époques, des sociétés, des partis, des différentes familles d'esprits. Chez certaines races, c'est le côté imaginatif et symbolique qui prédomine; tel est le cas des races méridionales. Chez d'autres, c'est le côté sentimental et psychologique; tel est le cas des races du nord. En ce sens, il est juste de distinguer un christianisme grec, un christianisme latin, un christianisme allemand, un christianisme italien ou espagnol, un christianisme anglo-américain. Cette influence des races, des temps ou des lieux sur les doctrines ne va pas jusqu'à transformer le christianisme en autant de religions nouvelles, puisque le *credo* est toujours là pour maintenir l'unité religieuse; mais elle engendre des différences sensibles, de véritables variétés dans la grande famille chrétienne. Si le dogme est resté le même par décret de l'autorité, l'esprit a varié selon les temps, les lieux et les hommes, et, à vrai dire, le dogme lui-même, malgré les décrets de l'autorité officielle, n'a pas toujours résisté aux nécessités géographiques ou historiques. Le schisme grec et la réforme en sont de mémorables exemples.

Les libres penseurs ne peuvent jamais se sentir la mission de créer, de restaurer, de réformer ou de transformer une religion, puisqu'une pareille œuvre serait en contradiction manifeste avec leur principe de la souveraineté de la raison. C'est donc toujours de chrétiens, de catholiques sincères, que vient l'initiative de telles entreprises. De tout temps, il s'est rencontré dans les grandes sociétés chrétiennes des individus ou des sectes qui ont essayé d'accommoder la pensée religieuse soit aux propres instincts de leur intelligence personnelle, soit aux instincts et aux besoins généraux de la société où ils vivaient. Au moyen âge, l'*Évangile éternel* et le

Règne du Saint-Esprit étaient, sauf les superstitions du temps, l'inspiration d'un spiritualisme exalté en face des réalités matérialistes de l'église officielle. La doctrine des nouveaux disciples de saint Jean a été conçue dans le même esprit et sous l'influence des mêmes circonstances. C'est le mysticisme chrétien dans ce qu'il a de plus élevé comme spéculation de l'esprit, et de plus pur comme règle des consciences. Le siècle actuel nous offre des exemples de ces entreprises d'autant plus nombreux et intéressans qu'elles ont pour but de répondre aux exigences toujours croissantes de l'esprit moderne. Dans une époque où la philosophie et la science, la poésie et l'art, la révolution et la démocratie, la raison et la conscience pure se font une si large part, il est bien naturel de chercher à concilier la doctrine traditionnelle soit avec les idées scientifiques, soit avec les sentimens esthétiques, soit avec les théories et les institutions politiques ou sociales qui font le caractère propre des temps nouveaux. Tantôt c'est avec la philosophie qu'on propose une alliance au nom du spiritualisme, tantôt c'est avec l'art au nom du romantisme, tantôt c'est avec la démocratie et la révolution au nom des principes d'égalité et de fraternité, tantôt c'est avec la morale éternelle et universelle au nom de la conscience. Aussi ne faut-il pas s'étonner de rencontrer autant de variétés de christianisme qu'il y a de besoins et de points de vue généraux dans la pensée moderne, — un christianisme *esthétique* pour les chrétiens qui ont encore plus d'imagination poétique que de foi religieuse, un christianisme *philosophique* pour les chrétiens à l'esprit métaphysique, chez lesquels, comme dit Malebranche, le besoin de comprendre prévaut sur le besoin de croire, un christianisme *libéral* pour les chrétiens qui aiment à conserver une certaine liberté d'esprit sous l'autorité des textes sacrés ou des décrets de l'église, un christianisme *social* pour les chrétiens dont l'esprit plus pratique que mystique incline vers les doctrines connues sous le nom équivoque de *socialisme*, un christianisme *démocratique*, même *révolutionnaire*, pour les chrétiens qui ont pris pour devise de leur foi politique les mots sacramentels de notre révolution, enfin un christianisme *éternel* et *universel* pour les chrétiens qui voient surtout dans le Christ l'idéal incarné de la conscience humaine.

Que le christianisme, par la riche variété de ses élémens, soit la religion des forts et des faibles, des intelligences et des âmes, qu'il s'adresse à tous les besoins, à toutes les facultés de la nature humaine, parlant à ceux-ci le langage des idées, à ceux-là le langage des images, à d'autres le langage du sentiment, c'est ce que montre clairement la diversité des esprits qu'il compte dans son vaste empire; mais, chose curieuse, il est un côté du christianisme

qui semble avoir échappé à l'imagination des poètes et des artistes chrétiens dans les époques de plus grande foi : c'est le côté esthétique de cette grande religion. L'art classique, resté païen et plongé dans la mythologie grecque, avait toujours ignoré ou dédaigné les vertus poétiques du christianisme que l'imagination romantique de Chateaubriand et d'autres écrivans de la même école est venue révéler à notre littérature. Il a fallu le *Génie du christianisme* et *les Martyrs* pour apprendre aux croyans comme aux sceptiques qu'il y a là tout un monde de légendes, de symboles, d'idées et de sentimens où l'art moderne n'avait qu'à puiser pour se renouveler et se rajeunir. Il a fallu la critique des Schlegel et de leur école pour faire voir combien le fond de la littérature moderne était chrétien, même en France, quelle qu'ait été la passion de la renaissance pour l'antique. Ce n'est là, dira-t-on, qu'une révolution esthétique avec laquelle la véritable foi religieuse n'a rien à faire. Ceci n'est vrai que dans une certaine mesure. Le fait est que cette révolution a été l'une des causes les plus actives de la renaissance catholique qui a suivi la révolution et l'empire. L'admiration des cathédrales, la « religion du gothique, » comme on a dit plaisamment, n'était qu'un détail dans l'universelle rénovation de l'art, dont les anciennes croyances se sont si bien trouvées. Ce n'est pas seulement à l'imagination, c'est surtout à la sensibilité, au cœur, que l'art nouveau a parlé. Son génie n'a pas moins marqué de sa forte empreinte les œuvres intimes de la poésie et du roman que les œuvres plastiques de l'architecture, de la sculpture et de la peinture. C'est l'âme humaine tout entière qu'il a saisie dans ses plus profondes entrailles. Grâce à cette inspiration tout esthétique, il se forma tout à coup un christianisme de sentiment plutôt que de dogme et de pratique, qui aida la véritable religion à ressaisir son empire sur les âmes et les intelligences. Combien d'esprits d'élite en ce temps-là, suivant l'exemple de Chateaubriand, sont revenus au catholicisme par cette voie, sauf ensuite à en reprendre les graves enseignemens et la sévère discipline! Ce n'est donc point abuser des mots que de parler d'un christianisme esthétique quand on a vu de près la foi religieuse de tant de catholiques de cette époque. Aujourd'hui cette foi est un peu passée de mode avec le romantisme, qui l'avait suscitée. Il s'en fait une autre qui, pour être moins poétique, n'en est pas plus solide : c'est la foi des sages de notre temps, où la politique n'a guère laissé de place à l'imagination et au sentiment.

Il suffit d'ouvrir les annales de la théologie chrétienne pour y reconnaître une grande tradition métaphysique qui remonte à l'école de Platon, et dont le double caractère est d'être essentielle-

ment idéaliste et spiritualiste. En s'inoculant cette tradition par le travail des pères et des docteurs des premiers siècles de l'église, le christianisme l'a couverte de son autorité surnaturelle et enveloppée dans les mystères de son symbole, de façon pourtant à lui laisser ses hautes et profondes clartés. Aussi toute la grande famille des esprits métaphysiques qui se sont rencontrés parmi les théologiens, les écrivains, les croyans de la religion chrétienne, s'est-elle éprise de ce côté de la doctrine au point d'y voir le fond et l'essence même du christianisme. C'est ainsi qu'à la suite des docteurs platoniciens ou néoplatoniciens, tels que saint Clément, Origène, Grégoire de Nysse, saint Augustin, de grands théologiens du moyen âge, comme saint Anselme et Abélard, ou des temps modernes, comme Malebranche, le père André, Fénelon, Bossuet lui-même, ont fait prédominer, sans oublier le reste, la pensée idéaliste et spiritualiste qui a son principe dans la doctrine de Platon. C'est encore ainsi qu'une école de théologiens protestans comme Schleiermacher, qui se disent et qui sont réellement chrétiens, et qu'une autre école de docteurs catholiques disciples de Schelling font surtout de cette pensée le texte de leurs commentaires et de leurs interprétations de la doctrine orthodoxe. C'est ainsi également que des écrivains français, chrétiens et même catholiques à l'origine, comme Bordas-Dumoulin, Huet et l'illustre auteur de l'*Essai sur l'indifférence*, ont compris, médité, défendu le christianisme en se plaçant au foyer des idées platoniciennes (1). Si tout ce travail métaphysique n'a point abouti à fonder une véritable secte dans le sein des églises chrétiennes ou catholiques, il y a créé une grande école dont le caractère propre est de résumer le christianisme dans un idéalisme et un spiritualisme qui remontent à Platon. Et en ce moment même, où le salut des croyances spiritualistes réunit certains philosophes et certains théologiens dans une alliance plus ou moins intime, le trait d'union est visiblement le platonisme commun aux deux doctrines. C'est par là que le théologien se sent attiré vers la philosophie et que le philosophe devient sympathique à la théologie en dépit de tant d'incompatibilités radicales. En réalité, théologiens et philosophes forment une même famille d'esprits qui se retrouvent dans l'unité de la tradition platonicienne après une séparation dont l'histoire est l'origine. Tel est ce christianisme philosophique que l'église catholique n'a jamais vu de très bon œil, à Rome surtout, où l'on se défie singulièrement de tout ce qui a un air de philosophie.

(1) L'*Esquisse d'une philosophie*, le dernier livre publié par M. de Lamennais, a été l'œuvre de toute sa vie de penseur; c'est au fond un mélange de christianisme et de platonisme avec certaines idées de la science moderne.

La lecture des Évangiles et l'histoire de l'église primitive nous montrent un autre aspect du christianisme non moins réel et plus propre à captiver l'attention des esprits pratiques : c'est le principe ou plutôt le sentiment d'égalité et de fraternité qui remplit la morale évangélique et inspire les premières communions chrétiennes. A entendre le langage, à voir l'exemple du Christ, de ses apôtres, de son église, non-seulement dans les premiers temps, mais au moyen âge, qui fut l'âge triomphant des ordres mendians, on ne peut s'empêcher de reconnaître la profonde affinité des doctrines chrétiennes avec certaines théories modernes. Il devait donc se rencontrer des esprits et des écoles qui, particulièrement frappés de cette analogie, fussent conduits à faire de la tradition religieuse le point de départ et même la base de leur philosophie politique et sociale, et à conclure que le christianisme est la religion de la démocratie, du socialisme et même de la révolution, qui l'a proscrit sans le connaître, et avec laquelle il s'agit de le réconcilier. Des esprits spéculatifs comme Lamennais, Bordas-Dumoulin, François Huet, des esprits pratiques comme Buchez et la plupart de ses disciples ont soutenu cette alliance avec une grande éloquence et un admirable dévoûment.

Ce que demandaient Lamennais et ses jeunes amis, Lacordaire et Montalembert à la cour de Rome, c'était non point un changement radical de doctrine, un christianisme vraiment nouveau, mais un retour à la doctrine primitive du Christ, des apôtres et des pères, avec l'indépendance entière de l'église et de la papauté. Rome trouva la chose grave et se fâcha contre les novateurs. C'était en effet une véritable révolution religieuse dont Rome pouvait s'effrayer à bon droit, et dont les novateurs eux-mêmes ne se dissimulaient point la portée. Le christianisme de Lamennais tendait surtout à réconcilier l'église avec la liberté et avec la démocratie. Celui de MM. Huet et Buchez, avec des nuances théologiques et métaphysiques distinctes, prétend à l'alliance intime de l'église avec le socialisme et la révolution. « Deux grandes opinions, dit le premier, deux puissances, aujourd'hui divisées et qu'on juge irréconciliables, ébranlent le monde de leurs combats, et menacent, dans une lutte suprême, de tout abîmer sous des ruines. L'une de ces puissances s'appelle l'église, et sa doctrine le christianisme, l'autre s'appelle la révolution, et sa doctrine le socialisme. A entendre ce qui se répète partout, entre le christianisme et le socialisme, entre l'église et la révolution, il n'y aurait aucun pacte possible. Les peuples ne pourraient conquérir le repos et la félicité qu'en arrachant de leur sein l'un des deux principes, pour livrer au principe rival une domination exclusive. De part et d'autre, la hâte

est la même; il y a tout d'abord un monstre à exterminer. Une conviction bien différente s'est depuis longtemps affermie dans mon âme... Ces idées d'affranchissement, qu'on prêche comme une révélation nouvelle, ou reproduisent fidèlement l'Évangile, ou sont les conséquences nécessaires de ses dogmes (1). » Tel est le début d'un livre consacré tout entier à la démonstration de cette affinité des sentimens évangéliques et des théories sociales.

Buchez est avant tout un esprit pratique, l'apôtre dévoué et le courageux soldat de la démocratie, le promoteur et l'organisateur des premières associations ouvrières, dont quelques-unes subsistent encore. Philosophe, historien, politique, savant, il a fait de la tradition religieuse la lumière de sa science philosophique, historique, politique, physiologique. Dans la théologie chrétienne, il a cru retrouver les principes, les idées-mères de toutes les grandes doctrines de la philosophie moderne. Cette théologie elle-même, il la fait remonter par une chaîne de traditions à une révélation primitive unique, laquelle est l'origine du langage, des idées, de la conscience et de la raison, c'est-à-dire de toute pensée, de toute doctrine, de toute science, de tout progrès, de toute civilisation humaine. Buchez sur ce point ne parle pas autrement que Bonald et toute l'école théologique. Toute l'originalité de sa philosophie consiste dans le caractère plus neuf et plus scientifique de ses démonstrations. Tandis que l'école théologique fait appel à l'ancienne science en essayant de la rajeunir par l'éloquence et le talent d'écrire, Buchez, qui n'est ni un orateur, ni un écrivain, cherche surtout ses raisons et ses argumens dans la science nouvelle; il arrive à donner à l'idée traditionnelle la rigueur au moins apparente d'une théorie. Ainsi, à propos des différences qui distinguent l'enseignement humain et l'enseignement divin, et après avoir énuméré les signes qui font reconnaître le premier, il ajoute : « C'est aux signes contraires que l'on reconnaît l'enseignement divin. Il est absolument *a priori* ou tel que manifestement nul homme n'eût pu l'imaginer. Il est applicable à tous les temps comme à tous les lieux; il est intégralement innovateur, et cependant il comprend le passé qu'il accomplit et explique comme il contient tout l'avenir. Il donne simultanément la loi des rapports moraux entre les êtres, et comme conséquence le dogme des existences. Il est d'une fécondité sans limites et telle que l'on n'en aperçoit point la fin, quelque nombreux que soient les fruits que l'on en a déjà tirés. Il peut engendrer simultanément plusieurs buts sociaux; il est riche de mille secrets scientifiques et pratiques. Enfin il est propre à conduire sûrement la société, et seul il

(1) *Le Règne social du christianisme*, par F. Huet, p. 3 et 4.

peut la conserver et la rendre indéfiniment progressive (1). » Assurément tous ces caractères pourraient être contestés au nom d'une philosophie plus profonde et d'une science historique plus rigoureuse, mais on ne peut nier que ce langage et cette méthode ne soient d'un savant. Quand on applique ainsi aux questions religieuses et théologiques les procédés de la science moderne, il est bien difficile qu'on ne soit pas conduit souvent à des conclusions qui dépassent ou corrigent la doctrine orthodoxe. C'est ce qui est arrivé à Buchez, dont la théologie serait sujette en plusieurs points aux rigueurs de l'*Index*.

Au fond, ce qui attirait cet esprit essentiellement pratique vers les doctrines du christianisme, c'est l'affinité de quelques-unes de ces doctrines avec les idées et les tendances de la démocratie moderne. Buchez l'exagère visiblement, lorsqu'il voit dans le sacrement du baptême la négation du droit ancien du père sur les enfans, ainsi que l'affirmation de l'égalité entre tous les membres de la famille humaine, quand il voit dans la communion eucharistique la confirmation de cette égalité, quand il voit enfin dans le sacrement du mariage l'institution des droits égaux entre l'homme et la femme. Ces vues manquent d'exactitude, sinon de vérité. Le christianisme est une doctrine morale qui a surtout en vue la vie spirituelle, et le mot du Christ : *mon royaume n'est pas de ce monde*, demeure encore, quoi qu'on ait dit, l'expression de son intime pensée, en sorte qu'une âme vraiment chrétienne peut rester étrangère aux sentimens et aux intérêts de la vie politique. D'autre part, l'égalité chrétienne, c'est l'égalité des âmes dans la cité de Dieu, ce qui explique comment l'église et la théologie ont, sinon sanctionné, du moins toléré l'esclavage comme une institution humaine avec laquelle la loi de Dieu n'avait rien à voir; mais, comme tout se tient dans la nature humaine par les liens les plus étroits, morale et politique, justice et charité, égalité des chrétiens et égalité des citoyens, il s'ensuit que les sentimens de la cité de Dieu devaient tôt ou tard passer dans les institutions qui régissent la cité des hommes, et qu'une école de démocrates catholiques telle que celle de Buchez pouvait retrouver dans la tradition religieuse les principes de ses théories démocratiques et sociales.

L'église et la théologie orthodoxe pouvaient suivre jusque-là l'école néo-catholique. Ce n'est pas dans le dogme que Buchez et ses disciples ont montré une véritable hardiesse de novateurs, c'est dans l'histoire. Faire accepter au nom d'un principe commun l'alliance du catholicisme et de la révolution, c'était une idée à laquelle

(1) *Traité de philosophie*, t. III, p. 488.

devaient répugner invinciblement les vrais croyans aussi bien que les vrais révolutionnaires, et la méthode historique de Buchez, il faut bien le dire, était encore moins faite que sa méthode philosophique pour opérer un pareil rapprochement. On peut à la rigueur réconcilier, dans une haute pensée philosophique et morale, le christianisme et la révolution. Dans le sein même de notre société et de nos assemblées révolutionnaires, on a vu se produire des esprits élevés, des âmes généreuses, comme Fauchet et Grégoire, qui ont confondu dans une même foi le *Sermon sur la montagne* et la *Déclaration des droits de l'homme;* mais allier la ligue avec la révolution au nom du principe de la souveraineté populaire, voir dans la faction des seize et le comité du salut public cette même cause de l'unité nationale si chère à juste titre à l'auteur, c'était un paradoxe que ne pouvaient accepter ni les amis de l'église ni les amis de la révolution. Pour comprendre la puissance d'une idée fixe sur un esprit de cette trempe, il faut le suivre dans cette laborieuse démonstration historique où le catholicisme est d'abord le créateur de la nationalité française au temps de Clovis et de saint Remi, — puis l'instituteur de la démocratie naissante aux temps d'Étienne Marcel et de la ligue, puis enfin, malgré toutes les apparences contraires, le véritable inspirateur d'une révolution dont la devise se résume dans la grande devise *liberté*, *égalité*, *fraternité*. La réforme n'est pas ménagée dans cette manière de comprendre l'histoire de France. Si l'âme excellente de notre philosophe ne peut se défendre d'un sentiment de profonde sympathie pour les victimes, quelles qu'elles soient, des guerres religieuses, sa pensée repousse énergiquement le protestantisme, dont la défaite lui apparaît comme le salut de la nationalité et de la démocratie française tout à la fois.

Pourquoi? C'est ce qu'explique philosophiquement le plus savant de ses disciples, M. A. Ott, dans l'avant-propos de son livre sur la philosophie allemande. « La France, dit-il, est une nation catholique : chez elle prédominent les sentimens d'unité, les idées sociales; dans les croyances françaises, l'individu est subordonné à la société, le moi n'est qu'un point de la circonférence, la raison de chacun doit se soumettre à la raison de tous. L'Allemagne au contraire est la patrie du protestantisme, de l'esprit de division et de séparation; chez elle, le moi s'est fait centre, la raison individuelle ne reconnaît aucune autorité supérieure, le point de vue individuel domine le point de vue social (1). » Ce sentiment est commun à toutes les écoles néo-catholiques; Lamennais le partage, bien que

(1) *Hegel et la Philosophie allemande.*

son catholicisme libéral ne conserve pour l'église de l'avenir ni le patronage de l'état ni même le pontificat. « Ce ne sera rien non plus, dit-il en parlant de cette église, qui ressemble au protestantisme, système bâtard, inconséquent, étroit, qui, sous une apparence trompeuse de liberté, se résout pour les nations dans le despotisme brutal de la force, et pour les individus dans l'égoïsme (1). » Au fond, toutes les écoles sorties du sein du catholicisme, si libérales qu'elles soient devenues, sont restées essentiellement catholiques par leur constante fidélité au principe de la raison et de la volonté générale, représenté par la tradition et la discipline catholique. Si Rome n'a accepté ni leurs idées ni leurs réformes, c'est que toute innovation, même de forme et de détail, n'est ni dans sa nature ni dans son rôle. Lamennais, Buchez, Bordas-Dumoulin, Huet et tant d'autres en ont fait l'expérience; ils ont bien vite compris qu'il fallait porter la question devant le grand tribunal de l'église universelle; mais là encore l'esprit de discipline prévalut malgré tous les complices secrets des réformateurs. Alors, parmi les apôtres de la première heure, les uns rentrèrent prudemment dans le troupeau des fidèles, les autres allèrent se confondre dans les rangs des libres penseurs; le silence et le vide se firent autour des chefs d'école, qui eux-mêmes se rapprochèrent de plus en plus de ces derniers. On sait que Lamennais a fini par l'*Esquisse d'une philosophie*, c'est-à-dire par une œuvre de philosophie pure où la pensée de Spinoza se mêle parfois à la pensée de Platon. Avec bien d'autres démocrates qu'une triste et trop longue épreuve a éclairés, Buchez a perdu sa foi trop exclusive dans le principe catholique de l'autorité, malheureusement si stérile en œuvres véritables de civilisation et de démocratie, en même temps que son extrême défiance du principe libéral de l'initiative individuelle, si fécond en œuvres de ce genre, si l'on en juge par l'exemple de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Amérique protestantes. Bordas-Dumoulin et Huet ont fini également par reprendre toute leur liberté philosophique devant les violences et les iniquités de la réaction cléricale. D'autres écoles réussiront-elles dans des temps plus propices, soit à faire fléchir la tradition de l'église catholique, soit à en détacher une notable partie des sociétés qu'elle gouverne, pour l'entraîner dans les voies d'une réforme religieuse analogue à celle dont le XVI[e] siècle fut le témoin? On n'est guère tenté de le croire quand on veut bien réfléchir à la nature même du catholicisme, qui soumet tout l'homme à la direction et à la discipline, sans rien laisser à la liberté individuelle, pas plus dans l'organisation de l'église que dans l'ex-

(1) *Les Affaires de Rome*, p. 128.

plication de la doctrine. Un dogme immuable, une église inflexible, des peuples disciplinés, pour lesquels le symbole est une sorte de consigne, voilà, il semble, des obstacles insurmontables aux succès des réformes conçues et prêchées par les écoles néo-catholiques. Par ce côté donc, le christianisme paraît fermé aux entreprises de transformation religieuse.

III.

Le protestantisme ouvre une voie tout autrement large à l'esprit de réforme. Quelque étranges que puissent paraître à Rome les alliances proposées par les écoles néo-catholiques, ni Bordas-Dumoulin, ni Buchez, ni Lamennais lui-même, ne touchaient au dogme, tandis que le protestantisme le plus conservateur en était déjà lui-même une réforme considérable; mais le christianisme ainsi réformé ne pouvait suffire aux besoins de l'esprit nouveau qui travaille la société protestante bien plus encore que la société catholique. Déjà, on a vu les écoles de théologie, en Allemagne, ramener le dogme chrétien soit à l'idéalisme de Kant, soit à celui de Schelling ou de Hegel, selon leurs affinités avec les maîtres de la philosophie allemande; mais ces interprétations hardies, qui aboutissaient à une transformation aussi radicale, ne dépassaient pas l'étroite enceinte de l'école, elles ne faisaient guère d'adeptes que dans le monde de la science et de l'enseignement. Pour voir l'esprit de réforme descendre dans les diverses classes de la société elle-même, il faut passer de la spéculative Allemagne aux grands pays de l'action religieuse comme de l'action politique, à l'Angleterre, à la France, surtout aux États-Unis. Là, ce n'est plus une école dont les adeptes rêvent, en théorie, des transformations plus ou moins radicales de la doctrine chrétienne, sans cesser, en pratique, de rester fidèles à la communion à laquelle ils appartiennent, ce n'est même plus une secte plus ou moins étendue qui prend sa place à côté des mille sectes qui existent déjà, c'est une grande société chrétienne qui se crée en s'appuyant sur l'unique base du sentiment moral qui a sa plus haute expression dans l'Évangile. Cette société à peine née d'hier grandit rapidement et prend des proportions considérables. Bien différente de tant d'autres qui l'ont précédée et qui s'étaient formées sous l'influence et l'action de causes locales ou spéciales, telles que le lieu, la race, la constitution politique ou sociale, elle est la dernière fille du protestantisme allié à la liberté moderne, et n'usurpe point un titre faux en se nommant le *christianisme libéral*. En Amérique, ce protestantisme tend à réunir sous un commun symbole toutes les sociétés religieuses qui comprennent que la véritable pensée chrétienne est

dans le nouveau et non dans l'Ancien-Testament. Channing en est l'apôtre, tandis que Parker en est surtout le docteur. En France, où le culte de la Bible hébraïque n'a jamais été bien fervent dans nos sociétés religieuses, le travail des adeptes du christianisme libéral consiste moins à détacher la pure doctrine du Christ des liens qui l'enchaînent à la tradition biblique qu'à la dégager des mystères théologiques dont le symbole de Nicée est la formule. Tel est le caractère du mouvement religieux dont MM. Michel Nicolas, Reuss, Colani, Athanase Coquerel, Fontanès, sont les organes les plus savans ou les plus éloquens. Il faut dire du reste que la métaphysique religieuse des pères alexandrins n'a jamais été du goût des sociétés protestantes depuis les premiers temps de la réforme jusqu'à nos jours. En Allemagne même, où le génie spéculatif lui est resté fidèle, elle commence à partager le discrédit général qui s'attache à toute spéculation de ce genre, et la théologie allemande elle-même, sur les traces de Kant et de Fichte, commence à entrer dans les voies du christianisme libéral, en laissant là le dogmatisme métaphysique, et en se fondant exclusivement sur le sentiment chrétien, dont l'Évangile est l'idéale expression.

Trois raisons décisives ont concouru à cette radicale révolution qui s'opère au sein du christianisme protestant. La première et la plus puissante est la nécessité de s'entendre et de se réunir dans cette grande société religieuse disséminée en sectes innombrables. Le protestantisme n'ayant point, comme le catholicisme, une autorité toujours présente et toujours active pour veiller à la conservation du dogme et pour maintenir par une sévère discipline l'unité du symbole, le texte sacré ne pouvait plus être un principe d'unité suffisant, vu les obscurités, les contradictions, les mystères où se perdait l'esprit des croyans, rendu par la réforme au libre exercice de sa raison. On le vit bientôt par la prompte naissance et la rapide propagation des sectes qui s'attachaient les unes à l'Ancien-Testament, les autres au nouveau, celles-ci à la théologie, celles-là à la morale chrétienne, d'autres au mysticisme de l'Évangile de saint Jean, d'autres à la grande métaphysique des pères grecs résumée dans le symbole de Nicée. Comment arrêter les progrès toujours croissans de la division qui menace de réduire le protestantisme en poussière? Comment surtout revenir à l'unité? C'est ici que les directeurs de la société protestante se sont partagés partout en deux camps, le parti conservateur et le parti libéral. Le premier, plus fidèle à la tradition qu'à l'esprit de la réforme, s'en remet à l'autorité des consistoires, qu'il érige en véritables conciles chargés de maintenir l'intégrité du dogme traditionnel. Le second au contraire, plus fidèle à l'esprit qu'à la tradition, veut qu'on livre à la raison et à la conscience individuelles l'interprétation et l'explication des

textes sacrés. Alors quel moyen de rétablir l'entente parmi les membres de la grande société protestante? A défaut de l'autorité et de la discipline d'une église, il ne peut y en avoir d'autre que l'autorité de la vérité et la lumière de l'évidence. De là la nécessité de ramener la doctrine chrétienne à un principe d'une simplicité incontestable, à un sentiment d'une puissance irrésistible, en écartant tout ce qui est métaphysique et théologie proprement dite. C'est ce que font les docteurs du christianisme libéral avec plus ou moins de fermeté et de logique. Ils regardent cette œuvre de réduction et de simplification comme d'autant plus urgente que la science moderne n'a pas laissé pierre sur pierre de l'édifice théologique et historique sur lequel les églises du passé font reposer tout le christianisme. Pendant que la philosophie réfutait ou transformait la partie dogmatique, la critique réduisait à néant la partie historique, sinon tout entière, du moins en ce qui touche au surnaturel. Négation du dogme au nom de la conscience et de la raison, négation de l'histoire au nom de la critique et de la science positive : quel asile restait à la pensée et à la loi des croyans, sinon la morale évangélique, source toujours féconde du sentiment chrétien, sanctuaire inviolable de la foi religieuse? On peut nier toute la théologie, toute la morale, toute l'histoire de l'Ancien-Testament, la vieille loi en un mot, si contraire en tant de points à la nouvelle; on peut nier la théologie moitié orientale, moitié grecque dont l'Évangile de saint Jean a produit la pensée, dont le concile de Nicée a formulé le symbole assez longtemps après l'éclosion de la doctrine évangélique; on peut nier la doctrine de saint Paul et de saint Augustin sur le péché originel et la grâce; on peut nier toute l'histoire surnaturelle et la divinité du Christ, dont Jésus lui-même ne semble pas avoir la moindre conscience, on peut aller même jusqu'à nier ou du moins à laisser aux disputes de l'école les attributs métaphysiques d'un Dieu quelconque, individuel ou universel, principe du monde physique ou du monde moral; enfin on pourrait nier jusqu'à la personne humaine de ce Christ qui a donné son nom à la doctrine évangélique; mais la doctrine elle-même, mais l'esprit qui l'inspire, mais le sentiment qui la vivifie, restent debout sur les ruines de l'échafaudage dogmatique et historique, défiant les attaques de la critique, les révélations de la science et les injures du temps, éternellement vrais et féconds comme la conscience humaine! Qui peut nier cette doctrine, cet esprit, ce sentiment, sans renier la conscience elle-même dont l'Évangile est l'éternel idéal? La critique, la philosophie, la science du XIX[e] siècle ont beau faire : le christianisme libéral croit avoir trouvé là le fondement inébranlable de la future église chrétienne au sein de laquelle doivent finir toutes les disputes et se réconcilier toutes les sectes.

Le christianisme libéral a d'ailleurs une raison historique de procéder ainsi. La doctrine qu'il propose aux diverses sociétés religieuses comme point de ralliement n'est pas une œuvre de simplification logique ou d'épuration morale tentée par des philosophes sur la véritable et vivante pensée chrétienne, c'est la doctrine primitive elle-même, la propre et pure doctrine du Christ. Rien d'essentiel ne lui a été ajouté en ce qui concerne la vérité morale par le progrès de sa théologie. A vrai dire, si elle a singulièrement gagné en portée et en profondeur métaphysique, elle a plutôt perdu en pureté morale à partir du moment où l'inspiration de la conscience du Christ est devenue une déduction de la raison théologique. C'est donc là, et non dans le dogme ultérieurement élaboré et formulé par un effort d'abstraction métaphysique, qu'il faut chercher l'essence du christianisme. C'est par là qu'on est chrétien, qu'on reste chrétien, quand on rejetterait le dogme tout entier. Tout homme qui s'abreuve à cette source a le droit de se dire chrétien à bien meilleur titre que les croyans qui s'enferment dans les formules du dogme ou s'attachent aux récits d'une légende plus ou moins historique. Ce point de vue explique la profonde indifférence des chrétiens libéraux pour les discussions, soit théologiques, soit historiques, qui remplissent les annales de la critique moderne. Tout entière à la pensée et à la pratique du Christ, leur foi ne se croit guère plus intéressée à la critique des dogmes théologiques ou des traditions historiques du christianisme qu'à la critique des systèmes de métaphysique ou des faits d'histoire générale. Quand ils y prennent part, c'est comme philosophes ou érudits, non comme croyans; c'est pour eux affaire de science et non de foi. Aussi voit-on les organes les plus distingués du christianisme libéral donner la main à Baur, à Strauss, à Renan, comme à des savans qui travailleraient à la même œuvre qu'eux en dégageant l'idéal chrétien des légendes superstitieuses, des formules scolastiques ou mystiques dont il a été enveloppé et obscurci.

Tous les organes de cette nouvelle et radicale réforme ne vont pas aux dernières conséquences logiques du principe posé. Les uns ne suppriment que l'Ancien-Testament, les autres s'arrêtent à une simplification de la théologie, dans laquelle ils conservent le dogme de Dieu en une seule personne, abandonnant aux subtilités de la théologie alexandrine la divinité du Fils et celle du Saint-Esprit; d'autres retranchent du domaine de la foi religieuse tout dogme et toute conception théologique; d'autres enfin en viennent jusqu'à supprimer la personnalité historique du Christ et tout ce qui s'y rattache. C'est en effet à cette dernière formule que le christianisme libéral est fatalement conduit, car c'est la seule qui ne puisse être contestée ni par la philosophie ni par la critique moderne. Il faut

que le christianisme en arrive là pour être une religion vraiment *positive*, si l'on peut associer ces deux mots. Et pourtant la propriété de l'expression ne semble pas douteuse du moment qu'on réfléchit à l'analogie des méthodes employées par les deux écoles, l'une envers la philosophie, l'autre envers la religion. Toutes deux ne procèdent-elles point par voie d'élimination, pour arriver à un résultat analogue, en se fondant sur des considérations de même nature? Toutes deux ne veulent-elles pas sauver la philosophie et la religion en les débarrassant de leur dogmatisme hypothétique ou purement spéculatif, et en les ramenant à des principes sûrs et pratiques? En cela, toutes deux ne sont-elles pas les filles de ce XIXe siècle, dont l'esprit critique et positif inspire et domine tout, non-seulement dans le monde savant, mais même dans le monde religieux?

Si l'on cherche l'origine première du christianisme libéral, il faut remonter jusqu'à la réforme elle-même, laquelle contient tous les germes de cette radicale révolution, liberté d'examen, subordination de la théologie à la morale, tendance pratique et sociale du christianisme; mais le principe immédiat du christianisme libéral, c'est l'*unitarisme*, c'est-à-dire cette doctrine qui, fidèle en cela à la grande pensée de la réforme, rejette le dogme de la trinité comme contraire à l'unité de Dieu. Le Fénelon américain, Channing, que l'on peut considérer comme le premier et le plus noble apôtre du christianisme libéral, est unitaire. Partant de cette thèse constamment soutenue par lui, que le christianisme est la religion de la raison, il repousse comme inintelligible le dogme des trois personnes en Dieu, tout en laissant percer un doute sur la difficulté de concilier la perfection du Christ avec son humanité. « Plus j'avance en âge, écrit-il à Mme Joanna Baillie, moins je m'inquiète d'assigner un rang précis à Jésus-Christ. La puissance du Christ est pour moi dans sa pureté sans tache, dans sa perfection morale. J'attache moins d'importance à ce rang, parce que j'ai appris que toutes les âmes sont de la même famille, et que la nature angélique et la nature humaine sont essentiellement une. Cette conviction fait que je ne suis point choqué par le système humanitaire. Il me semble cependant que ce système prête à de sérieuses objections. La perfection morale me paraît la grande distinction du Christ, et le sépare de tous les hommes. Cette distinction reste la même dans tous les systèmes, et elle est plus inexplicable dans le système humanitaire que dans tous les autres. » Si Channing n'avait pas été plutôt un moraliste qu'un théologien, il aurait vu que par cette concession il infirmait l'unitarisme; mais la grande sagesse de Channing n'est pas la théologie, c'est la conscience, le sentiment moral qui en a fait un réformateur du dogme chrétien.

Si Channing était plus théologien, on pourrait voir la négation de la vie future dans certaines phrases où il dit avoir appris que le ciel et l'enfer sont dans l'âme; mais il n'y a pas de bonne raison de croire qu'il ait poussé jusque-là son interprétation toute morale de la doctrine chrétienne. Il a voulu dire simplement que, dans ce monde comme dans l'autre, c'est l'âme seule qui est punie ou récompensée par la paix ou le remords, ne voyant ainsi qu'une pure métaphore dans les flammes de l'enfer. De même la divinité du Christ est comprise par Channing plutôt en philosophe qu'en croyant. « Entre ses diverses perfections, Jésus se distingua par une bienveillance si profonde, si invincible, que l'injure et l'outrage n'eurent aucune prise sur lui. Sa bonté pour les hommes ne fut point diminuée par le mal qu'ils lui faisaient. La seule prière qu'il fit entendre au milieu de ses souffrances fut pour ceux qui dans ce moment même assouvissaient sur lui leur vengeance, et, ce qu'il y a de plus remarquable, il ne pria pas seulement pour eux, mais avec une générosité et une candeur sans exemple il fit valoir en leur faveur la seule atténuation que leur conduite pût admettre. Or connaître Jésus-Christ, c'est comprendre cet attribut de son âme, c'est comprendre l'énergie avec laquelle il demeura fidèle à la vertu qu'il avait ordonnée, c'est voir dans l'âme de Jésus à ce moment-là une grandeur morale qui l'élevait au-dessus de tous ceux qui l'entouraient. Voilà ce qui s'appelle connaître le Christ! » Ici le théologien ne s'efface-t-il pas devant le moraliste au point que Channing puisse être considéré comme le père de la réforme qui réduit le christianisme à la morale évangélique?

Parker est un esprit plus dogmatique et plus logique que Channing; c'est encore un théologien américain, c'est-à-dire essentiellement pratique, pour qui toute la doctrine se résume dans la pensée et l'action morales. Parker n'a conservé nulle foi au surnaturel, et l'affirmation d'un miracle lui semble aussi impossible que celle d'un triangle rond. Plein d'enthousiasme pour l'incomparable beauté morale du Christ, il trouve que c'est lui ôter toute valeur que d'assigner pour cause à une telle vertu une nature extra-humaine. Le principe qui sert de criterium à Parker pour apprécier toutes les doctrines religieuses, c'est la perfection absolue de Dieu. Pour lui, le fond résistant, permanent, sur lequel il faut jeter l'ancre sur cette mer tumultueuse d'opinions et de dogmes qui se heurtent, c'est qu'il n'est rien de meilleur pour un être quelconque que d'obéir à la loi de son être. Or être bon et faire le bien dans la foi au Père céleste, c'est le sentiment chrétien proprement dit, il n'est rien de supérieur à cela au ciel ni sur la terre, et c'est le fondement sur lequel il faut toujours édifier. Jésus-Christ est le plus parfait des hommes; on peut même dire qu'il est, par rapport à tous ceux qui sont con-

nus, d'une perfection incomparable. Il ne possède point la perfection absolue, attribut propre de la Divinité. Il n'est même pas sûr qu'il ait été l'idéal de la perfection humaine. « On regrette de devoir constater à côté d'un incomparable sentiment de la perfection divine des assertions qui stipulent un enfer éternel, l'existence personnelle du diable, la fin prochaine du monde jointe au retour du messie triomphant sur les nuées du ciel. Peut-être aussi serait-on en droit de lui reprocher certaines fautes fort excusables; mais il n'en est pas moins réel que le principe de la religion éternelle a été proclamé par lui et magnifiquement réalisé dans sa vie. La religion de l'esprit, supérieure aux rites, aux prêtres et aux dogmes, a donc fait son apparition avec lui, pour lui et en lui. L'excellence de la doctrine de Jésus ressort en particulier de ce qu'elle autorise pleinement l'homme à s'avancer indéfiniment au-delà du point où Jésus est resté lui-même. Tout ce qui s'accorde avec la raison, la conscience et le sentiment religieux est essentiellement chrétien. La religion du Christ est donc une religion de liberté, celle du développement continu, de la poursuite incessante du meilleur et du plus parfait. Une autre de ses supériorités, c'est qu'elle nous propose non pas un *système*, mais une *méthode* de religion et de vie, savoir l'obéissance à la loi intérieure écrite par Dieu sur les tables de nos cœurs. De plus elle est éminemment pratique, et compte pour rien la confession du dogme, l'accomplissement du rite, en comparaison d'une vie sainte et aimante. C'est une religion de la vie quotidienne, du foyer domestique et de la place publique, de la solitude en pleine campagne et aussi de la participation à la marche simultanée du genre humain (1). »

On reconnaît bien dans ces derniers traits le génie anglo-américain. Son christianisme essentiellement pratique et social est encore plus l'expression de sa nature propre que de la vérité historique. La doctrine de Parker peut se résumer dans un mot emprunté à l'un des plus fermes organes du christianisme libéral en France, M. Pécaut (2) : c'est le *théisme chrétien*, c'est-à-dire un Dieu en une seule personne, dont n'approche nulle personnalité humaine, pas même celle du Christ, qui en est pourtant la plus pure image ici-bas, et qui a laissé une méthode de religion supérieure à tous les systèmes passés, présens et futurs, en ce qu'elle les engendre tous sans jamais s'épuiser.

Dans notre Europe, la réforme du protestantisme s'est développée sous la direction savante ou énergique d'hommes éminens par leur science ou leur éloquence. Nul n'a expliqué avec plus de

(1) *Théodore Parker, sa vie et ses œuvres*, par M. Albert Réville, p. 61 et suivantes.
(2) *L'Avenir du théisme chrétien*, 1864.

netteté et de force que M. E. Fontanès comment il est possible de rester chrétien sans faire de tel dogme ou de tel fait historique l'objet d'un article de foi pour le croyant. Il prend successivement pour texte de discussion les dogmes du surnaturel, du péché originel, de l'expiation, la divinité de Jésus-Christ, et s'efforce de montrer que le dogme et l'histoire, quel qu'en soit l'objet, ne sont que des moyens plus ou moins propres à convaincre de la grande vérité métaphysique, morale et pratique qui est le but du christianisme (1). Ainsi pourquoi le surnaturel? — « Le miracle n'a d'autre intérêt, d'autre utilité, que de maintenir la réalité du Dieu vivant, personnel; il n'est pas la chose essentielle, le but suprême de la foi; il n'est qu'un moyen pour conserver un bien plus précieux. On ne veut pas le sacrifier parce qu'on le regarde comme un boulevard nécessaire contre les envahissemens du panthéisme. Vous pouvez accuser les adversaires du surnaturel d'imprudence, mais vous n'êtes pas admis à leur contester leur titre d'hommes religieux, de chrétiens, car ils sont comme vous, ils restent unis au même Dieu, au père de Jésus-Christ (2). »

Pourquoi le dogme du péché originel? — « Ce dogme prétend exprimer ce fait d'expérience intime, toujours plus confirmé par l'observation de la nature humaine, que nous sommes enclins au mal... Si donc nous nous accordons à maintenir ce fait, est-on autorisé de s'écrier qu'il ne peut y avoir de communion spirituelle entre ceux qui nient et ceux qui affirment la chute et le péché originel (3)? » Enfin pourquoi le dogme de la *divinité de Jésus-Christ?* « — L'intérêt qui se rattache à ce dogme, c'est la foi à la vérité, à l'excellence du lien religieux, des relations filiales que Jésus a établies entre l'homme et Dieu. Voilà l'intérêt, le but du dogme... La question suprême est non pas le dilemme *Dieu* ou *homme*, non, mais celle-ci : Jésus est-il un rêveur, un utopiste qui égare l'humanité, dont il faut effacer le nom et bannir la mémoire? ou bien est-il le chef, le maître, l'initiateur de l'humanité, celui qui la précède sur la voie royale du sacrifice et lui ouvre les immortelles destinées? Ah! ne tentons point de séparer ceux qui aiment Jésus! Quelle que soit l'église qui les a vus naître, ils sont frères; ils sont unis par le lien le plus doux et le plus fort, et quand l'épais brouillard qui pèse sur la chrétienté de ce temps sera dissipé, tous seront étonnés d'avoir pu méconnaître dans leur prochain le disciple de Jésus. »

Et l'éloquent ministre termine sa discussion par cette conclusion

(1) *Alliance évangélique de Neuilly.* Discours d'inauguration de M. E. Fontanès sur *l'unité de l'esprit parmi les chrétiens.*

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

si libérale : « La science, comme la marée montante, contraint l'église à prendre pied sur un terrain plus solide et qui soit moins à la discrétion des études critiques et historiques, si envahissantes de nos jours. Plus haut, au-dessus des formules brisées et des faits rejetés dans la légende, dans le monde idéal de la conscience et de la vie intime, plus près de Dieu, l'union se reforme et s'affermit entre tous les disciples de Jésus. C'est un ministère de réconciliation, de pacification qu'elle accomplit, cette science critique, poursuivie de tant d'injures! Sans se laisser désarmer par les anathèmes, sans se laisser ébranler par l'accusation d'impiété, toujours si fâcheuse à supporter, elle a su montrer à notre génération surprise, sous toutes ces différences de dogmes qui ont déchiré l'église, ce même cœur chrétien dont les battemens ont entretenu dans l'humanité une nouvelle vie. Elle nous rend ainsi, à travers les siècles et au-dessus des diversités de races, cette unité spirituelle de la chrétienté qu'un point de vue étroit et superficiel nous avait habitués à méconnaître en nous retenant sur des querelles scolastiques. C'est à elle que nous devons de pouvoir unir dans l'indépendance de notre caractère le respect du passé et l'amour du progrès... C'est elle qui nous permet, sans nous avilir par des sous-entendus et des compromis, de resserrer la chaîne de nos traditions chrétienne et protestante, et de revendiquer comme notre patrimoine l'héritage des martyrs de l'âge apostolique et des héros de la réforme (1). » Il n'était pas possible d'inaugurer par de plus belles paroles la véritable alliance évangélique à laquelle le protestantisme libéral de France vient d'élever le temple de Neuilly.

De Channing à Parker, de celui-ci à M. Athanase Coquerel et à M. Fontanès, il y a un progrès constant vers les hautes et pures régions de l'idéal évangélique. La doctrine qui vient d'être signalée n'est pas encore le dernier terme de cette grande réforme qui s'est appelée le *christianisme libéral*. En abandonnant à la science et à la critique le dogme et l'histoire, les docteurs de cette réforme conservent le principe de l'une ou de l'autre, le Dieu réel et personnel de la théologie et le Christ réel de la tradition. Si réduite que soit la doctrine chrétienne ainsi simplifiée, il semble qu'elle contient encore un élément de trop pour pouvoir être un christianisme éternel et universel : cet élément, c'est la réalité objective soit de l'idéal dogmatique, soit de l'idéal historique de cette grande religion. Croire à la réalité de l'être métaphysique qu'elle appelle

(1) *Alliance évangélique de Neuilly.* Discours d'inauguration de M. E. Fontanès sur *l'unité de l'esprit parmi les chrétiens.*

Dieu, croire à la réalité de l'être historique qu'elle nomme le Christ, c'est toujours croire à un dogme, que ce dogme ait pour objet l'Être théologique ramené à sa plus simple expression ou le fait historique réduit à son minimum de réalité. Or nos nouveaux adeptes du christianisme libéral n'en veulent d'aucune espèce, ni à aucun prix. Écoutez l'un deux, bien jeune encore, M. Ferdinand Buisson, mais dont la maturité philosophique égale déjà l'ardeur évangélique. « Tandis que les orthodoxes et les hétérodoxes ne donnent le titre de chrétien et de réformé qu'à ceux qui croient certains faits *sur* Jésus-Christ ou certains dogmes d'après Jésus-Christ, le libéralisme le donne à quiconque croit en Jésus-Christ. » Tandis que les deux autres demandent : « Croyez-vous ce livre? » (un catéchisme de cent articles ou de deux, peu importe), — celui-ci demande : « Croyez-vous cette personne, Jésus-Christ? » Une personne vivante, un livre qui en est comme l'image, voilà toute sa base doctrinale et historique. La seule confession de foi qu'il exige en laissant chacun libre d'y ajouter pour son compte des opinions orthodoxes ou hétérodoxes, c'est celle des premiers chrétiens : « crois à notre maître, Jésus. » Tel est le dernier mot du christianisme libéral. On peut rester chrétien sans croire ni au dogme, ni même à l'histoire évangélique. La parole et la vie du Christ suffisent par leur vérité et leur vertu propre, qu'elle qu'en soit l'authenticité. C'est là que la logique devait conduire le principe du protestantisme poussé à ses dernières conséquences. Mais le christianisme ainsi transformé est-il bien encore une religion? et ses apôtres ne seraient-ils pas fort embarrassés d'y retrouver les caractères qui distinguent une religion d'une simple doctrine morale? Quand on a retranché du christianisme toute sa théologie pour le réduire à la tradition évangélique, et que de cette tradition on a supprimé l'histoire elle-même de la vie et de la personne de Jésus, que reste-t-il, sinon une pure doctrine morale, ou plutôt un esprit, un sentiment moral? car le titre de doctrine peut à peine convenir à un petit nombre de sentences, de paraboles et d'exemples qui n'ont de lien que l'esprit admirable qui les inspire. L'enseignement évangélique des synoptiques n'est plus alors qu'un beau chapitre de psychologie; c'est une des plus belles pages, la plus belle, si l'on veut, de cette grande bible de l'humanité qui a pour source d'inspiration la conscience humaine et pour organes tous les saints des religions et tous les sages de la philosophie.

La religion ramenée à l'idéal moral de la conscience par une série de formules dont la dernière aura été le christianisme, n'est-ce point la conclusion du grand mouvement religieux qui commence au fétichisme et finit à l'Évangile? Les missionnaires du christia-

nisme libéral n'en paraissent pas douter. Ils annoncent avec confiance l'ère chrétienne nouvelle où la religion sera en parfaite harmonie avec la morale, avec la science, avec la philosophie, où elle s'identifiera tellement avec l'esprit moderne qu'il sera impossible de distinguer les inspirations de l'un des enseignemens de l'autre, où, en un mot, la conscience religieuse, n'étant plus enchaînée par aucun dogme, s'ouvrira, aussi bien que la conscience philosophique, à toutes les vérités du présent et de l'avenir. Alors on pourra être chrétien et philosophe sans compromis, sans concession réciproque, et le nom que l'histoire a consacré et légué aux âges futurs continuera de couvrir de son incomparable prestige l'enseignement populaire de la justice, de l'égalité, de la charité fraternelle, pur désormais de toutes les choses qui blessaient la raison et la conscience moderne. L'homme nouveau sera doux et simple, libre et chaste, juste et dévoué au nom d'un Christ idéal ou réel, peu importe, qui a mis toutes ces vertus en pratique. La conscience humaine conservera ainsi sa plus haute, sa plus touchante personnification sans perdre aucun de ses principes essentiels, et en s'enrichissant toujours des vérités ou du moins des applications nouvelles que le progrès des temps et des esprits fera entrer dans ce livre toujours ouvert de l'Évangile.

Noble espérance des meilleurs et des plus libres esprits du christianisme! Nul plus que le philosophe ne regretterait qu'elle ne fût autre chose qu'une généreuse utopie! Et pourtant il est difficile de se faire illusion au point de croire que le christianisme puisse conserver la foi des sociétés modernes dans des conditions aussi équivoques. Assurément la logique n'est pas, du moins jusqu'ici, la reine du monde : il est d'autres puissances et d'autres forces qui agissent d'une manière plus énergique et plus décisive sur les institutions religieuses, sociales ou politiques; mais ici il devient trop clair que, si le christianisme ainsi entendu peut convenir à une élite d'esprits élevés et d'âmes généreuses qui ne consentent point à séparer le progrès de la tradition, il ne pourra satisfaire ni le monde philosophique, qui ne connaît que les lois de la logique, ni le monde populaire, qui reste soumis aux lois de l'imagination. Pour le premier, le christianisme libéral ne sera qu'une des meilleures pages de la bible de l'humanité; il n'en sera jamais le livre tout entier, il ne sera jamais la source unique, éternellement jaillissante des idées, des sentimens qui viennent successivement éclairer et inspirer la civilisation progressive des sociétés humaines. Non, l'Évangile a beau être grand et profond, lu dans cet esprit qui vivifie la lettre, il ne peut comprendre la conscience humaine tout entière, et alors même que la raison du philosophe pourrait accepter toute

la morale du Christ dégagée de la légende, elle ne pourrait y voir qu'une inspiration historique et locale de cette conscience éternelle et universelle qui avait déjà dicté ses oracles avant l'Évangile et qui les dictera encore après. Pour le peuple, le christianisme libéral n'est plus une religion, car il n'en conserve aucun des signes qui puissent la faire reconnaître : ni l'autorité du dogme, qui maintient la discipline dans ses rangs, ni le prestige du surnaturel, qui fait taire sa raison sous le coup des miracles, ni même l'intérêt de l'histoire, si chère à son imagination par tant de détails émouvans. Ce n'est plus que l'enseignement d'une sagesse abstraite, bien que tout humaine, qu'on ne peut même pas lui donner pour la parole authentique d'un homme vivant, souffrant, mourant en tel lieu, à tel jour. Dans de telles conditions, le christianisme libéral pourra faire de nombreuses conquêtes dans le monde protestant; grâce à l'éloquence, à la science et au dévoûment de ses apôtres et de ses docteurs, grâce aussi à la faveur des temps, il pourra se propager et s'étendre de manière à former une église considérable, peut-être la plus grande de toutes les sectes protestantes par la valeur intellectuelle et morale de ses membres; il est fort douteux qu'il parvienne à rallier à son symbole les classes populaires elles-mêmes. Quant aux sociétés catholiques, elles y répugnent invinciblement. L'évolution religieuse, qui va si naturellement au tempérament des sociétés protestantes, ne convient point au leur. En France particulièrement, où la logique règne même sur les intelligences vulgaires, il serait peut-être plus facile de passer brusquement de la religion à la philosophie que de s'arrêter à un christianisme réduit de la sorte.

Ainsi, ni dans le monde catholique, ni dans le monde protestant, à part l'agitation qui se produit dans l'élite des croyans, le mouvement de réforme ne semble point sensible au sein des masses. Le monde religieux, par son apparente immobilité, offre un contraste frappant avec le monde savant, philosophique, politique, où s'agitent dans toutes les grandes sociétés modernes tant de problèmes, où se préparent et se produisent tant de découvertes, de systèmes, de réformes et de révolutions. Cette apparence ne cache-t-elle pas un travail latent, profond, incessant, qui doive aboutir à une grande transformation religieuse du monde moderne? C'est ce qu'il serait curieux de rechercher.

ÉTIENNE VACHEROT.

MA TANTE ISABELLE

COMMENT ELLE RESTA FILLE.

Lorsque j'atteignis ma seizième année, ma tante avait pour le moins la cinquantaine. C'était une personne dont on disait : comme elle a dû être jolie!.. Pourtant de cette beauté rare il ne lui restait vraiment rien; une multitude de rides précoces s'étendaient comme un réseau sur son visage, ses grands yeux étaient d'un bleu terne, et son nez trop aquilin tombait sur sa bouche, que n'embellissaient plus que quelques dents encore fort blanches, mais d'une longueur ridicule. Ses cheveux blonds et bouclés à la Sévigné n'étaient pas à elle; elle avait voulu conserver cette mode de sa jeunesse, comme elle avait conservé son bonnet à la folle, sa collerette tuyautée et ses manches à gigot. Sa physionomie était douce, parfois mélancolique; elle parlait peu, ne racontait jamais aucune anecdote, et semblait avoir oublié tout à fait le passé. A la mort de sa mère, dont elle était l'unique enfant, elle avait voulu venir demeurer avec nous, bien qu'elle eût de plus proches parens et que sa tante, Mme de Prémarchais, vécût encore. Celle-ci était une très vieille dame fort riche qui demeurait à quelques lieues du château que nous habitions toute l'année.

Les amis de la famille appréciaient très diversement ma tante Isabelle; les uns disaient d'elle tout uniment : Elle est bien nulle! les autres : Quelle originale! d'autres encore : Elle a une tenue parfaite et l'art de porter sans ridicule le nom de vieille fille. Ceux

qui ne la voyaient pas dans l'intimité disaient tout bas : Elle doit être fanatiquement dévote, ou bien elle a une ancienne passion au fond du cœur.

Moi, je l'aimais, cette tante Isabelle, malgré sa tenue un peu raide, ses révérences tout d'une pièce, ses entretiens sans gaîté, sa vieille figure correcte et sa petite voix flûtée. Tandis que mes sœurs remplissaient la maison de leurs espiègleries, de leur pétulance, je venais volontiers m'asseoir auprès d'elle dans le salon, et je lui disais gravement : Chère tante, entendez-vous ces folles? Maman ne peut les faire taire. Tenez, voilà mon père qui les gronde; il leur reproche d'être toujours des enfans. — Une fois ma tante me répondit : Il devrait remercier le ciel de les avoir faites si étourdies, si bruyantes, si incapables de s'arrêter à quelque chose de sérieux.

— Je devrais donc être comme elles? dis-je fort étonnée, ah! ma tante, vous me blâmez de n'être plus une petite fille?

— Je ne te blâme pas, dit-elle en baissant la voix, je te plains.

Ce propos me parut étrange, mais je n'insistai pas. Ma tante avait repris sa broderie et travaillait avec application sans lever les yeux.

Vers ce temps-là, il arriva deux événemens dans la maison : un mari se présenta pour moi, et ma mère décida qu'elle me mènerait au bal la semaine suivante. C'était la première fois que j'allais paraître dans le monde. Le prétendant s'appelait M. de Champarnie. Il habitait comme nous un grand domaine aux environs de Paris. Son père était mort depuis quelques mois; il avait perdu sa mère en naissant, et se trouvait, fort jeune encore, absolument sans famille. Cette liberté complète ne lui parut qu'un triste isolement, il voulait se marier pour avoir un intérieur. Tous les amis de son âge avaient des goûts qu'il ne partageait pas et faisaient des folies qu'il les aidait parfois à réparer, mais auxquelles il ne s'associait jamais. C'était un cœur sincère et dévoué, un esprit calme, plein de sagesse et de droiture, un honnête homme enfin. J'écoutais ces renseignemens et ces éloges avec une médiocre attention. Ma tante Isabelle avait beau dire que j'étais devenue sérieuse, je fus moins occupée de la proposition de mariage que de la pensée d'aller au bal. Avant de prendre aucun engagement, mon père avait voulu que je connusse M. de Champarnie. Il vint un soir que nous étions en famille; je vis un jeune homme bien mis, bien élevé et d'un visage ordinaire. Il fut très attentif à me plaire et à se concilier la bienveillance de tout le monde. Ma tante Isabelle le regardait en dessous sans rien dire, comme à son ordinaire, mais je vis bien qu'il avait gagné sa sympathie.

Le soir, ma mère me demanda ce que je pensais de M. de Champarnie. — Rien du tout, lui répondis-je sincèrement. Elle sourit et me dit : — Voyons, tâche de te recueillir un peu et de songer à lui cinq minutes, puis fais-moi librement tes observations. Je pensai un peu, et je lui répondis gravement : — Il est de petite taille, mais ce n'est pas là un défaut. Quant à sa figure, elle me semble agréable, je trouve pourtant que ses cheveux sont coupés trop court.

— Par bonheur, ceci est chose facile à réparer, fit observer ma mère.

— Du reste il m'a paru doux et complaisant.

Ma mère eut l'air satisfait et poursuivit sans appuyer sur ces renseignemens : — Ton père s'est enquis de la fortune. M. de Champarnie est très riche, ainsi tu consens?

— Volontiers, ma mère, puisque ce mariage vous convient.

Là-dessus je l'embrassai, et tout de suite j'ajoutai : — Est-ce que vous avez décidé la couleur de ma robe de bal?

— Rose. Le rose sied à tes seize ans; mais revenons à ton mariage. Si tu avais la moindre hésitation, si tu sentais que ton cœur pourrait se repentir un jour?... Il n'y a rien de fait encore...

— Non, ma mère, j'ai consenti sans peine, sans regret, soyez-en bien assurée.

Dès ce jour, M. de Champarnie vint presque chaque soir. On était dans la belle saison : les journées étaient longues, et nous recevions beaucoup de monde au château. On dansait, on jouait des charades, nous faisions des tableaux animés; jamais je ne m'étais tant amusée. En me voyant si gaie, ma tante Isabelle pensa que je commençais à aimer M. de Champarnie, et une fois elle me dit d'un air convaincu : — C'est une grande imprudence de mettre son bonheur dans l'amour... Pourtant je crois que tu ne regretteras pas d'avoir donné ton cœur; ton futur mari t'aime éperdument, c'est certain.

— Vous avez vu cela, chère tante? lui répondis-je avec indifférence; eh bien! moi, je n'en sais rien, je n'y ai pas pris garde.

— Est-il possible! ton cœur ne te parle pas?

— Mon cœur est fort tranquille : je ne serais peut-être pas si gaie, si j'aimais mon prétendu.

— Tu serais peut-être plus heureuse, murmura-t-elle avec un soupir.

Ce mot me frappa, et je me pris à considérer la différence qu'il pouvait y avoir entre les sentimens que j'inspirais à M. de Champarnie et ceux que j'éprouvais moi-même. Évidemment je ne partageais pas le moins du monde sa passion; il n'avait pas eu le pou-

voir d'éveiller mon âme encore endormie. Ces pensées m'agitèrent confusément pendant tout un jour, je fis ce que je pus pour comprendre l'amour, mais je n'y parvins pas, et je recommençai à être étourdie, frivole, préoccupée de cent futilités, semblable enfin à mes petites sœurs, qui folâtraient du matin au soir.

Le jour tant désiré, le jour du bal, arriva enfin. M. de Champarnie vint dans l'après-midi; il était presque triste, une affaire importante l'empêchait de nous accompagner. Il m'avait fait remettre un bouquet de fleurs rares, et me pria de le porter pendant cette belle fête en souvenir de lui.

Le maréchal de B... avait réuni tout Paris dans sa belle résidence d'été; le parc était illuminé, on dansait dans les jardins, au milieu des orangers. En entrant, je fus éblouie; les uniformes militaires dominaient parmi les danseurs et brillaient d'un éclat incomparable au milieu des fraîches toilettes des femmes; l'habit de quelques fonctionnaires civils faisait comme des points noirs dans ce chaos étincelant. Dès ce moment, tout homme qui ne portait pas l'épaulette me parut faire mince figure, et je souhaitai qu'un officier m'invitât pour ma première contredanse. Suspendue au bras de mon père, je traversai la foule, les genoux tremblans, les joues en feu et respirant à peine. Je me laissai conduire ainsi jusqu'à la place où ma mère me fit asseoir devant elle au premier rang. Il me sembla que tous les yeux étaient fixés sur moi, que tout le monde avait remarqué mon embarras, mon trouble et ma gaucherie. Je me sentais près de m'évanouir. Peu à peu cependant mes esprits revinrent, je jetai un coup d'œil sur ma toilette, et je fus complétement rassurée : j'étais bien mise, et mes gants blancs ne faisaient pas un pli. L'orchestre préluda, les cavaliers s'avancèrent vers leurs danseuses; un instant j'eus peur de rester à ma place, je me sentais rougir et pâlir. En ce moment, un cavalier s'approcha en me faisant son invitation; je me levai et lui donnai la main.

— C'est le grand-duc, le grand-duc Théodore qui va danser! murmura-t-on autour de moi.

Le grand-duc m'emmena à travers les quadrilles, et la contredanse commença. Ce qui se passait alors en moi, je ne saurais l'exprimer; j'avais à peine osé jeter un regard sur le grand-duc, il avait l'air posé, souriant et un peu dédaigneux. Son uniforme de général était couvert de broderies en or, il portait sur la poitrine je ne sais combien de décorations, et par-dessus tout cela un large ruban rouge liséré de jaune: j'étais comme étourdie : le parfum des fleurs, l'éclat des bougies, les sons de la musique, me jetaient dans une excitation intérieure que je n'avais jamais éprouvée. Par

bonheur, mon visage ne trahissait pas mes émotions; j'étais là, droite, souriante, un peu pâle, et je faisais machinalement les figures du quadrille sans me tromper jamais. A chaque instant, la main gantée de mon cavalier effleurait ma main gantée; j'éprouvais alors comme un choc dans le cœur. Une fois il me dit avec un accent germanique très prononcé : — Cette fête est charmante; aimez-vous le bal, mademoiselle?

— Oui, monseigneur, beaucoup, répondis-je sans savoir ce que je disais.

Les frais de conversation s'arrêtèrent là; le quadrille finissait. Pourtant j'avais eu le loisir de le considérer, ce fils de roi qui m'avait fait l'honneur de m'inviter : il était d'un âge mûr, mais d'une agréable figure; sa taille mince et cambrée était celle d'un géant, et sa moustache rousse me parut la plus belle du monde. J'éprouvais un grand trouble; j'étais tout à la fois radieuse et intimidée; par momens j'avais le vertige, et mes lèvres tremblantes n'auraient pu proférer un mot. Cette contredanse si remplie d'émotions put me paraître avoir la longueur d'un siècle ou la durée d'un éclair. Quand le grand-duc m'eut ramenée près de ma mère, il me salua profondément et alla se perdre dans la foule. Ma mère jeta son mantelet de dentelle sur mes épaules moites et me dit tout bas : — Pourvu que tu te sois souvenue de l'appeler votre altesse.

Je dansai presque toute la nuit, j'étais exaltée... Pourquoi? je ne savais. Au moment de partir, j'aperçus encore le grand-duc; il passa devant nous en s'inclinant.

Quand nous fûmes dans la voiture, mon père me demanda si je m'étais amusée à ce bal : je ne répondis pas et ne fis aucun mouvement. — Elle dort déjà, dit ma bonne mère; elle doit être si fatiguée.

Le lendemain, j'étais pâle, abattue, et je répondais à peine aux questions de mes petites sœurs. — On dirait que tu ne te rappelles rien de cette belle fête, s'écrièrent-elles fâchées; mais tu étais donc là comme une figure de cire. Ah! si l'on nous y avait menées, nous!

Dès ce jour, je devins sérieuse et peu communicative. Les soirs où nous réunissions nos amis, j'avais besoin de faire un effort pour paraître gaie; je cherchais la solitude pour rester en moi-même.

M. de Champarnie venait aussi souvent que par le passé; je ne lui faisais pas mauvais visage, mais j'étais silencieuse avec lui comme avec tout le monde. Un jour, un de nos voisins dit devant moi : — Le grand-duc se plaît dans nos environs, à ce qu'il paraît; il a loué le château de Saint-Herem pour le reste de l'année.

Ces paroles me troublèrent beaucoup; une foule de pensées me vinrent simultanément à l'esprit, il me semblait que j'étais pour

quelque chose dans ce goût subit de son altesse pour nos plaines du Valois. Je me figurais vaguement le grand-duc en visite au château et ce qu'il pourrait me dire à moi, s'il me rencontrait à la promenade. Je fis des rêves enivrans : j'étais folle... Sans cesse je songeais à quelqu'un dont je ne prononçais jamais le nom et à propos de qui je ne me permettais aucune question, même indirecte. C'est alors que je devins tout à fait sérieuse : j'étais si absorbée par mes secrètes pensées que tout le monde s'aperçut de ma préoccupation; mais qui pouvait en deviner la cause?

Et M. de Champarnie venait toujours! Et l'on songeait aux prépréparatifs de mon mariage, et ma mère s'occupait de mon trousseau!

Ma tante Isabelle, que je ne quittais pour ainsi dire pas, était devenue encore moins communicative; pendant nos longs tête-à-tête, il n'était jamais question que des choses les plus indifférentes; c'était comme un parti-pris de s'arrêter toujours à la superficie d'une situation si délicate, si grave, et où il allait de mon avenir. Tout semblait présager que je me marierais dans six semaines ou deux mois, ou au commencement de l'automne, juste au moment des grandes chasses pour lesquelles le grand-duc Théodore avait loué le château de Saint-Herem. Déjà on disposait les appartemens pour l'y recevoir, et ses équipages de chasse étaient arrivés.

Cependant mon père avait écrit à toute notre famille, et recevait en retour des lettres de félicitation. Ordinairement ces lettres arrivaient pendant le déjeuner, et avant de quitter la table mon père nous les lisait à haute voix. Souvent j'étais près de perdre contenance, je me sentais défaillir, et j'avais envie de crier à ma tante Isabelle : — Je veux faire comme vous, je ne veux pas me marier... J'en étais là lorsque Mme de Prémarchais, cette vieille parente chez qui ma tante Isabelle n'avait pas voulu se retirer, arriva un matin sans être annoncée. Au premier abord, elle ne me parut guère plus vieille que sa nièce. Après nous avoir toutes embrassées, elle dit à ma mère : — Au lieu d'écrire, je suis venue, n'ai-je pas bien fait? Pour écrire, il m'aurait fallu mettre mes lunettes, chose que je déteste. D'ailleurs une lettre ne vous aurait pas suffisamment exprimé combien je suis heureuse de cette nouvelle.

Puis elle jeta un coup d'œil autour d'elle en ajoutant : — Où est la mariée?

— La voici, répondit ma mère en me poussant devant elle.

La vieille dame me fit asseoir à ses côtés et me considéra un moment en silence; ensuite elle me prit la tête à deux mains, m'embrassa vivement sur le front et dit à demi-voix : — Elle n'a pas

l'air gai cette petite, est-ce que cette perspective de mariage l'effraie?

— Oh! oui, madame, lui répondis-je d'une voix si basse qu'elle seule m'entendit.

Elle me serra la main bien fort comme pour me dire de me taire, et, prenant le bras de ma mère, elle se laissa conduire dans l'appartement qui lui était destiné.

J'ai su depuis que tout de suite elle se fit rendre compte par ma mère de tout ce projet de mariage dont je lui paraissais si peu charmée.

— Je vous assure, madame, qu'elle a donné son consentement volontiers, dit ma mère en achevant ses explications; elle sait bien que M. de Champarnie veut sincèrement la rendre heureuse. Elle lui rend justice. A la vérité, je m'aperçois qu'il ne fait pas de grands progrès dans son cœur; avec lui, elle n'a ni complaisance, ni prévenance, ni abandon : elle le souffre, voilà tout.

— Pas ombre d'inclination! pourquoi? Il faut savoir cela, murmura la bonne dame; je veux lui parler, envoyez-la-moi avec sa tante Isabelle, et laissez-nous seules, s'il vous plaît.

Lorsque j'entrai accompagnée de ma tante Isabelle, Mme de Prémarchais nous dit d'un air de bonne humeur : — Çà, mes enfans, asseyez-vous et causons. Tantôt la mariée m'a paru triste, et maintenant elle me semble prête à pleurer, pourquoi?

D'abord je n'eus pas le courage de répondre, et je mis mon mouchoir sur les yeux avec un geste désespéré. Isabelle, un peu émue, me regarda comme pour me dire d'avoir du courage, et, voyant que je restais muette, elle murmura avec un soupir : — La pauvre petite ne sait pas bien clairement pourquoi elle pleure, et je n'aurais pas voulu le lui apprendre.

— Est-ce que vous le savez? dis-je à travers mes larmes. Elle hocha la tête d'un air de compassion, et reprit en s'adressant à Mme de Prémarchais : — Julie ne m'a jamais rien dit, quoiqu'elle sache que je l'aime tendrement et que je lui aurais gardé le secret; mais pourquoi provoquer de dangereuses confidences, pourquoi, mon Dieu! exalter cette jeune imagination par l'analyse d'un amour insensé? oui, insensé, ma Julie, il n'y a pas d'autre mot pour qualifier un amour dont vous n'attendez rien, dont vous n'espérez rien...

— Ah! petite, il s'agit d'amour, interrompit Mme de Prémarchais.

J'étais confondue de la pénétration de ma tante Isabelle, et je balbutiai : — Je ne sais; j'ignore si j'ai de l'amour, mais je ne voudrais pas épouser M. de Champarnie. Pourquoi? je ne peux pas l'expliquer.

Comme je sanglotais désespérée, la vieille dame tâcha de me calmer, et elle s'écria : — Quel dommage! quoi! votre cœur s'est donné comme cela! Quel entraînement! quel caprice! Vous pensez donc que vous êtes aimée, et vous espérez vous marier avec celui que vous aimez?... Vous voulez être sa femme?...

Je secouai vivement la tête. — Comment! vous ne savez même pas ce que vous voulez, reprit-elle doucement; mais qu'est-ce donc que vous allez dire pour motiver votre refus?

Isabelle me regardait d'un air de commisération désolée; tout à coup elle s'écria en courant vers la porte : — Ma tante, racontez-lui mon histoire.

Elle s'enfuit à ces mots, et je l'entendis s'enfermer dans sa chambre.

— Venez là vous asseoir et écoutez-moi, ma chère enfant, reprit la vieille dame; je vais vous dire des choses dont personne ne s'est jamais douté, même dans la famille; c'est une histoire fort étrange en vérité, une histoire presque incroyable et dont j'ai été témoin.

Elle réfléchit un moment; sa physionomie était devenue grave. — Pauvre Isabelle, murmura-t-elle; puis elle me fit le récit suivant :

Lorsque votre tante Isabelle avait votre âge, elle était aussi jolie que vous. Depuis longtemps elle avait perdu son père, et elle était la fille unique de ma sœur aînée, avec qui je demeurais depuis mon veuvage, car, moi aussi, j'étais devenue veuve avant vingt-cinq ans. Sans avoir une dot très considérable, Isabelle pouvait prétendre à faire un riche mariage ou bien à épouser un homme de talent sur le chemin d'une grande fortune. Elle savait cela, et elle ne se pressait pas de choisir. La richesse ne la tentait point, ni la réputation non plus; elle refusa des avocats déjà célèbres, des peintres d'une grande renommée. Un homme politique se présenta aussi; celui-là possédait les plus belles chances : il avait une grande intelligence, pas mal d'ambition et de confiance en lui-même. Son talent d'écrivain était déjà remarqué, enfin il aimait, disait-il, passionnément ma nièce, et Isabelle laissa voir que peut-être il serait l'heureux mortel qu'elle choisirait, mais elle renvoya tout engagement formel à une époque assez éloignée.

Comme je vous l'ai dit, je demeurais chez ma sœur depuis mon veuvage; tout était commun entre nous, nos intérêts, nos relations, et je devrais dire aussi notre chère Isabelle, notre enfant unique. C'était après le sacre du roi Charles X, Paris avait été très brillant cette année-là; nous étions rassasiées d'amusemens. Ma sœur tous-

sait un peu, et elle se laissa ordonner par ses médecins les eaux de G... et le lait d'ânesse. Nous partîmes le 1er août.

Les eaux de G... ont la réputation de faire des miracles, et cela doit être vrai, car les malades affluaient dans cette petite ville noire, infecte et mal située. La rivière indolente qui la traverse n'était jamais limpide; de grands champs de pommes de terre remplaçaient les prairies, des coteaux arrondis et cultivés jusqu'au sommet fermaient l'horizon. C'était une terre fertile, verte à perte de vue et un paysage d'une monotonie désespérante. Isabelle, qui s'était avancée avec moi sur le balcon de notre appartement, s'écria en fermant les yeux : Ah fi! le vilain tableau.

J'avais remarqué dans notre voisinage un vaste logis surmonté d'un toit en terrasse et environné d'un jardin nouvellement planté. Je demandai à une femme de l'hôtel des bains : — Qui donc habite cette grande maison?

— Madame veut dire le palais? s'écria cette femme d'un air glorieux, le propriétaire est un malade qui a été guéri par la vertu de nos eaux; il est arrivé ici tout perclus, et maintenant il fait deux fois par jour le tour de son jardin en courant; aussi, voyez-vous, il ne veut plus nous quitter.

— Ne pourrait-il pas revenir chaque saison?

— Assurément, mais c'est un malade qui ne veut pas perdre de vue nos sources miraculeuses.

— Et pendant l'hiver il se divertit à les regarder fumer, interrompit Isabelle; en temps de carnaval, il ne doit pas avoir ici d'autre amusement.

— S'il le voulait, mademoiselle, il pourrait faire jouer chez lui la comédie; c'est un homme riche, richissime.

— Un Anglais? demanda encore Isabelle.

— Non pas, c'est un Italien; on l'appelle le général Saldini; il y a eu je ne sais combien de papes dans sa famille. Ses gens l'appellent monseigneur; c'est un monseigneur très affable et bien charitable. Il salue tout le monde, et donne beaucoup d'argent aux pauvres.

— Et sa famille?

— Elle n'est pas nombreuse, il n'a pour lui tenir compagnie que son fils, le prince Camille, un joli jeune homme et qui s'ennuie bien ici, chacun s'en aperçoit.

— Et comment?

— Parce qu'il ne veut prendre aucun plaisir. On ne le voit jamais avec les jeunes gens, il ne va pas au café lire les journaux. Le carnaval dernier, il y a eu bal dans deux maisons de la ville, chez M. le maire et chez M. le docteur... Naturellement il était in-

vité. Eh bien! il est resté chez lui. On dit que toute la journée il joue du violon. Il va souvent se promener à cheval. Depuis deux ans qu'il est ici, jamais il n'a fait aucun voyage. Voilà tout ce que je peux vous apprendre sur son compte.

Après ce bavardage, la bonne femme se retira.

Nous avions des lettres de recommandation pour M. le maire; Mme la mairesse vint nous faire une visite : c'était une petite femme toute ronde et sans la moindre prétention. Elle nous renseigna sur la localité.

— Les distractions n'abondent pas ici, dit-elle, chacun vit chez soi, on ne se réunit guère que deux ou trois fois l'année pour les fêtes officielles, et encore...

— Il faudrait réformer cela, dit gravement Isabelle.

— C'est bien difficile, répliqua la mairesse; puis elle ajouta comme en confidence, en baissant la voix : Pour ces dames, c'est une question de toilette; elles ne veulent pas paraître au bal deux fois avec la même robe. Il leur faut pour danser des souliers de satin blanc, des fleurs artificielles dans les cheveux, des bijoux et des dentelles. Cette sotte vanité empêche tout. On reste chacun chez soi, et on se salue de loin quand on se rencontre à la promenade.

— Il faut réformer tout cela, répéta Isabelle. Maman, vous donnerez un bal où vous inviterez toute la ville; nous y paraîtrons en robe blanche, avec un simple ruban de gaze dans les cheveux.

— Commençons d'abord par une soirée, dit la mairesse. C'est moi qui invite; on fera un peu de musique, puis on dansera au piano. C'est dans quinze jours la fête de mon mari, voilà l'occasion de réunir tous ses administrés; mais j'ai peur qu'il ne vienne pas grand monde.

Un moment après, la conversation tomba naturellement sur le grand seigneur italien qui s'était trouvé si bien des eaux de G...

— C'est un original, dit la mairesse, il est si rongé de goutte et de rhumatismes qu'il ne peut plus faire un pas hors de chez lui. Dès la première année de son séjour, il a acheté ce grand bâtiment carré que vous voyez là-bas. C'était une ferme dont un architecte italien lui a fait un palais; on a apporté ici ses tableaux, sa bibliothèque. Ensuite il a fait venir toute sa maison, et à la fin son fils unique, le prince Camille. C'est une installation complète. Il y a de ceci deux ans. Le prince Camille ne va chez personne, pourtant il m'a fait deux visites de jour de l'an. C'est un sauvage, et je ne crois pas qu'il soit possible de l'apprivoiser.

Quelques jours après, nous aperçûmes à la promenade le beau prince Camille, comme on l'appelait aux eaux de G... Rien en lui

ne décelait sa nationalité; il était blond comme un Anglais, mince de taille comme un officier prussien, et d'une simplicité si élégante dans sa tenue qu'on aurait pu le prendre pour un Français. Isabelle était avec moi, elle prit garde à lui, et me dit en me serrant le bras : — Voilà ce sauvage, comme l'appelle Mme la mairesse; tenez, il nous salue.

Il avait tiré son chapeau sans nous regarder, et il passa comme un trait.

Le soir de ce même jour, il faisait un temps admirable; le clair de lune embellissait fort le paysage, les champs de betteraves et de pommes de terre ressemblaient de loin à des prairies, les collines rondes qui moutonnaient à l'horizon faisaient l'effet d'une chaîne de montagnes couvertes de bois, et plus près de nous le palais Saldini avait un aspect monumental avec son toit en terrasse, ses balustres et ses balcons de fer.

Ma sœur s'établit sur un sofa près de la fenêtre ouverte et demanda qu'on lui fît un peu de musique, de la musique gaie. Je fus de son avis. Isabelle prit sa harpe, car on jouait de la harpe à cette époque. Moi, je le dis tout bas, je préférais la guitare. D'abord ma nièce nous joua tout son répertoire de valses et de contredanses : la poule, la trénitz, le carillon de Dunkerque, tous les airs à la mode. Cela faisait fourmiller les pieds, et pourtant je n'étais déjà plus jeune alors, mais la musique d'Isabelle aurait électrisé un moribond. Peu à peu cette allégresse s'éteignit et fit place à une douce tristesse; la harpe semblait soupirer et gémir. C'était comme une voix désolée qui n'osait se faire entendre et ne s'exprimait que par des larmes : elle avait vraiment un grand talent, notre Isabelle!

— Et nous qui jusqu'à présent avions ignoré qu'elle fût musisienne, dis-je avec étonnement; mais où donc a-t-elle mis sa harpe?

— Avec ses autres vieilleries sans doute, répondit philosophiquement la vieille dame, avec tout ce qui lui rappellerait vivement ses illusions d'autrefois. Je vous disais donc, ma petite, que nous étions là toutes les trois dans le salon, ma sœur et moi émues et charmées, Isabelle livrée à l'inspiration et continuant à faire pleurer sa harpe. En ce moment, je crus entendre au loin comme des applaudissemens discrets. Bientôt ce bruit cessa et je pensai m'être trompée; mais il n'y eut plus moyen de douter un quart d'heure après : un magnifique bouquet vint tomber aux pieds d'Isabelle; il était arrivé par la fenêtre ouverte. J'allai sur le balcon, et je ne vis personne.

— C'est un admirateur de ton talent qui t'envoie ce bouquet,

dit ma sœur en respirant le parfum des gardénias mêlés aux héliotropes; mais d'où viennent ces fleurs rares? On n'en trouve pas ici dans les jardins.

Isabelle réfléchit, puis elle dit en rougissant un peu : Il doit y en avoir dans la serre du prince Saldini.

Quelques jours après, nous allâmes au bal chez la mairesse. Elle avait dit juste : nous y trouvâmes seulement quatre danseuses, lesquelles étaient dans la toilette la plus correcte : souliers de satin blanc, robe de tulle, couronne de roses à feuillage d'or ou d'argent, gros bracelets jusques au coude et des perles partout. Notre Isabelle arrivait en robe de mousseline blanche avec un simple nœud de rubans lilas dans ses cheveux blonds et un éventail de papier vert à la main.

En entrant, je vis tout d'abord le prince Camille; contre toutes les prévisions et malgré sa sauvagerie bien connue, il était venu à ce bal et paraissait disposé à s'y amuser.

Une fête où il n'y a qu'une demi-douzaine de danseuses et où domine le disgracieux habit noir n'est jamais une fête brillante; pourtant on peut s'y amuser, surtout si l'orchestre est bon, si les bougies sont en profusion, et si les hommes ne restent pas toute la nuit à la bouillotte. Ces conditions se trouvèrent réunies chez Mme la mairesse. On dansa jusqu'au jour. Isabelle eut beaucoup de succès avec sa simple toilette : la Parisienne tenait son éventail de papier vert comme un sceptre, le sceptre de l'élégance et de la beauté. Le prince Camille dansa deux fois avec elle. Lui aussi eut beaucoup de succès ce soir-là. Il ressemblait à un ambassadeur vénitien avec sa figure fine et sérieuse, ses cheveux dorés, ses mains patriciennes et son sévère costume noir.

A dater de ce jour, on se réunit parfois le soir chez Mme la mairesse. On y faisait de la musique, on dansait au piano et l'on se retirait à minuit. Nous étions toujours de ces réunions, où Isabelle s'amusait et qu'elle essaya d'attirer chez sa mère. Nous eûmes des matinées qui commençaient dans l'après-midi, et après lesquelles on allait faire de longues promenades dans les champs. Le prince Camille était devenu moins farouche, parfois il nous accompagnait, et, sans prendre une part très active à ces passe-temps, il s'y laissait aller.

Je ne tardai point à m'apercevoir que le cœur d'Isabelle était secrètement épris, et j'en conçus une grande inquiétude; mais que dire et que faire pour empêcher cette inclination naissante? Je compris alors que nous avions tout à fait manqué l'éducation de notre enfant unique. Isabelle avait mille bonnes qualités : elle était sincère, dévouée et généreuse, mais on l'avait trop accou-

tumée à n'écouter que sa volonté; en réalité, c'était elle qui commandait dans notre intérieur. Elle n'avait ni soumission ni déférence pour sa mère. Quant à moi, qu'elle appelait sa chère tante Minette, sa petite chatte, sa petite amie, jamais elle n'avait pensé à tenir compte de mes observations. Enfin, il faut bien l'avouer, cette enfant était emportée, présomptueuse et singulièrement opiniâtre. Je n'osais inquiéter ma sœur de mes prévisions, mais j'étais bien tentée d'éclairer Isabelle sur l'état de son âme. Il était évident que, si elle aimait le prince Camille, lui n'avait pour elle que des sentimens fort paisibles. L'occasion de sonder le cœur de ma nièce se présenta bientôt tout naturellement. Un jour, ma sœur reçut une lettre du prétendant d'Isabelle qui avait pu concevoir quelque espérance; il renouvelait sa demande et sollicitait une réponse. Cette lettre fut communiquée à Isabelle, qui ne la lut pas jusqu'au bout. Elle chiffonna le papier et dit vivement : — J'avais pensé qu'il n'était plus question de ce mariage; ma bonne mère, il faut écrire à M. Clamecy de ne plus penser à moi, non, plus jamais.

— Alors c'est un refus?

— Un refus irrévocable.

J'intervins, et je dis presque timidement : — Tu devrais pourtant réfléchir encore, ma belle nièce. Pourquoi ne pas attendre, puisque nous allons bientôt retourner à Paris?...

— Retourner à Paris! interrompit-elle; oh! non pas, non pas encore!... Est-ce que tu ne te trouves pas bien ici, ma chère tante? Est-ce que ce pays n'est pas charmant? Pour moi, l'idée de le quitter me fait pleurer d'avance.

— Nous reviendrons, dit ma sœur, nous reviendrons le printemps prochain.

— Comme les hirondelles que tu vis partir hier, ajoutai-je, les hirondelles qui nichaient sous le toit du palais Saldini.

— Et à qui le prince Camille criait au revoir, fit Isabelle rêveuse; il leur donnait sans doute rendez-vous pour l'an prochain.

— Chère enfant, dit ma sœur revenant à son idée de mariage, chère enfant, considère les avantages du parti que tu refuses. Il s'agit d'un homme déjà célèbre...

— Je ne veux plus entendre parler de lui, interrompit Isabelle en riant et en faisant le geste de se boucher les oreilles; je n'épouserai ni lui, ni aucun de ces Parisiens.

— Et qui donc choisirais-tu, un provincial, un étranger? s'écria ma sœur frappée peut-être d'un vague soupçon. Ah! ma fille, que te passe-t-il donc par l'esprit?

Isabelle vint s'asseoir aux pieds de sa mère, et lui dit en sou-

riant : — Calme-toi donc, chère maman ; va, mon cœur sait ce qu'il fait, il n'y a point de danger pour moi.

Et comme ma sœur secouait la tête et avait les larmes aux yeux, elle ajouta en l'embrassant : — Allons! tu pleures maintenant; remets-toi, je t'en supplie, tu me verras un jour la plus heureuse des femmes; ne fais donc pas l'enfant, fie-toi à moi.

Il n'y avait pas moyen de répliquer, sa confiance était inébranlable; je vis bien que je ne m'étais pas trompée, qu'elle aimait le prince Camille, et qu'elle comptait l'épouser. Je gardai le silence, disant en moi-même : A la grâce de Dieu!

Cette situation dura quelques jours encore, le prince Camille venait assidûment; il avait la physionomie heureuse d'un homme amoureux et certain d'être aimé. Un jour, il me disait : — Ce pays-ci n'est pas le plus poétique et le plus beau du monde. En arrivant, je m'y suis horriblement ennuyé; mais à présent je m'y accoutume, je sens que je pourrais être heureux ici.

Isabelle baissa les yeux, comme s'il s'adressait à elle; il n'y prit pas garde, moi j'eus peur. Le lendemain du jour où le prince Camille parlait ainsi, il vint de très bonne heure et nous dit simplement, sans vouloir s'asseoir : — Je pars cette nuit pour Rome, je viens vous faire mes adieux.

— Ah! m'écriai-je, et vous partez pour longtemps?

— Pour quelques mois peut-être, puis je reviendrai pour toujours, et alors je serai au comble de mes vœux...

Isabelle avait changé de couleur; elle restait muette : l'excès même de son saisissement l'empêchait de le manifester.

— Adieu donc, monsieur, balbutia-t-elle sans savoir précisément ce qu'elle disait et en tendant machinalement la main au prince Camille; adieu. Nous vous reverrons?

— Pouvez-vous en douter, s'écria-t-il presque attendri; oui certainement nous nous retrouverons encore ici, et alors je serai l'homme du monde le plus heureux.

Il s'enfuit à ces mots, après nous avoir saluées d'un dernier regard plein d'affection et de promesses d'un tendre souvenir.

— S'il allait ne revenir jamais, pensai-je avec effroi. Hélas! le voilà qui emporte la tranquillité, la joie, le bonheur de notre maison.

Isabelle était là debout devant moi, comme pétrifiée. Cette vie d'enchantemens avait duré cinq mois sans que jamais elle eût songé que son bonheur devait finir. La pauvre amoureuse endormie dans ce rêve de félicité parfaite s'éveillait tout à coup comme au fond d'un abîme. Elle eut pourtant la force de contenir son désespoir; elle ne pleura que quand elle fut seule.

Le prince Camille n'avait parlé de son voyage et fait ses adieux qu'au dernier moment. On disait au palais Saldini qu'il s'en allait à Rome pour des affaires de famille, et qu'à son retour il s'établirait définitivement en France.

Isabelle fut bien abattue pendant ces premiers jours d'absence. Sa mère aurait voulu la plaindre tout haut, la consoler. Je m'y opposai. C'eût été peut-être provoquer une explosion dangereuse. J'engageai ma sœur à refouler des épanchemens inutiles et à soulager le chagrin d'Isabelle en l'éloignant d'abord des lieux où tout lui rappelait le prince Camille. Cette proposition de départ arrivait tout naturellement.

— Oui, oui, partons, s'écria-t-elle; comme l'hiver va être triste ici! oui, rentrons bien vite à Paris.

J'avais compté qu'elle allait tâcher de se guérir par la dissipation, et qu'elle voudrait oublier le prince. Je m'attendais à la conduire au bal tous les jours; il n'en fut rien, elle resta indifférente à tout. Évidemment l'espoir et la confiance la soutenaient; le souvenir du prince faisait tout son bonheur. Elle vivait dans l'avenir et s'appliquait à traverser le présent le plus promptement possible.

En rentrant à Paris, nous avions reçu une lettre de faire part, celle du mariage de M. Clamecy avec une jeune personne riche, jolie et bien apparentée.

— Il a été bientôt consolé, dit ma sœur en riant, pourtant il semblait fort épris d'Isabelle; j'avais pour lui une prédilection, et je trouve qu'il a pris trop tôt son parti. Il aurait dû attendre un peu, n'est-ce pas, ma chère enfant? ajouta-t-elle en se tournant vers sa fille, qui l'écoutait debout derrière son fauteuil.

Isabelle fit un petit geste de dédain et répliqua : — Maman, tu n'es pas ambitieuse.

— Vraiment? fit ma sœur avec quelque ironie, et qu'exiges-tu donc, toi? que veux-tu trouver dans un mari?

— Eh! eh! beaucoup de choses, répondit-elle en plaisantant et avec un regard sérieux. Je veux un mari qui ait un cœur passionné, un esprit original, un extérieur distingué, de belles manières, un beau nom et une grande fortune.

— Rien que cela! m'écriai-je, et où vas-tu chercher ce phénix?

Isabelle me regarda d'un air qui semblait me dire : — Je l'ai trouvé. Sa confiance me gagna; je répondis à sa pensée en m'écriant : — Ah! tant mieux! Comme nous allons être fières de notre gendre.

L'hiver finissait, et à mesure que les jours grandissaient Isabelle devenait plus vive et plus joyeuse. — Voyez, me disait-elle, voici enfin le beau printemps, les roses vont venir.

— Il n'y en a guère à G..., dis-je étourdiment; il n'y a que des champs de pommes de terre.

— Qu'importe? s'écria ma nièce avec enthousiasme; elle est jolie aussi la fleur de la pomme de terre, et même elle sent bon.

— Par exemple, ne pus-je m'empêcher de dire, voilà une illusion!

— Il faut faire nos visites d'adieu, dit ma sœur à demi-voix.

Deux jours plus tard, après le déjeuner, on entendit sonner vivement à la porte, et on annonça M[me] la mairesse. Nous étions toutes trois dans le salon; ma sœur rêvait dans son fauteuil au coin du feu, je lisais un journal, et Isabelle brodait près de la fenêtre. En voyant M[me] la mairesse, elle tressaillit et rougit, puis après les premiers complimens elle reprit sa place devant le métier à tapisserie. Évidemment elle allait entendre parler du prince Camille, et, craignant de laisser voir son émotion, elle se mettait d'avance à l'écart et semblait absorbée dans son travail. Je la vois encore, penchée sur son métier et ne laissant à découvert que son profil. Après un quart d'heure de conversation banale, M[me] la mairesse nous dit en faisant une pause entre chaque phrase : — Je vais vous annoncer une grande nouvelle; le prince Camille est de retour, et devinez qui il nous amène?... Sa jeune femme, une belle Italienne qu'il a épousée cet hiver. C'est un roman. Ils s'aimaient dès leur enfance. Le prince Camille fut au désespoir lorsque son père l'appela près de lui, il y a trois ans. Ce père barbare s'opposait à son mariage, parce que la demoiselle, une parente éloignée des Saldini, était tout à fait pauvre. Les jeunes amoureux, ainsi séparés, se désespéraient, l'un en Italie, l'autre en France. Voilà pourquoi le prince Camille était si mélancolique. Enfin, à force de soumissions et d'instances, il a obtenu de retourner à Rome, puis le père a donné de loin son consentement. Les époux sont partis en sortant de l'église; nous les avons vus arriver dimanche dernier. Voilà une danseuse de plus pour nos bals. Je l'ai vue, cette nouvelle mariée : elle est toute jeune, blonde, jolie, et ma foi, elle a l'air d'une très grande dame.

Pendant ce récit, que nous écoutions en silence, Isabelle avait visiblement pâli; mais sa physionomie était restée calme. Quand la mairesse cessa de parler, elle jeta un faible soupir et pressa son mouchoir sur ses lèvres; ce fut là tout.

M[me] la mairesse nous entretint ensuite de notre retour aux eaux, et nous pressa vivement d'en devancer l'époque, puis elle ajouta, comme pour nous décider : — Il y aura certainement un bal de noce au palais Saldini, vous ne pouvez manquer d'y assister; on parle déjà de cette fête, elle sera brillante, tout le monde y viendra.

Point de bijoux, point de fleurs en clinquant, une simple robe tout unie. Mlle Isabelle a donné l'exemple l'an dernier. Il sera suivi par toutes ces dames.

D'après ces propos, il était certain qu'on n'avait pas eu le moindre soupçon de ce qui s'était passé dans le cœur d'Isabelle; le prince Camille lui-même ne s'en était pas douté.

Mme la mairesse passa avec nous le reste de la journée; il vint beaucoup de visites, et ma nièce ne put quitter le salon; elle fut calme, presque enjouée, et fit bonne contenance jusqu'au bout. Par exemple, elle ne put dîner. Pour finir agréablement la journée, on alla au Gymnase, et ce ne fut qu'à minuit qu'Isabelle se retrouva enfin seule dans sa chambre, et qu'elle fut libre de pleurer. Pendant la nuit, j'allai plusieurs fois écouter à sa porte. Je l'entendis sangloter doucement, et sa bougie brûla jusqu'au jour. Le lendemain matin, elle était un peu défaite; mais son maintien, le son de sa voix, ne trahissaient aucune secrète angoisse.

Dans l'après-midi, nous fûmes seules un moment; alors sans irritation, sans aigreur, mais avec une conviction profonde, elle me dit en baissant la voix : — Comme je m'étais trompée !...

J'allais répondre; elle mit un doigt sur sa bouche et ajouta : — Ne parlons plus, plus jamais de cela, ma bonne tante.

Vous pensez bien, chère enfant, que nous ne retournâmes pas aux eaux. Isabelle fuyait le monde, elle avait pris le bal en horreur; son humeur était bien changée aussi : elle était plus égale, plus douce et surtout plus indifférente. Bien des partis se présentèrent encore; elle les refusa tous et se renferma peu à peu dans le cercle étroit de nos relations intimes. Nous vécûmes ainsi doucement, uniformément, pendant une quinzaine d'années. La mauvaise santé de ma sœur fut le motif que sa fille allégua pour se renfermer dans notre intérieur. Nous recevions peu de visites; pourtant M. Clamecy venait nous voir quelquefois. Sa carrière avait été prodigieuse : de simple journaliste, il était devenu ministre. Isabelle l'accueillait comme un vieil ami et peut-être au fond de son cœur regrettait-elle de n'avoir pas voulu devenir sa femme.

La mort de ma pauvre sœur fut un coup terrible pour Isabelle; je crus qu'elle y succomberait. Notre intérieur ainsi réduit était des plus tristes; quoique déjà vieille, je ne pouvais me faire à cette existence vide, dénuée de tout mouvement et de toute gaîté; je me sentais toujours prête à pleurer le soir, quand nous passions à table : dans la vaste salle à manger, il n'y avait qu'un petit couvert dressé pour deux personnes. Nous nous mettions vis-à-vis l'une de l'autre, et bien souvent le repas finissait sans que nous eussions prononcé six paroles. J'aurais voulu être plus expansive, plus vi-

vante; mais je ne le pouvais pas en face d'Isabelle. C'est moi qui l'engageai à venir chez vous; ici la gaîté domine, vous êtes trois étourdies qui remplissez la maison de mouvement, de bruit et de joie. Isabelle ne semble pas prendre part à cette allégresse continuelle, mais elle se trouve bien ici; quant à moi, j'ai besoin de récréer ma vieillesse par la société de mes amis; je suis encore très mondaine, je voyage, j'ai conservé toutes mes relations. L'an dernier j'ai eu la visite du prince Camille; il ne ressemble plus à un ambassadeur vénitien; son visage est rond, sa taille épaisse, il a la tournure d'un épicier. Depuis longtemps sa femme est morte; elle lui a laissé une demi-douzaine d'enfans. Voilà l'histoire de ma nièce, chère petite, voulez-vous faire comme elle?

— Oh! non, non, madame, m'écriai-je vivement.

— Eh bien! que répond-elle? demanda ma tante Isabelle en avançant à la porte entre-bâillée ses longues boucles ébouriffées et son bonnet à la folle.

Je courus à elle et m'écriai en l'embrassant de tout mon cœur : — Je dis, chère tante, que j'épouserai volontiers M. de Champarnie, et que je vous remercie à genoux de la leçon que vous venez de me donner.

— Quelque jour je veux écrire mon histoire, dit mélancoliquement ma tante Isabelle; elle pourra servir aux demoiselles qui font dans le secret de leur cœur des romans dont le héros ne sait jamais la première syllabe, et dont la dernière page reste toujours en blanc.

Mme Charles Reybaud.

LE

ROMANCIER NATIONAL

DE LA HOLLANDE

JACOB VAN LENNEP ET SES ŒUVRES.

J. van Lennep, *Romantische Werken.*

Le mois d'août 1868 a vu mourir un des représentans les plus distingués de la littérature néerlandaise contemporaine. M. Jacob van Lennep, dont le nom est plus connu en France que les ouvrages, a succombé à la maladie de cœur dont il ressentait depuis quelque temps les atteintes. Il était âgé de soixante-six ans. Sa mort a causé une impression générale et douloureuse d'un bout à l'autre du pays. A des qualités éminentes qui l'eussent fait apprécier partout, il joignait pour le peuple hollandais le mérite d'être depuis longtemps son premier conteur, son romancier favori, et l'âge, on le verra bientôt, n'avait pas refroidi son talent. Des regrets unanimes, sans distinction de parti et malgré la couleur assez tranchée de ses opinions politiques, l'ont suivi dans sa tombe. Une souscription nationale s'est ouverte pour ériger un monument sur cette tombe creusée dans une des plus belles parties de la belle province de Gueldre, dont il a si souvent décrit les ravissans paysages. Il nous semble conforme à l'esprit comme au titre de la *Revue* de faire connaître à ses lecteurs cet écrivain, dont les ouvrages restent dignes d'un grand intérêt, lors même qu'une cri-

tique sévère en a signalé les défauts. Un ou deux de ses récits furent publiés en français il y a quelques années; mais le bon style hollandais est revêche aux traductions françaises, et ces romans, imparfaitement traduits, tombant au milieu d'un public non préparé, ne trouvèrent pas de lecteurs. Il y a donc à son sujet une injustice à réparer. Nous parlerons d'abord de sa famille, chose essentielle à l'explication de l'un des élémens les plus intéressans de son œuvre littéraire, puis de cette œuvre elle-même, dans laquelle nous nous bornerons à ce qu'il a fait de plus important et de plus populaire, ses romans. Van Lennep n'était pas seulement romancier, il était de plus juriste distingué, érudit, poète et auteur dramatique. Toutefois ses drames, inspirés le plus souvent par les événemens politiques, forment à tous égards la moindre partie de son œuvre. Comme poète, il s'est surtout fait remarquer par la publication, un peu avant 1830, de ses *Légendes nationales* (*Vaderlandsche Legenden*); mais, si nous exceptons une grande facilité de versification, héréditaire, semble-t-il, dans sa famille, ces poésies, imitées de celles de Walter Scott, n'offrent guère que le même genre de talent qui s'est déployé d'une manière plus originale dans la longue série de ses romans. Quant à son érudition, qui était sérieuse, c'est elle qui, habilement utilisée, a le plus contribué à lui valoir le titre de romancier national de la Hollande.

I.

Van Lennep appartenait à une famille ancienne et distinguée d'Amsterdam. Lui-même a pris la peine d'en retracer les origines dans un ouvrage en trois volumes consacré à la biographie de son père et de son grand-père. Si, dans la rédaction de cet ouvrage, l'auteur a un peu trop cédé au plaisir qu'on éprouve à parler des siens, les événemens politiques auxquels ces deux hommes de valeur se trouvèrent activement mêlés font de cette double biographie un document des plus instructifs de l'histoire des partis et des idées en Hollande depuis 1750 environ jusqu'à une époque très rapprochée de la nôtre. Cornelis van Lennep, le grand-père, était membre de ce patriciat républicain d'Amsterdam qui avait toujours tenu tête aux prétentions du parti orangiste. Magistrat municipal, il se rangea du côté des *patriotes*, c'est-à-dire des citoyens qui voulaient introduire des réformes dans la constitution oligarchique des Provinces-Unies, et il fut de ceux que la réaction prusso-orangiste éloigna des affaires en 1788. En 1795, la révolution victorieuse pénétra tout de bon en Hollande, où un parti nombreux, grossi par les abus qui avaient signalé la victoire des *stathoudé-*

riens, sympathisait chaudement avec elle. Cornelis van Lennep se vit donc amené à prendre de nouveau part aux événemens politiques, dont il fût volontiers resté simple spectateur. Bon citoyen, libéral pour le temps, et bien que l'excellent naturel du peuple hollandais, joint, il faut aussi le dire, à la petitesse relative de ses griefs, eût préservé la révolution dans les Pays-Bas des excès sanglans qui la souillèrent ailleurs, il s'était senti refroidi, comme bien d'autres libéraux de cette époque, par les effroyables démentis que la république française avait infligés à son premier programme. D'ailleurs son patriotisme commençait à s'alarmer des appétits grandissans de la France, qui, dans son désir passionné d'apporter la liberté aux autres peuples, finissait régulièrement par se les asservir. Aussi dès 1803 se renferma-t-il scrupuleusement dans les devoirs de sa charge municipale. En 1808, le roi Louis de Hollande le nomma membre de la municipalité réorganisée d'Amsterdam. En 1811, après l'incorporation de la Hollande à l'empire et malgré ses répugnances profondes à servir le souverain qu'il regardait comme l'oppresseur de son pays, il fut nommé par décret membre du conseil d'arrondissement et forcé d'accepter. Il ne faisait pas bon refuser les honneurs imposés par le maître, et, comme d'autres Hollandais désignés par cette espèce de conscription, C. van Lennep dut ronger son frein en silence. Bientôt les violences du nouveau régime, le blocus continental, plus insupportable en Hollande que partout ailleurs, les mesures fiscales, le tiercement des rentes de l'état, les levées d'hommes continuelles, l'odieuse comédie de l'appel des gardes d'honneur, la suppression des vieilles libertés séculaires, — sans parler de la régie, particulièrement odieuse à un peuple de libres fumeurs, — amassèrent au cœur des populations une haine qui n'attendait pour éclater que le premier échec des aigles impériales. On sait ce qui arriva en 1813, au lendemain de la bataille de Leipzig. Presque sans concert antérieur, le peuple hollandais se souleva comme un seul homme et facilita singulièrement la marche des armées alliées, qui purent de ce côté arriver sans coup férir sur nos frontières. En même temps, d'un bout à l'autre du pays, se réveillait le vieil attachement à la maison d'Orange. L'empire lui avait refait une immense popularité.

Cornelis van Lennep mourut à la veille de cette restauration qui eût comblé ses vœux, puisqu'elle devait sceller l'entière réconciliation des anciens patriotes républicains et de la famille des stathouders par l'établissement d'une monarchie constitutionnelle et libérale. Son fils, D. J. van Lennep, né en 1774, était alors un homme dans la force de l'âge et fort estimé. Professeur de belles-lettres à l'Athénée d'Amsterdam, où il avait l'honneur de succéder

au fameux Wyttembach, en relation avec les premiers hellénistes du temps et spécialement avec Boissonade, il n'avait pu, malgré ses efforts, rester toujours loin de la scène politique. Le roi Louis, qui s'étudiait avec une parfaite bonne grâce à rattacher à son trône les anciennes familles municipales, l'avait distingué, et voulait absolument qu'il acceptât une place dans l'Institut des sciences d'Amsterdam, qu'il venait de fonder. D. J. van Lennep se défendit longtemps de cet honneur. Libéral comme son père, comme lui très attaché à la vieille forme républicaine, il répugnait à l'idée de se rallier à une monarchie subie plus que désirée par son pays. Cependant la personne du roi Louis lui inspirait de la sympathie. Ce prince a laissé de bons souvenirs en Hollande. Accepté comme une garantie contre l'annexion totale à l'empire, on lui sut gré de la peine qu'il se donna pour gagner l'affection de ses sujets. Il se fit aussi Hollandais que possible, il s'efforça de parler la langue du pays, il ne craignit pas d'encourir plus d'une fois la colère de son terrible frère en tâchant d'alléger du mieux qu'il pouvait les charges écrasantes que la politique impériale faisait peser sur les peuples entraînés dans son orbite. En un mot, on peut dire qu'il réussit autant que les circonstances le lui permettaient. Il eut le bon goût de ne point se montrer blessé d'une profession respectueuse, mais ferme, de républicanisme que D. J. van Lennep lui envoya par écrit pour expliquer son refus d'entrer au nouvel institut. Bien plus, sous prétexte de recourir aux lumières spéciales du professeur d'Amsterdam, le roi le fit venir près de lui au château du Loo, et lui demanda ses conseils sur la langue hollandaise et la bonne manière de la prononcer. Le fait est que notre républicain fut, sinon séduit, du moins adouci par ces marques de la prévenance royale, et que, sans renier ses convictions, il montra moins d'éloignement qu'auparavant pour la nouvelle monarchie. L'incorporation à l'empire ne tarda point à la lui faire regretter. Il tâcha plus que jamais de se soustraire aux fonctions publiques. Ce qui est curieux et peu connu, c'est qu'aux premières nouvelles de l'insurrection hollandaise, l'ex-roi, retiré à Soleure, écrivit à quelques-uns de ses anciens sujets une lettre confidentielle dans laquelle il se mettait à leur disposition dans le cas où ils croiraient de leur intérêt de le rappeler sur un trône dont l'arbitraire seul l'avait fait descendre. Parmi les quatre ou cinq Hollandais notables auxquels il s'adressa se trouvait D. J. van Lennep, qui, au moment où il reçut cette lettre, prenait une part active au mouvement insurrectionnel et aux mesures préparant le retour de la maison d'Orange. Le roi Louis se trompait de date. La bonne impression personnelle qu'il avait laissée ne pouvait contre-balancer le prestige d'un nom devenu

presque un objet de fétichisme pour la masse du peuple hollandais, et qui, par un singulier concours de circonstances, allait, pour la quatrième fois, se trouver associé à la résurrection inespérée de l'indépendance nationale. C'est au vieux cri d'*Oranje boven* (Orange à notre tête!) que le peuple s'était soulevé, et il eût été impossible de lui faire agréer le meilleur des Bonapartes (1).

D. J. van Lennep, qui, comme tous ses compatriotes, s'était franchement rallié à la royauté constitutionnelle de la maison d'Orange, s'occupa avec zèle de la réorganisation de l'enseignement supérieur et des milices nationales; puis il revint à ses cours, à ses études favorites, aux lettres et surtout aux lettres grecques. Plusieurs travaux de haute érudition, surtout sa belle édition des poèmes d'Hésiode, à laquelle il travailla fort longtemps, lui assignent une place d'honneur parmi les philologues. De plus il était poète, bien que peu désireux de faire montre de ses poésies (2). En 1838, sans renoncer au culte des lettres antiques, il donna sa démission de professeur, et fut nommé membre du collége des *états députés* de la Nord-Hollande, position hiérarchiquement analogue à celle de nos conseillers de préfecture, mais à laquelle s'attache une bien plus grande influence (3). Il mourut en 1859, âgé de soixante-dix-neuf ans, après avoir joui d'une belle et laborieuse vieillesse.

On verra bientôt pourquoi nous nous sommes si longtemps arrêté à parler du grand-père et du père du romancier qui va main-

(1) Dans cette lettre, écrite en français, mais signée avec une petite coquetterie de prétendant *Lodewyk*, le roi détrôné déclare que « depuis 1806 la Hollande est devenue son pays, qu'il n'en a plus, si elle lui manque. » Il insiste auprès de ses correspondans pour « qu'on ne rétablisse pas l'ancienne constitution, mais qu'on en adopte une libre et monarchique, à peu près comme en Angleterre et en Suède. » S'il doit remonter sur le trône de Hollande, ce ne sera que « légalement et légitimement. » Du reste, et l'illusion qui la dictait mise à part, cette lettre fait preuve d'un grand bon sens politique. Le comte de Saint-Leu resta toujours très attaché à la Hollande. On possède la lettre énergique par laquelle il protesta en termes d'une grande violence contre le décret qui le privait du trône, et ce qu'on a dit de sa « soumission résignée » est de pure invention. Il publia sans nom d'auteur un roman intitulé *Marie ou les peines de l'amour*, dont il parut une seconde édition sous le titre plus significatif de *Marie ou les Hollandaises*. Nous trouvons dans cette biographie des deux van Lennep une lettre des plus affectueuses adressée en 1831 à celui dont nous parlons et dans laquelle l'ex-roi l'invitait à venir le voir en Italie. J'ai encore pu recueillir les témoignages de Hollandais de distinction qui l'avaient visité dans sa retraite près de Florence, et avaient été reçus par lui avec beaucoup de cordialité.

(2) Il ne les fit imprimer qu'en 1844, à la demande de la reine-mère, et encore cette édition ne fut-elle pas livrée au commerce. C'est son fils qui, en 1861, en fit paraître une édition publique en y joignant les poésies de Cornelis van Lennep, qui n'étaient pas non plus sans mérite.

(3) Les *états députés* sont, comme la députation permanente des provinces belges, une délégation du conseil provincial assistant, conseillant et *contrôlant* l'administration du gouverneur.

tenant nous occuper. Né en 1802, doué d'une intelligence très vive et très précoce, Jacob van Lennep put profiter des conversations de son grand-père et de plusieurs contemporains qui lui communiquèrent toutes vivantes encore les traditions de la vieille Hollande. Son adolescence fut témoin des malheurs et de l'humiliation de sa patrie, mais aussi de son réveil. Son grand-père et son père étaient, à divers titres, des hommes fort instruits, très amateurs des lettres, et le bon sang qui coulait dans ses veines eût menti, si le jeune homme ne se fût pas porté du même côté avec l'ardeur qui ne cessa jusqu'à la fin de caractériser ses entreprises. Je pense toutefois qu'à côté de qualités très hollandaises de pénétration et de persévérance il y avait en lui quelques germes venus d'ailleurs et qui firent bon mélange. Il nous parle beaucoup, dans ses biographies paternelles, et avec un respectueux attachement, d'une demoiselle Wægeli, fille d'un officier suisse au service des états, ancienne gouvernante de ses tantes et qui était déjà d'un certain âge quand il put jouir de sa conversation. A en juger par les lettres qu'il a citées d'elle, ce devait être une personne fort remarquable par l'esprit et le caractère. Elle aussi avait à lui raconter je ne sais combien d'histoires du *bon* vieux temps, et les racontait, paraît-il, fort bien. C'est elle que, dans l'introduction d'un de ses meilleurs romans, *Ferdinand Huyck*, van Lennep a décrite sous les aimables traits de la vieille demoiselle Stœuffacher, la spirituelle conteuse avec laquelle il est si bon de venir, dans son petit salon, déguster tout en devisant une tasse d'excellent café. Il est de fait que souvent, par la vivacité de ses saillies, par quelque chose de malicieux et même parfois d'étourdi, van Lennep s'écarte du type hollandais, auquel du reste il demeure ordinairement conforme. Il y a chez lui du XVIIIe siècle et même du Voltaire, auquel il ressemblait de loin dans les dernières années de sa vie. Je me hâte pourtant d'ajouter que la piété héréditaire dans sa famille, l'influence du romantisme de Bilderdyk, dont pendant quelque temps il épousa avec chaleur les idées et les paradoxes, doivent limiter fortement cette appréciation, que sous ces réserves je crois fondée. Ce trait, plus gaulois que germanique, se rencontre souvent dans ses romans et dans plus d'une repartie. Nous tenons de lui-même que, devant être baptisé dans l'église wallonne d'Amsterdam et présenté sous le nom de *Jacobus* (Jacques) au pasteur officiant, celui-ci, habitué aux prénoms français, pensa que ses parens voulaient lui donner le nom de *Jacob*, et le baptisa sous ce nom patriarcal. La famille crut devoir lui conserver le nom consacré par la sainte cérémonie. « Après tout, dit-il en racontant cet incident, le brave pasteur prévit sans doute que j'étais plutôt destiné au patriarchat qu'à l'apo-

stolat. » Il fut en effet par la suite père de six enfans, son père à lui-même en avait eu dix, et il ne se piqua jamais de convertir les gens (1).

Pourtant son père s'était flatté quelque temps de l'espoir que son fils étudierait en vue du ministère évangélique; mais les dispositions du jeune homme n'étaient pas d'accord avec les vœux du savant professeur, qui eut le bon sens de le laisser libre, et cette fois, en Hollandais pratique qui sait bien qu'une condition rigoureuse de la culture assidue des lettres est de n'avoir pas besoin d'elles pour vivre, il étudia la jurisprudence, et se distingua dans cette branche au point d'être revêtu en 1829 de la charge d'avocat du trésor public (*rycksadvocaat*), charge qu'il remplit jusqu'à sa mort. Par un scrupule de conscience qui lui fait honneur, il n'accepta que rarement, et seulement à titre gratuit, des causes étrangères à ses fonctions officielles.

Il s'occupa aussi de politique. Personnellement très libéral quand il avait à juger les institutions et les hommes en dehors des luttes du jour, d'une grande impartialité historique, il devait sans doute à ses expériences de jeunesse d'être d'une défiance extrême à l'endroit des partis libéraux contemporains. Ce n'est pas qu'il eût le moindre goût pour l'autocratie ou pour un système quelconque de compression. Il se fût très volontiers arrangé d'un régime de grande liberté, mais à la condition que le pouvoir restât aux mains d'hommes portant des noms connus et soigneusement choisis dans l'élite de la population. Je définirais volontiers sa tendance en disant qu'il était moins aristocrate et autoritaire qu'oligarque. De 1853 à 1856, il représenta le district électoral de Steenwyk aux états-généraux. Il ne fut pas réélu, mais il n'en resta pas moins membre influent du parti conservateur, qu'il défendit par des articles de journaux et des brochures contre les attaques du libéralisme envahissant. Cette part active prise à la politique intérieure ne faisait aucun tort à sa fécondité littéraire. Auteur de plus de cinquante nouvelles ou romans, il collaborait à divers recueils, il était membre assidu de l'Académie des Sciences et président de la Société des Beaux-Arts; il faisait partie de toute sorte de sociétés savantes, commissions archéologiques, comités littéraires. Enfin il travaillait à une nouvelle édition des œuvres volumineuses du fameux poète hollandais Vondel, son auteur de prédilection. Il est mort peu de temps après

(1) Je possède une lettre de lui, écrite en 1866, au moment où à Berlin, à Dresde, à Florence, à Munich, à Vienne, ailleurs encore, on invoquait à l'envi le Dieu des armées en faveur de toutes les prétentions et à l'appui de toutes les causes. « En vérité, mon cher monsieur, m'écrivait-il, je n'ai jamais vu faire un pareil abus de la Divinité, et le bon Dieu ne doit plus savoir à quel saint se vouer. »

avoir préparé la publication du douzième et dernier volume. Ceux qui ont assisté aux congrès des sciences sociales tenu à Amsterdam en 1864 se rappellent certainement la tête richement couronnée de cheveux blancs du président de la section des lettres, avec sa physionomie originale, carrément dessinée, mobile, joyeuse, facilement ironique, mais d'une ironie sans fiel et d'une vivacité toute juvénile encore.

II.

La réputation de van Lennep comme romancier national fut surtout fondée par la publication, commencée en 1838, de *Nos Ancêtres* (*Onze Voorouders*), série de nouvelles historiques échelonnées le long des principales périodes de l'histoire des Pays-Bas. Le roman historique avait alors la vogue. Walter Scott en avait fait en quelque sorte le roman proprement dit. Le goût de l'histoire était assez répandu déjà pour assurer des sympathies nombreuses à ce genre de composition, pas encore assez raffiné pour que les inévitables défauts du genre fussent clairement sentis. Le roman historique en effet se débat contre une difficulté insoluble. Il prétend intéresser des lecteurs modernes, non pas seulement comme l'histoire par le récit exact d'événemens et la description de coutumes antiques, mais de plus par la mise en jeu de caractères et de passions. Or, pour que le lecteur s'intéresse à ces caractères et à ces passions, il faut de toute nécessité que la distance entre lui et les personnages du roman soit aussi courte que possible, il faut qu'il se puisse reconnaître dans les sentimens qu'on déroule à ses yeux, il faut en un mot que les personnages soient des modernes habillés à l'antique. Il est presque impossible, même au plus habile romancier du monde, d'intéresser longtemps ses lecteurs en faisant parler et penser conformément à la stricte rigueur historique des hommes et des femmes d'un temps très éloigné du nôtre. En supposant qu'il fût capable, à force de savoir et de soin, de ne commettre aucun anachronisme moral dans une telle œuvre, son récit, ses dialogues, manqueraient tellement de spontanéité, dégénéreraient si bien en marqueterie, dénonceraient si fortement la tension et la gêne de la composition, que, curieux peut-être comme fruit de l'érudition, le roman serait dépourvu de la première vertu de ce genre de livres, qui est de ne pas ennuyer.

Il y a donc une contradiction interne dans l'idée même du roman historique, sauf un cas particulier qui sera envisagé plus loin et qui ne fait au surplus que confirmer cette règle. Toutefois, nous le répétons, le moment n'était pas encore venu où cette réflexion

frapperait tous les esprits. De plus l'ambition de van Lennep n'était pas purement littéraire. Il se flattait de populariser l'histoire nationale en en rattachant à d'ingénieuses fictions les périodes successives. Je sais bien qu'on peut toujours déplorer les blessures inévitablement portées par cette méthode à la véritable histoire; mais enfin ne vaut-il pas mieux que la masse de la population, qui ne lit pas les livres savans, connaisse en gros l'histoire de son pays, sache à peu près comment ses ancêtres vivaient, les vicissitudes qu'ils ont traversées, les leçons que le passé contient, plutôt qu'elle ignore entièrement tout cela? Contentons-nous des à peu près quand la perfection est inaccessible, permettons au roman de se faire histoire quand il a ses raisons pour cela; seulement ne laissons jamais l'histoire devenir roman.

La première de ces nouvelles historiques réunies sous le titre commun de *Nos Ancêtres* remonte jusqu'aux temps obscurs où les Bataves commencent à nouer des relations plus ou moins volontaires avec le monde romain, et acceptent l'alliance que leur offre Jules César. De même que dix-huit siècles plus tard, et en face d'un autre empire, cette alliance ne tarde point à dégénérer en sujétion du peuple plus faible, et *Brinio*, c'est ainsi que s'intitule la seconde et la plus remarquable de ces compositions érudites, raconte le conflit qui éclate dès la seconde moitié du Ier siècle entre les populations opprimées et leurs oppresseurs. Le contraste entre l'honnête simplicité des Bataves encore à demi barbares et le raffinement des Romains du temps de Vitellius et de Vespasien jette un grand charme sur ce récit. C'est un genre d'intérêt analogue, bien qu'en sens inverse, à celui qui relevait si bien ce fantastique et joli roman de *Callirhoé* que M. Maurice Sand a publié ici même il y a quelques années. Le romancier français, tout en racontant une histoire de nos jours, montrait dans une perspective lointaine le mystérieux parallèle de son histoire au fond des forêts de la vieille Gaule. L'auteur hollandais, sous le revêtement antique, laisse entrevoir des formes, des mouvemens, des caractères, qui n'auraient qu'à paraître au grand jour pour être tout à fait modernes. Il y a dans *Brinio* des personnages d'officier, de cantinière, de vieux troupier, qui ressemblent singulièrement et pourtant très naturellement aux types de même genre que les guerres de l'empire ont engendrés. — Viennent ensuite des récits du temps de la résidence à Lutèce de Julien et de l'invasion des Quades dans le pays batave, puis de l'invasion saxonne et des premières semailles de la foi chrétienne, ensuite le récit quelque peu légendaire de la fondation du *podestat* de Frise par Charlemagne, un autre, fort intéressant, intitulé *l'Enfant de chœur*, dont la scène se passe au temps de la domina-

tion des Normands, un autre fondé sur les traditions qui parlent de l'établissement d'une colonie de Huns dans l'Over-Yssel, un autre encore développant la légende des origines de l'illustre maison des Bréderode. Nous sommes déjà au temps des comtes de Hollande, ces puissans vassaux de l'empire, de leurs luttes continuelles avec les évêques d'Utrecht et leurs turbulens voisins les Frisons, nous franchissons l'époque des croisades, et nous arrivons aux confins de la période où l'histoire de la Néerlande se mêle à l'histoire générale, d'abord par une connexion étroite avec l'histoire de la maison de Bourgogne, puis par l'introduction de la réforme et la lutte gigantesque avec l'Espagne.

Tous ces récits ne sont pas, tant s'en faut, de la même valeur. On voit clairement que l'auteur est dominé par son admiration pour Walter Scott et les romanciers anglais. Il a, comme l'illustre Écossais, une certaine tendance à la description du détail inutile, qui émousse les impressions que la marche dramatique de la composition ferait naître aisément. Il y a même, surtout dans les derniers récits de cette longue revue historique, des parties où l'auteur est décidément resté au-dessous de lui-même. En revanche, le romancier vigoureux, plein d'imagination et de nerf, n'ayant d'autre tort à se reprocher que celui du genre lui-même qu'il avait choisi, se révèle dans deux romans historiques qui ont assis sa réputation en Hollande sur une base inébranlable, *la Rose de Décama* et *le Fils adoptif*, le premier nous reportant au temps de Guillaume IV, comte de Hollande, le second au temps des guerres contre l'Espagne et des conjurations semi-politiques, semi-catholiques du parti vaincu. Des scènes charmantes de fraîcheur et d'entrain, des caractères d'un dessin ferme, une judicieuse fusion des données de l'histoire et des fictions du roman, beaucoup de verve et d'esprit dans les dialogues, justifient la popularité acquise à ces deux ouvrages. *La Rose de Décama* est une ravissante jeune Frisonne digne de sa race par son courage et sa fierté native, digne de son surnom par sa grâce virginale, et cette suave figure fait un ravissant contraste avec les scènes terribles auxquelles sa destinée la mêle. Dans *le Fils adoptif*, le pasteur calviniste du type primitif, le vieil écuyer Bouke, mélange on ne peut plus amusant de Caleb pour la fidélité et de Sancho pour les proverbes, copié, paraît-il, d'après nature sur un ancien serviteur des van Lennep, les deux prêtres, l'un représentant le catholicisme ardent, fanatique, implacable, l'autre, non moins attaché à son église, mais se rapprochant plutôt du mysticisme placide et doucement résigné qui vient d'A-Kempis et fera plus tard le jansénisme des Pays-Bas, les figures historiques de Maurice d'Orange et de son frère Frédéric, bien d'autres personnages encore, donnent à tout ce récit une couleur, une vie, qui font

oublier les défauts du genre. On peut déjà signaler un des grands mérites de van Lennep. Les personnages sont nombreux dans ses romans, et cela en complique naturellement la marche; mais ils sont toujours si nettement dessinés, chacun se détache si fortement de l'ensemble, qu'on n'éprouve pas la moindre peine à les distinguer les uns des autres, et leurs agissemens s'entre-croisent sans jamais se confondre. Cependant, si l'œuvre de van Lennep en fût restée là, son originalité eût été médiocre. Nous devrions le classer parmi les romanciers historiques de talent, émules plus ou moins heureux de Walter Scott et par conséquent destinés à baisser dans l'estime littéraire avec le genre nécessairement défectueux qu'ils ont adopté. C'est en arrivant aux romans qui nous peignent les époques plus voisines de la nôtre que nous allons le voir sur son terrain, avec la saveur et le bouquet du cru.

Il est clair que le péché originel du roman historique se fait sentir de moins en moins à mesure que l'auteur place ses récits dans un temps plus rapproché du sien. Il se réduira même presque à rien dans le cas où le romancier doit à des circonstances particulières d'être parfaitement au courant et personnellement imbu des traditions et des idées qui avaient cours deux ou trois générations avant lui : ce fut précisément le cas pour van Lennep, et c'est pourquoi nous avons insisté sur ses origines de famille. Dans un pays connu par la ténacité de ses coutumes et de ses mœurs, van Lennep, appartenant à une classe sociale restée fort longtemps identique à elle-même, grandit au milieu de vieillards quelque peu déconcertés par les événemens qui leur avaient enlevé le pouvoir, mais conservant d'autant mieux le langage, les idées, les souvenirs d'autrefois. De même que notre vieille noblesse française se perpétua quelque temps encore après la révolution, avec ses manières et son esprit du XVIIIe siècle, — au point que ceux-là seulement comprennent bien le siècle dernier qui ont encore pû entendre les derniers survivans de cette société à jamais disparue, — de même l'ancien patriciat municipal de Hollande, bien qu'ayant perdu sa raison d'être, se conserva en esprit longtemps encore après sa chute politique, et même je ne voudrais pas jurer qu'en étudiant attentivement le jeu et la composition des partis actuels dans l'état néerlandais, on ne le retrouverait pas subsistant à l'état latent, sous d'autres noms, très modifié sans doute, mais au fond dominé toujours par sa tendance originelle, le libéralisme oligarchique. Quelques explications sur le rôle et l'importance de ce patriciat municipal de l'ancienne république hollandaise nous paraissent ici nécessaires.

La révolution du XVIe siècle trouva dans les Pays-Bas deux genres d'appui dont l'union fit la force : une famille d'hommes de génie, la famille d'Orange, en qui s'incarnèrent les grandes passions po-

pulaires de l'indépendance nationale et de la réforme religieuse, et la bourgeoisie commerçante et fière des vieilles communes, très attachée à ses franchises, habituée à un état de choses qui ressemblait fort à la république. Tant que dura la lutte acharnée contre l'Espagne, l'intérêt commun étouffa aisément les germes de discorde qui devaient s'élever plus tard entre une famille illustre, à laquelle le peuple était foncièrement attaché, et ce républicanisme municipal qui avait servi à ses risques et périls la cause nationale et protestante, souffert, triomphé avec elle. Les princes d'Orange, bien que simples stathouders ou protecteurs de l'union des provinces, étaient poussés, non-seulement par l'ambition naturelle au cœur de l'homme, mais aussi par le vœu populaire et par l'intérêt des grandes causes confiées à leur garde, à s'arroger une autorité voisine du pouvoir royal. Or la haute bourgeoisie des villes tenait fort à ses priviléges et redoutait tout ce qui ressemblait à l'autocratie. Les deux partis étaient l'un et l'autre assez forts pour se faire mutuellement échec, pas assez pour que l'un des deux fondât sa prédominance sur l'écrasement total de l'autre. Les luttes passionnées du temps de Barnevelt, des De Witt, celles de la seconde moitié du siècle dernier, forment les points culminans de ce conflit, qui n'a cessé que de nos jours, ou plutôt qui s'est trouvé régularisé par l'établissement de la monarchie constitutionnelle. A l'origine, c'est au nom des états, représentans légitimes des provinces, que la guerre avait été déclarée à l'Espagne violatrice des pactes jurés. Les bourgeois notables qui composaient ces états se considérèrent comme souverains de fait et, après que la rupture fut devenue définitive, comme souverains de droit. Par une raison facile à comprendre, pendant cette lutte de quatre-vingts ans, on vit presque toujours les mêmes noms figurer dans les conseils des villes et dans les états-généraux, composés des délégués de ces conseils. Le peuple, satisfait de voir un prince d'Orange à sa tête et la réforme maintenue, laissa volontiers l'administration et les finances à des hommes rompus aux affaires et dont le caractère éprouvé lui inspirait toute confiance. De plus, on n'avait pas autrefois des susceptibilités aussi vives que de nos jours en matière d'élection. La nomination directe des conseillers par le prince n'eût pas été supportée dans ce pays d'états électifs, mais on trouvait tout simple que les conseillers en exercice désignassent eux-mêmes ceux qui devaient remplir les vides formés dans leurs rangs par la mort ou les sorties de charge périodiques. Ceux-ci à leur tour regardaient comme tout à fait légitime de porter leurs suffrages de préférence sur des parens, sur des amis, sur les fils de ceux dont le nom avait déjà figuré au tableau des bourgmestres et des échevins. Les mariages fréquens entre des familles que rapprochaient les fonctions

politiques de leurs chefs accrurent encore cette propension. Les « familles gouvernantes » (*regeering familien*) s'allièrent de même d'une ville à l'autre. De là l'occasion offerte à tel bourgmestre ou échevin d'Amsterdam ou de La Haye, par exemple, qui ne voyait pas de place disponible pour son fils dans sa ville natale, de le caser, à charge de revanche éventuelle, à Gouda, à Dordrecht ou à Rotterdam. De là enfin la constitution finale d'un patriciat bourgeois et républicain, répandu sur toute la surface du pays, ayant conscience de sa solidarité, bientôt exclusif vis-à-vis des autres classes, et dont le rôle historique est plus grand qu'on ne pense. Cet état de choses tenait si intimement à l'esprit des institutions et aux mœurs qu'en 1748, le stathouder Guillaume IV ayant, dans un moment de réaction orangiste, fait entrer d'autorité un nombre assez considérable de noms nouveaux parmi les familles gouvernantes, les favorisés de ce petit coup d'état, dès le lendemain de leur arrivée au pouvoir, épousèrent au moins aussi chaudement que leurs devanciers les intérêts, les idées et les préjugés du patriciat.

Tout bourgeois qu'il était, ce patriciat avait une très haute idée de lui-même. Il avait imposé à l'Espagne la reconnaissance de l'indépendance nationale. Il s'était vu courtisé à l'envi par les plus puissans monarques de l'Europe. Louis XIV par deux fois, au temps des De Witt et dans les années qui précédèrent la révolution d'Angleterre, l'avait circonvenu de prévenances et de promesses. Il avait envoyé ses flottes victorieuses déployer les trois couleurs nationales dans toutes les mers et jusque sous les murs de Londres. Quand la révocation de l'édit de Nantes vint dessiller les yeux les plus prévenus en faveur du roi-soleil, ce fut le concours longtemps indécis des villes qui permit à Guillaume III de renverser Jacques II et d'organiser la coalition contre la France. Les Hollandais, excellant dans la guerre maritime, défendant leurs villes avec acharnement, n'ont jamais eu beaucoup de goût pour la guerre continentale, et leurs armées pendant les derniers siècles se composaient presque entièrement de Suisses, de Wallons et d'Allemands; mais on tenait à honneur dans les maisons princières d'y exercer le métier des armes, et plus d'une fois des fils de familles régnantes vinrent humblement, chapeau bas, solliciter des bourgeois hollandais l'insigne faveur d'un commandement. Quiconque a vu dans les musées et les hôtels de ville des Pays-Bas ces bourmestres, ces pensionnaires (1), ces membres des *vroedschrappen* (2), tout de noir habillés, avec leurs rabats, leurs fraises à

(1) Le pensionnaire d'une ville ou d'une province était un magistrat chargé de veiller au maintien des franchises et priviléges, fonction qui lui assurait un grand pouvoir effectif.

(2) Littéralement des *prud'homies*. C'étaient les conseils des villes.

tuyaux, leurs souliers à larges rosettes constellées de pierreries, leur physionomie grave, leur regard d'une assurance calme, leur pose un peu raide, mais solide, se représenteront facilement cette espèce d'aristocratie qui put longtemps se croire perpétuelle.

A côté d'une étroitesse inévitable et d'un certain pédantisme, il y avait beaucoup de dignité dans ces vieilles familles bourgeoises qui présentent assez d'analogie avec nos familles parlementaires d'autrefois. Les femmes étaient ou puritaines ou bonnes commères réjouies, mais toujours épouses fidèles, mères excellentes, et, toutes fières qu'elles fussent de leur rang social, elles ne craignaient pas de mettre elles-mêmes la main à la bonne direction de l'office, du fruitier, de l'armoire aux conserves et surtout de l'armoire au linge. Ce monde bourgeois était lettré. Les fils recevaient ordinairement l'éducation universitaire et se mariaient jeunes. Les mariages d'inclination étaient la règle; les filles, comme encore aujourd'hui en Hollande, étaient peu ou point dotées. Une belle bibliothèque faisait partie indispensable de l'ameublement d'une maison comme il faut. Ce n'est pas seulement parce que la presse y était plus libre qu'ailleurs que nos écrivains du dernier siècle se faisaient si souvent imprimer en Hollande : la moitié des éditions se plaçait souvent dans la seule ville d'Amsterdam. En fait de tableaux, ou bien on avait dans ses salons des œuvres de maîtres, ou bien on s'en passait. Du reste une grande simplicité régnait dans les ameublemens, la nourriture et les plaisirs : de bons forts meubles de chêne ou d'acajou, des fauteuils droits en velours d'Utrecht, des armoires pleines de superbe linge, les énormes rôtis et les gros légumes du pays, le poisson abondant, mais peu varié, des rivières et des côtes, le feu bleuâtre des excellentes tourbes de l'Over-Yssel échafaudées symétriquement dans les grandes cheminées, mais pas de feu dans les chambres à coucher ni au bureau du père, sauf en cas de maladie, la partie d'hombre le soir avec la longue pipe blanche où brûle un tabac superfin, et le flacon de vin de France ou de vin du Rhin, en été un séjour à la campagne dans les environs de Harlem ou de La Haye, rarement le spectacle ou la danse, mais de très fréquentes réunions autour de la table à thé, et des soupers copieusement arrosés, — voilà, rapidement esquissée, la vie matérielle de cette société particulière. Notre goût français eût trouvé ce genre de vie aisé, très comfortable même pour le temps, mais un peu lourd, trop uniforme. Ce n'en était pas moins un monde remarquable, digne d'être connu et profondément estimable.

C'est de ce monde à part que Jacob van Lennep a recueilli de première main les souvenirs, et, sans se laisser aveugler par l'esprit de caste, tout en reconnaissant les défauts inhérens au système dont ce patriciat bourgeois était sorti, il l'a décrit avec un respect

filial qui ajoute au mérite de ses scrupuleuses peintures. Le premier dans l'ordre chronologique des romans où van Lennep arrive à parler des hommes et des luttes politiques engendrées par le conflit dont nous venons de retracer les causes est peut-être le moins populaire de ses ouvrages, peut-être aussi l'un de ceux qu'un connaisseur délicat lit avec le plus de plaisir. *Élisabeth Musch* nous transporte au moment où l'astre de Jean De Witt, l'antagoniste le plus capable de la maison d'Orange, touche à son apogée. Le prince d'Orange, qui sera plus tard Guillaume III d'Angleterre, est encore un adolescent chétif et pâle. Le grand-pensionnaire de Hollande, tout-puissant dans les conseils des principales villes et dans les états-généraux, a pris ses mesures pour l'exclure de tout emploi et même pour imposer au jeune prince une éducation républicaine qui ne mordra guère sur cet esprit précoce, déjà mûri par la souffrance, qui sait se taire et attendre. Cependant les orangistes mécontens s'agitent déjà sourdement, et des explosions intermittentes de la mauvaise humeur populaire préludent à la sanglante tragédie de 1672. C'est entre ces deux lourdes masses d'intérêts et de passions en lutte que vient imprudemment se fourvoyer un jeune et charmant couple, à qui tout souriait dans la vie, qui venait de voir naître son premier enfant, et qui, sans intention mauvaise, sans autre tort que de vouloir trop promptement parvenir, se jette étourdiment dans une intrigue politique dont le mari paiera de sa tête l'échec final. De Buat, officier d'origine française attaché à la maison du prince, encouragé par sa jeune et jolie Élisabeth, qui prévoit moins encore que son mari les dangers auxquels il s'expose, se trouve amené à servir d'instrument tout à la fois au parti orangiste, qui est le sien, et au parti des états. De Witt voudrait entamer avec l'Angleterre une négociation extra-officielle à laquelle il serait censé n'avoir lui-même aucune part, afin d'arriver à conclure la paix avec Charles II. Le pauvre de Buat, qui ne voudrait trahir personne, entre en relations confidentielles avec les meneurs des deux partis, finit par ne révéler aux uns et aux autres qu'une partie des lettres qu'il reçoit d'Angleterre, s'imagine un moment qu'il pourra sans faire autre chose que le bien de son pays diriger lui-même la négociation délicate dont il tient les fils, rêve déjà honneurs, gloire, richesse, — et tout d'un coup, à la suite d'une distraction, se trouve impliqué dans une affaire de haute trahison. Tel est le canevas sur lequel l'auteur a brodé des scènes infiniment curieuses où paraissent les principaux personnages du temps, à commencer par De Witt et le jeune prince. L'amour tient moins de place dans ce roman que dans les autres; mais, outre la variété des incidens, les aperçus historiques d'une grande portée sur la politique du temps, en particulier sur les menées des envoyés de

Louis XIV auprès de « leurs hautes puissances les états, » rien de plus émouvant, rien de plus tragique que d'assister à la chute graduelle du malheureux et naïf de Buat, qui ne sait pas dans quel abîme il s'enfonce. C'est en vain que le pauvre papillon doré se débat contre les fils dans lesquels l'enlace la monstrueuse araignée dont il a cru pouvoir traverser impunément la toile. En vain fait-il appel aux amitiés influentes qui pourraient le sauver, en vain sa jeune femme et sa belle-mère vont-elles se jeter aux pieds du grand-pensionnaire. Il n'était qu'un instrument, cet instrument est brisé, et ceux qui s'en servaient ont tout intérêt à ce qu'il disparaisse. Le portrait de Jean De Witt, magistrat austère, politique de génie, dont la seule grande faute fut de se fier à Louis XIV, dévoué à son pays, mais aussi et tout autant à son parti, plus juste que clément et plus estimable qu'aimable, est admirablement peint. Ce livre offre un genre d'intérêt qui rappelle celui de *Cinq-Mars*, d'Alfred de Vigny.

Un autre roman de van Lennep, *Ferdinand Huyck* (1), touche moins que le précédent à la grande politique, mais nous fait entrer plus avant dans la vie intime du patriciat municipal. C'est l'histoire d'un jeune homme, fils du magistrat chargé de la police d'Amsterdam, qui se trouve involontairement mêlé à la mystérieuse destinée d'un baron de Linz, émigré en Espagne, où il a été créé duc de Talavera, qui s'est fait forban, et qui, redevenu honnête homme, doit passer sans être reconnu à travers la Hollande, où il est activement recherché par ordre des états, et où il doit rentrer en possession de papiers qui lui sont nécessaires afin d'aller en Russie utiliser ses connaissances nautiques sur la flotte du tsar Pierre. La compromission forcée de l'honnête jeune homme avec le hardi coureur d'aventures, le secret qu'il est tenu de garder, les démarches étranges qu'il est entraîné à faire, tout rend bientôt sa position insoutenable auprès du grave et scrupuleux magistrat, son père, auprès de toute sa famille et de la jeune fille dont il est amoureux. C'est ici surtout que nous pouvons saisir le secret du charme propre aux meilleures compositions de van Lennep. Il consiste à dérouler une histoire très romanesque dans les limites d'un cadre très réaliste. Qu'on se figure l'agitation que ne peuvent manquer de produire dans la paisible maison du *hoofdschout* d'Amsterdam les rapports prolongés du fils aîné avec l'ancien écumeur de la mer des Antilles! Quel contraste entre cette sombre figure et ce placide intérieur, où tout reluit, meubles et consciences! Là encore de nombreux origi-

(1) Prononcez *Heuilk* en mouillant l'*l*, *ui* et *uy* se disant en hollandais comme *œil* en français. La même remarque est applicable à des noms qui reviennent souvent, et que nous estropions affreusement en les prononçant à la française, tels que Ruyter, Ruysdaël, Cuyp, Zuiderzee.

naux se meuvent autour du héros principal. Il y a un vieux loup de mer hollandais, le capitaine Pulver, jadis victime de l'ancien pirate, et qui est parfaitement amusant avec ses tics et ses citations, tombant régulièrement à faux, des paroles qu'il a entendu dire à d'autres; il y a la tante Létie, vieille fille orthodoxe du vieux style, bonne femme qui n'a d'autre tort que de fourrer partout son patois de Chanaan, et la tante van Bempden, sa sœur et son antipode, grosse matrone enjouée qui a de la vie pour quatre, toujours en train, toujours en action. Il y a la charmante sœur Suzanne, la plus spirituelle taquine qui se puisse imaginer, et la mélancolique figure d'Amélia, fille de l'ex-forban, belle méridionale à qui la destinée est dure, et qui passe, résignée et fière, à travers ce monde fermé pour elle, non peut-être sans y laisser son cœur. Les scènes d'amour entre Ferdinand et sa fiancée, leurs brouilles et leurs raccommodemens sont touchés d'un pinceau délicat et sûr, car van Lennep excelle dans la peinture de l'amour jeune et honnête. Le magistrat Huyck est aussi un curieux caractère, un spécimen d'ancien patricien, grave, compassé, passablement pédant, mêlant les classiques latins à toutes ses conversations, mais avec tout cela magistrat intègre, plein d'honneur et de probité, et qui, s'il comprend ses devoirs d'une manière un peu étroite, se ferait hacher plutôt que d'en trahir un seul. N'oublions pas enfin le poète famélique Helding, échantillon d'une classe qui paraît avoir été assez nombreuse de littérateurs et de poètes vivotant aux dépens de la bourgeoisie, dont ils mettaient en vers pompeux les moindres anniversaires.

Van Lennep ne se borne pas à faire du roman historique dans les meilleures conditions. Il sait rendre sa composition vivante. Causeur très spirituel lui-même, il fait causer ses personnages admirablement et avec un naturel parfait. Il s'identifie avec eux. Surtout van Lennep est peintre, et il existe un rapport incontestable entre ses tableaux écrits et les toiles des maîtres qui ont illustré sa patrie. Je ne sache pas qu'il s'en soit jamais douté lui-même, ni qu'on le lui ait jamais dit. C'est peut-être un de ces rapprochemens qu'un étranger saisit plus vite qu'un homme du pays. J'avoue, pour ma part, en être très frappé. Tantôt c'est une scène d'intérieur fortement éclairée sur un point, un Schalken, un G. Dow, tantôt c'est une exubérance de mouvement et de vie qui rappelle les kermesses de Teniers ou les batailles de Wouwerman. Les paysages font rêver de Ruysdaël et de van de Velde; certaines figures vulgaires, mais puissamment crayonnées, des incidens de chaumière ou de cabaret, évoquent devant les yeux de l'esprit des Jean Steen et des van Ostade. Les portraits rappellent la touche vigoureuse et réaliste de van der Elst et de Cuyp. De beaux reflets viennent cha-

toyer sur les cheveux blonds de ses héroïnes et sur leurs robes moirées; elles versent aux cavaliers le vin d'honneur et lisent seules dans les jardins pleins d'ombre. Van Lennep aime la lumière et les jeux de lumière, et les varie beaucoup. En cela encore, il est de son pays; il n'est pas de contrée plus riche que les Pays-Bas en effets de lumière bizarres ou intenses.

A ces éminentes qualités d'écrivain, auxquelles nous devons joindre un style varié, toujours aisé, naturel et clair, s'associent toutefois des défauts qu'il nous faut signaler à leur tour. Le premier de tous, un défaut auquel nous sommes peut-être plus sensibles en France qu'on ne l'est en Hollande, c'est une prolixité qui prend sa source dans un certain besoin consciencieux d'être complet et de tout dire, mais qui alourdit souvent la marche du récit, et que tout l'esprit de l'auteur, qui en a beaucoup, quelquefois même trop, ne parvient pas toujours à rendre supportable. Se rappelle-t-on ces Breughel où sur des toiles de trois décimètres carrés sont peintes des maisons d'un pouce de haut dont on peut compter les briques? C'est admirablement fait, ce n'est ni beau ni vrai. On croit être exact, reproduire la réalité, et l'on se trompe. La réalité en peinture n'est pas ce qui est, c'est ce que nous voyons, et nous ne voyons pas les choses de cette manière. De plus on peut reprocher à van Lennep une trop grande confiance dans quelques moyens surannés de piquer l'intérêt des lecteurs. Par exemple, le nombre de ses enfans d'origine inconnue, dont la famille se découvre à la fin du roman pour qu'ils puissent se marier, ce nombre est décidément excessif. Parfois aussi, comme dans le roman d'ailleurs si intéressant de *Ferdinand Huyck*, le dénoûment est amené d'une manière violente et forcée. Enfin nous aurions souvent lieu de lui reprocher de ne pas savoir s'effacer assez complétement comme auteur. La bonne dose d'humorisme dont il était pourvu peut lui servir d'excuse. Il n'en est pas moins vrai que trop souvent, au moment même où la fiction vous captive le plus par son cachet de réalité, la figure très expressive, mais dont on n'avait que faire en cet endroit, du spirituel écrivain se montre derrière le texte comme pour vous rappeler qu'il n'y a pas un mot de vrai dans tout ce qu'il vous raconte là. « Mais taisez-vous donc avec vos traits d'esprit, serait-on tenté de lui dire comme Mme Pury à l'époux dont nous parlerons bientôt; qui diantre vous forçait à vous montrer ainsi? »

Ces défauts n'empêchaient pas les romans de van Lennep d'être les plus lus et les plus goûtés de la population hollandaise, qui lit beaucoup. Des traductions avaient répandu les principaux en Angleterre et en Allemagne. Pendant quelques années, sa plume, auparavant si féconde, sembla inactive. On pensait qu'essentiellement

auteur de romans historiques il avait peu de goût pour le roman contemporain, et qu'il avait épuisé son cycle. Cependant ceux qui pouvaient l'approcher avaient lieu de croire que cette inactivité n'était qu'apparente, et en effet, âgé de plus de soixante ans, il reparut sur la scène en 1866 avec un nouveau roman en cinq volumes, *De Lotgevallen van Klaasie Zevenster* (les *Aventures de Nicolette Pléiade*), qui fit une sensation profonde, et prouva qu'en vieillissant van Lennep savait se transformer.

Ce n'est pas qu'il eût absolument rompu avec son ancien genre. L'histoire qu'il raconte se passe dans notre siècle, mais dans la première moitié, et les souvenirs du passé y tiennent encore une grande place; puis, s'il ne fait que très peu d'allusions aux événemens politiques, ce roman n'en est pas moins fondé sur des faits réels. L'auteur a lui-même rencontré l'héroïne encore enfant dans un de ces sous-sols qu'habite la classe inférieure d'Amsterdam. L'étrange histoire de Nicolette, jetée sans s'en douter dans un repaire infâme, y passant malgré elle des semaines entières et en ressortant aussi pure qu'elle y est entrée, est aussi une réalité. L'auteur a même dû attendre que la mort eût éclairci les rangs de ceux qui s'étaient trouvés mêlés à cette aventure, il a dû dénaturer des dates, des noms, des circonstances, pour ne faire tort à personne. Par conséquent, même dans cette œuvre où la part de la fiction est très grande, il reste jusqu'à un certain point historien; mais de plus il se fait moraliste et moraliste social. Lui, ce conservateur émérite, il lance des vérités vigoureuses, presque brutales, à une société qui prend trop complaisamment la régularité des dehors pour une preuve d'excellence. Enfin il reste peintre, d'une exactitude photographique. Les étudians, le petit peuple, l'aristocratie, le commerce, la ville et la campagne posent tour à tour devant son chevalet. C'est l'œuvre que nous avons réservée pour une analyse plus détaillée que celle que nous avons consacrée aux romans antérieurs. Elle est la plus forte et la plus variée. C'est celle aussi qui a fait le plus de bruit, qu'on a le plus vivement discutée, et, bien que nous ne puissions la présenter que sous cette forme étriquée et desséchée qui est à l'œuvre elle-même ce que la fleur de l'herbier est à la même fleur en plein épanouissement sur sa tige, nous espérons que ce résumé permettra de se faire une idée de l'intérêt puissant qu'elle excita et qu'elle mérite.

III.

Qu'on se représente un soir pluvieux de Saint-Nicolas dans la bonne ville de Leyde. Six étudians sont réunis chez leur camarade

le théologien Bol pour fêter dans sa petite chambre cet anniversaire toujours célébré dans les familles hollandaises, et où l'on envoie à ses amis et amies une foule de cadeaux sous forme de surprises. Au moment où les sept jeunes gens s'attendaient à recevoir les gâteaux commandés par l'amphitryon et à leur faire honneur avec leur appétit de vingt ans, une corbeille fermée est déposée entre leurs mains, et il se trouve qu'elle renferme une petite fille de quelques jours à peine. Le premier volume est tout rempli par des scènes de la vie d'étudiant et par le récit des mesures prises pour assurer à l'enfant d'abord une nourrice, puis une éducation convenable. Un lecteur qui examine de près ce qu'il lit remarquera aisément l'art avec lequel, dans les caractères, le langage et les idées de ses personnages, le romancier a indiqué des nuances encore fondues dans l'uniformité de la jeunesse, et qui deviendront plus tard autant de couleurs bien tranchées.

Le second volume nous transporte en pleine villégiature hollandaise. Le beau village de Hardestein, avec ses riches villas, ses chemins ombreux et ses jardins parfumés, sert de cadre aux amours de notre héroïne Nicolette Pléiade. Elle a été ainsi baptisée du nom du saint qui avait présidé à son adoption, joint au titre peu modeste que s'était adjugé le club d'étudians réunis dix-huit ans auparavant chez Bol, à présent pasteur de ce village et recevant dans son presbytère Nicolette, devenue une charmante jeune fille. Son ancien camarade, le comte d'Eylar, premier personnage de l'endroit, l'a prise aussi en affection, mais ne tarde pas à trembler quand il voit son frère, le jeune vicomte Maurice, s'éprendre d'elle avec une vivacité qui lui inspire l'idée de l'envoyer aussi vite que possible chez un autre de ses pères adoptifs, le riche van Zirik, de La Haye, où elle entre comme gouvernante des petites filles.

De nouveau la scène change, et nous voici transportés au sein d'une société moins distinguée à tous égards que celle de Hardestein. La pauvre enfant a le malheur de tomber sous la direction d'un parvenu vaniteux et imbécile, entièrement gouverné par une femme vindicative et passionnée, qui pousse l'inconduite jusqu'à l'adultère éhonté, et qui, furieuse de voir adresser à Nicolette des hommages qui ne lui semblent dus qu'à elle-même, se prend pour l'innocente jeune fille d'une haine implacable, et trame avec un agent de la police un horrible complot dont le résultat est que Nicolette est jetée sans s'en apercevoir dans un mauvais lieu, y tombe malade, y reste plus d'un mois forcément et avec toutes les apparences de s'y être rendue de propos délibéré. Tous ses anciens amis et protecteurs la regardent comme une fille perdue et ne veulent même plus l'écouter lorsque, sortie pure à force de courage et d'é-

nergie de cet abominable repaire, elle réclame de nouveau leur appui.

Les volumes suivans racontent sa lente réhabilitation, retardée par son propre découragement. Insensiblement, le mystère qui recouvrait sa naissance s'éclaircit. Elle trouve un asile chez une bonne dame qui l'avait connue enfant, et qui n'était autre que sa mère. Apparentée aux meilleurs noms d'Amsterdam, mais élevée en Angleterre et victime de son ignorance des lois matrimoniales du continent, elle s'était vue repoussée par la famille de son mari, qui l'avait laissée veuve, et elle avait donné le jour dix-huit ans auparavant à une petite fille qu'elle croyait morte peu après sa naissance. En effet, la femme de Leyde chez qui s'était opérée sa délivrance, à l'issue d'une maladie qui l'avait privée plusieurs jours de sa connaissance, lui avait annoncé cette mort. En réalité, cette femme, — plus tard la directrice de l'établissement infâme où Nicolette avait été envoyée par Mme van Zirik, — l'avait fait porter le soir de la Saint-Nicolas, en guise de *surprise*, chez le vieux Flinck, riche nabab, reparti le jour même pour les Indes, le beau-père de l'accouchée et dont elle avait à se plaindre. L'enfant chargé de la commission, ne sachant ce qu'il portait, se trompa de porte, et cet étrange cadeau de Saint-Nicolas arriva chez Bol au lieu de tomber chez Flinck. C'est seulement peu à peu que le jour se fait sur cette mystérieuse histoire. Longtemps la mère et la fille vivent ensemble sans se connaître. Nicolette doit même quitter ce doux asile parce que la médisance s'attaque à son séjour sous ce toit hospitalier en compagnie d'un jeune homme, fils de sa protectrice, en réalité son frère, et qu'on avait fait passer pour son amant. C'est chez les époux Pury, grands marchands de nouveautés à Amsterdam, que Nicolette retrouve son grand-père Flinck, qui s'enthousiasme pour elle longtemps avant de savoir qui elle est, son ancien amoureux Maurice d'Eylar, demeuré fidèle, et enfin l'estime de ses pères adoptifs, qu'une longue série de circonstances achève d'éclairer sur l'odieuse histoire qui s'est passée à La Haye. Toutefois, si elle est justifiée dans l'esprit de tous ceux qui connaissent les choses de près, elle ne l'est pas, elle ne peut pas l'être devant l'opinion. Les apparences plaident trop fortement contre elle, son mariage avec Maurice est moralement impossible : elle-même le sent et le dit avec une douleur navrante. Sa santé, minée par les terribles épreuves qu'elle a dû subir, ne résiste pas à une dernière expérience qu'elle fait de la manière dont on la juge en dehors du cercle restreint de ses amis, et elle meurt lentement, entourée de ses pères adoptifs, de sa famille retrouvée et de son jeune amant, qui reçoit son premier baiser dans son dernier soupir.

Tel est le canevas, extrêmement simplifié, de ce long drame, qui souffre plus que nous ne saurions le dire de cette réduction infinitésimale. Que l'on se représente une trentaine au moins de personnages se mouvant autour de l'héroïne principale et tous avec une étonnante vivacité de langage et une variété non moins remarquable de physionomie physique et morale! Dès les premières pages, nous sommes en présence de huit caractères parfaitement dessinés; c'est d'abord l'étudiant en théologie Bol, brave garçon de très petite naissance, laid, gauche et raide, mais bon, laborieux, aussi paradoxal dans ses théories que judicieux dans sa pratique; puis son ami le jeune comte d'Eylar, plein de distinction et de bon goût, mais de volonté indécise et facilement mené par ses camarades, comme il le sera plus tard par sa femme; puis le Frison Donia, au cœur ouvert, à l'esprit sensé, qui à vingt ans s'adonne à la poésie byronienne et plus tard sera un administrateur de premier ordre; Gaillard, le va-de-bon-cœur de la bande, le moins moral aussi, et que par la suite Nicolette seule saura ramener à la vie décente et régulière; van Zirik, le plus riche et le moins spirituel de la pléiade; l'avocat en herbe Hoogenberg et l'étudiant en médecine Zevenaar, destinés à briller aux premiers rangs de leur carrière respective; enfin le jeune négociant Bleek, introduit accidentellement dans la pléiade avec le titre de *Comète*, et qui, d'abord insignifiant, ne tarde pas à se révéler sous les traits de l'hypocrite le plus fieffé qu'il soit possible de concevoir. Ce sont les pères adoptifs de l'enfant de la Saint-Nicolas. Plus tard, nous voyons passer et repasser autour d'elle bien d'autres types fort curieux, par exemple sa nourrice Mîtie Lammertsz, dont le lait vaut beaucoup mieux que les principes, la douairière d'Eylar, mère de Maurice, dite *Madame Mère*, pour la distinguer de la jeune comtesse, descendant d'une famille de réfugiés français et formant un parfait contraste avec sa voisine de campagne, la douairière de Dourtoghe, qui représente l'ancien patriciat, la charmante Bettemie, sa nièce, qu'épouse par la suite le frère de Nicolette, non sans avoir dû la disputer longtemps à Drenkelaar, un de ces intrigans de la pire espèce, qui cachent leurs ruses infernales sous les dehors les plus réguliers, les plus irréprochables; Flinck, le vieux négociant *retour des Indes*, encore un type à part; le baron Tilbury, l'un des poursuivans de Nicolette à La Haye, vieux roué qui, par ses ridicules prétentions, précipite la sombre catastrophe dont l'infortunée jeune fille est la victime. Nous en pourrions citer bien d'autres; mais n'oublions pas M. et Mme Pury, ou plutôt Mme et M. Pury, les marchands de nouveautés en renom d'Amsterdam, car c'est madame qui commande et non monsieur, ex-coiffeur français, qui a

fait en l'épousant une excellente affaire, et que sa femme fait toujours taire, même quand il ne dit rien, ce qui ne l'empêche pas de dire son avis sur toute chose et d'être le plus heureux des mortels.

On se demande peut-être comment l'auteur s'y est pris pour donner de l'air et de l'espace à ses nombreux personnages et aux non moins nombreuses créations de son récit. Le fait est qu'il y a parfaitement réussi, et que sans la moindre peine on suit d'un bout à l'autre les enchevêtremens d'intrigues et de passions qui se rattachent à la trame principale. Son talent descriptif, la manière dont il s'y prend pour buriner ses caractères, l'extrême variété des cadres et des situations, enfin le cachet extrêmement vivant d'un réalisme, si je puis m'exprimer ainsi, constellé d'idéal, lui ont permis de marcher jusqu'à la fin sans le moindre encombrement. Les principales scènes se dessinent dans la mémoire avec une aisance merveilleuse. La soirée d'étudians chez Bol, le sous-sol habité à Amsterdam par Mîtie Lammertsz et Nicolette, le village de Hardestein, la *tombola* de Madame Mère, le dîner de la douairière de Dourtoghe, la maison van Zirik, le magasin de nouveautés des Pury, la chambre où Nicolette prodigue ses soins à Gaillard malade, sa chambre mortuaire à elle-même, forment autant de tableaux si parfaitement distincts, de couleurs si tranchées, relevés par des détails si finement caractérisés, qu'on aurait envie d'être peintre pour les fixer sur la toile. Aussi quelle popularité enthousiaste accueillit les volumes successifs à mesure qu'ils paraissaient! On se les arrachait, et de Groningue à Maëstricht il n'était question que de *Klaasie Zevenster*.

Cependant avec le troisième volume, qui contenait le séjour de l'héroïne à La Haye, il y eut un brusque temps d'arrêt dans ce concert de louanges. Des voix nombreuses se mirent à crier à l'indécence, à l'immoralité, et se gendarmèrent contre l'auteur au nom de la pudeur publique outragée. Il y avait de cette grande colère deux motifs, l'un avoué, l'autre que je crois très réel, mais dont peut-être on ne se rendait pas clairement compte. Le motif déclaré, c'était le récit détaillé du séjour de la jeune fille dans un lieu infâme. Comment! s'écriait-on, voilà ce qu'on ose mettre sous les yeux de nos femmes et de nos filles! Et cela, dans notre propre langue, et lorsque nous nous emportons tous les jours contre ces romanciers français que nous ne pouvons lire en famille, quoiqu'ils soient fort amusans, parce qu'ils sont trop licencieux!... Un moment, il fut presque de bon ton dans les familles distinguées ou aspirant à passer pour telles de n'avoir pas lu *Nicolette*, ce qui fit mentir bien des jolies lèvres. Il faut reconnaître que l'auteur a été hardi. Je dirai plus. Son défaut habituel de prolixité, sensible dans

ce dernier roman comme dans les autres, l'a entraîné à pécher contre le bon goût en ce sens qu'il nous fait rester trop longtemps en compagnie nauséabonde. Il est des choses sur lesquelles il faut glisser sans appuyer, et la plume de van Lennep appuie fortement, toujours et partout; cependant il n'est pas échappé à cette plume un seul mot indécent, et il n'est pas possible de mieux faire ressortir la nature hideuse du mal social que son sujet l'amenait à envisager en face. Il pouvait au surplus citer des romans de haute réputation dont les auteurs n'ont pas reculé devant cette extrémité; mais je m'imagine que, sous les grandes colères déchaînées par le troisième volume, il y avait une mauvaise humeur engendrée par l'ouvrage tout entier, et qui n'avait pas encore trouvé de motif à explosion. Je vais m'expliquer.

Prise dans son ensemble, la société hollandaise est une des plus respectables qu'il y ait. Des principes d'une grande moralité la dominent; l'esprit de famille, la régularité des habitudes, le goût du travail, le très grand nombre des mariages d'inclination, un vif sentiment de la dignité personnelle, entretiennent dans son sein le culte de ces principes, et en bannissent ces compromis sur lesquels, dans d'autres pays où les mœurs sont moins fortes, la morale admise jette un voile complaisant et transparent. La société hollandaise, qui lit et qui voyage, se compare aux autres avec une satisfaction réelle, et je suis bien loin de dire qu'elle ait tort; mais enfin la perfection n'est point de ce monde, et l'on a toujours plus ou moins les défauts de ses qualités. Je ne reproche pas à cette société d'être un peu collet monté; je remarque seulement que la satisfaction de soi-même engendre toujours une certaine ignorance naïve de ses défauts, et prépare les désillusions cruelles. De là à s'irriter contre les révélateurs importuns qui vous forcent à contempler les plaies existantes, la distance est minime. Pourtant cela ne prouve rien contre eux. Il n'y a pas de *demi-monde* en Hollande, pas de vice élégant et s'insinuant sous des formes décentes jusqu'au milieu du monde comme il faut, et c'est un très grand mérite; mais le vice de bas étage, brutal, y existe comme ailleurs. Tout à côté d'une grande régularité de mœurs, on peut constater dans les villes des foyers d'infection qui n'ont rien à envier à ceux des autres pays. Ces paysans, ces ouvriers, d'ordinaire si paisibles, si laborieux, n'en fournissent pas moins le personnel de ces kermesses où une pesante gaîté s'associe à des débordemens d'une impudeur sauvage. En un mot, tout en constatant le bien, tout en reconnaissant même la supériorité morale de l'ensemble, l'équité comme la prudence conseillent de ne pas s'endormir dans une admiration béate. Autrement le réveil est désagréable, et M. van Lennep l'ap-

prit à ses dépens. Il y eut entre autres une catégorie de personnes qui ne lui pardonnèrent pas plus son Bleek, le négociant méthodiste et voleur, que les bigots du temps de Louis XIV ne pardonnèrent son *Tartufe* à Molière.

D'autres encore crièrent à l'invraisemblance, ne voulant pas admettre qu'avec les règlemens de police en vigueur, sous l'égide d'une administration toujours vigilante et paternelle, une infortune comme celle de Nicolette fût possible. L'auteur n'avait qu'à répondre que, là où la police n'est pas contrôlée, les abus sont toujours possibles. Du reste, un scandaleux procès qui s'ouvrit à Bruxelles peu de temps après la publication de son roman vint forcer ce genre de critiques à se taire. Ajoutons que dès le principe l'auteur trouva aussi des défenseurs chez les esprits impartiaux qui pensent que cette espèce de *cant* qui défend de parler dans un roman de choses que nul n'ignore est tout le contraire d'une garantie de moralité. Il se fit même en plusieurs localités une révision des règlemens de police destinée à prévenir tout abus du genre de celui dont Nicolette avait été la victime. Ce roman est éminemment utile aux jeunes filles des classes laborieuses, trop souvent entraînées vers un gouffre dont elles ne voient que les bords, et je sais des pasteurs qui se sont servis avec succès des *Aventures de Nicolette* pour éclairer à temps des infortunées qui allaient s'y précipiter.

Il y eut des critiques d'un autre genre, quelques-unes même fort acerbes. On reprochait à l'auteur d'avoir fait de Nicolette une sainte immaculée, sans faiblesse, sans défaut, comme il n'y en a pas sur la terre. Tout romancier est amoureux de son héroïne, et un amoureux ignore les défauts de celle qu'il aime. Ailleurs on releva malicieusement que Nicolette n'eût pas été aussi parfaite, s'il ne s'était pas trouvé qu'elle se rattachait par sa naissance aux familles patriciennes d'Amsterdam, et que tout l'ouvrage tendait à la glorification de l'aristocratie déchue : reproche des plus injustes, car l'écrivain, malgré ses prédilections connues, ne cache aucune des faiblesses, aucun des torts de la douairière de Dourtoghe, torts et faiblesses qui tiennent à sa caste, et nous offre, dans son frère, l'oncle van Bassem, un type fort amusant du patriciat dégénéré, n'ayant conservé que ses préjugés et son orgueil de race. On prétendait aussi que les caractères ne restaient pas toujours fidèles à eux-mêmes, et cela n'est pas exact, excepté pourtant — et l'auteur l'a reconnu lui-même, — pour le pasteur Bol, qui est trop judicieux, trop bon, trop actif dans les deux premiers tiers de l'ouvrage pour être si effacé dans le dernier.

Le nombre et la vivacité de ces critiques prouvaient combien

l'ouvrage était lu et commenté. Les brochures pleuvaient; il y eut presque des livres pour, contre et sur ce roman. Quelques-uns prétendirent connaître de près l'histoire réelle qui servait de base au récit fictif, et, comme pour consoler le public attristé par la mort de l'héroïne, il parut une quasi-rectification : *Nicolette Pléiade n'est pas morte*. On y trouvait que, guérie de sa maladie et de son amour, elle s'était mariée obscurément et vivait heureuse dans une petite ville du nord; mais une contre-rectification ne tarda point à suivre, intitulée *Nicolette Pléiade est bien morte!* Des dramaturges la firent monter sur les planches dans cinq ou six drames différens, du reste sans grand succès. Encore aujourd'hui le roman est souvent discuté. M. Pury est devenu proverbial, et Bleek a laissé un nom.

Le fait est que rarement, en bien comme en mal, la société hollandaise avait vu se dresser devant elle un miroir plus exact. Une génération entière séparait, il est vrai, les personnages du roman de ses lecteurs; mais les mœurs, les habitudes sont tenaces dans ce pays, et sauf quelques différences superficielles de modes, de monnaies, presque toutes les classes de la population pouvaient se reconnaître. Avec quelle verve imitative le romancier-peintre faisait parler à chacun son langage particulier, depuis la phrase solennelle des douairières jusqu'au babil gazouillant des jeunes filles, depuis l'horrible, mais expressif jargon de Mitie Lammertsz jusqu'au hollandais *à la française* de M. Pury! Et puis, sur ce fond réaliste, humoristique, se détachent des scènes émues, des sentimens d'une délicatesse, d'une pureté idéale. On fait comme la bonne Madame Mère, on rit et on pleure dans le même quart d'heure. La dernière lettre de Nicolette à Maurice est un des morceaux les plus tristes et les plus touchans que je connaisse, et je veux la citer comme exprimant l'idée même qui fait le fond de l'ouvrage. Elle est écrite au moment où la jeune fille, justifiée dans l'opinion de tous ses amis, vient d'être redemandée en mariage par le vicomte d'Eylar, dont jadis et quand elle n'était encore qu'une enfant trouvée, élevée par charité, elle avait eu l'héroïsme de repousser la demande.

« Mon ami,

« Si quelque chose pouvait compenser ce que j'ai souffert pendant les six derniers mois, ce serait la pensée que je n'ai pas perdu votre estime. Déjà j'avais cru voir, quand je vous rencontrai chez M[me] Pury, que vous du moins ne me croyiez pas coupable, et ce fut un rayon de lumière qui vint éclairer une nuit douloureuse, un doux rayon qui m'a réchauffé le cœur. Oui, Maurice, votre amour est le plus précieux trésor

que je possède sur la terre. Et pourtant je ne puis, je ne dois pas être votre femme.

« Maurice, ce n'est pas cette fois parce que vous portez sur vos armes une couronne de comte que je vous refuse. Dût votre famille désapprouver ce qui resterait à ses yeux une mésalliance, je ne m'arrêterais point à cela du moment que votre excellente mère voudrait bien me recevoir comme sa fille et que votre digne frère continuerait de m'accorder son affection paternelle; mais lors même que vous seriez un simple bourgeois, lors même que vous ne seriez qu'un journalier, je ne pourrais vous épouser. Celle qui dans sa vie a passé un mois entier dans un gouffre d'infamie, lors même qu'elle en est sortie pure et innocente, emporte sur elle une tache que rien ne peut effacer.

« Sans doute M. Hoogenberg a tâché de me justifier, et je ne lui serai jamais trop reconnaissante des peines qu'il s'est données pour cela. Il a réussi auprès de ceux qui étaient chez lui, qui me connaissent et qui m'aiment; mais que peut faire cette justification devant le nombre bien autrement grand de ceux qui ne me connaissent pas? Pour eux, mon innocence restera toujours quelque chose d'incroyable, s'ils sont soupçonneux, et, s'ils sont charitables, quelque chose au moins de douteux. Les efforts mêmes tentés pour ma réhabilitation deviendront pour le grand nombre autant de preuves contre moi. On dira que l'on fait pour la riche petite-fille de M. Flinck ce qu'on n'eût jamais fait pour la pauvre Nicolette Pléiade. Vous me répondrez que de pareils commérages sont indignes qu'on s'en occupe, et que vous-même, convaincu de mon innocence, vous saurez vous élever au-dessus des jugemens du public. Non, mon ami, on ne défie pas ainsi l'opinion, surtout quand elle repose sur un principe bon en lui-même et qu'il faut maintenir. C'est un hommage légitime rendu aux honnêtes femmes que le mépris avec lequel on traite l'homme qui donne son nom à une femme dont la conduite a été scandaleuse, et qui semble accorder ainsi une prime à l'immoralité... Dites-moi, ne souffririez-vous pas quand, vous promenant avec moi, vous verriez les personnes de votre connaissance affecter de prendre un autre chemin pour être dispensées de me saluer? quand au bal, ou au concert, ou dans tel autre lieu de réunion, les chaises resteraient vides autour de moi? ou bien encore, si vous aviez des enfans et que les parens des autres enfans leur défendissent de jouer avec eux?

« Et dussiez-vous vous figurer que vous tiendriez ferme contre de tels affronts, pensez-vous qu'à moi cela serait possible, que j'aurais un instant de repos en voyant le mépris qui nous envelopperait, et qu'à chaque instant je ne me dirais pas : « Si Maurice ne m'avait pas épousée, il n'aurait pas eu de pareils tourmens à endurer? » Et que serait-ce si en effet vous alliez un jour vous en repentir? ou bien, chose pire encore, si le serpent du doute venait un jour vous mordre vous-même au cœur?

« Voilà pourquoi, Maurice, je vous prie de ne pas chercher à me faire

revenir sur ma résolution. Croyez-moi, le sacrifice que je fais me coûte beaucoup; mais je sais qu'en le faisant je remplis mon devoir, et que, si j'en suis malheureuse, je le serais bien plus encore en me rendant à vos désirs. Dieu, je l'espère, vous fera trouver une femme digne de vous et dont la tendresse m'effacera de votre souvenir. Il est probable que je ne verrai pas cela. J'ai le pressentiment que je ne resterai pas longtemps sur la terre; mais une de mes dernières prières sera certainement celle que j'adresserai au ciel pour votre bonheur.

« Votre sincère amie. »

Il faut que la critique littéraire soit aussi passionnée dans ses jugemens que la controverse politique pour qu'on ait pu songer à blâmer la tendance morale d'un roman où des sentimens aussi délicats et aussi purs forment la note prédominante. La vraie moralité d'une œuvre d'imagination consiste non pas à récompenser la vertu et à punir le vice, mais à faire voir le mal dans sa laideur et le bien dans sa beauté souveraine. C'est là incontestablement le mérite de l'œuvre que nous venons d'analyser. La fin mélancolique de l'héroïne, bien loin d'affaiblir cette impression salutaire, lui donne un relief d'une rare vigueur.

En somme, les œuvres romantiques de van Lennep resteront comme un des monumens remarquables de ce genre littéraire pour lequel notre siècle s'est passionné, et elles devront ce privilége à ce que, plus tôt que beaucoup de ses émules dans son pays et à l'étranger, l'auteur hollandais a su faire luire les rayons d'un idéal élevé au milieu des réalités qu'il s'est attaché à peindre avec une fidélité scrupuleuse. On ne m'ôtera pas de l'esprit que c'est de ce côté que le roman contemporain doit s'efforcer de marcher, s'il veut se renouveler et vivre. Sous ce rapport, van Lennep laisse un exemple à méditer et à suivre. Depuis que nous sommes revenus du roman historique, socialiste, ou purement idéaliste, nous sommes retombés sur le roman réaliste qui ne craint pas de décrire, quand l'occasion s'en présente, le fumier ou l'égout aussi bien que le lac bleu. Je n'y vois aucun mal *a priori;* seulement que nos romanciers se disent bien qu'on ne lit des romans que pour varier la monotonie vulgaire de la vie quotidienne, qu'on aime mieux avoir sous les yeux un lac bleu qu'un égout, et que celui-ci n'est supportable que si quelques rayons de soleil habilement dirigés à la surface font miroiter quelques perles annonçant que plus loin se trouve une région lumineuse où il fait bien meilleur respirer et vivre. Sachons peindre tout ce qui est réel; mais parmi les réalités n'oublions jamais celle-ci, que l'homme ne sait se passer d'idéal ni en lui-même, ni autour de lui.

ALBERT RÉVILLE.

L'UNITÉ MORALE

DE

L'ESPÈCE HUMAINE

Rapport sur les progrès de l'anthropologie, par M. A. de Quatrefages, de l'Institut.

Il n'y a pas de plus grand embarras pour le moraliste que celui qui naît de la diversité, de la mobilité et de la contradiction des opinions et des mœurs parmi les hommes. Les sceptiques s'emparent de cet argument pour combattre la doctrine d'une morale universelle et absolue. Les dogmatiques persistent, malgré les apparences, à soutenir l'existence d'une telle morale. Les premiers ne voient dans ce qu'on appelle la morale que le résultat complexe des habitudes, des intérêts, des instincts variables et multiples des diverses races humaines. Les autres affirment qu'il existe un fonds de morale naturelle, une loi non écrite, plus ou moins connue de tous les hommes, plus ou moins altérée par les penchans et les intérêts, mais qui partout commande le bien et défend le mal avec une autorité irrésistible. Même conflit dans le domaine du droit. L'école sceptique, appuyée cette fois par l'école historique et même par l'école traditionaliste, maintient que le droit n'est, comme la morale, que le résultat des faits, des besoins, des circonstances et des mœurs. L'école philosophique et rationaliste proclame au contraire un droit naturel, éternel, imprescriptible, antérieur et supérieur, comme on dit, aux lois écrites, et duquel celles-ci doivent

relever pour être justes. Ce débat n'est pas sans importance même en politique, ou, pour mieux dire, il est le fond même des grands conflits politiques de notre siècle.

Bornons-nous à la morale. Montaigne paraît être le premier qui ait développé dans toute sa force l'argument sceptique contre la morale, au moins chez les modernes. Tout le monde connaît son admirable apologie de Raymond de Sebonde, arsenal vraiment inépuisable d'objections et de difficultés contre la raison humaine. C'est là qu'on trouvera la première et vive expression du scepticisme moral. « Ils sont plaisans, dit-il, quand, pour donner quelque certitude aux lois, ils disent qu'il y en a aulcunes fermes, perpétuelles et immuables qu'ils nomment lois naturelles, qui sont empreintes en l'humain genre par la condition de leur propre essence, et de celles-là, qui en fait le nombre de trois, qui de quatre, qui plus, qui moins; or ils sont si desfortunés que de ces trois ou quatre lois choisies il n'y en a une seule qui ne soit contredite et désavouée non par une nation, mais par plusieurs... Il n'est chose en quoi le monde soit si divers qu'en coutumes et en lois. Telle chose est ici abominable, qui apporte recommandation ailleurs, comme en Lacédémone la subtilité de dérober; les mariages entre les proches sont capitalement défendus entre nous, ils sont ailleurs en honneur. Meurtre des pères, communication des femmes, trafique de volerie, licence à toute sorte de voluptés, il n'est rien en somme si extrême qui ne se trouve reçu par l'usage de quelque nation. » Et cependant ce même Montaigne, qui se complaît dans ces sortes de contradictions, a écrit ailleurs cette belle parole, qui est la condamnation des lignes précédentes : « la justice en soi, naturelle et universelle, est autrement réglée et plus noblement que n'est cette autre justice spéciale, nationale, contrainte au besoing de nos polices. »

Pascal a repris à son tour, comme chacun sait, la thèse de Montaigne, et lui a presque emprunté son langage et ses paroles en y ajoutant ce ton fier, hardi et méprisant qu'il porte partout, et qui est en quelque sorte son signalement. « Si l'homme connoissoit la justice, il n'auroit point établi cette maxime, la plus générale de toutes celles qui sont parmi les hommes : que chacun suive les mœurs de son pays; l'éclat de la véritable équité auroit assujetti tous les peuples, et les législateurs n'auroient pas pris pour modèle, au lieu de cette justice constante, les caprices des Perses et des Allemands. On la verroit plantée dans tous les états du monde et dans tous les temps, au lieu qu'on ne voit presque rien de juste ou d'injuste qui ne change de qualité en changeant de climat. Trois degrés d'élévation du pôle renversent toute la jurisprudence. Un méridien

décide de la vérité. Le droit a ses époques. L'entrée de Saturne au Lion nous montre l'origine d'un tel crime. Plaisante justice qu'une rivière borne! Vérité en-deçà des Pyrénées, erreur au-delà! » Cependant Pascal lui-même ne niait pas absolument la loi naturelle, car il ajoutait : « Sans doute il y a des lois naturelles, mais cette belle raison corrompue a tout corrompu. » En d'autres termes, le péché originel a tout gâté. Fort bien; mais l'école matérialiste prend l'argument comme bon pour elle, et elle laisse le correctif.

L'école matérialiste en effet ne pouvait guère manquer de reprendre à son compte cette sorte de lieu commun, et elle s'est servie, pour le développer, des témoignages des plus récens voyageurs. Le D[r] Buchner affirme que les peuples sauvages sont dépourvus de tout caractère moral, et commettent les plus atroces cruautés sans aucun remords de conscience. L'idée de la propriété n'existe pas pour eux, ou existe à peine; par exemple, selon le capitaine Montravel, les Nouveaux-Calédoniens partagent tout ce qu'ils possèdent avec le premier venu (1). Le vol, l'assassinat, la vengeance, sont leurs divertissemens familiers. Il y a aux Indes une association terrible, celle des *thuggs*, qui exerce l'assassinat au nom d'un dogme religieux. Les Damaras, peuplades de l'Afrique méridionale, n'ont aucune idée de l'inceste. Suivant Brehm, les nègres du Soudan non-seulement excusent la fraude, le vol et le meurtre, mais considèrent ces actions comme très dignes de l'humanité. Le mensonge et la fraude leur paraissent le triomphe de la supériorité intellectuelle sur la stupidité. Le capitaine Speke raconte des Somalis (sur le golfe d'Aden) qu'une fourberie bien exécutée leur est plus agréable qu'aucune manière de gagner leur vie. Chez les Fidschis, le meurtre est une action glorieuse. Werner-Munziger (*des Mœurs et du droit chez les Bogos*) raconte que chez ces peuplades la vengeance, la dissimulation de la haine jusqu'au moment favorable, la politesse, la fierté, la paresse, le mépris pour le travail, la générosité, l'hospitalité, l'amour du faste, la prudence, sont les signes distinctifs de l'homme vertueux (2)... Waitz (*Anthropologie des peuples à l'état de nature*) raconte que tel sauvage, interrogé sur la différence du bien et du mal, répondit : Le bien, c'est quand nous enlevons aux autres leurs femmes; le mal, quand ils nous enlèvent les nôtres. Les nègres de Cuba, suivant le comte Goertz (*Voyage autour du monde*), sont d'un caractère très vil et n'ont aucun sentiment moral; un instinct bestial ou une spéculation rusée est le seul mobile de leurs actions. Ils traitent de faiblesse la générosité

(1) Voilà un exemple singulièrement choisi pour prouver l'immoralité des sauvages!

(2) Tout n'est donc pas erroné chez ces sauvages : politesse, fierté, générosité, hospitalité, prudence, ne sont pas déjà des vertus si méprisables.

et l'indulgence des blancs. Il n'y a que la force qui leur impose. Le fouet est la seule punition efficace... Ils digèrent comme des bêtes fauves. Un autre dit encore : « J'ai souvent essayé de jeter quelques regards dans l'âme des nègres. Ce fut toujours peine perdue. Il est clair que le nègre est doué de peu d'intelligence, et que toutes ses pensées et ses actions portent le cachet du dernier degré de la culture humaine. » Tels sont les témoignages (et nous abrégeons) que fait valoir M. Buchner contre l'universalité des idées morales.

En comparant la fortune de l'argument sceptique depuis Montaigne jusqu'à nos jours, on voit que, s'il n'a pas beaucoup changé quant au fond, il s'est développé dans le détail. Les faits, les exemples sont bien plus nombreux, et l'expérience chaque jour en augmente le nombre. Pour parler le langage de l'école, la majeure de l'argument est toujours la même; mais la mineure est devenue un vaste champ de bataille qui s'élargit de jour en jour. En un mot, M. Littré nous dirait que le problème est entré dans sa *phase positive*. Au lieu de se borner à deux ou trois assertions toujours les mêmes, on commence à pouvoir s'appuyer sur les résultats d'une science, nouvelle sans doute et encore très conjecturale, mais qui tend à se constituer, la science *anthropologique*.

L'anthropologie est en effet une science nouvelle; fondée au XVIIIe siècle par de grands naturalistes, Buffon, Blumenbach, Prichard, elle n'est, à proprement parler, qu'un démembrement de l'histoire naturelle. Les contours en sont encore mal délimités; elle touche à la physiologie, à la psychologie, à l'histoire, à la philologie, à la géographie, ou du moins elle est obligée de se servir de tous ces élémens; néanmoins elle a aussi son domaine distinct, ses problèmes propres; elle a ses chaires d'enseignement, sa société (1), ses bulletins; enfin, dans cette vaste révision des sciences humaines entreprise l'année dernière sous les auspices du ministre de l'instruction publique, l'anthropologie a eu son drapeau séparé, et le *Rapport sur les progrès de l'anthropologie*, rédigé par M. de Quatrefages, n'est pas un des moins intéressans de cette remarquable collection.

L'anthropologie, selon M. de Quatrefages, est la science de l'espèce humaine considérée dans ses caractères physiques et moraux. Elle n'a pas pour objet l'homme individuel, qui est étudié d'une part par la physiologie, de l'autre par la psychologie; son objet propre, c'est l'homme collectif, l'humanité telle qu'elle se manifeste

(1) La *Société d'anthropologie* publie annuellement un *bulletin* de ses intéressantes discussions.

dans l'espace et dans le temps. Unité de l'espèce humaine, son origine, ses variations sous l'influence du milieu, le centre ou les centres de création où elle a paru pour la première fois, ses rapports et ses différences avec les autres espèces animales, sa place dans l'univers, tels sont les principaux problèmes qu'elle rencontre et dont elle cherche la solution. On voit par là que, si l'anthropologie fait une large part, la plus large même à l'homme physique, elle ne néglige pas et ne doit pas négliger l'homme moral. Ce n'est pas sans doute celui que la psychologie considère, celui que chacun trouve en soi-même et analyse par l'observation intérieure; c'est l'homme du dehors, tel qu'il se manifeste dans des temps et dans des lieux divers: ce sont ses mœurs, ses croyances, ses instincts, ses sentimens, ses passions. Sans doute, cet homme extérieur n'est pas différent dans le fond de l'homme intérieur, mais les mêmes facultés peuvent se manifester de bien des manières, et ce sont ces manifestations qu'il importe de constater.

On a reproché à M. de Quatrefages d'avoir donné comme signes distinctifs de l'espèce humaine deux caractères empruntés à l'ordre moral, à savoir la moralité et la religion, et l'on s'est étonné qu'un naturaliste ait invoqué des faits psychologiques pour établir un règne nouveau qu'il appelle le *règne humain*. J'attache, pour ma part, une assez faible importance à la question de savoir si nous appartenons à un règne, à un embranchement, à une famille ou à un ordre. Aussi n'ai-je rien à dire sur cette théorie, que M. de Quatrefages a si fort à cœur; mais quant à l'objection qui lui est faite, je ne la comprends pas bien. Tout au plus les philosophes auraient-ils le droit de réclamer et de dire au savant naturaliste qu'en tirant sa caractéristique humaine de l'ordre moral il empiète sur leur droit; mais je ne m'explique pas une telle objection venant du camp opposé, car, si le moral relève du physique, pourquoi les caractères moraux ne serviraient-ils pas aussi bien que les caractères physiques à différencier les espèces? Et puis d'ailleurs quand donc s'habituera-t-on à ne voir dans les divisions de nos sciences que des cadres inventés pour la commodité de l'étude, mais qui ne doivent point nous dissimuler l'unité des êtres? L'homme, étant à la fois un être moral et physique, doit être étudié à ce double point de vue.

Il y a principalement deux questions sur lesquelles l'anthropologie est appelée à nous donner de grandes lumières, la question religieuse et la question morale. L'école, depuis des siècles, prouve les vérités morales et religieuses par le consentement universel; mais ce consentement n'a jamais été constaté, vérifié d'une manière rigoureuse. C'est à l'anthropologie de nous dire ce qu'il en faut

penser. Nous ne serons donc pas de ceux qui reprochent à M. de Quatrefages d'avoir, soit dans ses propres traités, soit dans ses cours, soit dans son rapport, insisté sur les caractères moraux des races et des peuples dont il cherche à établir la commune origine; nous lui reprocherions plutôt d'être encore trop superficiel sur cette question. Lorsque l'on fait de la moralité et de la religion les signes caractéristiques de l'espèce humaine, on ne saurait trop démontrer la réalité de ces caractères. Or il me semble que M. de Quatrefages passe en général un peu trop vite sur l'objection sceptique en matière de mœurs et de moralité. Lui-même, dans sa démonstration de l'unité de l'espèce humaine (1), sacrifie encore trop le point de vue moral au point de vue physique. Néanmoins nous trouverons dans les écrits du savant auteur de précieuses indications pour le sujet qui nous intéresse.

L'anthropologie d'ailleurs n'est pas la seule science que nous ayons à notre disposition pour résoudre le problème moral que nous avons posé. L'histoire, surtout l'histoire des institutions, des religions, des philosophies, est une source chaque jour plus riche de renseignemens inconnus autrefois. Les progrès de la philologie ont mis à notre portée les grands monumens sacrés, législatifs, moraux de l'Orient, et une vaste partie de l'espèce humaine, naguère encore enveloppée de nuages, commence à nous être connue dans les plus belles de ses œuvres. Là aussi, notre question ne peut manquer de trouver d'importantes lumières. C'est en consultant les diverses sources que nous venons d'indiquer, sans oublier les philosophes, que nous essaierons de donner la solution de ce problème moral que l'on peut appeler le problème de Pascal, car personne ne l'a formulé en termes plus saisissans. Nous voudrions « défendre la cause de l'humanité contre ce misanthrope sublime, » selon l'expression de Voltaire.

I.

L'objection sceptique contre l'unité morale du genre humain peut se résumer en ces deux propositions : chez les peuples sauvages, point de moralité; chez les peuples civilisés, moralité contradictoire. Nous examinerons successivement ces deux points. Lorsqu'il s'agit des mœurs des populations sauvages, qui n'ont point d'histoire, qui n'ont pas de monumens écrits, la seule autorité que l'on ait à sa disposition est le témoignage des voyageurs; or, sans vouloir déprécier en aucune façon cette autorité, qui est

(1) Voyez le livre, si intéressant d'ailleurs, de *l'Unité de l'espèce humaine,* qui a paru d'abord dans la *Revue.*

l'une des bases nécessaires de la science anthropologique, il est légitime et prudent de ne pas s'y fier sans réserve et sans quelques précautions. Si la philosophie a besoin d'emprunter ses matériaux aux sciences naturelles, son droit, comme son devoir, est d'en faire usage avec discernement, et, quoiqu'elle ne puisse prononcer sans faits, l'interprétation des faits lui appartient toujours en dernier ressort.

Ce qui est d'abord certain pour ceux qui ont lu beaucoup de voyages, c'est que l'observation des mœurs n'est pas en général ce dont les voyageurs sont le plus préoccupés. La zoologie, la botanique, la géographie physique, trouvent en eux des observateurs sérieux, habiles, exacts, et l'on ne saurait, sous ce rapport, trop consulter les écrits des voyageurs; mais les observations morales occupent toujours la moindre partie de leurs récits. Ajoutez que les voyageurs sont en général préparés aux observations physiques par les connaissances positives les plus étendues; mais peu ont les connaissances psychologiques nécessaires pour bien observer et même pour savoir avec précision ce qu'ils doivent observer : aussi à ce point de vue obéissent-ils à une sorte d'empirisme, sans méthode rigoureuse et certaine, à peu près comme ferait un homme qui, ignorant en histoire naturelle ou n'en sachant que les élémens, voudrait décrire la faune et la flore des pays qu'il visite. Les voyageurs partent avec des programmes déterminés, avec des problèmes scientifiques bien posés pour tout ce qui concerne l'état physique des pays qu'ils doivent parcourir; mais a-t-on jamais donné pour programme à un voyageur de constater avec précision et en détail ce qu'il peut y avoir de commun et de différent entre les peuples primitifs et les peuples civilisés au point de vue de la moralité et de la religion?

Dans cette disposition d'esprit, n'est-il point certain que ce qui doit frapper surtout les regards du voyageur, ce sont les différences beaucoup plus que les analogies? Il ne pensera presque jamais à signaler ce qu'il y a de commun entre les races inférieures et les races supérieures, car ces analogies lui paraissent si naturelles qu'il ne songe pas à les remarquer. S'il voit une mère embrasser son enfant, il se gardera bien de signaler ce fait comme intéressant et remarquable, car on lui dirait que ce n'est pas la peine d'aller si loin pour voir cela. L'intérêt de ses récits exige même qu'il raconte des choses extraordinaires, et en morale il devra être frappé surtout des monstruosités. Ajoutez la difficulté si grande de comprendre bien l'état moral de ces peuples, qui ne savent pas s'analyser eux-mêmes, qui n'ont pas ou qui ont peu d'idées abstraites, et chez qui le langage même n'est pas arrivé à exprimer cet ordre d'idées. « Par

exemple, dit avec raison M. de Quatrefages, les langues australiennes n'ont aucun mot qui traduise ceux d'*honnêteté*, *justice*, *péché*, *crime*; mais ce n'est là qu'une pauvreté de langage qui s'applique aux faits physiques tout aussi bien qu'aux faits moraux. Dans ces mêmes langues, il n'existe pas non plus de termes génériques, tels que *arbre*, *oiseau*, *poisson*, et certes personne n'en conclura que l'Australien confond tous ces êtres. »

Il faut remarquer que l'observation des mœurs d'un pays n'est presque jamais impartiale lorsqu'elle est faite par des étrangers. Cela s'applique même aux pays civilisés, à plus forte raison aux peuples sauvages. On sera toujours plus frappé et choqué des différences de mœurs, qui sont apparentes, que des analogies, qui ne se manifestent qu'à la longue et qu'à une familiarité de plus en plus intime. Par exemple, tâchez de faire comprendre à un Allemand ou à un Anglais que la ville de Paris est autre chose qu'une ville de plaisir, et qu'on y connaît la vie de famille, la vie sérieuse, les mœurs régulières; vous n'y parviendrez pas (1). Si de pareilles erreurs sont possibles relativement à un pays comme la France, que sera-ce quand il s'agira des populations du Soudan et de la Polynésie!

Ajoutez qu'un étranger, chez ces populations primitives, est en général considéré comme un ennemi, et cette disposition hostile n'est pas toujours le résultat de la férocité; elle vient souvent d'une défiance très naturelle et même légitime. Leur esprit s'élevant difficilement à comprendre la curiosité scientifique désintéressée, ils sont portés à voir dans l'étranger un espion, un instigateur de manœuvres dangereuses pour eux, et il est certain que la conduite des blancs à l'égard des populations sauvages n'a que trop autorisé la défiance dont ils sont partout l'objet. Or, l'étranger étant un ennemi, quoi de plus naturel que les persécutions, les barbaries, les oppressions dont il est victime? Seulement on doit se demander s'il est bien placé pour observer les mœurs de ceux dont il peut à chaque instant recevoir la mort.

Voilà bien des causes qui peuvent infirmer jusqu'à un certain point les témoignages des voyageurs qui paraissent par trop défavorables aux populations sauvages. Il en est de même de ceux que l'on doit aux peuples conquérans, qui, mis en rapport avec ces races inférieures, sont toujours plus ou moins disposés à les considérer comme des bêtes fauves et à les traiter comme telles. Les peaux-rouges sont en effet de véritables bêtes fauves à l'égard de

(1) Dans son livre, *die Familie,* un auteur allemand, M. Riehl, donne comme une chose notoire que les Français ne connaissent pas la vie de famille.

leurs voisins les blancs; mais comment en serait-il autrement? La guerre, lorsqu'elle dure longtemps, même entre peuples civilisés, ne finit-elle pas toujours par transformer les hommes en bêtes féroces? Quoi qu'il en soit, les témoignages donnés sous de telles influences de haine et de mépris ressemblent peu à un témoignage scientifique.

En outre, parmi les faits que l'on cite pour prouver qu'il n'y a pas de morale, on confond souvent deux sortes de faits très distincts, les mœurs et les opinions. De ce qu'il y a de mauvaises mœurs chez un peuple, faut-il conclure nécessairement qu'il n'y a pas de morale? Non sans doute, mais qu'il ne la pratique pas. On trouve chez certains peuples des perversités incroyables. La faute en serait-elle à la morale de ces peuples? Nullement, mais seulement à leurs passions. Tel pays de l'Europe est célèbre à tort ou à raison par la facilité de ses mœurs : faut-il croire que dans ce pays le libertinage et l'adultère sont considérés comme plus légitimes qu'ailleurs, que la pureté des mœurs y est blâmée et condamnée par la morale? En aucune façon; seulement ce peuple a un moindre degré de moralité qu'un autre, voilà tout. Il en est des peuples comme des individus : ils sont plus ou moins honnêtes, plus ou moins moraux, plus ou moins vicieux; mais de ce qu'il y a des individus vicieux, perdant même jusqu'à la conscience de leurs vices, en faut-il conclure que la différence du bien et du mal n'existe pas? On ne devrait donc ici invoquer que ces faits universels qui sont communs à tout un pays, à tout un temps, et qui sont acceptés par l'état, la religion, par la conscience publique; or on ne fait pas toujours cette distinction. On vous citera les Chinois donnant, dit-on, leurs enfans à manger aux pourceaux; mais, en supposant que ce fait fût vrai, et il paraît fort douteux (1), que prouverait-il autre chose qu'une grande perversion des sentimens naturels dans ce pays, causée sans doute par l'extrême misère? Que l'on me cite une loi dans laquelle cette atrocité soit commandée ou même permise; que l'on me montre un passage de Confucius ou de Mencius qui recommande aux parens en détresse de se dé-

(1) Le révérend Milne, missionnaire anglais qui a vécu pendant vingt ans en Chine, dans l'intérieur du pays et dans l'intimité de la vie chinoise, affirme que durant ce long temps il n'a pas vu ni entendu raconter un seul exemple de cette pratique barbare. Il conjecture que le fait a pu se présenter dans quelques années de famine, et qu'on a fait une loi générale de ce qui n'a pu être qu'une odieuse exception. Combien de préjugés de ce genre disparaîtraient devant l'étude attentive des faits! Livingstone nous dit de même qu'en Afrique, dans le pays des noirs, il n'a pas vu un seul exemple de parens vendant leurs enfans. Et cependant on nous répète que rien n'est plus fréquent, et on en conclut que ces pauvres gens ne connaissent pas la famille. C'est ainsi que la philosophie est dupe des marchands d'esclaves.

barrasser ainsi de leurs enfans : ce sera alors une objection contre l'universalité de la loi morale; mais le fait n'en est pas une. Locke lui-même le reconnaît. « On objectera peut-être, dit-il, qu'il ne s'ensuit pas qu'une règle soit inconnue de ce qu'elle est violée. L'objection est bonne lorsque ceux qui n'observent pas la règle ne laissent pas de la recevoir en qualité de loi... Mais il est impossible de concevoir qu'une nation entière rejetât publiquement ce que chacun de ceux qui la composent connaîtrait certainement et infailliblement être une véritable loi. » Fort bien, il faudra donc rechercher avec soin, lorsqu'on citera telle pratique sauvage, si c'est une corruption plus ou moins répandue, mais non justifiée, ou si c'est un vrai préjugé accepté publiquement. Ainsi, par exemple, le duel est une pratique plus ou moins sauvage, qui dans les temps modernes a fait de nombreuses victimes; cependant il a toujours été condamné par les moralistes et par la religion, les gouvernemens ne l'ont pas moins proscrit, et ceux-là mêmes qui obéissent aux funestes lois du duel, sont les premiers à reconnaître que, sauf un petit nombre de cas où tout autre mode de justice est insuffisant, cette pratique est aussi absurde qu'elle est odieuse. J'ajoute même que le duel ne s'est défendu si longtemps que parce qu'il a quelque chose de beau moralement : la mort affrontée de sang-froid, le sentiment de l'honneur, qu'aucune loi positive ne peut défendre aussi efficacement, etc.

Dans d'autres cas, il faut remarquer au contraire que, précisément parce que le fait dont il s'agit est prescrit et réglementé par la loi, il cesse d'avoir la signification qu'il aurait, s'il était le résultat d'une pratique universelle et spontanée. Par exemple, le larcin était permis à Sparte par la loi; faut-il en conclure qu'à Sparte il n'y avait pas de propriété? C'est le contraire évidemment, car on ne peut permettre le larcin que là où la propriété existe et est reconnue. S'ensuit-il de cet usage que le vol était considéré comme légitime en toutes circonstances? En aucune façon, car il est évident que dans ce cas le larcin, étant consenti d'un commun accord entre le voleur et les citoyens, perdait le caractère du vol; si je consens à ce que vous me preniez quelque chose, évidemment vous ne me volez pas. Les Spartiates, pour favoriser l'adresse à la guerre, autorisaient donc cette sorte de jeu, qui était soumis à des règles fixes. C'est comme si on disait qu'à Rome on ne reconnaissait pas la distinction des maîtres et des esclaves parce qu'aux saturnales la loi et la coutume permettaient que les rapports du maître à l'esclave fussent passagèrement intervertis.

Il faut encore écarter du débat toutes les coutumes, mœurs, institutions, qui sont diverses selon les divers peuples, selon leur situation géographique, leur climat, leur tempérament, et qui

n'ont point de rapport avec la morale. La morale n'exige point que tous les individus soient absolument identiques; elle ne l'exige pas davantage des races et des peuples. La nature n'ayant jamais fait deux individus absolument semblables, et même cette similitude absolue, suivant Leibniz, étant impossible, la morale ne peut prescrire ce que la nature des choses exclut infailliblement. Chacun de nous pourra donc, sous une même loi morale, avoir son caractère propre, son régime, son humeur, ses habitudes, ses plaisirs. Pourquoi n'en serait-il pas de même des divers peuples? La morale ne me défend pas d'être enjoué, ni à mon voisin d'être sévère et triste. De même il y aura des peuples qui auront l'imagination légère, vive, joyeuse, qui aimeront le plaisir, les fêtes, les danses, en un mot les joies de la vie; d'autres peuples seront âpres, rigides, ardens au travail, amis des austérités. Ceux-ci traiteront les premiers de frivoles; les autres à leur tour les traiteront de barbares. Le sage reconnaîtra que ces qualités diverses sont légitimes et introduisent heureusement la diversité dans l'espèce humaine. Il demandera que les peuples ne quittent pas trop facilement leurs mœurs primitives et originales. De cette diversité naturelle des caractères et des penchans, en même temps que de la diversité des climats et de ce que l'on appelle aujourd'hui les milieux, naissent dans chaque peuple des habitudes différentes, des régimes et des lois qui ont par là leur explication et leur raison d'être. Et c'est en ce sens que rien n'est plus vrai que cette maxime qui scandalise Pascal : « que chacun suive les mœurs de son pays, » dont le corollaire bien connu des voyageurs est qu'il faut suivre également les coutumes des pays étrangers que l'on visite. Cette maxime n'a absolument rien de contraire à la morale; elle est même une maxime morale, car rien de plus injuste que de choquer les mœurs de ceux dont on reçoit l'hospitalité, et il est au moins sage, sinon obligatoire, de vivre comme les autres hommes, en tant du moins que l'on ne trouve dans leurs usages rien de contraire à la justice. L'idée d'une uniformité absolue dans les mœurs de tous les peuples de l'univers est une conception abstraite semblable à celle d'une langue universelle. La morale n'exige pas que tous les hommes parlent une même langue; elle n'exige pas davantage qu'ils s'habillent, se nourrissent, se réjouissent, se gouvernent de la même manière. Il faut laisser beaucoup au naturel. L'erreur d'un grand nombre de philosophes, et c'est celle de Montaigne et de Pascal, est de croire que toute diversité résulte du caprice et de la fantaisie; mais la diversité, aussi bien que l'unité, est fille de la nature. Les mêmes plantes changent de port, d'aspect, de couleur, selon les climats. Pourquoi en serait-il autrement de l'humanité?

Il est facile de s'expliquer, nous l'avons vu, comment les dépo-

sitions qui nous sont fournies sur les mœurs des races inférieures sont en général très défavorables, et semblent autoriser les conséquences énoncées plus haut. Cependant une étude plus attentive des récits des voyageurs ferait, je crois, pencher la balance, et nous montrerait chez tous les peuples le bien et le mal constamment mêlés comme chez nous; je ne doute pas qu'un examen désintéressé ne réussît à prouver que les idées morales des peuples sauvages ou à demi sauvages sont supérieures à celles que nous leur supposons généralement. Nous ne pouvons ici que détacher quelques traits d'un tableau qui est à faire. Cette esquisse, tracée librement et au hasard de nos lectures, sera l'indication de ce que pourrait être une étude plus systématique et plus rigoureuse. Un philosophe anglais, M. Bain, dont nous parlerons plus loin, dit avec raison que l'on ne pourra rien affirmer de précis sur l'universalité des notions morales tant qu'on n'aura pas un catalogue exact des mœurs et des opinions de toutes les races humaines. Nous n'avons pas la prétention de donner ici ce catalogue, nous ne voulons qu'en faire sentir la nécessité.

Les populations du Soudan et de la Sénégambie ne sont pas, à proprement parler, des populations sauvages; elles tiennent le milieu entre l'état sauvage et l'état civilisé, elles sont agricoles et commerçantes, ce qui est déjà un pas vers la civilisation; elles ont une police assez passable, et même leurs rapports avec les Arabes et les Maures leur ont donné une sorte de culture religieuse et intellectuelle. Cependant elles appartiennent à la race noire, cette race soi-disant déshéritée de toute espèce de sentiment moral, et qui s'élève à peine au-dessus de la brute, au dire de ceux qui ne l'ont observée qu'à l'état de servitude. Ce n'est pas l'opinion de ceux qui l'ont étudiée chez elle, dans son propre pays : on peut à cet égard s'en rapporter au témoignage de deux des plus grands voyageurs des temps modernes, Mungo-Park et le Dr Livingstone. Le premier a étudié la race nègre à son état le plus élevé, le second au contraire dans une condition de civilisation tout à fait inférieure et à peine au-dessus de l'état de nature. L'un et l'autre sont d'accord pour nous dire que la race noire a été calomniée, et qu'elle l'a été au profit d'une plaie et d'une lèpre qui est la principale cause de la dégradation même dont on s'autorise pour la justifier.

Rien de plus fréquent et de plus répandu que l'accusation de paresse et d'indolence dirigée contre les nègres : cette accusation a été longtemps et est encore l'argument favori des partisans de l'esclavage ou de ceux qui le regrettent. Mungo-Park s'inscrit en faux contre ce reproche. « Sans doute, dit-il, la nature du climat est peu favorable à une grande activité; mais peut-on appeler indolent

un peuple qui vit, non des productions spontanées de la terre, mais de celles qu'il lui arrache par la culture? Peu de gens travaillent plus énergiquement quand il le faut que les Mandingues (1); mais, n'ayant pas l'occasion de tirer parti des produits superflus de leur travail, ils se contentent de cultiver autant de terre qu'il leur en faut pour subsister. » Dans son intéressant abrégé des découvertes dont le Niger et l'Afrique centrale ont été l'objet, M. F. Delanoye (2) cite plusieurs exemples remarquables de l'énergie et de l'activité des nègres. On voit chaque année des bandes de noirs descendre de l'intérieur de l'Afrique jusqu'aux comptoirs européens de la Sénégambie, s'y livrer avec ardeur à la culture des arachides, puis, une fois la récolte faite, en reporter le produit à leurs familles, à deux ou trois cents lieues de là, et revenir l'année suivante. D'autres s'engagent comme pilotes sur les bords des côtes, et après quelques années d'une vie de labeurs inouis retournent dans leur pays pour y vivre à leur aise. Voilà la paresse des nègres lorsqu'ils n'ont pas été abrutis par la servitude.

Un des penchans le plus souvent reprochés encore aux populations à demi sauvages est le penchant au vol. Mungo-Park, malgré sa sympathie pour ces populations, est obligé de reconnaître que ses amis noirs avaient un penchant irrésistible à lui voler tout ce qu'il possédait; mais il ajoute : « A cet égard, il n'y a aucun moyen de les justifier, car *eux-mêmes regardent le vol comme un crime*, et il faut observer qu'ils ne s'en rendent pas habituellement coupables les uns envers les autres. » Ainsi, chez ces peuplades pillardes, le vol est bien un crime; seulement elles ne savent pas résister à la tentation. N'en serait-il pas quelquefois de même chez les civilisés?

Pour ce qui est des pillages ou exactions dont les voyageurs sont victimes, non plus de la part des particuliers, mais de la part des gouvernemens, des princes, des petits potentats dont ils viennent témérairement visiter les pays, j'ai eu souvent l'occasion de faire une réflexion qui me paraît devoir atténuer notre blâme. Si l'on en croit tel de ces voyageurs, à peine a-t-il mis le pied dans un de ces états barbares que le voilà déjà dépouillé de presque tout ce qu'il possède. Cependant il repart; un nouveau souverain se présente, il est encore une fois dépouillé, et cela continue ainsi pendant tout le voyage. On se demande par quel miracle ses bagages, mille fois pillés, renaissent sans cesse pour autoriser de nouvelles exactions, et l'on est tenté de conclure que le voyageur a bien pu être ex-

(1) L'une des grandes subdivisions de la race noire. On les appelle aussi les Malinkès.
(2) *Le Niger*, 1858.

ploité, et, pour dire le mot, écorché, mais non pas qu'il a été complétement dépouillé, comme cela devrait être, si ces peuples n'avaient aucune idée ou aucun respect de la propriété.

Mungo-Park reconnaît certaines qualités du cœur, les unes nobles et élevées, les autres délicates chez ces mêmes populations. Les Feloups, par exemple, sont vindicatifs et violens; mais en revanche ils sont très reconnaissans, témoignent une grande affection à leurs bienfaiteurs, et ils rendent ce qu'on leur confie avec une fidélité admirable. Les Mandingues au contraire sont doux, hospitaliers et bienfaisans. C'est surtout aux femmes que Mungo-Park rend ce témoignage, et il nous donne de nombreuses et touchantes preuves de leur sensibilité et de leur pitié. « Je ne me rappelle pas, dit-il, un seul exemple de dureté de cœur chez les femmes. » Un de ses prédécesseur en Afrique, Leydyard, disait également : « Je ne me suis jamais adressé décemment et amicalement à une femme que je n'en aie reçu une réponse amicale et décente. Elles venaient à mon secours avec tant de franchise et de bonté que, si j'étais altéré, le breuvage qu'elles m'offraient en prenait une douceur particulière, et, si j'avais faim, l'aliment le plus grossier me paraissait un mets délicieux. » C'étaient pourtant là des négresses; parlerait-on avec plus d'émotion de nos plus aimables Européennes? Les pauvres esclaves conduits à la chaîne vers la côte, et dont Mungo-Park accompagnait la caravane, oubliaient leurs souffrances pour soulager les siennes. « Souvent, dit-il, ils venaient d'eux-mêmes apporter de l'eau pour étancher ma soif; ils rassemblaient des feuilles pour me préparer un lit lorsque nous couchions en plein air. »

Ce que Mungo-Park admire surtout chez les populations mandingues, ce sont les vertus et les sentimens domestiques. Malgré la polygamie, les femmes ne sont pas tenues à l'état de servitude; leurs maris leur laissent une grande liberté dont elles n'abusent pas. « Je crois, dit Mungo-Park, que les exemples d'infidélité conjugale sont rares. » La tendresse maternelle est particulièrement remarquable chez ces peuples. Un de ses compagnons de voyage était un ouvrier forgeron qui, ayant ramassé quelque argent sur la côte, retournait dans son village pour s'y fixer. « On lui amena, dit Mungo-Park, sa mère, qui était aveugle, très vieille, et marchait appuyée sur un bâton. Tout le monde se rangea pour lui faire place. Elle étendit sa main sur le forgeron, toucha ses mains, ses bras, son visage, et paraissait enchantée de ce que sa vieillesse était consolée par la présence de ce fils chéri, et de ce que son oreille pouvait encore entendre sa voix. Cette scène touchante, ajoute le voyageur, me convainquit pleinement que, quelle que soit

la différence qui existe entre le nègre et l'Européen dans la conformation des traits et dans la couleur de la peau, il n'y en a aucune dans les douces affections que la nature inspire aux uns et aux autres. » La tendresse maternelle amène à sa suite la tendresse filiale. L'une des paroles que l'on entend le plus fréquemment dans cette partie de l'Afrique est celle-ci : « frappez-moi, mais n'insultez pas ma mère. » Le plus grand affront qu'on puisse faire à un nègre, c'est de parler de sa mère avec mépris. Mungo-Park raconte que, s'étant égaré, il reçut l'hospitalité dans une chaumière; pendant qu'il se reposait sur une natte, la maîtresse de la maison avec ses servantes se mit à improviser un chant dont le sujet était précisément le malheureux étranger. Le voici : « Les vents rugissaient et la pluie tombait. — Le pauvre homme blanc faible et fatigué vint s'asseoir sous notre arbre. — Il n'a point de mère pour lui apporter du lait, point de femme pour moudre son grain. » — Et le chœur répétait : « Ayons pitié de l'homme blanc, *il n'a point de mère.* »

Cette race noire, que l'on nous dépeint comme menteuse (et elle le devient dans l'esclavage), n'estime rien plus que la sincérité. Une mère avait perdu son fils dans un combat. Elle suivit son corps en sanglotant, et s'écriait : « Jamais, non jamais, *il n'a menti!* » Est-il rien de plus beau que ce cri maternel qui n'est pas le regret animal de la lionne ou de la louve dont on a tué les petits, mais qui est un regret vraiment moral? Ce n'est pas seulement le fils qu'elle regrettait, c'est son âme et sa vertu! Mais j'en veux finir avec le témoignage de Mungo-Park par une légende ou une histoire (1) qui montre que les populations noires, même celles qui ont résisté au mahométisme, sont capables d'atteindre au plus haut degré d'élévation morale. Un roi maure voulut imposer par la force la religion mahométane à un des rois nègres appelé le Damel. De là guerre entre les deux princes. Celui-ci est victorieux; on lui amène son ennemi enchaîné. — Abdul-Kader, lui dit-il, si le hasard de la guerre vous eût mis à ma place et moi à la vôtre, comment m'auriez-vous traité? — Je vous aurais percé le cœur de ma lance, et c'est le sort qui m'attend. — Non, répondit le roi noir, votre mort ne rebâtirait pas mes villes et ne rendrait pas la vie à mes sujets; je ne vous tuerai donc pas de sang-froid, mais je vous retiendrai comme esclave jusqu'à ce que je m'aperçoive que votre présence dans votre royaume n'est plus dangereuse pour vos voisins. — En effet, Abdul-Kader travailla comme esclave pendant

(1) Mungo-Park atteste que le fait lui a été donné comme historique et comme récent; mais, même à titre de légende, il est caractéristique.

trois mois, et au bout de ce temps le Damel le rendit à ses sujets. Cet acte de clémence africaine était sans doute rapporté à Mungo-Park comme un acte étonnant; la clémence d'Auguste n'est-elle pas aussi célébrée parmi nous comme une merveille? Et le pardon des offenses est-il donc une vertu si pratiquée même parmi les chrétiens?

Les peuplades visitées par le Dr Livingstone dans le sud de l'Afrique sont fort au-dessous, pour la civilisation et les lumières, des populations du Soudan. Cependant il résulte des récits de ce grand voyageur, comme de ceux de Mungo-Park, que la population nègre, vue sur le sol natal, est infiniment supérieure à cette même population réduite à l'esclavage, enfin que les idées morales de ces races australes, quoique bien plus près de l'état de nature, ne diffèrent point essentiellement de celles des races civilisées. « Chaque fois que j'ai demandé à des Bakouains intelligens, dit Livingstone, quelles notions ils avaient avant mon arrivée sur le bien et sur le mal, ils m'ont affirmé qu'ils blâmaient également tout ce que nous appelons un péché, si ce n'est d'avoir plusieurs femmes. »

La manière de rendre la justice chez les Makololos mérite d'être rapportée comme une remarquable confirmation de ce que dit Cicéron sur la loi naturelle, cette loi qui n'est point autre à Rome, autre à Athènes, et que nous apprenons tous de la nature même. « Ce n'est qu'au sujet des crimes politiques, dit Livingstone, que la justice chez les Makololos emploie des formes expéditives (1). » Dans les affaires privées, la justice est rendue avec le plus grand soin. Le demandeur parle d'abord; quand il a fini, le juge l'invite à chercher dans sa mémoire s'il n'a rien oublié. Le défendeur parle à son tour, laissant encore quelques minutes à son adversaire pour qu'il puisse compléter sa démonstration. Il explique alors les faits à son point de vue. Si son adversaire, par impatience, vient à l'interrompre : « Silence, dit-il, je n'ai rien dit pendant que vous avez parlé; ne pouvez-vous en faire autant? Voulez-vous être le seul qu'on entende? » Ne croiriez-vous pas entendre nos députés? Pas de serment; mais, si un fait est contesté, on l'appuie de ces paroles : « par le chef ou par mon père, j'ai dit la chose telle qu'elle est. » Ils sont du reste (toujours d'après Livingstone) d'une loyauté remarquable. Le même voyageur raconte qu'étant à Cassangé, ville portugaise, les hommes qui l'avaient accompagné, et qui étaient des Makololos, vinrent devant lui pour régler un différend qui s'était élevé entre eux. « Plusieurs Portugais qui avaient assisté aux débats me félicitèrent d'avoir trouvé une si bonne manière de juger

(1) Est-ce seulement chez les Makololos que la justice politique est expéditive?

ce différend; mais je ne pouvais m'attribuer l'honneur d'une méthode que ces sauvages m'avaient apprise. »

Livingstone atteste, ainsi que Mungo-Park, la nature bienveillante des dames nègres. « Les *ladies* makololos, dit-il, sont d'une nature généreuse; elles distribuent avec libéralité du lait et d'autres alimens, et réclament très peu de travail de leurs serfs. » Dans une grande disette qui eut lieu chez les Bakouains, la conduite des femmes fut excellente; elles se dépouillèrent de leurs parures pour acheter du maïs aux tribus moins heureuses. « Après les avoir longtemps observés, dit aussi Livingstone des Makololos, j'en suis venu à penser qu'il y a dans leur nature ce singulier mélange de bien et de mal qu'on retrouve chez tous les hommes. Ils font preuve d'une véritable bonté, et mettent de la grandeur et de la délicatesse dans leur manière de donner; mais ils sont durs envers les pauvres, et ne leur témoignent de bienveillance que pour en tirer quelques services. Lorsqu'un malheureux est sans famille, nul ne s'inquiète de fournir à ses besoins; à sa mort, nul ne prend soin d'enterrer son cadavre. D'un autre côté, j'ai vu des hommes et des femmes recueillir des orphelins, et les élever comme leurs propres enfans. On pourrait, en choisissant telle ou telle circonstance, les dépeindre comme très bons ou comme très mauvais. » Est-ce bien la nature sauvage que Livingstone nous décrit là, et ne serait-ce pas la nature humaine?

Après les noirs, ce sont les populations australiennes qui ont eu le privilége d'être rabaissées au niveau des brutes, pour le plus grand honneur de la théorie qui veut que l'homme ne soit qu'un singe transformé. On a prétendu que la famille n'existait pas chez eux; on invoque la facilité des femmes, l'indifférence des maris. M. de Quatrefages fait remarquer avec raison que ces exemples sont empruntés aux tribus voisines de Sidney, tribus que la civilisation a corrompues, comme elle l'a fait trop souvent en Australie et ailleurs. Il n'en est pas de même dans d'autres régions, et Dawson trace de la famille australienne un tableau tout patriarcal, où la femme joue un rôle très considérable. Des voyageurs en avaient fait des populations nomades, errant par groupes de deux ou trois familles, sans vestige d'état social; d'autres au contraire ont trouvé chez eux une organisation en clans, et enfin de nombreux villages subdivisés en tribus et en familles. Chez eux, point de propriétés, disait-on, et au contraire il se trouve que chaque tribu a ses terrains propres, de même que chaque famille. On leur impute des vices qui sont d'ailleurs aussi fréquens chez les civilisés que chez les sauvages, la vengeance, l'ivrognerie, le libertinage; selon d'autres voyageurs, l'Australien est accessible aux plus doux, aux

plus nobles sentimens, aux affections de famille, à l'amour conjugal, à la reconnaissance. Trompé par le blanc, il ne se fie plus à lui et use de représailles; mais Dawson affirme qu'il agit avec une entière bonne foi envers celui qui a mérité sa confiance. Cuningham a trouvé chez ces peuples le point d'honneur sanctionné par de véritables duels où tout se passe d'après des règles auxquelles on ne saurait se soustraire sans être déshonoré. Voici par exemple un fait curieux que sur l'autorité du capitaine Sturt cite M. de Quatrefages, et qui prouve l'esprit chevaleresque de ces sauvages. Deux évadés irlandais se prirent de querelle avec les indigènes au milieu desquels ils étaient réfugiés. Les Européens étaient sans armes; avant de les attaquer, les Australiens leur en fournirent pour qu'ils pussent se défendre, seulement alors ils les combattirent et les tuèrent. Comme ombre au tableau, il faut ajouter que les Irlandais furent mangés, ce qui n'est pas très chevaleresque; mais ce n'est là, nous dit M. de Quatrefages, qu'une exception, car il a été juridiquement constaté par une enquête que le cannibalisme n'existe que sur quelques points du continent australien, et qu'il n'y en a pas trace sur une étendue considérable et parmi de nombreuses tribus.

Les Indiens du nouveau continent n'ont jamais été placés si bas dans l'opinion que l'ont été les nègres et les Australiens. On leur a généralement reconnu, quoique mêlées de férocité et de perfidie, des qualités plus nobles et plus viriles qu'aux populations africaines. Une certaine fierté, même une certaine grandeur leur a été traditionnellement reconnue. Sans doute il ne faut point juger les peaux-rouges d'après les romans de Cooper; mais après tout il ne les a pas plus poétisés que Corneille les Romains. Je trouve dans les *Mémoires* de Malouet (1) une description très intéressante, faite avec une grande perspicacité, des mœurs des Indiens de la Guyane. Ce ne sont pas à la vérité les belliqueux Apaches, les fiers Mohicans, les Hurons, les Iroquois, ces populations énergiques et héroïques réduites peu à peu par la nécessité et par les progrès constans des Européens à l'état de populations pillardes, ne vivant plus que de brigandages; ce sont des races paisibles et douces, sédentaires, peut-être amollies, sinon conquises par la civilisation. Le tableau que nous a laissé Malouet de leur état de société, et qui paraît être d'une vérité parfaite, prouve qu'après tout ces peuples enfans n'ont pas choisi le plus mauvais lot parmi les biens dont l'homme peut jouir sur la terre. « Depuis la baie d'Hudson jusqu'au détroit de

(1) Ces curieux mémoires viennent d'être publiés avec un soin infini par le petit-fils de l'auteur, le baron Malouet. Le célèbre constituant avait été chargé d'une mission dans la Guyane française, et avait même eu des affaires à traiter avec les Indiens : il a donc pu les observer de très près.

Magellan, dit Malouet, ces hommes si différens de tempérament, de figure, de caractère, les uns doux, les autres féroces, tous s'accordent en un seul point, l'amour de la vie sauvage, la résistance à la civilisation. » Voudrait-on voir là une preuve de la diversité essentielle des races? Soit, les races ont des instincts différens, cela n'est pas douteux; mais la civilisation et la moralité sont deux choses fort distinctes. « Rien n'est plus frappant pour un Européen, ajoute Malouet, que leur indifférence, leur éloignement pour nos arts, notre luxe, nos jouissances;... nous les avons appelés dans nos villes pour les rendre témoins de notre bonheur : ils n'en ont pas été séduits;... nos maisons, nos bijoux, nos vêtemens, nos repas, rien de tout cela ne les tente; notre police despotique ou servile les épouvante. Un gouverneur, un magistrat européen se mêlant d'ordonner les détails de la vie civile leur paraît un sultan, et nous un troupeau d'esclaves. » Supposez un Indien auquel un magistrat vient dire qu'il ne doit pas construire sa maison d'un pied plus avant que celle de son voisin, qu'il ne doit pas ramasser un gibier qu'il vient de tuer, parce qu'il est tombé de l'autre côté d'une haie ou d'un sentier; ces conséquences compliquées et éloignées des principes sur lesquels repose la vie civile doivent certainement lui apparaître comme des actes d'odieux et absurde despotisme. Fenimore Cooper, dans son personnage du vieux trappeur, a admirablement peint cette passion de la vie indépendante et la résistance de l'homme de la nature aux empiétemens de la vie civile. Je veux bien que ces pauvres Indiens se trompent; mais n'est-ce pas se tromper noblement que de préférer la vie libre et indépendante des grands bois à la politesse raffinée de nos grandes villes? L'amour de l'indépendance est une des meilleures passions de l'homme, et tout l'effort de notre science politique est de trouver les moyens de concilier les avantages de la vie civile avec les droits de la liberté naturelle. Ceux qui sacrifient les premiers aux seconds ont-ils donc tellement tort?

Cette vie indépendante des Indiens de la Guyane n'est pas du reste cet état de nature rêvé par Rousseau et les philosophes du XVIII[e] siècle. « Ils ont un état de société, ils vivent en familles, ils ont une association nationale, un magistrat ou chef qui les représente dans leurs relations de voisinage, et qui les commande à la guerre. Ils n'ont pas besoin de code civil, n'ayant ni procès, ni terres; mais leurs usages, les coutumes de leurs pères, sont religieusement observés. Cette égalité, que nous avons si douloureusement cherchée, ils l'ont trouvée; ils la maintiennent sans effort... Ils sont enfin, dit Malouet, dans un état de société *naturelle*, tandis que nous sommes parvenus à un état de société *politique*. » Le même observateur nous atteste encore qu'il y a moins d'immoralité

parmi eux que dans nos grandes villes. Il est rare qu'un Indien, à moins qu'il ne soit chef ou déjà corrompu, ait plus d'une femme jeune : c'est lorsqu'elle vieillit qu'il en prend une seconde pour avoir encore des enfans; mais leurs ménages n'en sont pas moins paisibles. Le partage des fonctions est une loi qui n'est jamais violée parmi eux; le mari chasse, pêche, construit; la femme fait le reste. Elle est soumise sans contrainte, elle paie au mari sa protection par l'obéissance.

Nous ne pourrions prolonger ces détails sans entreprendre ici un traité d'anthropologie ou d'ethnologie, ce qui n'est pas notre objet. Nous en avons assez dit pour faire voir que les populations sauvages ne sont pas dépourvues de moralité. Le mal et le bien s'y unissent, comme chez les populations plus éclairées, et, si le mal l'emporte sur le bien, l'ignorance et la misère en sont bien plutôt les causes qu'une prétendue incapacité morale radicale. Si l'on recherche en effet quelles sont les principales causes de ces pratiques qui nous font horreur chez les sauvages, on les trouvera presque toujours dans le besoin et la misère. Le cannibalisme, par exemple, doit son origine à l'extrême difficulté de trouver une nourriture suffisante sur de vastes terrains incultes où ces populations ignorantes n'ont presque aucun moyen de subsistance que la chasse et la pêche, et souvent l'habitude survit au besoin. Il suffit d'ailleurs de trouver des populations sauvages qui ne soient pas cannibales, et il y en a un grand nombre, pour qu'il soit établi que l'horreur de l'anthropophagie est bien un instinct naturel à l'homme et non un résultat artificiel de la civilisation. La coutume barbare si souvent rappelée de tuer les vieux parens lorsqu'ils sont infirmes vient sans doute de la crainte de livrer à des ennemis sans pitié ceux que l'on aime et qu'on ne peut plus nourrir. La haine de l'ennemi, le goût de la vengeance, les guerres implacables de tribu à tribu, le massacre des prisonniers, ces pratiques criminelles dont les peuples civilisés ne sont pas trop corrigés, viennent encore de la concurrence pour vivre sur un même sol qui suffit à peine pour un, et qu'il faut exploiter à deux, ou à plus encore. Quant à l'absence de pudeur, à la licence des mœurs, outre que sur ces points les nations civilisées elles-mêmes ne sont pas si supérieures qu'elles le croient aux nations sauvages, on peut affirmer qu'il n'est point de peuplade, si barbare qu'elle soit, où ne se remarque quelque chose de plus ou moins semblable au mariage; partout quelque précaution, quelque règle est apportée aux rapports des sexes. Enfin, s'il est vrai que certains sentimens, certaines idées morales, ne se développent qu'avec la civilisation et la culture, il ne faut pas en conclure que ces sentimens ou que ces idées ne soient pas

naturels, car le développement et la perfectibilité de nos sentimens est précisément l'un des traits caractéristiques de la nature humaine.

On dira que la moralité chez les sauvages n'est jamais que le résultat de l'instinct ou de l'intérêt, mais qu'ils ne connaissent pas l'idée absolue et abstraite du devoir. Il n'importe, car nous ne prétendons pas que les sauvages aient atteint à toute la moralité dont l'homme est susceptible : il nous suffit qu'il y ait en eux des germes de moralité. Après tout, la moralité des enfans, qu'est-elle autre chose d'abord qu'instinct, habitude et intérêt? Doit-on exiger plus des peuples enfans? Je veux bien que l'humanité n'ait pas commencé par l'idée du devoir : elle y est arrivée, cela suffit. Examinons donc maintenant l'idée morale chez les peuples civilisés, et voyons s'il est vrai de dire qu'elle est partout en contradiction avec elle-même.

II.

On s'étonne de trouver une si grande diversité d'opinions et de mœurs chez des peuples qui paraissent appartenir à une même espèce. On pourrait, selon nous, à bien meilleur droit, s'étonner de voir que dans une telle diversité de temps, de lieux, de circonstances, l'homme soit encore partout si semblable à lui-même. Il n'est que naturel que la différence des milieux et des conditions physiques, des circonstances historiques et géographiques, amène d'assez grandes différences dans la manière de voir des peuples; mais ce qui me paraît admirable, c'est que ces différences ne soient pas plus grandes, et que chez tant de races diverses, quelques-unes même sans communication, sans analogie, on rencontre après tout un fonds de morale essentiel à peu près partout le même, étant donné un certain état de civilisation. Les législateurs moraux des Hindous, des Chinois, des Perses, des Hébreux et des Grecs se sont tous fait une idée sensiblement pareille de la moralité humaine, et plus on étudiera la civilisation de ces divers peuples, plus on sera frappé de voir tant de similitude sous la diversité, tant de notions communes sous des contradictions apparentes.

Nous ne nous attacherons pas à démontrer que tous les peuples de l'Europe qui appartiennent à une même race, la race indo-européenne, qui ont été élevés par une même religion, ont une seule et même morale, et que les différences qui subsistent tendent à s'effacer sous l'empire croissant des lumières philosophiques; nous n'insisterons pas davantage sur ce point aujourd'hui bien démontré, que la morale païenne, la morale des Grecs et des Romains, de Platon, d'Aristote et des stoïciens, était arrivée de son côté, par

un progrès naturel et spontané, aux mêmes idées morales qui trouvaient en Judée leur éclatante expression dans les maximes de l'Évangile. Ce résultat a été mis hors de doute par les remarquables travaux de M. J. Denis, de M. Martha (1) et d'autres encore. Ce qui mérite d'être plutôt mis en lumière, comme un peu moins connu, ce sont les profondes et merveilleuses analogies qui existent entre la morale de l'Orient et celle de l'Occident, entre les maximes de l'Inde et de la Chine d'une part et de l'autre celles de la Grèce et de la Judée. En établissant que toutes les grandes civilisations ont eu une même morale, exprimée quelquefois dans des termes presque identiques, sans qu'on puisse supposer aucun emprunt ni aucune imitation d'une race à l'autre, on aura sans doute péremptoirement démontré l'unité morale de l'espèce humaine. La science orientaliste a donc rendu un grand service à la science morale en mettant entre nos mains les grands monumens philosophiques et religieux de l'Orient, les Vêdas, les lois de Manou, les grandes épopées indiennes, les légendes bouddhiques, le Zend-Avesta, les livres sacrés et les livres classiques de la Chine. Nous puiserons librement en ces divers écrits dans la mesure où il sera nécessaire pour ce que nous nous proposons d'établir.

L'Inde a donné naissance, comme on sait, à deux grandes religions, le brahmanisme et le bouddhisme, celle-ci n'étant qu'un rameau et un développement de celle-là. On trouvera résumée toute la morale du brahmanisme dans les lois de Manou, l'un des plus anciens et des plus beaux livres sacrés qu'il y ait dans le monde. Quant à la morale bouddhique, elle nous est maintenant suffisamment connue par les nombreuses légendes que M. Eugène Burnouf a traduites et dont M. Barthélemy Saint-Hilaire a fait heureusement usage dans son livre sur le Bouddha. Nous n'insisterons pas sur les innombrables similitudes de la morale brahmanique et de ce qu'on peut appeler la morale européenne (2); expliquons-nous

(1) J. Denis, *Histoire des idées morales dans l'antiquité.* — C. Martha, *les Moralistes sous l'empire romain.* — De notre côté, s'il nous est permis de le dire, nous avons essayé d'éclaircir ce point capital dans notre *Histoire de la philosophie morale et politique.*

(2) Rappelons sommairement quelques-unes de ces analogies. Conscience morale : « l'âme est son propre témoin; ne méprisez jamais votre âme. » — Sanction morale : « en accomplissant les devoirs prescrits, *sans avoir pour mobile l'attente de la récompense,* l'homme parvient à l'immortalité. Après avoir abandonné son cadavre à la terre, les parens du défunt s'éloignent; mais *la vertu accompagne son âme.* » — Charité : « celui qui est doux et patient atteindra le ciel par la charité... » — Sincérité : « c'est la parole qui fixe toutes choses, c'est la parole qui est la base de la société... » — Contre l'hypocrisie : « tout acte pieux fait par hypocrisie va aux Râkchasas » (en enfer). — Devoirs des rois : « que le roi soit sévère et doux suivant les circonstances. » — Devoirs des guerriers : « un guerrier ne doit jamais dans une action employer contre

surtout sur les différences. Il est en particulier deux points principaux qui semblent distinguer la morale indienne de la nôtre: l'abus du mysticisme et le régime des castes. Il est facile d'établir que sur ces deux points les différences de l'Occident et de l'Orient sont plus apparentes que réelles.

L'ascétisme contemplatif est en effet l'un des traits caractéristiques de la morale indienne. Pour les Indiens, dit-on, le souverain bien, c'est la contemplation; pour nous, c'est l'action. Faut-il conclure de là qu'il y a une morale de l'Orient et une morale de l'Occident? En aucune façon. Le conflit entre la contemplation et l'action n'existe pas seulement entre l'Orient et l'Occident, il n'est pas seulement un conflit de race et de climat; il a existé dans l'Occident même entre les mystiques et les moralistes, entre les partisans de la vie monastique et les défenseurs de la vie active et politique, enfin, dans le clergé même, entre les séculiers et les réguliers. Ce conflit a sa raison dans la nature humaine elle-même, pour qui le souverain bien paraît être tantôt dans le travail et dans l'action, tantôt dans le repos. N'oublions pas qu'Aristote, le plus Grec des Grecs et le plus pratique des philosophes, place dans la vie contemplative le plus haut et le plus parfait bonheur.

D'un autre côté, il ne faut pas croire que les sages de l'Inde, malgré les propensions naturelles de leur race, s'abandonnent sans aucune réserve à l'entraînement de la vie contemplative, et n'en aperçoivent pas les abus. Aussi voit-on, par exemple, les lois de Manou n'autoriser le chef de famille à se livrer à la vie solitaire « que lorsqu'il a vu ses cheveux blanchir, et qu'il a sous les yeux les fils de ses fils. » Dans le même livre, la dévotion est mise après la morale. « Que le sage, est-il dit, observe les devoirs moraux avec plus d'attention encore que les devoirs pieux; celui qui néglige les devoirs moraux déchoit même lorsqu'il observe tous les devoirs pieux. » Nous voyons encore par l'un des plus beaux monumens de la philosophie indienne, par la *Bhagavad-Gita*, que le

ses ennemis d'armes perfides, de flèches empoisonnées. » — Devoirs des juges : « la justice frappe lorsqu'on la blesse, elle préserve lorsqu'on la protége. » — Respect des vieillards : « celui qui a l'habitude de saluer les gens âgés et de leur témoigner des égards voit augmenter la durée de son existence. » — Respect des maîtres : « un instituteur est l'image de l'être divin. » — Respect des parens : « que le jeune homme fasse constamment ce qui peut plaire à ses parens... C'est là la dévotion la plus éminente... » — Devoirs réciproques du mari et de la femme : « qu'une femme aime et respecte son mari; elle sera honorée dans le ciel. » — « Après avoir perdu son époux, qu'elle ne prononce pas même le nom d'un autre homme. » — « Partout où les femmes sont honorées, les divinités sont satisfaites. » — « Gardées par les hommes, les femmes ne sont pas en sûreté : celles-là seulement sont en sûreté qui se gardent elles-même. » — « Le mari ne fait qu'une seule et même personne avec son épouse. »

conflit signalé plus haut entre la contemplation et l'action existait dans l'Inde comme parmi nous. « Il y a deux doctrines, est-il dit dans la *Bhagavad-Gita*, la doctrine de la spéculation et la doctrine de la pratique. » L'auteur de ce livre voudrait les concilier toutes deux. « Il n'y a que les enfans et les ignorans qui parlent de la doctrine spéculative et de la doctrine pratique comme de deux doctrines, elles ne sont qu'une seule science. » Plusieurs passages de cet admirable poème philosophique, chef-d'œuvre du génie indien, sont explicites pour établir la supériorité de la vie active. « Le renoncement et la pratique des œuvres sont deux routes qui conduisent à la souveraine félicité; mais la pratique est au-dessus du renoncement. » — « L'action est supérieure à l'inaction... Le dépouillement de la forme mortelle ne peut s'accomplir dans l'inaction. » Enfin, pour ajouter encore à l'autorité de ces paroles, le dieu même qui expose la doctrine au jeune prince qui l'écoute s'écrie dans un admirable mouvement d'éloquence : « Moi-même, ô Arjouna, je n'ai rien à faire, rien à désirer dans ces trois parties du monde, et *cependant je vis dans l'exercice de mes devoirs moraux.* »

On voit que le conflit entre la contemplation et l'action n'est propre ni à l'Occident ni à l'Orient, qu'il est commun à l'un et à l'autre. Plus de contemplation d'un côté, plus d'action de l'autre, je le veux bien; mais les sages de l'Inde recommandent l'action, et les hommes pieux de l'Occident vantent la contemplation : il n'y a là qu'une différence de proportion. Ce sont les mêmes races, dira-t-on, car on sait que nous sommes des Indiens. Soit, mais le même conflit existe dans la Chine. Lao-tseu, philosophe chinois, est un contemplatif, et Confucius est un philosophe pratique. La Chine est exclusivement pratique, dit-on. Comment se fait-il donc que le bouddhisme s'y soit répandu plus que partout ailleurs en Asie? La Chine n'en a pris, dira-t-on encore, que la superstition; mais dans l'Inde même le peuple a-t-il pris du brahmanisme autre chose que des superstitions? Partout les vrais contemplatifs sont une exception; les Fénelons sont partout en minorité.

Le second point qui caractérise la morale brahmanique est le régime des castes, c'est-à-dire la division impitoyable du peuple en quatre classes séparées par des barrières infranchissables : les prêtres, les soldats, les laboureurs et commerçans, les serviteurs ou esclaves, — les brahmanes, les kchatryas, les vaicyas et les soudras, — sans compter qu'au-dessous de ces quatre classes légales se trouvent encore des classes sans nom, des tchandalas, comme les appelle Manou, qui n'ont pas même l'honneur d'être légalement esclaves. Jamais l'inégalité humaine n'a été consacrée d'une manière plus odieuse, plus brutale; jamais elle n'a été exprimée en termes

plus repoussans : « les quatre classes ont pour cause première Brahma; mais il les produisit chacune d'une partie différente de lui-même : la classe du brahmane de sa bouche, celle du kchatrya de son bras, celle du vaicya de sa cuisse, celle du soudra de son pied. » Chaque classe a ses devoirs propres : « le devoir du brahmane, c'est la paix, la modération; le devoir du kchatrya, c'est la bravoure; le devoir du vaicya est la culture de la terre et le trafic; le devoir du soudras est la servitude. » Ainsi la vertu semble un privilége; les plus hautes vertus appartiennent aux brahmanes, les plus brillantes aux guerriers; quant aux dernières classes, elles n'ont plus, à proprement parler, de devoirs ni de vertus, elles ont des fonctions, et la dernière de toutes a pour fonction unique de servir les autres. Enfin l'orgueil sacerdotal s'est élevé dans l'Inde à un degré qui surpasse tout ce qu'on peut imaginer. Citons-en quelques exemples. « Entre un kchatrya (guerrier) de cent ans et un brahmane de dix ans, il y a un rapport de père et de fils; mais c'est le brahmane qui est le père, et le kchatrya qui est le fils. » — « Si le roi trouve un trésor, qu'il en donne la moitié aux brahmanes; si le brahmane trouve un trésor, qu'il le garde tout entier. » — « Le brahmane est le roi de l'atmosphère; tous les autres hommes ne jouissent des biens de la terre que par la permission du brahmane. »

Cependant, quoique jamais peut-être l'inégalité des hommes n'ait été proclamée en termes plus insolens que dans la législation et dans la religion brahmanique, il est vrai de dire que les préjugés de caste ne sont nullement l'erreur privilégiée des races orientales. Théoriquement, l'apologie de l'esclavage dans Aristote n'a rien à envier pour la brutalité des expressions aux lois de Manou. « Si la navette tissait toute seule, dit Aristote, on n'aurait que faire d'esclaves... L'esclave est l'*homme d'un autre homme*. Existe-t-il des hommes *aussi inférieurs aux autres hommes que la brute elle-même?* S'il en existe, ceux-là sont destinés à servir. Or il y a des hommes qui n'ont que juste ce qu'il faut de raison pour comprendre la raison des autres, ce sont ceux dont le travail corporel est le seul emploi utile; *ceux-là sont esclaves par nature.* » Quant au despotisme sacerdotal, l'Europe l'a connu aussi bien que l'Inde, sinon au même degré. « Que tous les princes de la terre, est-il dit dans les *fausses décrétales*, et tous les hommes obéissent aux prêtres et *courbent la tête devant eux* (1)! »

L'Occident n'a donc rien à reprocher à l'Orient pour ce qui est du principe des castes, et réciproquement il est permis de dire que l'Orient n'a pas eu besoin de la sagesse de l'Occident pour s'élever au principe de l'égalité des hommes. C'est spontanément, et sans

(1) *Pseudo-Isidorus* (édition de Genève 1628), lett. I, attribuée au pape Clément Ier.

sortir de l'Inde, que l'âme humaine a eu la force de comprendre dans toute sa beauté le principe de la fraternité humaine : c'est la gloire du bouddhisme, comme du christianisme, d'avoir proclamé ce principe. On ne peut certainement pas affirmer que le second l'ait emprunté au premier; mais à coup sûr le premier ne le tient pas du second, puisqu'il lui est de beaucoup antérieur. On a pu sans doute, avec des motifs plausibles et spécieux, combattre la métaphysique bouddhiste (1); mais la morale du bouddhisme est d'une beauté incomparable, elle ne le cède à aucune autre, pas même à la morale chrétienne.

Eugène Burnouf a fait remarquer avec raison, dans son admirable *Introduction à l'histoire du bouddhisme*, que Çakia-Mouni, le fondateur de la religion bouddhique, n'a jamais eu la pensée d'attaquer l'institution politique des castes. Dans les légendes les plus anciennes, dans les livres canoniques du bouddhisme, qui reproduisent les premières prédications de Çakia-Mouni, on ne rencontre pas une seule objection contre les castes : il semble au contraire les considérer comme un fait établi qu'il ne songe point à modifier; mais, s'il ne proclame pas l'égalité sociale, il proclame ce qui en est le principe, l'égalité religieuse. Dans le brahmanisme, la dévotion et le salut étaient en quelque sorte le privilége des brahmanes. Çakia ouvrit le ciel à tous. « Ma loi, disait-il, *est une loi de grâce pour tous.* » Ainsi saint Paul et les apôtres n'ont jamais attaqué l'institution civile de l'esclavage, mais ils disaient : « Il n'y a plus de maîtres, il n'y a plus d'esclaves; il n'y a plus de riches, il n'y a plus de pauvres : *nous sommes tous frères en Jésus-Christ.* »

Le principe de l'égalité religieuse une fois proclamé, il n'était pas difficile d'en tirer le principe de l'égalité naturelle. Aussi voyons-nous plus tard la philosophie bouddhique attaquer l'institution des castes par des argumens que l'on pourrait croire empruntés à notre philosophie du XVIIIe siècle. « Il n'y a point, est-il dit dans une légende bouddhique, entre un brahmane et un homme des autres castes la différence qui existe entre la pierre et l'or, entre la lumière et les ténèbres. Le brahmane en effet n'est sorti ni de l'éther ni du vent, il n'a pas fendu la terre pour paraître au jour. Le brahmane est né d'une matrice de femme, tout comme le tchandala. Le brahmane, quand il est mort, est abandonné comme un objet vil et impur, il en est de lui comme des

(1) M. Barthélemy Saint-Hilaire, dans son livre sur le Bouddha, est très sévère contre le bouddhisme, qu'il proclame une *religion athée*. Ce n'est pas le lieu d'examiner ici la fameuse question du *nirvâna*; qu'il nous suffise de dire que nous sommes sur ce point d'un avis absolument opposé à celui du savant critique malgré la haute autorité d'Eugène Burnouf.

autres castes; *où donc est la différence?* » Dans un traité plus moderne, l'auteur s'exprime plus hardiment encore. « L'*unumbora* et le *parasa* (1) produisent des fruits qui naissent des branches, de la tige, des articulations et des racines, et cependant ces fruits ne sont pas distincts les uns des autres, et l'on ne peut pas dire : Ceci est le fruit *brahmane*, cela le fruit *kchatrya*, celui-ci le *vaiçya*, celui-là le *soudra*, car tous sont des mêmes arbres. *Il n'y a donc pas quatre classes, il n'y en a qu'une seule.* »

Citons encore cette charmante légende. « Un jour, Ananda, le serviteur de Çakia-Mouni, rencontre une jeune fille de la tribu des tchandalas qui puisait de l'eau. Il lui demanda à boire; mais la jeune fille, craignant de le souiller par son contact, l'avertit qu'elle est née dans la caste matanga, et qu'il ne lui est pas permis d'approcher d'un religieux. — Je ne te demande, ma sœur, ni ta caste ni ta famille. Je te demande de l'eau, si tu peux m'en donner. — La jeune fille se prit d'amour pour Ananda, puis elle se convertit et devint religieuse bouddhiste (2).

Les analogies de la morale bouddhique et de la morale chrétienne sont très nombreuses. Comme le christianisme, le bouddhisme est une doctrine de consolation. « Celui qui cherche un refuge auprès de Bouddha, celui-là connaît le meilleur des asiles, le meilleur refuge; dès qu'il y est parvenu, il est délivré de toutes les douleurs. » Ainsi Jésus-Christ dit dans l'Évangile : « Venez à moi, vous tous qui ployez sous le joug, je vous ranimerai. » Le bouddhisme est une doctrine d'humilité. « Vivez, ô religieux, dit le Bouddha, en cachant vos bonnes œuvres et en montrant vos péchés. » De même l'Évangile : « Lorsque vous jeûnez, ne soyez pas triste comme les hypocrites, parfumez votre tête et votre face. » Le bouddhisme enseigne la chasteté, la charité, la piété, le pardon des offenses, comme le prouvent un grand nombre de légendes, entre lesquelles nous en choisirons deux dont la beauté poétique égale la beauté morale.

Une courtisane célèbre par ses charmes, nommée Vasadatta, se prend d'amour pour le fils d'un jeune marchand, pieux et pur, et lui envoie sa suivante pour l'inviter à venir chez elle. « Ma sœur, lui fit dire le jeune homme, il n'est pas temps pour moi de te voir. » Elle lui renvoie sa servante une seconde fois. « Ma sœur, dit encore le jeune homme, il n'est pas temps pour moi de te voir. » Cependant la courtisane vient à commettre un crime, et par ordre du roi elle est affreusement mutilée; elle devient horrible et informe, elle est abandonnée dans un cimetière. C'est alors le moment que le

(1) Nom d'arbres.

(2) Voyez encore, dans E. Burnouf, p. 375, le discours du roi Açoka, le Constantin bouddhique.

jeune marchand choisit pour aller à elle. « Elle a perdu, dit-il, son orgueil, son amour et sa joie; il est temps de la voir. » Il se rend au cimetière. La malheureuse, le voyant, lui dit : « Fils de mon maître, quand mon corps était doux comme la fleur du lotus, qu'il était orné de parures et de vêtemens précieux, j'ai été assez malheureuse pour ne point te voir. Aujourd'hui pourquoi viens-tu contempler en ce lieu un corps souillé de sang et de boue? — Ma sœur, répondit le jeune homme, je ne suis point venu naguère auprès de toi attiré par l'amour du plaisir, je viens aujourd'hui pour connaître la véritable nature du misérable objet de jouissance de l'homme. » Puis il la console par l'enseignement de la loi; ses discours portent le calme dans l'âme de l'infortunée. Elle meurt en faisant un acte de foi au Bouddha pour renaître bientôt parmi les dieux (1).

Quelque touchante que soit cette légende, elle le cède encore, à mon avis, à celle de Kunala, fils du roi Açoka. Celle-ci, historique ou non, réunit, on peut le dire, tous les genres de beauté. La belle-mère de Kunala, comme la courtisane de la légende précédente, se prend de passion pour ce jeune prince, et cette Phèdre indienne déclare cette passion dans les termes les plus ardens, qu'Euripide et Racine n'ont pas surpassés. « A la vue de ton regard ravissant, de ton beau corps et de tes yeux charmans, tout mon corps brûle comme la paille desséchée que consume l'incendie d'une forêt. » Kunala, comme un autre Hippolyte, lui répond par ces belles et nobles paroles : « Ne parle pas ainsi devant un fils, car tu es pour moi comme une mère; renonce à une passion déréglée, cet amour serait pour toi le chemin de l'enfer. » Comme la malheureuse insiste et le presse : « O ma mère, dit le jeune prince, plutôt mourir en restant pur; je n'ai que faire d'une vie qui serait pour les gens de bien un objet de blâme. » Cependant la reine obtient de son mari Açoka la jouissance du pouvoir royal pendant sept jours. Elle en profite pour condamner le prince Kunala à perdre les yeux. Les bourreaux eux-mêmes se refusent à cet ordre barbare en s'écriant : « Nous n'en avons pas le courage. » Mais le prince, qui croit que c'est par ordre de son père que ce supplice lui est infligé, les invite à obéir, et leur faisant un cadeau : « Faites votre devoir, leur dit-il, pour prix de ce présent. » Ils refusent encore, et il faut que ce soit un exécuteur de hasard qui se charge de cette atrocité. Un des yeux est arraché d'abord; le prince se le fait donner et le prend dans la main. « Pourquoi donc, lui dit-il, ne vois-tu plus les formes comme tu les voyais tout à l'heure, grossier globe de chair? Combien ils s'abusent les insensés qui s'attachent à toi en disant :

(1) Voyez Barthélemy Saint-Hilaire, *le Bouddha*, ch. v.

C'est moi! » Lorsque les deux yeux ont été arrachés, Kunala s'écrie : « L'œil de la chair vient de m'être enlevé, mais j'ai acquis les yeux parfaits de la sagesse. Si je suis déchu de la grandeur suprême, j'ai acquis la souveraineté de la loi! » Il apprend que c'est sa marâtre, non son père, qui lui a fait subir un si affreux supplice, et il n'a pour elle que des mots de pardon. « Puisse-t-elle conserver longtemps le bonheur, la vie et la puissance, la reine qui m'assure un si grand avantage! » Sa jeune femme, avertie de son supplice, vient au désespoir se jeter à ses pieds; il la console. « Fais trêve à tes larmes, ne te livre pas au chagrin. Chacun ici-bas recueille la récompense de ses actions. » Le roi, averti enfin de l'abus odieux que sa femme a fait du pouvoir qu'il lui a confié, veut la livrer au supplice. Kunala lui demande avec instance le pardon de la coupable. « Agis conformément à l'honneur, et ne tue pas une femme. Il n'y a pas de récompense supérieure à celle qui attend la bienveillance. La patience, seigneur, a été célébrée par le Negâta... O roi, je n'éprouve aucune douleur, et malgré ce traitement cruel mon cœur n'a que de la bienveillance pour celle qui m'a fait arracher les yeux. Puissent, au nom de la vérité de mes paroles, mes yeux redevenir tels qu'ils étaient auparavant! » A peine eut-il prononcé ces paroles, que ses yeux reprirent leur premier éclat. — Telle est cette belle légende qui nous donne en raccourci comme un tableau de toutes les vertus : la chasteté, la piété, la résignation, le mépris de la douleur, le pardon des offenses, et avec tout cela une grâce naïve et candide qui y ajoute un charme souverain. Est-il dans les *Vies des saints* un récit supérieur à celui-là?

On expliquera les analogies que nous venons de signaler entre la morale de l'Inde et notre propre morale par l'identité de race, car aujourd'hui on explique tout par les races, comme au XVIIIe siècle on expliquait tout par le climat; mais cela prouverait déjà au moins un type de morale uniforme chez tous les descendans de cette race unique. Que dira-t-on, si l'on rencontre les mêmes analogies et peut-être de plus grandes encore chez des peuples de race absolument différente, qui, physiologiquement, philologiquement, ethnologiquement, ne se trouvent avoir aucunes racines communes, et qui spontanément, par le jeu naturel de la réflexion, se sont élevés à des principes semblables et presque dans les mêmes termes? Sous ce rapport, quoi de plus instructif et de plus admirable que la morale du plus grand sage de la Chine, l'un des plus grands sages de l'univers, de Confucius, et aussi du rénovateur de sa doctrine, le courageux et spirituel Mencius?

Confucius s'exprime sur la loi morale et ses caractères essentiels avec une élévation, une fermeté et une clarté que l'on ne trouve que

chez les philosophes grecs ou dans la philosophie moderne de l'Europe. Le caractère essentiel de cette loi est à ses yeux celui-là même dont nous débattons en ce moment la vérité, à savoir l'obligation immuable et absolue. « La règle de conduite morale, dit-il, est tellement obligatoire qu'on ne peut s'en écarter d'un seul point un seul instant. Si l'on pouvait s'en écarter, ce ne serait plus une règle de conduite immuable... » — « La loi du devoir, dit-il encore admirablement, est par elle-même la loi du devoir. » Il nous peint cette loi éternelle égale pour tous, quelle que soit leur condition, accessible aux plus humbles, surpassant en même temps les efforts des plus sages et des plus savans, si étendue, dit-il, qu'elle peut s'appliquer à toutes les actions des hommes, si subtile qu'elle n'est pas manifeste pour tous. Cette loi lui inspire des paroles d'un enthousiasme passionné. « Oh! que la loi de l'homme saint est grande! c'est un océan sans rivages! Elle produit et entretient tous les êtres! Elle touche au ciel par sa hauteur. Oh! qu'elle est abondante et vaste! » Écoutez encore cette parole touchante et noble : « si le matin vous avez entendu la voix de la raison céleste, le soir vous pourrez mourir! »

Quel est l'objet de la loi morale? C'est le perfectionnement de soi-même; mais il faut distinguer la perfection et le perfectionnement : l'une est la loi du ciel, l'autre la loi de l'homme. L'un est un idéal auquel nul ne peut atteindre, l'autre est le possible et est du ressort de tous les hommes. Confucius, lorsqu'il parle de la perfection, semble entrevoir un type supérieur à la nature humaine, au monde, et s'élever, quoi qu'on en ait dit, jusqu'à l'idée d'un Dieu unique, absolu et parfait. « Le ciel et la terre sont grands sans doute; cependant l'homme trouve encore en eux des imperfections... La puissance productrice du ciel et de la terre ne peut s'expliquer que par un seul mot, la perfection; mais la production des êtres est incompréhensible,... le parfait est le commencement et la fin de toutes choses... Sans le parfait, les êtres ne seraient pas... Le parfait est par lui-même parfait absolu. » Que manque-t-il ici, sauf l'expression, pour que cet être que Confucius appelle parfait soit considéré comme Dieu lui-même?

La tempérance, la dignité, la possession de soi-même, la simplicité de mœurs, voilà les vertus que Confucius exige de son sage, qui ressemble au sage stoïcien, moins l'emphase et l'orgueil. « Est-il riche, comblé d'honneurs, il agit comme doit agir un homme riche et comblé d'honneurs. Est-il pauvre et méprisé, il agit comme doit agir un homme pauvre et méprisé. Le sage qui s'est identifié avec la loi conserve toujours assez d'empire sur lui-même pour remplir les devoirs de son état, dans quelque condition qu'il se trouve. » — « Se nourrir d'un peu de riz, n'avoir que son bras

courbé pour appuyer sa tête, c'est un état qui a sa douceur. » — « Être riche et honoré par des moyens iniques est pour moi comme le nuage flottant qui passe. » — « Fuir le monde, n'être ni vu ni connu des hommes, et n'en éprouver aucune peine, tout cela n'est possible qu'au saint. » — « L'homme supérieur s'afflige de son impuissance et est méconnu des hommes. »

Le perfectionnement de soi-même n'est que la première partie de la morale, la seconde et la plus importante est le perfectionnement des autres. La principale vertu pour Confucius est la vertu de l'humanité : Fan-tchi demande ce que c'était que la vertu de l'humanité? Le philosophe dit : « Aimer les hommes. » — « Il doit aimer les hommes de toute la force et l'étendue de son affection. » — « L'homme supérieur est celui qui a une bienveillance égale pour tous. » Veut-on des paroles où non-seulement l'idée, mais le sentiment de la fraternité s'exprime en sentimens touchans et passionnés; le philosophe dit : « Je voudrais procurer aux vieillards un doux repos, aux amis conserver une fidélité constante, aux femmes et aux enfans donner des soins tout maternels! » Sse-ma-nieou, affecté de tristesse, dit : « Tous les hommes ont des frères, moi seul n'en ai point. » — « Que l'homme supérieur, répond le philosophe, regarde tous les hommes qui habitent dans l'intérieur des quatre mers comme ses frères. » Enfin on retrouve en propres termes dans Confucius les maximes célèbres de l'Évangile. — La doctrine de notre maître, dit Thseng-tseu, consiste uniquement à avoir la droiture du cœur et à aimer son prochain comme soi-même. » — « Agir envers les autres comme nous voudrions qu'ils agissent envers nous-mêmes, voilà la doctrine de l'humanité. »

Le sage Thseng-tseu (Mencius) ne fait en général que reproduire, souvent en termes heureux, mais sans y rien changer, la doctrine morale de Confucius (1). Il est cependant un point très important où il se montre à nous avec une véritable originalité, où il nous révèle dans la morale de l'Orient un trait qui nous paraît généralement en être entièrement absent. Nous nous représentons toujours l'Orient, et en particulier la Chine, comme une contrée où le despotisme domine sans aucun contrôle, et qui est vouée à une servilité sans limite. C'est encore là une erreur. Qu'il en soit ainsi aujourd'hui, cela est possible, je n'en sais rien; mais il n'en a pas toujours été de même. Là aussi la nature humaine a su reconnaître et défendre sa dignité, là aussi le pouvoir a connu des censeurs, là aussi les mâles

(1) Remarquons ce passage ou Mencius exprime précisément la vérité que nous prétendons établir ici, à savoir l'unité morale de l'espèce humaine. « Tous les hommes, dit-il, ont le sentiment de la miséricorde et de la pitié; tous les hommes ont le sentiment de la honte et de la haine du vice; tous les hommes ont le sentiment de la déférence et du respect; tous les hommes ont le sentiment de l'approbation et du blâme. »

conseils et les menaces hardies n'ont pas manqué à ceux qui voulaient opprimer les peuples, peut-être même l'Occident encore aujourd'hui trouverait-il difficilement des sages qui osassent dire en face à leurs souverains ce qu'un Chinois osait dire au temps de Mencius et de Confucius.

Mencius se distingue surtout par la hardiesse de sa parole et la vive liberté de sa critique. Ce qui le caractérise, c'est l'esprit mêlé à l'audace. Un premier ministre lui annonçait l'intention de décharger les peuples, et promettait de diminuer chaque année les impôts vexatoires sans les supprimer entièrement. Mencius lui répondit par cette ingénieuse parabole. « Il y a un homme qui chaque jour prend les poules de son voisin. Quelqu'un lui dit : Ce que vous faites n'est pas honnête. Il répondit : Je voudrais bien me corriger peu à peu de ce vice; chaque mois jusqu'à l'année prochaine, je ne prendrai qu'une poule, et ensuite je m'abstiendrai complétement de voler. » Dans une autre occasion, Meng-tseu, discutant avec le roi de Tsi, lui demande : « Que doit-on faire d'un ami qui a mal administré les affaires dont on l'a chargé? — Rompre avec lui, dit le roi. — Et d'un magistrat qui ne remplit pas bien ses fonctions? — Le destituer, dit le roi. — Et si les provinces sont mal gouvernées, que faudra-t-il faire? » Le roi, feignant de ne pas comprendre, regarda à droite et à gauche, et parla d'autre chose. — Ainsi font les gouvernemens quand on leur dit leurs vérités.

C'était, à ce qu'il semble, une tradition dans l'école de Confucius de parler aux princes un langage fier et hardi. Moun-koung demandait à Tseusse, petit-fils de Confucius, comment un prince devait contracter amitié avec un lettré. « En le servant et en l'honorant, » dit le philosophe. Meng-tseu ne craignait pas davantage de faire entendre au roi des vérités désagréables. Celui-ci l'interrogeait sur les premiers ministres. « Si le roi a commis une faute, lui dit-il, ils lui font des remontrances. S'il retombe dans cette faute, ils lui ôtent son pouvoir. » A ces paroles, le roi change de couleur et paraît se repentir de sa question. Mencius s'en aperçoit, et il ajoute avec un noble mélange de respect et de fierté : « Que le roi ne trouve pas mes paroles extraordinaires. Le roi a interrogé un sujet, le sujet n'a pas osé lui répondre contrairement à la droiture et à la vérité. »

On est étonné de rencontrer dans un philosophe chinois des doctrines politiques fort analogues à celles que nous appelons en Occident des doctrines libérales. Comment explique-t-il le droit de souveraineté? Par une sorte d'accord entre le ciel et le peuple. Ce n'est pas l'empereur lui-même qui nomme son successeur, il ne peut que le présenter à l'acceptation du ciel et du peuple. Or le ciel n'exprime pas sa volonté par des paroles, il l'exprime par

le consentement du peuple. Mencius cite à l'appui de cette doctrine ces mots du Chou-king, qui nous prouvent que c'était la doctrine traditionnelle de l'empire. — « Le ciel voit, mais c'est par les yeux du peuple. Le ciel entend, mais c'est par les oreilles du peuple (1). » Confucius enseignait que le mandat souverain se perd par l'indignité. Mencius professe la même doctrine avec plus d'énergie encore, et il professe ouvertement le droit d'insurrection. Le roi lui dit : « Un ministre ou sujet a-t-il le droit de détrôner et de tuer son prince? » Meng-tseu répond : « Celui qui fait un vol à l'humanité est appelé voleur. Celui qui fait un vol à la justice est appelé tyran. J'ai entendu dire que Tching-thang avait mis à mort un tyran, je n'ai pas entendu dire qu'il ait tué son prince.» Terminons enfin le résumé de cette curieuse politique par ces paroles qui seraient hardies, même en Occident : « le peuple est ce qu'il y a de plus noble dans le monde; le prince est de la moindre importance. »

Nous avions résumé plus haut dans deux propositions l'objection sceptique contre la morale : chez les peuples sauvages, pas de moralité; chez les peuples civilisés, moralité contradictoire. A ces deux propositions nous en opposons deux autres : il n'est point de peuples sauvages où ne se rencontrent des germes de moralité; — à mesure que les peuples s'élèvent à un même niveau de civilisation, ils se forment une morale de plus en plus semblable, quelles que soient d'ailleurs les différences de race, de climat et d'organisation. Ces deux propositions, qui sont précisément le contre-pied des précédentes, sont et seront de plus en plus justifiées par l'étude approfondie des faits.

Ce qui résulte de cette étude, c'est que les contradictions morales s'expliquent par le degré d'ignorance ou de lumières auquel les peuples sont parvenus. A mesure qu'ils s'éclairent, ils tendent de plus en plus vers une seule et même morale, et c'est là précisément ce qu'on appelle la civilisation. Est-il nécessaire de rappeler le tableau si souvent reproduit des vérités conquises et des préjugés refoulés par le progrès de la conscience humaine? Par exemple, le sentiment du respect pour la vie des hommes s'étant de plus en plus développé sous la double influence de la philosophie et de la religion, on a vu disparaître ou s'affaiblir progressivement tout ce qui pouvait porter atteinte à ce principe; c'est ainsi que le cannibalisme, la *vendetta*, les guerres privées, les sacrifices humains,

(1) *Vox populi, vox Dei.* — Ces maximes, qui sont encore conservées en Chine, ont sans doute perdu toute espèce de sens avec le temps (comme dans l'empire romain les vieilles formules républicaines); mais elles ont eu une signification très réelle à l'origine, et les Chinois ont fait usage au moins autant qu'aucun autre peuple « du droit d'en appeler au ciel, » comme dit Locke en définissant le droit d'insurrection.

le tyrannicide, le suicide, le duel, la torture, après avoir été longtemps des pratiques permises et même honorées, ont été condamnées par la morale. C'est ainsi que l'idée vraie de la famille s'étant répandue (1), on a vu disparaître ou se circonscrire dans certains pays la polygamie, le droit de vie et de mort des parens sur les enfans, le droit d'aînesse, etc. Par rapport à la propriété, on a vu aussi, à mesure que la société a été plus assurée, le pillage et le brigandage, autrefois priviléges des héros, devenir le refuge des malfaiteurs, et en même temps la propriété de plus en plus accessible à tous et de mieux en mieux garantie. On a vu disparaître successivement des états civilisés l'esclavage sous toutes ses formes, ainsi que les violences et les cruautés exercées contre la conscience au nom de la foi. Par rapport au droit des gens, on a vu peu à peu le droit de guerre se réduire au strict nécessaire. Le pillage, le massacre des vaincus, la réduction des prisonniers en esclavage, les armes empoisonnées et perfides, la course, etc., ont été peu à peu abandonnés et flétris, ainsi que le droit d'aubaine, le droit d'épaves et autres restes de l'état barbare. C'est ainsi que les progrès de la conscience humaine ont fait déjà et feront de plus en plus dans l'avenir disparaître ces contradictions si souvent opposées aux moralistes, et qui n'ont d'autre origine que l'ignorance.

III.

Un philosophe anglais de l'école positiviste, M. Alexander Bain, combat dans un livre récent (2) la doctrine des idées morales universelles et l'hypothèse d'une conscience absolue, règle et type des consciences individuelles; il s'attaque particulièrement sur ce point au docteur Whewell, organe de l'opinion opposée. Le docteur Whewell s'était exprimé ainsi : « Il est évident, que nous ne pouvons nous en rapporter à notre conscience individuelle comme à une dernière et suprême autorité; c'est seulement une autorité subordonnée et intermédiaire interposée entre la suprême loi et nos propres actions... La mesure morale n'est une mesure pour chaque

(1) On nous dira que nous sommes ici juge et partie, et que nous appelons l'idée vraie de la famille celle qui règne dans notre race et dans nos contrées; mais, en supposant que le débat entre la polygamie et la monogamie ne soit pas tranché, la morale n'est pas la seule science où il reste des problèmes à résoudre. Quant à nous, le problème nous paraît résolu par l'expérience, la civilisation étant généralement inférieure dans les pays polygames; il est également résolu par la raison, la monogamie étant le seul état qui donne à la femme toute sa dignité.

(2) *The Emotions and the Will*, by Alexander Bain, 2e édit., Londres, 1865. — M. Bain est aussi l'auteur d'un autre ouvrage remarquable : *The Senses and the Intellect*.

homme que parce qu'elle est supposée représenter la suprême mesure... De même que chaque homme a sa raison par participation à la raison commune de l'humanité, de même chaque homme a sa conscience par participation à la conscience commune de l'humanité. » M. Bain s'inscrit en faux contre ces paroles. Où est donc cette mesure suprême, demande-t-il? sur quoi est-elle fondée? qu'on la produise. Est-ce une conscience modèle, semblable à « l'homme vertueux » d'Aristote (1)? Est-ce la décision d'un corps public chargé de décider pour la communauté? Nous réglons nos montres, dit encore le philosophe anglais, à l'observatoire de Greenwich. Où est le type, la mesure, l'étalon d'après lequel chacun pourrait régler sa montre en morale? C'est un abus de langage que de se représenter comme quelque chose de réel la vérité en soi, la loi en soi, abstraction faite d'esprits individuels, approuvant et jugeant. Il doit donc y avoir quelque personne, quelque esprit privilégié possédant cette forme typique de l'idéal moral, cette mesure absolue. Qu'on le nomme, qu'on nous le montre, ce mortel privilégié, mais qu'on ne nous parle pas d'une conscience en l'air, suspendue dans le vide, sans sujet d'inhérence, et que nul n'a jamais rencontrée.

Il nous est impossible de contester à M. Bain que tout jugement (y compris les jugemens moraux) est toujours l'acte d'un esprit individuel affirmant ou niant, approuvant ou blâmant; que ce qu'on appelle la vérité et que l'on impose comme une règle, une loi, une mesure à la croyance individuelle, n'est jamais que l'abstraction de ce qui est universellement ou quasi-universellement pensé par des raisons individuelles, la mienne comprise; que lors même que l'on a des raisons de croire que c'est à la parole de Dieu qu'on adhère et qu'on obéit, c'est encore la raison individuelle qui reconnaît cette parole de Dieu à certains signes (miracles, prophéties, durée, morale, etc.); que la raison dite impersonnelle n'exprime autre chose que ce qu'il y a de commun entre toutes les raisons individuelles; que l'on ne peut admettre et à peine comprendre la doctrine averroïste de l'unité de l'intellect (2); que même, allât-on jusqu'à soutenir avec Malebranche que nous voyons tout en Dieu, ce serait encore chacun de nous qui individuellement lirait à livre ouvert dans la pensée divine. Dans toute hypothèse, la raison universelle, la conscience universelle n'est que la résultante de ce qu'il y a de commun entre toutes les raisons, toutes les consciences indi-

(1) Aristote dit dans sa *Morale*, en modifiant la formule de Protagoras, que « c'est l'homme vertueux qui est la mesure du bien et du mal. »

(2) Averroès disait qu'il n'y avait qu'une seule intelligence pour tous les hommes. Voyez Renan, *Averroès et l'Averroïsme*.

viduelles; mais en accordant ces prémisses nous ne voyons pas en quoi elles contredisent la doctrine d'une vérité en soi, d'une morale en soi, aperçue plus ou moins bien par toutes ces raisons individuelles, et qui se rapprochent les unes des autres à mesure qu'elles s'approchent du but commun.

Sans doute chaque homme, pris en particulier, ne peut et ne doit être jugé que sur sa conscience actuelle, et même il ne doit agir que suivant cette conscience (1), et en ce sens il est permis de dire que la moralité est subjective; mais cette permission n'est accordée à la conscience actuelle que parce qu'on suppose qu'elle est comme l'anticipation et la représentation approximative et provisoire d'une conscience absolue qui connaîtrait immédiatement la vraie loi, telle qu'elle est en soi. C'est parce que l'agent, tout en suivant la conscience du moment, faute de mieux, a dans le fond l'intention d'agir suivant la conscience absolue (ce qu'il ferait, s'il la connaissait), c'est pour cela, dis-je, que cette intention est réputée pour le fait, car le seul devoir, comme l'a dit Fichte, c'est de vouloir agir conformément à son devoir.

Toutefois il est évident que cette assimilation permise de la conscience relative et individuelle avec la conscience absolue n'est légitime qu'à la condition que l'agent, tout en obéissant à la conscience actuelle, fasse continuellement tous ses efforts pour éclairer cette conscience et se rapprocher de la conscience absolue, sans jamais assimiler entièrement l'une avec l'autre, car, si l'on admettait en principe qu'il n'y a rien autre chose que des consciences individuelles, on ne verrait pas pourquoi l'une serait préférable à l'autre, et même on ne verrait aucune raison de changer l'état moral des sociétés, puisque, toutes consciences se valant, autant garder celle qu'on a que de passer à une autre. Tout au plus changerait-on de conscience comme on change de goût.

Maintenant le progrès des idées morales peut-il se concilier avec la doctrine d'une loi morale immuable et absolue? Ce qui est absolu est-il susceptible de changement, et le progrès n'est-il pas un changement? Cette apparente difficulté est levée par une distinction bien simple, celle de la vérité en elle-même et de la connaissance que nous en avons. La géométrie atteint certainement des

(1) Il y a ici un double problème que M. Bain me paraît confondre : 1° quelle est la règle morale en général pour la raison abstraite, scientifique; 2° quelle est la règle morale pour celui qui doit agir, au moment où il doit agir, et d'après quelle règle doit-il être jugé? Dans ce second cas, point de difficulté, c'est la conscience actuelle qui est la règle. Dans le premier cas, la loi morale doit être cherchée, comme les lois de la nature, par l'analyse, l'induction, le raisonnement, les procédés scientifiques, et il n'y a pas plus de raison pour nier la loi morale que pour nier les lois physiques.

vérités immuables et absolues, et cependant la science géométrique est progressive. Chacune des vérités dont se compose la vérité géométrique se déroule successivement à nos yeux; des principes nous tirons les conséquences, et chaque conséquence nouvelle est une acquisition, un progrès : de théorème en théorème la science se développe sans que la vérité subisse pour cela le moindre changement. Il en est ainsi de toutes les sciences, même des sciences expérimentales. La physique et la chimie n'ont pas pour objet de ces vérités que l'on appelle en logique absolues, c'est-à-dire nécessaires et évidentes *a priori;* mais ces vérités n'en sont pas moins immuables, elles sont toujours les mêmes depuis l'origine des choses, quoique nous n'apprenions à les connaître que peu à peu, et les erreurs dont elles ont été l'objet ne prouvent nullement qu'elles soient en elles-mêmes chancelantes et arbitraires.

Pourquoi n'en serait-il pas de même en morale? Il y a des lois morales comme il y a des lois physiques, il y a des vérités morales comme des vérités géométriques. En elles-mêmes, ces vérités et ces lois sont absolues, immuables, universelles; mais elles ne nous apparaissent pas d'abord tout entières, ni toujours avec leurs vrais caractères. Nous faisons en morale de fausses hypothèses ou des hypothèses incomplètes tout comme en physique; mais l'erreur ne prouve point qu'il n'y ait pas de vérité. La morale se tire de la connaissance de plus en plus approfondie de la nature humaine. Elle a deux sources, la dignité humaine et la fraternité. A mesure que les hommes comprennent mieux la valeur de la personne humaine et l'identité de nature qui existe entre les hommes, la morale s'étend et s'éclaire. Cette double connaissance exige à la fois le développement de la pensée et du sentiment. De même que les hommes n'ont pas eu tout d'abord l'idée des lois de la nature et de l'ordre dans l'univers et ne sont arrivés que lentement à cette conception, de même ils n'ont pas eu tout d'abord le sentiment de la valeur de l'homme, ni celui de la communauté d'essence ou de la solidarité qui unit les hommes entre eux.

Le progrès moral n'a donc rien d'incompatible avec l'immutabilité intrinsèque des vérités morales. On peut dire au contraire que sans l'hypothèse d'une morale absolue résidant au fond de notre conscience, c'est le progrès qui est inexplicable, car le changement n'est pas le progrès. S'il n'y a pas quelque chose d'essentiellement bon et vrai, on ne voit pas comment tel état social vaudrait mieux que tel autre, pourquoi le respect de la vie humaine vaudrait mieux que la cruauté sauvage, pourquoi l'égalité humaine vaudrait mieux que l'esclavage, pourquoi la tolérance religieuse vaudrait mieux que la foi sanglante du moyen âge, ou la

foi plus sanglante encore des vieilles superstitions antéhistoriques.

M. Bain n'admet qu'un seul fait primitif et universel en morale, c'est le fait de l'approbation et de la désapprobation; mais de cela seul que parmi les actions humaines il en est que j'approuve, d'autres que je désapprouve, ne faut-il pas conclure que j'ai une certaine règle d'après laquelle j'approuve ou je désapprouve? Ne faut-il pas que je compare mon action ou celle des autres hommes à une autre action idéale qui a été ou n'a pas été accomplie, mais qui devait l'être. J'ai devant mes yeux, par exemple, un *moi* ayant dit la vérité au lieu d'avoir menti, ayant supporté une injure au lieu de m'être mis en colère. Si je me blâme ou si je blâme les autres, c'est que je me compare ou les compare à cet autre homme que j'ai dans l'esprit, et qu'il y a désaccord entre l'un et l'autre. J'approuve au contraire lorsque mes actions ou celles des autres hommes sont d'accord avec cet homme idéal ou en diffèrent peu, et si l'on réfléchit qu'aucun homme en particulier n'est jamais absolument semblable à cet homme dont j'ai l'idée (ce qui faisait dire aux stoïciens qu'il n'y avait jamais eu un seul sage, pas même Zénon, pas même Socrate), on accordera donc que nous nous faisons l'idée d'un homme en soi, distinct de tout homme individuel, et dont chacun approche ou s'éloigne plus ou moins.

Où prenez-vous, me dira-t-on, cet homme en soi, cet idéal, ce type qui n'a jamais été réalisé et ne le sera jamais? N'est-ce pas là une pure abstraction? Sans aucun doute. Je suis loin de soutenir la doctrine platonicienne de l'homme en soi. C'est évidemment l'expérience qui nous donne les élémens de cette conception; mais il est certain aussi qu'aucune expérience particulière ne nous l'a fournie tout entière. Dans chaque cas particulier, voyant un homme qui agit d'une certaine manière, je m'en représente un autre qui vaudrait mieux. Celui-ci m'étant donné à son tour, j'en conçois un troisième qui vaudrait mieux encore, et bientôt, me familiarisant avec ce mode de raisonnement, je conçois que quelque homme que ce soit, si excellent qu'on le suppose, pourra être toujours conçu comme inférieur à quelque autre que j'imaginerais. A la limite de ce procès, je conçois donc un homme tel qu'il ne pourrait pas y en avoir un plus excellent. C'est cette double nécessité d'avoir un type ou modèle moral supérieur à tout homme en particulier, et qui ne soit pas cependant une vide abstraction, qui a donné naissance à la grande conception chrétienne de l'homme-dieu. D'une part, il n'y a qu'un dieu qui puisse être parfait; de l'autre, il n'y a qu'un homme qui puisse servir de modèle à l'homme.

M. Bain nous représente très bien l'acte moral comme un combat, comme la lutte de deux pouvoirs; mais qui dit combat dit vic-

toire à atteindre, but à poursuivre. Ce but est la transformation de l'homme, c'est le vieil homme sacrifié à l'homme nouveau, la chair à l'esprit. Sous quelque forme qu'on se représente le combat moral (même ne vît-on dans le bien que la dernière et la plus haute quintessence de l'intérêt personnel), il faut reconnaître qu'il y a toujours un but supérieur à telle ou telle sensation que nous pouvons avoir dans un cas donné. Ce n'est donc pas parce que nous approuvons et que nous désapprouvons qu'il y a du bien et du mal; mais c'est parce qu'il y a du bien et du mal que nous approuvons et que nous désapprouvons. Nous devons donc tâcher d'adapter notre approbation à la nature des choses au lieu de prendre notre approbation elle-même pour mesure suprême, car l'approbation ne peut être à elle-même sa raison.

Qu'est-ce donc que la conscience idéale, absolue, infaillible, la conscience du genre humain, comme l'appelle M. Whewell? C'est la conscience qui verrait immédiatement, intuitivement, ce que devrait faire l'homme idéal dans toute circonstance donnée, avec la même clarté et la même certitude que nous le voyons dans certaines circonstances particulières. Par exemple, supposons un ami qui va dénoncer par une calomnie son ami intime, et sans provocation, pour l'envoyer à la mort et s'enrichir de ses dépouilles comme délateur; il n'est pas une conscience qui ne voie clairement ce que ferait l'homme idéal dans une telle conjoncture. Supposons donc une conscience telle qu'elle pût saisir avec la même netteté ce que ferait l'homme idéal en toute circonstance, vous aurez la conscience idéale et absolue.

Une telle conscience n'est certainement pas plus réalisable dans la pratique que le type absolu auquel elle répondrait. De même qu'il n'y a pas d'homme parfait, il n'y a pas de conscience parfaite; mais cette conscience, qui n'existe pas à l'état effectif et actuel, existe à l'état de tendance. C'est l'effort que fait l'humanité pour arriver à cet état de conscience parfaite qui sert à la dégager peu à peu des égaremens et des illusions de la conscience imparfaite; c'est l'*idée*, comme disent les hégéliens, qui brise sucessivement les formes inférieures pour atteindre à la forme supérieure; c'est « le but immanent, » suivant une autre formule chère à la même école. Nous accordons, pour notre part, une haute importance à la théorie allemande de l'évolution, et, si nous faisons des réserves, c'est en tant qu'on applique cette théorie à l'être en soi, c'est-à-dire à l'être absolument absolu; nous l'adoptons entièrement en tant qu'on l'applique à la nature ou à l'humanité, c'est-à-dire à l'être relativement absolu. La théorie de l'évolution nous paraît le vrai milieu entre la doctrine qui entraîne l'humanité à un faux ab-

solu consacré par la tradition, par les conventions sociales, par les religions positives, et la doctrine négative, qui supprime tout absolu. Dans les deux cas, point de progrès, car dans le premier la vérité ne peut être que dans le *statu quo*, dans le second il y a changement et non progrès.

M. Bain applique ingénieusement la théorie de Darwin au problème qui nous occupe. Qui peut dire, selon lui, combien il y a eu de races humaines qui ont succombé, précisément pour n'avoir pas compris les élémens mêmes de toute société, par exemple un certain respect de la vie humaine, une certaine notion de la propriété? Celles-là au contraire qui ont pu s'élever à l'intelligence de ces conditions de la vie civile ont seules subsisté. Il n'est donc pas étonnant de rencontrer partout une même morale élémentaire, puisque les hommes auxquels cette morale aurait manqué ont dû nécessairement disparaître, la morale étant un de ces avantages qui assurent la prépondérance dans la concurrence pour la vie entre les diverses races humaines, et c'est ce qui est assez justifié par l'expérience. Nous ne voyons aucune raison pour rejeter cette explication du philosophe anglais, car elle est d'accord avec cette vieille maxime des moralistes, que c'est la vertu qui conserve les états, et le vice qui les perd. Il reste fort douteux à nos yeux qu'il y ait jamais eu aucune race humaine absolument destituée de toute moralité; mais c'est assez pour nous qu'il n'y en ait plus aujourd'hui, car c'est de l'humanité, telle qu'elle est, et non telle qu'elle a pu être, que nous avons à nous occuper.

Résumons-nous. Il y a pour l'humanité un double état, comme l'a dit Spinoza, un état de nature et un état de raison : dans le premier domine la loi du plus fort, dans le second la paix et l'union. La loi de l'humanité est de passer de l'un à l'autre, ce qui ne peut avoir lieu que dans le temps, c'est-à-dire progressivement. Chaque peuple, chaque race, chaque siècle avance plus ou moins vers ce but; mais nul peuple n'a jamais été complétement plongé dans l'état de nature, aucun n'est arrivé à l'état de raison. Tous se suivent à des distances inégales, mais aucun n'est au but. Il faut renverser l'ordre dans lequel se plaisait le XVIIIe siècle; ce qu'il plaçait dans le passé, il faut le placer dans l'avenir. Le contrat social n'a pas été la loi des sociétés primitives, mais il est la loi idéale des sociétés futures. L'unité morale de la nature humaine ne s'est pas manifestée au berceau de notre espèce, elle est le terme où elle tend; la raison secrète de son ascension infatigable vers le mieux.

PAUL JANET.

LA

QUESTION DE L'OR

I.

DÉPRÉCIATION DE LA MONNAIE.

La question de la monnaie est de nouveau à l'ordre du jour; elle avait déjà été soulevée quelque temps après la découverte des placers de la Californie et de l'Australie, alors qu'on vit le rendement excessif obtenu par l'extraction de l'or. Au bout de quelques années en effet, ces placers produisaient chacun 3 ou 400 millions de francs, soit 700 millions pour les deux. La plus grande partie de cet or était exportée et pénétrait dans les grands centres commerciaux, aux États-Unis, en Angleterre et en France. Il n'y avait rien eu de semblable depuis trois siècles, depuis la découverte des fameuses mines d'argent du Mexique et du Pérou. Avant 1848, la production des métaux précieux dans le monde entier pouvait être de 400 à 450 millions, et encore avait-elle à peu près doublé depuis le commencement du siècle par suite de l'exploitation de nouveaux gisemens aurifères de la Russie. Et voilà que tout à coup, en quelques années, on passe de 450 millions à une production de 11 à 1,200 millions. On comprend qu'on se soit ému d'un tel état de choses, et qu'on en ait cherché les conséquences économiques. On s'est demandé surtout si l'or, qui devenait si abondant, n'allait pas perdre de sa valeur, et s'il ne serait pas sage d'aviser aux moyens de se

mettre autant qu'on le pourrait à l'abri de cette dépréciation. Cette précaution paraissait indiquée principalement pour les états qui avaient ou l'étalon d'argent, ou le double étalon. Ceux qui avaient l'étalon d'argent devaient s'y tenir plus que jamais, et ceux qui avaient les deux devaient proscrire l'or comme monnaie légale, sauf à l'accepter comme monnaie purement commerciale. C'est sous l'influence de cette préoccupation que dès 1849 la Hollande démonétisait son or, et que quelques années après son exemple était imité par la Belgique. En France, il y eut aussi des esprits très éclairés qui poussèrent notre pays à suivre l'exemple de la Belgique et de la Hollande et à revenir exclusivement à l'argent, que l'on considérait comme le véritable étalon monétaire de la France en vertu de la loi de germinal an XI. Notre gouvernement ne se laissa pas entraîner; il préféra rester dans le *statu quo*, et quelques années après l'opinion était un peu changée. D'abord on ne vit pas avec déplaisir l'or se substituer graduellement à l'argent, qui obtenait une prime et qui s'en allait. On trouva que cette nouvelle monnaie était plus commode, d'un transport plus facile; puis, quand on fut bien convaincu que cet or, quoique répandu en abondance, avait sa place dans la circulation, et qu'il ne répondait même pas encore à tous les besoins, on cessa de s'alarmer de la production annuelle des 7 ou 800 millions de l'Amérique. En effet, dès 1856, lorsque les mines avaient déjà versé dans le monde 6 ou 7 milliards, les métaux précieux devenaient très rares, l'escompte montait à 6 et 7 pour 100 en Angleterre et en France, et les principaux établissemens financiers de ces deux pays, qui dans les premiers momens, en 1852 et 1853, avaient eu un encaisse de 5 et 600 millions, eurent de la peine à le maintenir aux environs de 200. On se rappelle même les sacrifices considérables que fit alors la Banque de France pour s'approvisionner de numéraire; elle en acheta de 1855 à la fin de 1857 pour 1,378 millions, et y dépensa en primes une somme de 15 millions 883,000 fr. Le même fait se reproduisit en 1863 et en 1864, l'argent redevint très cher, et l'encaisse de la Banque de France et de la Banque d'Angleterre descendit encore au-dessous de 200 millions; on pressa même très vivement notre principal établissement financier de vendre ses rentes pour se procurer des métaux précieux. Après cette expérience plusieurs fois répétée de la cherté de l'argent malgré la production des mines, personne ne s'occupa plus de la question de la monnaie.

Mais tout change très vite dans ce monde, les phénomènes économiques comme les autres. Il ne s'était pas écoulé trois ans depuis la dernière crise de 1854, que les faits apparurent sous un tout autre aspect. L'encaisse des banques, au lieu de se vider par inter-

valles, comme il arrivait précédemment, ne fit qu'augmenter, celui de la Banque de France surtout. Au milieu de 1865, au 6 juillet, il était monté à 521 millions, en 1866 à 781; en 1867, il atteignait le fameux milliard, et enfin dans l'année présente il oscille entre 12 et 1,300 millions sans que rien puisse le diminuer sérieusement, ni les approvisionnemens de céréales que nous avons dû opérer deux années de suite pour faire face à l'insuffisance de la récolte, ni l'acquisition des matières premières pour notre industrie, ni même les dépenses occasionnées par nos préparatifs belliqueux. Sous l'influence de ce fait qui a exercé et exerce encore toutes les imaginations, l'attention est revenue à la question de la monnaie; on s'est demandé de nouveau si nous n'étions pas arrivés au moment où la production des mines, après avoir rempli tous les vides, satisfait tous les besoins, allait déborder et amener une dépréciation sérieuse de la monnaie. On s'est rappelé ce qui s'était passé après la découverte de l'Amérique. De 1492 à 1530, malgré l'abondance relative des métaux précieux qu'on trouva dès les premiers momens au Nouveau-Monde, il n'y eut pas de changement appréciable dans le prix des choses, — la monnaie garda toute sa valeur; — mais à partir de 1530 la dépréciation fit des progrès rapides, et au bout d'un siècle suivant les uns, de trois quarts de siècle suivant les autres, la révolution était accomplie : la valeur des métaux précieux était trois ou quatre fois moindre, c'est-à-dire que la marchandise qui s'échangeait en 1492 et encore en 1530 contre un certain poids d'argent en obtenait le triple ou le quadruple en 1620 ou en 1630. Serions-nous comme en 1530 au début d'une nouvelle révolution monétaire, et venons-nous de traverser la phase intérimaire pendant laquelle les métaux précieux, quelque abondans qu'ils soient, trouvent d'abord leur emploi? La production commence-t-elle à être sérieusement en excès, et est-ce à elle qu'il faut attribuer la pléthore excessive de tous les encaisses métalliques des principaux établissemens financiers? Telles sont les questions qu'on se pose aujourd'hui, et que nous voulons examiner, sans prétendre à leur donner une solution pratique, car il est bien évident que, la dépréciation des métaux précieux fût-elle réelle, il serait impossible de l'empêcher. Toutefois il serait bon au moins d'en être averti afin de savoir à quoi s'en tenir sur certains faits économiques que l'on constate sans se rendre compte des motifs qui les amènent.

I.

Nous étonnerons peut-être beaucoup de personnes en disant que la question de la monnaie est encore un point obscur de l'économie politique. Cependant l'usage en est connu depuis bien longtemps, il faudrait remonter jusqu'à l'enfance des sociétés, jusqu'aux époques barbares, pour trouver l'échange se faisant autrement qu'avec un signe métallique. Les Grecs, les Romains, et avant eux les Assyriens l'employaient : il était en bronze, en argent ou en or suivant les ressources du pays et l'état des civilisations; mais il existait partout, et c'était même sous cette forme que la richesse était particulièrement recherchée. Il y a donc longtemps que les hommes ont été appelés à méditer sur le rôle de la monnaie métallique et sur l'influence qu'elle peut exercer dans les relations économiques des peuples; mais, comme rien n'est simple dans les phénomènes économiques, qu'ils se compliquent de mille choses qui les font varier suivant les temps et suivant les circonstances, il se peut qu'en les étudiant à une certaine époque on arrive à des conclusions différentes de celles qu'on aurait admises, si on les eût étudiées à une autre. Ce qui est certain, et nous croyons pouvoir le démontrer, c'est qu'il y a de grandes erreurs répandues au sujet du rôle de la monnaie métallique, et, je le répète, c'est peut-être un des points de l'économie politique sur lesquels la science est le moins faite. En parlant ainsi, nous ne faisons pas allusion à l'opinion de ceux qui s'imaginent que la monnaie métallique est une charge inutile que les sociétés s'imposent, qu'on gagnerait à s'en débarrasser, et qu'il serait facile d'opérer toutes les transactions avec un autre instrument d'échange, avec un signe conventionnel qui n'aurait pas de valeur intrinsèque, comme le papier par exemple. Nous avons vu plusieurs fois ce système en vigueur, nous le voyons encore malheureusement tous les jours, nous savons ce qu'il produit, et il n'est pas un esprit réfléchi qui puisse s'y arrêter; mais il y a une autre école beaucoup plus sérieuse qui, après avoir combattu avec succès l'exagération du système mercantile, ne trouvant de richesse que dans la monnaie métallique, et cherchant à l'accaparer le plus possible, a elle-même commis une autre exagération en refusant de donner à cette monnaie l'importance toute particulière qu'elle doit avoir. De là des appréciations erronées à propos de tous les faits qui se sont accomplis. D'abord, selon cette école, en temps de crise, lorsque la monnaie métallique devient rare et s'en va au dehors, il n'y a pas à s'en préoccuper. Les produits s'échangent contre les produits, et il importe assez peu que nous expor-

tions de la monnaie ou toute autre chose. Nous ne l'exportons pas pour rien, c'est un trafic analogue à celui qui consisterait à échanger du vin contre du fer ou de la soie. On n'a donc qu'à laisser aller les choses et attendre que l'équilibre se rétablisse naturellement. C'est ainsi que raisonnent ceux qui ne veulent voir dans les métaux précieux qu'une marchandise comme une autre. Cependant l'expérience nous apprend que dans ces momens de crise, lorsque l'argent s'en va et devient rare, la société en est affectée autrement que par une exportation extraordinaire de vin ou de tout autre produit. Si nous exportons plus de vin qu'il ne convient pour la consommation locale et qu'il renchérisse, la consommation du pays en sera peut-être un peu gênée, on boira moins de vin qu'à l'ordinaire; mais les producteurs de cette denrée se seront enrichis, ils deviendront des consommateurs sur une plus grande échelle des produits des autres industries, et somme toute le pays y aura plus gagné que perdu. L'inconvénient sera partiel, et l'avantage sera général. Il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de la monnaie : une crise arrive pour une raison ou pour une autre; nous sommes débiteurs à l'étranger au-delà de ce que nous pouvons acquitter par le jeu régulier des échanges commerciaux, il nous faut payer des différences en numéraire, et ces différences entament la provision qui est nécessaire au pays. On voit baisser l'encaisse des banques, l'or et l'argent sont fort recherchés et deviennent très chers. Qu'en résulte-t-il? y a-t-il un point où l'on puisse circonscrire le mal? Nullement; la vie industrielle et commerciale se trouve immédiatement atteinte partout. Il n'est personne qui ne souffre de la difficulté de se procurer de l'argent et des inconvéniens de le payer cher. La monnaie métallique est la base sur laquelle reposent toutes les transactions, le pivot autour duquel elles tournent. On peut bien, par des combinaisons habiles, par des moyens de crédit, agrandir le cercle de ces transactions; mais on ne peut pas supprimer la base, ni l'affaiblir sensiblement sans qu'il y ait dommage, et grand dommage, pour toute la société.

Il y a même ceci à remarquer, c'est que la monnaie métallique devient d'autant plus nécessaire qu'il y a crise. Le crédit alors fait défaut, et chacun recherche ce qui donne le plus de solidité aux transactions, c'est-à-dire la monnaie. Si donc dans ces momens-là, s'en fiant à la maxime générale qu'après tout les produits s'échangent contre des produits, l'on ne se préoccupait pas tout particulièrement d'arrêter l'exportation du numéraire par des moyens énergiques, par ceux que permet la liberté, bien entendu, comme l'élévation rapide du taux de l'escompte, on ne tarderait pas à être livré aux plus grands embarras, aucune industrie n'y échapperait, et

on verrait, comme dans les contrées où règne le papier-monnaie, le commerce se ralentir. La monnaie métallique est plus encore que la base des opérations commerciales, c'est le grand ressort qui met en mouvement l'activité d'un pays. Nous n'avons pas besoin de citer des exemples à l'appui de cette théorie, ils ressortent de toutes les crises, et il suffit de se rappeler ce qui s'est passé en 1857 en Europe et particulièrement en Angleterre. On peut aussi se souvenir des réclamations de notre pays, lorsque pendant deux années de suite, en 1863 et en 1864, l'encaisse de la Banque ne dépassa guère 200 millions, et qu'il fallut élever le taux de l'escompte à 7 et 8 pour 100. On s'aperçut bien alors que la monnaie métallique n'était pas une marchandise comme une autre, et qu'elle demandait à être traitée avec plus de circonspection que les produits ordinaires. Eh bien! c'est le même point de départ qui cause les erreurs sur l'influence exercée par l'abondance des mines d'or. On s'imagine que, l'or étant une marchandise comme une autre, il ne peut pas devenir immédiatement abondant, beaucoup plus abondant qu'il n'était, sans subir une certaine dépréciation. « Le surcroît d'approvisionnement de métaux précieux, dit Hume dans son *Essai sur la monnaie*, est une cause de perte pour une nation dans son commerce avec l'étranger, parce qu'il élève le prix du travail et des marchandises, obligeant chacun de payer un plus grand nombre de ces petites pièces blanches et jaunes. » Bastiat lui-même, qui avait vu le commencement de la production des mines de la Californie, disait, en parlant des pays producteurs d'or et d'argent : « Plus vous nous enverrez de métaux précieux, mieux c'est pour nous, car cela nous permet d'avoir plus d'or et d'argent à fabriquer cuillers, fourchettes et couteaux; mais c'est tant pis pour vous, car nous ne vous enverrons pas plus de drap et de fer pour le surcroît que nous ne vous en donnons aujourd'hui pour la petite quantité. » Il y avait dans cette appréciation deux erreurs : la première, c'était de croire que le superflu de l'or et de l'argent était destiné sinon exclusivement, au moins principalement à faire des cuillers et des couteaux, et nous ajouterons même des bijoux; la seconde, c'était de vouloir que la dépréciation des métaux précieux fût proportionnelle à la quantité dont ils augmenteraient. Nous pourrions citer d'autres auteurs qui sont allés plus loin et qui ont tout simplement considéré cette exploitation des mines de la Californie et de l'Australie comme un malheur et une perte, en ce sens qu'elle a enlevé à l'agriculture et à l'industrie beaucoup de bras et de nombreux capitaux qui se sont trouvés consacrés à un travail stérile, à augmenter l'instrument d'échange dans une proportion qui le rendra plus incommode, puisqu'il en faudra davan-

tage pour la même transaction. Ces opinions paraissent assurément très exagérées aujourd'hui, après l'expérience qui a été faite depuis 1848; mais on ne s'explique pas bien encore comment tant de centaines de millions versées chaque année par les mines ont pu entrer dans la circulation sans laisser plus de traces. C'est un point qui mérite d'être éclairci.

Nous sommes à vingt années du commencement de l'exploitation des mines de la Californie, à dix-sept de celles de l'Australie. Ce qui a été versé d'or par ces mines, en dehors des autres sources de production, peut bien être évalué à 15 ou 16 milliards. Nous avons donc sous les yeux un champ d'observations assez large déjà, et si par ce qui s'est passé pendant ces vingt années on ne peut pas conclure d'une façon absolue à ce qui se passera dans l'avenir, tant les phénomènes monétaires sont complexes et subissent l'influence des circonstances, on peut au moins en tirer quelques inductions utiles. Pour certains auteurs, la valeur que possède ce que l'on appelle les métaux précieux vient de ce qu'ils peuvent servir à des usages industriels, à l'ornementation par exemple. On admet bien qu'ils tirent aussi une valeur de l'utilité monétaire, mais on subordonne l'une à l'autre, et quand on oppose notamment la valeur intrinsèque des métaux précieux à d'autres signes conventionnels dont on voudrait faire des instrumens de circulation, comme le papier, on vante bien vite l'avantage qu'ils ont d'être propres à des usages industriels, et on a l'air de supposer que c'est en raison de cette qualité qu'ils ont été adoptés comme signes monétaires. Rien n'est plus faux : l'industrie, pour ses divers usages, n'emploie pas un dixième des métaux précieux qui sont produits, c'est le chiffre donné par tous les hommes compétens qui se sont occupés de la question. Par conséquent sur les 40 et quelques milliards qui ont été extraits des mines depuis trois siècles, sur les 18 ou 20 milliards qui en ont été extraits depuis 1848, si on retranche un quart pour la perte, et qu'on ne considère que les usages industriels, il resterait environ 40 milliards dont la valeur n'aurait pas de base. Ils en ont une pourtant, c'est l'utilité monétaire, à côté de laquelle l'utilité industrielle n'est rien, et c'est précisément parce qu'ils ont celle-là et qu'elle est des plus solides qu'on a eu l'idée de se servir de l'or et de l'argent pour l'ornementation; autrement on n'y aurait pas plus songé qu'on ne songe à faire des bijoux et de l'orfévrerie avec du fer ou avec du cuivre. La vérité est donc le contraire de ce qu'on prétend; c'est la valeur comme signe monétaire qui a conduit à la valeur comme matière d'ornementation. On a quelquefois dit que c'était par suite d'une convention que ces métaux étaient devenus des signes monétaires, qu'on aurait pu en

adopter d'autres. C'est une grande erreur. Les métaux qu'on appelle précieux n'ont pas été adoptés, ils se sont imposés à cause de qualités toutes particulières pour lesquelles ils ne peuvent être suppléés. Le pain de froment, le vin, sont assurément très utiles dans la vie; cependant ils ne sont pas d'un usage aussi général que la monnaie. On trouvera des peuples qui ne mangent pas de pain, ne boivent pas de vin, et qui ont des équivalens dans le riz, la pomme de terre, la bière et d'autres boissons fermentées; la laine elle-même, qui sert à nous vêtir, n'est pas employée partout, on la remplace par le coton, ou par d'autres tissus. Il n'en est pas de même de la monnaie métallique. Quand on ne la possède pas, et que les relations commerciales s'établissent au moyen du troc, c'est-à-dire de l'échange en nature, on est dans l'état primitif et barbare, et on ne commence à en sortir que lorsqu'on adopte les métaux précieux pour instrumens d'échange. On peut voir aussi ce que deviennent les peuples civilisés qui, ayant abusé de leurs ressources, en sont réduits à n'avoir plus de monnaie métallique, et à réaliser leurs échanges au moyen de cet instrument de convention qu'on appelle le papier-monnaie : ils sont arrêtés dans leur développement industriel et commercial, et vont s'appauvrissant d'année en année.

Il y a sur l'utilité de la monnaie, dans un auteur américain, une image d'une justesse frappante. « Les métaux précieux, dit M. Carey, sont au corps social ce que l'air atmosphérique est au monde physique; tous deux fournissent l'instrument de circulation, et la dissolution du corps physique en ses élémens, lorsqu'il est privé de l'un, n'est pas plus certaine que la dissolution de la société lorsqu'elle est privée de l'autre. » C'est bien là en effet le caractère de la monnaie métallique; elle est l'instrument de circulation par excellence, ce qui en rend l'usage universel et la valeur des plus stables. Pour qu'une marchandise ait une grande stabilité de valeur, il faut deux choses : d'abord qu'elle ait un débouché très étendu, ensuite qu'elle puisse se conserver longtemps. Si elle n'a qu'un débouché restreint et une durée très limitée, quelque utile qu'elle soit, elle ne peut pas échapper aux effets immédiats de la loi de l'offre et de la demande qui la saisit sur le marché où elle arrive. Je prends le blé pour exemple. Cette denrée est assurément très utile, et à ce titre elle pourrait avoir un marché très étendu; mais elle n'est pas d'un transport commode et facile, elle ne peut pas pénétrer très loin; de plus elle est susceptible de se détériorer très vite. Si donc le blé se trouve produit en plus grande quantité qu'il ne convient pour la consommation immédiate du rayon d'approvisionnement où il a son débouché, il faut qu'il baisse de prix, et il

baissera d'autant plus qu'on ne pourra guère le mettre en réserve et attendre le moment où l'équilibre sera mieux établi entre l'offre et la demande. Il en sera de même de toute autre marchandise qui aura plus de durée, pourra se transporter plus commodément, mais qui ne sera pas aussi utile. Si elle existe en plus grande quantité que les besoins presque immédiats auxquels elle est destinée, elle se dépréciera nécessairement, car la mode peut changer, et avec elle l'utilité de cette marchandise disparaître. Les métaux précieux au contraire ont à la fois une utilité universelle et une durée qui dépasse celle de tout autre produit, ils sont de plus d'un transport commode et facile, ne sont pas soumis aux caprices de la mode, par conséquent tout leur est favorable. Supposons que la consommation de la France en céréales soit de 120 millions d'hectolitres; si une bonne récolte en fournit 140, et que les débouchés environnans aient à peu près ce qu'il leur faut, ce septième en plus de la consommation ordinaire peut faire baisser le prix d'un quart et peut-être d'un tiers; nous l'avons vu maintes fois. Par contre, dans les années de disette, il ne faut souvent qu'un déficit de 10 ou 12 millions d'hectolitres sur 120 pour faire monter les prix dans la même proportion. Non-seulement la monnaie métallique a un marché très étendu toujours ouvert, ce qui en rend le trop-plein plus difficile; mais ce marché n'a pas de limite appréciable, il peut s'étendre indéfiniment. Aujourd'hui les relations commerciales s'accomplissent avec 30 milliards de numéraire, demain il en faudra peut-être 40, et plus tard davantage, à mesure qu'on verra s'étendre ces mêmes relations. Il y a plus, et c'est là ce qui a trompé certains économistes : les métaux précieux ont fait naître eux-mêmes le développement d'affaires qui était destiné à les absorber, ils ont agi à la fois comme cause et comme effet. On l'a dit souvent, la puissance de production de l'homme est illimitée comme sa consommation; il ne s'agit que de lui fournir les instrumens nécessaires, et le premier de ces instrumens, c'est assurément celui qui augmente ses rapports avec ses semblables. Tel est le service que rend la monnaie métallique. Comme les chemins de fer, elle rapproche les produits des consommateurs, et en les rapprochant elle en multiplie le nombre. Vous avez du vin, des tissus, des produits manufacturés quelconques, avec lesquels vous voudriez acheter du blé, du coton, du sucre, des denrées coloniales; mais il se peut que ceux qui détiennent ces denrées n'aient pas besoin en ce moment de votre vin, de vos tissus. Ils ne les prendront pas en échange, et, s'ils les prennent, ce ne sera qu'à des conditions onéreuses pour vous; vous vous abstiendrez donc d'acheter, et les possesseurs de ces denrées ne les vendront eux-mêmes que lorsqu'ils auront rencontré la per-

sonne qui possède les produits qu'ils voudraient avoir en échange. En attendant, voilà des industries qui se trouvent arrêtées dans leur essor, parce qu'il n'y a pas entre les hommes un instrument d'échange qui puisse toujours convenir. Le métal précieux arrive, et immédiatement l'instrument est trouvé.

Chacun achète les produits dont il a besoin sans se préoccuper de savoir si les marchandises qu'il possède conviendront ou non à ceux qui les lui vendent; il est sûr d'avoir un moyen de paiement qui ne sera jamais refusé. De cette façon, les produits circulent, la production augmente, et avec elle la richesse publique. Un auteur très consciencieux et très compétent qui a écrit les meilleures choses sur l'influence exercée par l'abondance des mines d'or, M. Newmarch, a cherché à l'expliquer. « La découverte des mines d'or, a-t-il dit, a eu pour effet d'augmenter les salaires et la richesse dans les contrées où elle a eu lieu, d'y attirer un supplément de population, qui, enrichi par les mines, a consommé beaucoup plus de produits manufacturés venant des pays avec lesquels il était en rapport. Ces pays à leur tour, trouvant à gagner davantage par leurs exportations, sont devenus eux-mêmes consommateurs sur une plus vaste échelle des produits d'autres pays, et de proche en proche, par le fait du travail fructueux qu'a procuré l'exploitation des mines d'or sur un point du globe, l'industrie et le commerce se sont trouvés activés partout. » Cette explication a incontestablement sa valeur, mais elle n'aborde que le plus petit côté de la question. C'est comme si on prétendait que les chemins de fer n'ont été utiles que par le travail qu'ils ont fourni lorsqu'on les a construits, et qu'ils continuent de fournir encore par l'exploitation dont ils sont l'objet. A ce compte, si, au lieu d'exploiter des mines d'or, on eût exploité des mines de fer ou de cuivre qui eussent donné les mêmes profits, le résultat aurait dû être le même, puisqu'il y aurait eu également des débouchés pour l'industrie des autres pays. On comprend parfaitement qu'il n'en est rien et que les mines d'or ont eu une autre utilité que de procurer un travail fructueux; elles ont, comme les chemins de fer, mis aux mains de l'homme le levier le plus actif pour développer la richesse publique.

Bien des choses ont été inventées depuis l'origine du monde qui ont servi aux progrès de la civilisation, mais à part l'imprimerie il n'en est aucune qui ait eu la puissance des chemins de fer et des métaux précieux, on peut ajouter de la télégraphie électrique. Les chemins de fer non-seulement font circuler plus facilement les produits qui existent sur tous les points du parcours de la ligne, mais ils ont le mérite d'en créer de nouveaux; nous en avons tous les

jours la preuve sous les yeux. Un chemin de fer est établi dans une contrée qui en manquait et qui n'avait pas de moyens de communication faciles; la première année les transports sont très limités, la deuxième année ils augmentent, et au bout de très peu de temps le matériel devient insuffisant, toutes les prévisions sont dépassées. Que s'est-il passé pour opérer un tel résultat? Il y a eu tout simplement ce fait, que de nouvelles industries se sont créées sur le parcours du chemin de fer, que celles qui existaient ont développé leurs produits, et cela parce qu'on a eu à sa disposition un moyen de transport commode, rapide et à bon marché. Il en est de même pour les métaux précieux. Une découverte comme celle des placers de la Californie et de l'Australie, en fournissant au monde en plus grande quantité l'instrument d'échange, devait agir nécessairement sur le mouvement des affaires et le développer davantage, ce qui renverse le raisonnement de ceux qui prétendent que l'exploitation des mines est un travail stérile, parce qu'il ne tend qu'à augmenter le poids de la monnaie, et rend insuffisante l'explication de M. Newmarch, qui ne voit de source de richesse dans les mines nouvelles que par le travail qu'elles ont procuré. M. Hume a dit, en parlant de la monnaie, qu'elle n'était pas un des rouages du commerce, qu'elle en était seulement l'huile qui rend le mouvement plus facile et plus doux. Nous croyons qu'il se trompe, et que la monnaie est précisément un des rouages du commerce, et un des plus essentiels; mais, en s'en tenant à son explication, on trouverait encore que plus l'huile est abondante, plus on a le moyen de rendre les rouages actifs, et plus même on peut en créer de nouveaux. Les mines d'or ont donc aidé elles-mêmes au mouvement commercial qui était destiné à les absorber. Maintenant dans quelle mesure l'ont-elles fait? Les produits qu'elles ont fournis ont-ils été seulement proportionnels au mouvement d'affaires qu'ils ont fait naître? ont-ils été plus considérables? C'est la nouvelle question que nous allons examiner, question de fait plus que de théorie, sur laquelle les auteurs sont divisés, et qu'il est bien difficile en effet de trancher d'une façon absolue.

II.

La plus grande révolution monétaire qui ait eu lieu dans le monde date, avons-nous dit, de la découverte de l'Amérique. A cette époque, en 1492, de l'aveu de la plupart de ceux qui ont écrit sur la matière, il pouvait y avoir en Europe et dans les pays civilisés avec lesquels elle était en rapport 1 milliard de numéraire, 300 millions en or et 700 millions en argent. Le reste de la

production antérieure avait été ou enfoui pendant la période barbare, ou détruit. On ne trouva pas immédiatement en Amérique les richesses en métaux précieux qu'on devait y rencontrer par la suite. Cependant dès les premiers momens on en exporta beaucoup d'or qui vint enrichir particulièrement l'Espagne. On se rappelle les fameux galions qui firent alors l'admiration du monde; un peu plus tard, de 1520 à 1530, lorsque Fernand Cortez se fut emparé du Mexique et Pizarre du Pérou, le rendement augmenta sensiblement; mais il n'eut tout son éclat que lorsqu'on eut découvert par hasard, comme cela arrive presque toujours, les fameuses mines d'argent du Potosi. Alors l'exploitation des mines eut lieu sur la plus large échelle, et l'Europe fut bientôt inondée des métaux qui en sortirent. M. Jacob estime que dans le cours du XVIe siècle la production des métaux précieux a dû être de 3 milliards 615 millions. On varie sur ce qu'était le pouvoir de la monnaie à l'époque de la découverte de l'Amérique, comparé à celui qu'il avait au moment de l'exploitation des mines de Californie et d'Australie. Les uns le calculent comme de 11 à 1, les autres comme de 7 ou 8 à 1, d'autres de 6 à 1. Cette dernière supposition est celle de M. Newmarch dans son *Histoire des prix*, c'est aussi celle de Léber dans son *Histoire de la fortune privée au moyen âge*; elle paraît la plus accréditée. En 1492 donc, il fallait six fois moins de numéraire qu'en 1848 pour acheter les mêmes choses. Ceci s'applique, bien entendu, aux objets dont la valeur a pu conserver à travers les siècles une certaine fixité, et ces objets sont plus rares qu'on ne se l'imagine. Il ne faut pas se dissimuler en effet que malgré la dépréciation de la monnaie il y a aujourd'hui, grâce aux progrès de l'industrie, beaucoup de produits qui sont à meilleur marché qu'au XVe siècle, notamment tout ce qui tient au vêtement et au comfortable de la vie. On s'habille moins chèrement qu'à la fin du XVe siècle, on voyage à moins de frais et beaucoup mieux, et quand on dit, en s'appuyant sur cette dépréciation, qu'il faudrait à un seigneur de ce temps un revenu cinq ou six fois plus élevé pour vivre maintenant comme il vivait alors, on se trompe étrangement; on vivrait beaucoup mieux, on se procurerait toute sorte de jouissances qui n'existaient pas ou qui n'étaient accessibles qu'au très petit nombre.

En adoptant le prix du blé comme élément de comparaison, on admet généralement que le pouvoir de la monnaie n'a commencé à diminuer qu'à partir du premier quart du XVIe siècle; s'il était de 4 dans le deuxième quart, il descendit à 3 dans le troisième, et enfin dans les dernières années du siècle et jusque vers 1620 il continua de diminuer, arriva au taux de 2, où il serait resté invariable jusqu'à la révolution de 1789. Quelques personnes

nient même qu'aucun changement sérieux se soit produit avant 1560. Suivant elles, la dépréciation n'aurait commencé qu'à cette époque, pour continuer jusqu'en 1620 ou 1630; mais, quelle que soit la divergence d'opinion et sur l'importance de la dépréciation et sur le moment où elle a commencé, tout le monde est d'accord pour reconnaître que la grande révolution monétaire était accomplie vers le premier tiers du XVIIe siècle, environ cent quarante ans après la découverte de l'Amérique, et qu'il n'y eut plus de changement sérieux jusqu'à une époque rapprochée de celle où nous vivons. Or il est curieux de constater ce qu'a été la production des métaux précieux pendant l'époque où s'est accomplie cette révolution, et ce qu'elle a été depuis. M. Jacob, avons-nous dit, estime à 3 milliards 615 millions la production du XVIe siècle en entier; il porte à 10 milliards celle du XVIIe, et, en suposant qu'un tiers en revienne aux trente premières années de ce siècle, c'est avec une production de 6 milliards, qui serait venue s'ajouter au milliard qu'on croit avoir existé auparavant, que le grand changement dans la valeur des métaux précieux se serait opéré. L'augmentation en quantité aurait été de 600 pour 100 et la dépréciation de 200 seulement. Il en résultait donc que la dépréciation du numéraire n'était pas nécessairement proportionnelle à la quantité dont il augmentait; mais ce qui a une signification plus grande encore, c'est la production qui suivit la révolution monétaire.

Le XVIIe siècle, selon M. Jacob, donna 10 milliards, soit 7 depuis 1630. Le XVIIIe en produisit, selon les évaluations les plus probables, 20, en tout 27 milliards qu'il faut ajouter aux 7 qui pouvaient exister vers 1630, c'est-à-dire une augmentation à peu près quadruple, et cependant, malgré cette augmentation, personne ne signale, jusqu'à la moitié du XVIIIe siècle, aucune autre dépréciation bien réelle sur les métaux précieux. On suppose seulement qu'aux environs de 1789 un nouveau changement eut lieu, et que la puissance de l'argent, que nous avons laissée de 2 à 1 en 1630, se rapprocha du pair, c'est-à-dire de la valeur qu'il eut en 1848. Encore y a-t-il quelques auteurs qui le contestent, et qui pensent que ce dernier changement ne s'est produit que dans la première moitié du XIXe siècle. Du reste, cette différence d'opinions n'a aucune importance, puisqu'en supposant la dépréciation la plus considérable nous trouvons encore que de 1630 à 1789 elle n'a été que de 100 pour 100, tandis que l'augmentation des métaux précieux aurait été de 400. Le même phénomène continue pendant la première moitié du XIXe siècle. On affirme que la production de ce siècle, jusqu'à la découverte des mines de la Californie, a dû être d'une dizaine de milliards, dont 8 au moins ont été importés en

Europe, et ces 8 milliards sont venus s'ajouter à un stock métallique qui pouvait être en 1800 d'environ 26 ou 27 milliards; c'est encore une augmentation de près d'un quart, et cette augmentation n'a produit presque aucun effet. Si le prix des choses a monté depuis cette époque, c'est par des raisons étrangères à la valeur des métaux précieux. Tout le monde le reconnaît, on ne diffère que sur ce qui s'est passé depuis.

Nous avons dit que quelques années après l'exploitation des mines de la Californie et de l'Australie la production des métaux précieux avait monté de 450 à 11 ou 1,200 millions par an; mais il faut déduire immédiatement ce qui a été extrait des pays avec lesquels les peuples civilisés ont peu de rapports, tels que l'Asie et l'Afrique, et qui ont dû garder à peu près tout ce qu'ils ont fourni. Reste la production du monde civilisé, qui est la seule dont il faille tenir compte. M. Michel Chevalier, à qui ses travaux remarquables sur la matière ont acquis une compétence toute spéciale, l'estimait en 1865 à 14 milliards. Ajoutons-y 3 milliards pour les trois années qui se sont écoulées depuis; nous voici à 17 milliards, dont il faut retrancher encore ce qui a été exporté en or et en argent vers ces mêmes pays peu civilisés, qui ne rendent guère ce qu'on leur envoie en fait de métaux précieux, tels que l'Inde, la Chine et le Japon. M. Michel Chevalier en portait le chiffre en 1865 à 3 milliards 311 millions. Il faut retrancher en second lieu ce qui a été perdu par usure et par accidens, tels que naufrages, enfouissemens, et comme cette perte repose sur l'ensemble du stock métallique, elle doit être très considérable. Les appréciations à cet égard ne peuvent être que très hypothétiques, et elles varient beaucoup. Suivant les uns, la perte serait de 1/2 pour 100 par an pour l'argent et de 1/4 pour 100 pour l'or; d'autres, l'évaluant plus haut, la font monter jusqu'à 1 pour 100 de l'ensemble. Nous ne chercherons pas quelle est l'opinion la plus probable. La précision sur ce point n'a qu'une importance secondaire dans la question que nous traitons. Il nous suffit d'avoir un chiffre approximatif, et, si nous portons en bloc la perte, pour frais et accidens de toute nature, à 1/2 pour 100, soit à 200 millions par an et à 4 milliards pour vingt ans, nous ne serons pas très éloignés de la vérité. Nous aurons donc 7 milliards et demi environ à retrancher définitivement des 17 fournis par l'exploitation des mines qui nous alimentent directement. Resteraient 9 milliards et demi ou 10 milliards pour l'accroissement des métaux précieux depuis 1848. M. Newmarch, dont nous suivons volontiers les calculs, a trouvé qu'en 1848, déduction faite de toute perte, il pouvait y avoir dans les pays civilisés, en Europe et en Amérique, pour 34 milliards de métaux précieux (chiffres

ronds), dont 20 milliards en argent et 14 milliards en or. Les 9 ou 10 milliards de tout à l'heure, rapprochés de ce chiffre, constituent sur l'ensemble du stock métallique une augmentation de 25 à 30 pour 100 en vingt ans, soit de 1 1/4 à 1 1/2 pour 100 par an.

Est-ce là une augmentation suffisante pour avoir amené une dépréciation des métaux précieux? Quelques personnes l'ont cru et ont même calculé le chiffre de cette dépréciation à diverses époques dans la période de vingt ans qui nous sépare de la découverte des mines de la Californie. Les uns l'ont porté à 9, les autres à 15, d'autres à 20 pour 100. Pour faire ce calcul, on a rapproché les prix de certaines denrées aux époques qu'on voulait comparer, et, suivant la différence en hausse qu'on a trouvée, on a conclu à la dépréciation. Nous comprenons qu'en effet ce soit là le moyen à employer lorsqu'on veut se rendre compte de la variation du prix des choses à diverses époques; mais, pour procéder avec quelque sécurité et être à peu près certain qu'on ne se trompe pas sur la cause à laquelle on attribue les variations que l'on signale, il faudrait agir sur un long espace de temps, afin de ne pas être soumis à des influences accidentelles; si on n'a devant soi qu'une période très courte, on est exposé à toutes ces influences, et ce sont elles qui servent à former la moyenne à l'aide de laquelle on conclut. C'est malheureusement là le tort des calculs auxquels nous faisons allusion; ils ont été établis pour une période de dix à quinze ans. Or pendant ce temps que de circonstances autres que celle de la production de la monnaie ont pu modifier les prix! Nous avons eu d'abord l'impulsion extraordinaire donnée aux affaires après le coup d'état de 1851, puis l'influence de la guerre de Crimée en 1854 et 1855. Et, si on adopte le blé comme point de comparaison, il faut tenir compte de trois années de disette consécutives, de 1854 à 1856. En 1857 survient une crise formidable par suite d'excès de spéculation. Prolonge-t-on la comparaison jusqu'à nos jours, jusqu'en 1868, on trouve encore en 1859 une nouvelle guerre, celle d'Italie, avec toutes les conséquences qu'elle a eues sur l'avenir politique de l'Europe. En 1863 et 1864, nouveaux embarras financiers ayant à peu près les mêmes causes qu'en 1857. En 1866 arrive la guerre d'Allemagne, qui a changé l'équilibre de divers états, et enfin depuis, par des raisons que chacun connaît, l'Europe se trouve plongée dans toutes les appréhensions de la guerre et vit au milieu des plus grandes inquiétudes. De là dans les affaires un ralentissement prolongé qui n'est pas sans influence sur le prix des choses, et qui ne constitue pas non plus un effet normal. Quelles conjectures peut-on former sur une période traversée par tant d'incidens, par tant d'orages, au milieu desquels il

n'est pas facile de saisir quelques années d'éclaircie? On n'en peut rien conclure de précis quant à la valeur des métaux précieux.

Il est évident que le prix de certaines choses s'est élevé sensiblement depuis 1848. On paie aujourd'hui la viande, les légumes, le vin et la plupart des denrées alimentaires beaucoup plus cher qu'à cette époque, plus cher aussi les choses de luxe et certaines matières premières nécessaires à l'industrie; le prix de la main-d'œuvre, les salaires également se sont beaucoup élevés. On reconnaîtra d'autre part que tous les produits n'ont pas subi cette augmentation; il y en a même qui sont aujourd'hui encore aux mêmes prix qu'en 1848. Si on prend le blé par exemple, et si dans la période de vingt ans qui vient de s'écouler on écarte les années de disette, on le trouvera en moyenne à 18, à 20 francs l'hectolitre; il était même descedu à 15 et 16 francs en 1864 et 1865, lorsque l'agriculture se plaignait si amèrement et sollicitait une enquête sur ses maux (1). La même stagnation a eu lieu pour la laine et pour d'autres denrées. On paie le sucre moins cher qu'avant 1848, et quant à la plupart des denrées coloniales, telles que le café, le chocolat, le thé, bien que la consommation s'en soit accrue dans des proportions considérables, le prix s'en est fort peu élevé. Enfin le prix des objets manufacturés en général a plutôt baissé qu'augmenté. Le fer est sensiblement au-dessous de sa valeur d'avant 1848, et on peut aujourd'hui s'habiller à meilleur marché qu'il y a vingt ans. Que faut-il en conclure? Que la cherté de certaines choses tient à une autre cause que la dépréciation de la monnaie. Elle tient au développement de la richesse publique, qui a changé la situation de chacun et augmenté la consommation générale. Là où la production a pu marcher de pair avec la consommation, les prix ont peu varié; ils ne se sont élevés que là où elle est restée de beaucoup en arrière. Ils ont peu varié pour le blé, parce que, grâce aux progrès de l'agriculture, on a pu en produire en quantité toujours à peu près suffisante pour répondre à tous les besoins, et que d'ailleurs la consommation de cette denrée ne peut pas s'étendre indéfiniment. On ne mange pas beaucoup plus de pain parce qu'on est plus riche. La laine aussi, à cause des importations de l'étranger et notamment de celles de l'Australie, s'est tenue à peu près au niveau des besoins. De là la stagnation du prix. Quant au sucre, la fabrication indigène a fait des progrès qui se sont traduits naturellement par une diminution des frais de revient. Il en est de même de tous les objets manufacturés; on en consomme beaucoup

(1) Voyez la circulaire du ministre de l'agriculture et du commerce, en date du 5 juillet 1865, sur la crise agricole.

plus qu'il y a vingt ans, mais les résultats des applications scientifiques sont tels qu'on peut suffire à cette augmentation de la consommation et vendre encore à meilleur marché. La production n'est jamais en arrière de la demande, elle la devance même, ce qui, dans certains cas, amène des crises et des avilissemens de prix comme ceux dont se plaignent en ce moment les fabricans de fer. Quant aux denrées coloniales, les prix n'ont pas augmenté sensiblement parce que, grâce à l'étendue des marchés qui peuvent nous les fournir et aux moyens de transport devenus plus économiques et plus nombreux, ils nous arrivent en aussi grande quantité que nous le désirons. Les choses sur lesquelles les prix se sont beaucoup élévés sont celles, je le répète, dont la quantité n'a pu s'accroître au gré des consommateurs. On produit certainement aujourd'hui plus de viande qu'il y a vingt ans, en outre nos frontières sont ouvertes à l'importation des bestiaux étrangers; mais la consommation s'est tellement accrue par suite du développement de la richesse que la demande reste constamment supérieure à l'offre. Contrairement à ce qui existe pour le blé, c'est là une denrée qu'on consomme plus ou moins suivant le degré d'aisance qu'on possède, et il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails pour démontrer qu'on en fait aujourd'hui un usage infiniment plus considérable qu'avant 1848. Il en est de même pour les légumes, pour le vin, et même aussi pour les matières premières de l'industrie. Le progrès dans les manufactures fait rechercher davantage les matières premières, et le prix s'est élevé parce qu'on n'a pas pour les multiplier la même puissance que pour les mettre en œuvre. C'est le triomphe du génie de l'homme d'être arrivé par ses procédés économiques à réaliser ce phénomène en apparence contradictoire de la cherté des matières premières et de l'abaissement des produits manufacturés. C'est aussi la même cause qui a élevé le prix de la main-d'œuvre : le travail ayant été plus actif, la demande s'en est accrue, et naturellement on a dû le payer plus cher; mais la cherté de tous ces objets n'a rien à démêler avec la dépréciation des métaux précieux. Autrement elle aurait existé aussi bien pour les produits qui sont restés au niveau de la consommation, car en définitive, si l'équilibre s'est maintenu de ce côté, il aurait été rompu en ce qui concerne la monnaie du moment que celle-ci devenait de plus en plus abondante, et il en aurait fallu davantage pour les acheter selon la loi naturelle de l'offre et de la demande. C'est ce qui est arrivé après la découverte de l'Amérique. Aussitôt que la dépréciation a eu lieu, elle s'est fait sentir sur le blé comme sur toutes les autres marchandises, et c'est même le blé qui a servi de spécimen pour la mesurer.

Du reste, au moment où les auteurs dont nous parlons faisaient

leurs calculs pour conclure à la dépréciation, la plupart vers 1857, les denrées qu'ils prenaient pour modèle avaient subi une hausse exceptionnelle, due au mouvement de spéculation exagéré qui s'était produit auparavant. Nous touchions à une des plus grandes crises commerciales qui se soient produites depuis longtemps. Les prix devaient baisser sensiblement plus tard, et aujourd'hui, après dix ans, ils sont généralement au-dessous de ce qu'ils étaient en 1857. L'*Economist* en donne un tableau très lumineux; il prend vingt des marchandises les plus usuelles, le café, le sucre, le thé, le blé, la viande, l'indigo, l'huile, le bois de construction, le suif, le cuir, le fer, le plomb, l'étain, le coton, le lin et le chanvre, la soie, le tabac et les étoffes de coton ordinaires. Quatre seulement au 1er janvier 1868 étaient en augmentation sur les prix du 1er janvier 1857; ce sont le blé, de 10 pour 100, la viande de boucherie de 7 pour 100, l'indigo de 27 pour 100, l'huile de 2 et le tabac de 5. Toutes les autres sont en diminution, le café de 6 pour 100, le sucre de 40 pour 100, le thé de 32, les bois de construction de 9, le suif de 50 pour 100, le cuir de 10 pour 100, le fer de 30 pour 100, le plomb de 26 pour 100, l'étain de 34 pour 100, le coton de 17 pour 100, la soie de 25 pour 100, la laine de 23 pour 100. Avec la solidarité qui existe aujourd'hui entre les principaux marchés, on peut conclure que ce qui a eu lieu en Angleterre a eu lieu également en France. Il résulte de ce même tableau qu'à part les années 1863 et 1864, où, à la suite encore du développement de la spéculation, les prix se sont relevés presque au niveau de ceux de 1857, ils sont restés généralement au-dessous. C'est là un argument considérable pour prouver que la hausse exceptionnelle qui s'était produite sur la plupart de ces denrées de 1852 à 1857 ne tenait pas à la dépréciation des métaux précieux; autrement elle aurait persisté, puisque le produit des mines a été plus abondant que jamais, et que depuis 1857 la Californie et l'Australie seulement ont pu fournir au moins 7 milliards d'or. Elle n'a persisté que sur certaines denrées et en particulier sur les denrées alimentaires; c'est parce que, malgré des ralentissemens d'affaires momentanés, on en a toujours consommé de plus en plus grâce à la richesse croissante et aux habitudes prises, et que la production n'a pu marcher aussi vite que la consommation. Il y aurait eu dépréciation, si nous avions eu des moyens moins puissans qu'au XVIe siècle pour absorber les 25 pour 100 d'augmentation de métaux précieux que nous avons signalés depuis 1848, et c'est le contraire qui est arrivé. Sans parler des autres inventions qui, en augmentant la production, ont multiplié les transactions, nous ne caractérisons la différence de la situation actuelle avec celle d'autrefois

que par deux choses, les chemins de fer et la télégraphie électrique. Le jour où ces deux importantes découvertes ont eu dans le monde leur application, une application un peu étendue, il y a eu pour le développement des affaires un stimulant comme on n'en avait jamais connu à aucune époque, et ce qu'il y a de remarquable, c'est la coïncidence de ces deux découvertes avec celle des mines de la Californie et de l'Australie. Sans ces mines, on aurait certainement fait des chemins de fer, on les avait commencés auparavant, mais on les aurait faits beaucoup moins vite, et on n'aurait pu y consacrer de 3 à 400 millions par an, comme nous le faisons en France depuis plus de quinze ans. Et puis quelle différence dans les résultats! Les transactions n'auraient pas pris le développement que nous voyons, si elles n'avaient pas trouvé une base solide dans l'augmentation des métaux précieux. Les mines d'or sont arrivées juste à point pour donner aux chemins de fer et à la télégraphie électrique toute la fécondité qu'ils pouvaient avoir. D'un autre côté, si l'or, avec la quantité qui en a été fournie tout à coup, fût venu isolément, sans coïncidence avec des moyens de communication et de transport plus rapides, il n'aurait pas été absorbé aussi facilement, il se serait déprécié, et il n'aurait pas produit sur les affaires l'effet qu'il a produit. L'or de la Californie et de l'Australie a servi à étendre les chemins de fer, et ceux-ci à leur tour, par l'influence qu'ils ont exercée sur le commerce, ont procuré des débouchés à l'or; c'est ainsi que les progrès sont liés les uns aux autres, et que l'humanité s'avance à travers toutes les découvertes vers un idéal de civilisation que nous ne connaissons pas.

Voyons maintenant par des chiffres comment on peut se rendre compte de l'emploi du supplément de numéraire depuis 1851. Tout le monde sait que les affaires se sont beaucoup développées à partir de cette époque; mais on ignore généralement dans quelles proportions, et c'est un point très important à mettre en lumière. En 1851, au moment où commençait l'exploitation des mines de l'Australie, à la veille d'un changement politique considérable qui eut lieu en France, le commerce extérieur et spécial de notre pays, exportation et importation réunies, en dehors du mouvement des métaux précieux, était de moins de 2 milliards (1,923 millions). Il a été de plus de 6 milliards dans l'année 1867, qui fut mauvaise, et il atteint 7 milliards et demi avec le mouvement des métaux précieux. Le chiffre des opérations de la Banque de France s'est élevé de 1 milliard 592 millions en 1851 à 7 milliards 372 millions en 1867, après avoir atteint 8 milliards 292 millions en 1866.

Ces chiffres sont significatifs, ils donnent la mesure du développement des affaires; elles auraient donc plus que triplé depuis

1851. Si nous supposons que nous avons eu une part proportionnelle à celle du reste du monde dans le supplément des métaux précieux fourni par les mines, que notre stock métallique en particulier s'est élevé de 25 pour 100, de 40 même, si l'on veut, il nous a fallu, avec 40 pour 100 de plus de métaux précieux, suffire à un mouvement d'affaires triple ou quadruple. Les mêmes progrès ont eu lieu en Angleterre; le commerce extérieur, de moins de 5 milliards en 1851, dépasse aujourd'hui 10 milliards et demi. Je sais bien qu'il faut tenir compte de la plus grande rapidité avec laquelle circulent à présent les métaux précieux, des facilités qu'ont apportées sous ce rapport les chemins de fer et la substitution elle-même de l'or à l'argent, c'est-à-dire d'un métal ayant plus de valeur à un autre qui en avait moins. Il faut tenir compte encore de tous les moyens de crédit qui se sont beaucoup développés depuis quinze ans, et dont le progrès a suivi celui des affaires; mais il y a de la marge entre 40 pour 100 de plus de numéraire et 3 ou 400 pour 100 de plus d'affaires, et quelque part que l'on fasse à tous ces moyens, on trouvera encore de quoi absorber largement le supplément de métaux précieux fourni par les mines.

La preuve que ceux-ci n'ont pas été trop abondans, plus abondans que les besoins, résulte de l'insuffisance de l'or et de l'argent plusieurs fois répétée dans cette période de vingt ans. Jamais on n'avait dû les payer aussi cher. S'il en est autrement aujourd'hui, et si notre principal établissement financier regorge de numéraire dont il n'a pas l'emploi, c'est une situation tout exceptionnelle dont nous avons indiqué les raisons ici même dans un précédent travail (1), et qui ne donne pas le moins du monde la mesure de ce que notre pays est capable d'absorber de métaux précieux en temps normal. Si sur les 1,300 millions d'encaisse que possède aujourd'hui la Banque de France il y en avait seulement les 2/3 de trop et qui ne dussent jamais trouver place dans la circulation, cela suffirait pour amener une dépréciation. L'or vaudrait moins chez nous qu'ailleurs, il s'en irait, et nous paierions toutes choses beaucoup plus cher. Or c'est le contraire qui arrive. De même que les matières brutes tendent vers les pays qui savent le mieux les employer, et qui par conséquent les paient plus cher, de même les métaux précieux en général s'en vont vers les pays où ils ont la plus grande puissance d'acquisition. Par conséquent, si nous les voyons abonder chez nous, c'est qu'ils n'ont pas diminué de valeur. Qu'on interroge en effet les mercuriales, on verra que, comme en Angleterre, à l'exception des denrées alimentaires et de certains

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai 1868.

objets de luxe que le progrès de l'aisance a rendus nécessaires, la plupart des marchandises, de celles qu'on a crues surtout atteintes par la dépréciation de l'or, sont aujourd'hui au-dessous du cours de 1857, 1863 et 1864. Elles subissent l'effet du ralentissement des affaires comme précédemment elles avaient subi l'effet opposé. L'élévation du prix des denrées alimentaires et des choses de luxe tient si bien au progrès de la richesse publique, que, partout où ce progrès existe, on les voit coûter plus cher. Déjà elles étaient à un prix très élevé en Angleterre et en Hollande avant 1848, plus chères que chez nous, par la raison toute simple que la richesse y était plus grande. Depuis 1852, la France est certainement le pays qui, par des causes diverses, a fait le plus de progrès industriels et commerciaux, celui dont la richesse s'est relativement le plus accrue. Aussi est-ce celui où les denrées alimentaires et les choses de luxe ont le plus renchéri. Elles sont aujourd'hui à peu près au même niveau qu'en Angleterre et qu'en Hollande. Du reste, si on voulait en avoir une preuve plus décisive, on n'aurait qu'à citer l'exemple des États-Unis. Dans ce pays, depuis longtemps et déjà avant la découverte des mines nouvelles, les denrées alimentaires et les objets de luxe étaient d'un prix plus élevé que partout en Europe. Pourquoi? Parce que le développement de la richesse y était plus grand, qu'il y avait plus de consommateurs de ces mêmes objets, et que la production était d'autant plus insuffisante.

Si on veut dire maintenant que les métaux précieux n'ont plus vis-à-vis de ces marchandises la même puissance d'acquisition qu'autrefois, qu'il en faut donner davantage pour les obtenir, et que c'est un effet de l'influence exercée par les mines d'or sur le développement de la richesse publique, nous ne faisons aucune difficulté d'en convenir; mais il y a une grande différence entre ce cas et une dépréciation de la monnaie. Si on achète plus cher les denrées de consommation, c'est qu'on a plus de moyens de les payer. Le niveau de la richesse a monté à peu près pour tout le monde : pour les uns parce qu'ils ont des revenus progressifs, pour les autres parce qu'ils sont producteurs et vendeurs de tout ce qui s'est élevé de prix. Le salaire des ouvriers eux-mêmes n'est pas demeuré longtemps au-dessous de ce qu'il doit être pour bénéficier du progrès, et aujourd'hui en général, malgré la cherté des denrées nécessaires à la vie, la condition de la classe ouvrière est meilleure qu'il y a vingt ans. Elle est meilleure surtout dans les campagnes, où l'esprit d'économie règne plus que dans les villes. Il n'y a de troublé sérieusement que la situation de ceux qui ont des traitemens ou des revenus fixes. Encore pour les traitemens peut-on les élever et les mettre au niveau de la richesse publique, et on les élève en effet tous les jours.

Quant aux revenus fixes, qui sont après tout l'exception, ils subissent la loi de l'humanité, qui veut qu'il n'y ait rien d'immuable. Si ceux qui les possèdent ne les trouvent plus suffisans, ils n'ont qu'à demander au travail le supplément nécessaire.

Maintenant, de ce que les métaux précieux n'ont pas subi encore de dépréciation sérieuse qu'on puisse signaler avec certitude, s'ensuit-il qu'il en sera toujours de même dans l'avenir? Les gisemens aurifères sont loin d'être épuisés. En Californie, ils s'étendent, dit-on, sur une longueur de 1,250 kilomètres et sur une largeur de 115 le long de cette chaîne de montagnes qui borde le Pacifique. Dans l'Australie, qui est une contrée plus grande que l'Europe, il y en a presque partout. La Russie elle-même découvre à tout moment de nouveaux gisemens dans les montagnes qui la séparent de l'Asie, dans l'Oural, l'Altaï, et jusque sur les plateaux qu'habitent les Kirghiz. Quant aux mines d'argent, voici ce qu'en disait, il y a une quarantaine d'annés, M. de Humboldt : « L'abondance de l'argent est telle dans la chaîne des Andes, qu'en réfléchissant au nombre de gîtes qui sont restés intacts ou qui n'ont été que superficiellement exploités, on serait tenté de croire que les Européens ont à peine commencé à jouir de cet inépuisable filon de richesse que possède le Nouveau-Monde. » Sans chercher à faire aucune évaluation, ce qui serait impossible, on peut dire sans crainte d'exagération qu'on n'a pas tiré des mines aujourd'hui connues, de celles récemment découvertes surtout, le dixième des richesses qu'elles renferment. Et maintenant que l'exploitation en est devenue plus régulière, qu'elle se fait avec des capitaux, des machines, et selon les procédés scientifiques, on peut s'attendre pendant longtemps à un rendement excessif; peut-être arriverons-nous à doubler le stock métallique actuel. L'effet sera-t-il toujours le même, pourrons-nous encore absorber le supplément de métaux précieux? C'est là une question qui appartient à l'avenir et que nous ne pouvons pas trancher. Ce qu'on peut dire seulement, c'est que cette augmentation prodigieuse, si elle a lieu, sera relativement assez lente; en supposant que les mines aujourd'hui en exploitation continuent à donner 1 milliard par an et que les 3/4 en reviennent au monde civilisé, déduction faite des pertes et des réexportations, — et ce sont là évidemment des suppositions très larges, — il faudra plus de soixante ans pour que le stock métallique actuel soit doublé, quatre-vingts ans pour qu'il arrive à 100 milliards. Au bout de ce temps, d'après ce qui a eu lieu à la suite de la découverte de l'Amérique, la dépréciation des métaux précieux pourrait être de 50 pour 100; mais d'ici là que d'élémens qui sont de nature à atténuer cet effet! D'abord les progrès industriels se font aujourd'hui

avec beaucoup plus de rapidité qu'autrefois. Ils marchent, qu'on me pardonne l'expression, à la vapeur, et comme les besoins de l'homme peuvent s'étendre indéfiniment, il y a un champ immense pour l'emploi des métaux précieux.

L'*Économist* anglais, faisant un tableau du développement des affaires en Angleterre pendant vingt-deux ans, de 1843 à 1865, constatait qu'on consommait par tête en 1865 41 livres 1/10e de sucre, 3 livres 3/10es de thé, 3 livres 6/10es de riz, contre 16 livres 5/10es de sucre, 1 livre 5/10es de thé et 1 livre de riz en 1843, c'est-à-dire que la consommation avait presque triplé. Le développement du commerce extérieur, par tête également, était représenté par 108 contre 38, et comme il fallait en outre tenir compte de l'accroissement de la population, qui, selon la progression moyenne de l'Angleterre, avait dû être d'environ un tiers dans le même espace de temps, il en résultait que le progrès définitif en vingt-deux ans se traduisait par un accroissement de produits de 400 pour 100. Appliquons ce calcul à l'avenir en le réduisant de beaucoup. Supposons que pendant les soixante ans qui vont s'écouler avant que nous ayons doublé notre stock métallique le progrès ne soit que ce qu'il a été en Angleterre en vingt-deux ans, si nous y ajoutons la part à faire à l'augmentation de la population, que nous n'évaluerons encore qu'à 50 pour 100, bien que la période moyenne de doublement soit pour l'Europe et l'Amérique de moins de quatre-vingts ans, nous voilà à un chiffre d'affaires de 450 pour 100 supérieur à ce qu'il est à présent, et nous aurons, pour y faire face, le double de numéraire. L'industrie et les arts aussi, par suite du progrès de la richesse, en absorberont davantage; ils peuvent en prendre 200 millions par exemple au lieu de 100 qu'ils consomment aujourd'hui.

Tous ces chiffres indiquent qu'on sera dans la nécessité de recourir plus que jamais aux moyens de crédit; seulement, en admettant que par ces moyens l'on puisse suppléer dans une certaine mesure à l'insuffisance du numéraire, nous n'allons pas jusqu'à supposer, comme le rêvent quelques personnes, qu'on puisse un jour s'en passer. Nous croyons au contraire qu'il en faudra d'autant plus qu'on fera plus d'affaires. C'est comme une pyramide qui peut s'élever d'autant plus haut que la base est plus large. Nous nous affligeons pour le présent de voir 1,300 millions de numéraire inactifs dans les caisses de la Banque de France, mais nous nous en félicitons pour plus tard; lorsque la défiance politique aura cessé et que l'esprit d'entreprise renaîtra, nous trouverons là des moyens d'action des plus puissans. Enfin, quand on veut se rendre compte de l'emploi que peuvent rencontrer dans l'avenir les métaux pré-

cieux, il ne faut pas oublier non plus qu'il y a aujourd'hui en Amérique et en Europe, à côté de nous, de grands états qui ont pour environ 10 milliards de papier-monnaie; ils ne resteront pas toujours dans cette situation. Ils supprimeront leur papier-monnaie et reprendront la monnaie métallique. Nous trouvons encore un débouché non moins important dans les relations de plus en plus actives que nous entretenons avec l'extrême Orient. Ces pays sont très avides de métaux précieux; ils sont loin d'en avoir tout ce qu'ils pourraient absorber, tout ce qu'ils absorberont un jour, lorsqu'ils seront plus riches. Par conséquent, s'il n'y a pas de limite assignable à la production des métaux précieux, il n'y en a pas non plus à la consommation qu'on peut en faire, et il faut espérer que les deux forces, mises en face l'une de l'autre, arriveront à se neutraliser, que la monnaie conservera à peu près sa valeur, et qu'il n'en résultera qu'un très grand stimulant pour le progrès de la richesse publique.

Si pourtant la dépréciation arrivait malgré tout, il ne faudrait pas s'en affliger, et l'on devrait se garder de croire qu'elle puisse apporter un trouble sérieux dans nos existences. D'abord elle serait lente et progressive, on aurait le temps de s'y préparer et de régler ses actes en conséquence. C'est ce qui est arrivé au XVIe siècle. Lorsque la révolution monétaire fut accomplie, chacun s'était accommodé du nouvel état de choses, et la société était plus riche que jamais. Une autre conséquence encore de la dépréciation, et celle-là est heureuse, c'est l'importance que prend le travail vis-à-vis de la fortune acquise. L'un gagne de la valeur et l'autre en perd, et par ce moyen l'égalité se fait entre les diverses classes de la société. Un de nos collaborateurs distingués, M. de Laveleye, a dit ici même (1) qu'au XVIe siècle l'abondance des métaux précieux avait contribué à l'élévation de la bourgeoisie, et qu'au XIXe l'abondance de l'or contribuerait à l'émancipation du peuple; rien n'est plus juste, et nous aimons mieux ce genre d'émancipation que celui que rêvent les ouvriers dans leurs congrès socialistes. Il a le mérite d'être conforme aux lois économiques et de n'amener aucun bouleversement.

VICTOR BONNET.

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril 1867.

IMPRESSIONS DE VOYAGE

ET D'ART.

Je rassemble ici quelques impressions et quelques souvenirs d'une excursion de six semaines en Belgique et en Hollande. La littérature de voyage est une des modes de notre temps, et nous devons à cette mode quelques chefs-d'œuvre et nombre de récits agréables; cependant il est un défaut que je voudrais rencontrer plus rarement dans les productions qu'elle enfante. Ce défaut, c'est le désir d'être trop complets, qui semble tourmenter outre mesure nos modernes voyageurs. Eh! qu'importe qu'ils soient incomplets, pourvu que leurs observations portent la marque de leur propre personnalité? A la vérité on peut bien, en quelques semaines, voir par les yeux du corps et même de l'intelligence tous les trésors que contient un pays; mais les sentir tous également bien est chose impossible, les forces de l'esprit et celles du corps n'y suffisent pas, car la contemplation est de tous les plaisirs le plus difficile à prolonger et le plus épuisant. Il est possible à toutes les heures de la journée de se rendre compte du sujet, de la composition, des qualités techniques et de métier d'une œuvre d'art, de rassembler et de grouper les circonstances historiques qui ont présidé à sa formation, ou au milieu desquelles elle s'est produite; mais plus rares sont les heureuses minutes où, sous l'influence de l'admiration et de la sympathie, nous découvrons qu'elle répond à quelque chose qui est en nous, où notre vie et la sienne s'associent, où en même temps que nous pénétrons dans ses profondeurs cachées, elle de son côté semble aussi pénétrer en nous et nous découvrir des sentimens que nous n'y soupçonnions pas. Voulez-vous

savoir si vous avez vraiment compris une œuvre d'art, posez-vous toujours cette question : au moment où j'ai cru découvrir son secret, ai-je senti qu'elle m'arrachait quelqu'un des miens? Si vous pouvez répondre oui, vous l'avez comprise; si vous répondez non, son secret vous est resté fermé, ou bien elle correspond à quelque chose que la nature n'a pas mis en vous, ou que l'expérience ne vous a pas encore donné. Or je vous le demande, combien de ces heures bénies peut-on rencontrer dans un de nos rapides voyages modernes? Pour moi, j'avoue, sans faux respect humain, que ces heures sont toujours rares, et que je ne considère point comme conquises à mon intelligence toutes les choses sur lesquelles mes yeux se sont arrêtés. Combien j'envie le privilége de ceux qui n'ont pas à faire un aussi humiliant aveu, et qui peuvent oser dire : J'ai tout *vu*, et non pas tout *regardé!* Leur attention n'a donc jamais été lassée? Leurs yeux n'ont donc jamais été distraits? Le souvenir tout palpitant encore du chef-d'œuvre qu'ils venaient de quitter n'a donc jamais contrarié chez eux l'intelligence du nouveau chef-d'œuvre devant lequel ils venaient se placer? Il n'y a donc jamais eu en eux conflit de sentimens et d'admirations? Leur imagination est donc toujours prête, et lorsqu'ils l'ont appelée pour les aider dans quelque évocation morale ou quelque résurrection historique, ils ne l'ont jamais trouvée sortie? Voilà une imagination bien sédentaire et qui ne mérite guère son nom traditionnel de folle du logis. La mienne est plus rebelle, j'en conviens, ce qui est d'une bien grande ingratitude, car elle est de toutes nos conseillères intimes celle que j'aimerais le plus à consulter à toute heure, et dont j'aimerais le mieux écouter les leçons.

Cette courte préface a pour but de prévenir ceux de nos lecteurs qui arrêteront les yeux sur ces pages qu'ils ne doivent y chercher que des impressions d'une nature purement personnelle. Tant pis si les œuvres dont je les entretiendrai sont de nature diverse ou même si contraire qu'il serait impossible de les grouper systématiquement ensemble. J'ai toujours considéré que la première chose qu'un écrivain devait à son lecteur, c'était sa personnalité, et c'est pourquoi, me taisant sur les choses que j'ai vues seulement, je me bornerai à celles que j'ai senties plus ou moins vivement, et qui ont accru en moi à quelques rares minutes le plaisir d'exister.

I. — GASPARD DE CRAYER.

Le musée de Bruxelles est le premier que l'on visite quand on passe de France en Belgique, et cela est vraiment heureux pour lui, car il paraîtrait bien insignifiant et bien pâle, si on le visitait

après le musée d'Anvers, l'église de Saint-Bavon de Gand et l'hôpital de Saint-Jean de Bruges. Cependant il mérite que le curieux lui consacre une longue demi-journée de son temps, car c'est là qu'il fera pour la première fois connaissance intime avec un artiste dont nous ne possédons que de trop rares échantillons, et qui est pour nous singulièrement attachant et sympathique, l'intelligent, le chaste Gaspard de Crayer.

Bien qu'il ait été contemporain de Rubens et de Van Dyck, et que sa mort ait précédé d'une dizaine d'années celle de Jordaens, on peut considérer Gaspard de Crayer comme le dernier représentant non-seulement de l'école d'Anvers, mais de la peinture flamande tout entière. Le sentiment pathétique qui avait soutenu toute la peinture des Flandres depuis son origine dit avec lui son dernier mot; avec lui, on touche à ces extrêmes frontières, après lesquelles l'inspiration change nécessairement de nature, comme le paysage change de physionomie lorsqu'on passe d'un pays dans un autre. La meilleure méthode pour dire ce qu'il fut, c'est de le mettre en contraste avec ces deux autres grands peintres issus de Rubens, qui furent ses émules et ses rivaux, et qui ont été plus heureux que lui devant la gloire et la postérité, et ici admirons combien universelle est l'inspiration du vrai génie, comme elle sait féconder les natures les plus diverses, les aptitudes les plus contraires, et, pour tout dire, les âmes les plus ennemies.

Van Dyck, Jordaens, Gaspard de Crayer, sont trois fleurs splendides écloses autour du tronc de Rubens; toutes trois ont bu la même séve puissante, mais que leurs couleurs, leurs formes et leurs parfums diffèrent! Quelle ressemblance y avait-il donc entre l'âme élégante de Van Dyck, l'âme robuste et vulgaire de Jordaens et l'âme laborieuse et chercheuse de Gaspard de Crayer, pour que la même inspiration pût donner l'essor à leurs talents? C'est que les hommes de génie souverain comme Rubens ont en eux un si riche mélange qu'ils sont semblables à la nature, qui, avec les mêmes élémens inégalement distribués, alimente la vie chez les tempéramens les plus opposés. Le charmant Van Dyck, d'une âme élégante comme son corps, a absorbé les élémens les plus nobles de Rubens, la magnificence et la puissance pathétique; mais comme cette âme avait, en vertu même de son essence, un besoin suprême d'élévation, comme elle était dominée avant tout par l'aspiration vers tout ce qui était haut, et trahissait ainsi une certaine faiblesse, — les hommes tout à fait supérieurs ne connaissent pas l'aspiration, car leur nature est en parfait équilibre, et ils ne peuvent monter plus haut qu'eux-mêmes, — il a *féminisé,* pour ainsi dire, cette puissance pathétique par crainte d'être vulgaire, et, à force de

vouloir ne lui rien faire exprimer qui ne fût conforme à la noblesse, il l'a dépouillée d'une partie de sa vigueur. Certes il est bien touchant ce ***Stabat mater dolorosa*** qu'il a chanté avec l'instrument du pinceau et la gamme des couleurs; cette élégie peinte qu'il a refaite toute sa vie sans se lasser, vous la rencontrerez partout sur votre route, à Malines, à Anvers, à Gand, à Bruges, toujours attendrissante, et vous laissant dans un trouble délicieux, composé d'angoisse pour la douleur qu'elle vous exprime, et d'allégresse pour le ravissement qu'inspire toujours un noble spectacle; mais que nous sommes loin de la puissance pathétique de Rubens! Ce ne sont pas de douces larmes que ce dernier appelle au bord de vos yeux, et ce n'est pas un trouble délicieux qu'il vous fait ressentir; ce sont vos larmes les plus amères qu'il vous arrache, ce sont les puissances mêmes de la vie qu'il révolte en vous. Votre nature fait explosion, les sanglots montent du fond de votre poitrine et vous étreignent la gorge; vous faites effort pour ne pas éclater devant les inconnus qui sont à vos côtés et qui sont étrangers peut-être à ces émotions, et vous détournez la tête, incapable de supporter le degré d'angoisse qu'inspirent des spectacles comme *la Descente de croix*, *le Christ entre les deux larrons* et ce terrible *Christ à la paille*, dernier mot de la peinture comme expression, car au-delà commence le rôle de la parole et du drame. C'est au spectacle inverse que Jordaens nous fait assister; de même que Van Dyck n'a pu absorber que les atomes les plus nobles du riche mélange de Rubens, Jordaens n'a pu absorber que ses atomes les plus terrestres. Il lui a pris l'éclat, le mouvement, le sentiment populaire, la fougue physique, le sentiment de la réalité; mais, comme sa nature n'est que force, elle a pour ainsi dire vulgarisé tous ses emprunts. Cette réalité de Rubens, en passant chez lui, est devenue trivialité, cette fougue physique est devenue cynisme, ce sentiment populaire est devenu populacier. Tous ces élémens robustes, qui chez Rubens engendraient la parfaite santé, maintenaient l'équilibre de la nature et empêchaient les qualités plus hautes de s'affadir en mignardises ou de s'évaporer en vaines aspirations, engendrent chez Jordaens une pléthore de vie qui est une véritable maladie, et qui étouffe sous son poids tout germe noble. Rubens vit de la réalité, Jordaens en crève. Fort différent de ces deux hommes remarquables est le bon et sage Gaspard de Crayer. Il est certains tempéramens délicats et débiles qui ne peuvent absorber les élémens les plus salubres qu'à doses homœopathiques, que les calmans pris en quantité ordinaire affaiblissent, que les toniques pris en quantité modérée enivrent. Gaspard de Crayer était de ceux-là. Élevé à une autre école que celle de Rubens, il a ressenti sa forte influence, et il

lui a cédé avec une docilité et en même temps une modération qui témoignent d'une singulière intelligence. Il a pris de Rubens ce qu'il en pouvait prendre, ni plus ni moins, sans que sa personnalité dévoyât ou fût écrasée; éclectiquement, comme l'abeille compose son miel, il a extrait de toutes les qualités du maître juste ce qu'il en fallait pour servir de remède et de correctif à sa propre nature. C'est Rubens qui a réchauffé d'un feu doux ses conceptions, qui sans lui auraient été trop tièdes; c'est lui qui a donné du ton à ses pensées, qui dans leur délicatesse auraient paru souvent malingres; c'est Rubens, en un mot, si l'on peut s'exprimer ainsi, qui a stimulé son sang pur, mais sans vivacité, et fait monter le vermillon à ses joues trop pâles. C'était un génie un peu valétudinaire que Gaspard de Crayer, et il est permis de croire que sans l'influence de Rubens, réduit à ses propres ressources et à l'influence de son maître Van Coxcie, l'élève des Italiens, il eût souvent manqué des moyens de mettre en saillie ses qualités fines et rares; mais jamais grand homme ne fut le médecin d'un plus intéressant malade.

Gaspard de Crayer se sépare de tous les autres peintres de l'école flamande de cette glorieuse période par le caractère propre de son inspiration. L'inspiration des peintres flamands de cette période est une inspiration toute de nature et de tempérament, que l'on pourrait appeler physique, si ce mot n'était pas une espèce de calomnie pour désigner une opération où l'être vivant de l'homme est tout entier engagé. Ils peignent de fougue, d'un jet spontané et libre, où les esprits de la chair ont autant de part que ceux de l'âme. Malgré sa constante noblesse, Van Dyck lui-même ne fait pas exception à cet égard, et, s'il fait à beaucoup l'illusion de chercher plus particulièrement que ses maîtres ou ses rivaux ses inspirations ailleurs que dans le bouillonnement intérieur de la vie, c'est tout simplement qu'il traduit une nature composée d'élémens plus exclusivement fins et nobles. Au fond il peint avec sa chair tout autant qu'un Jordaens; seulement sa chair, fine et belle, animée d'émotions qui correspondent à ses qualités, est une manière d'âme, tandis que la chair de Jordaens, lourde et brutale, est une manière de robuste limon. Mais le bon Gaspard de Crayer n'avait pas cette force de nature, et sa seule inspiratrice était la faculté abstraite de l'intelligence, qui sera toujours dans les arts une muse secondaire. Tout ce qu'il a peint porte le cachet d'une méditation patiente, d'un labeur curieux et prolongé, d'un choix arrêté après de longs tâtonnemens, d'un triage scrupuleux de pensées et de sentimens. Infinis sont les soins qu'il a pris pour varier les sujets traditionnels usés par tant de magnifiques peintures, pour en faire sortir des œuvres qui

fussent bien réellement siennes, pour ne rappeler en rien ses rivaux et ses maîtres. A ces précautions et à ces soins, il a dépensé une intelligence tout à fait rare. Nul peintre n'a mis plus d'idées dans ses tableaux; on peut dire qu'il y en a mis une par chaque coup de pinceau. Il résulte de cette extrême abondance d'idées une conséquence des plus singulières : ses tableaux manquent d'inspiration centrale et se composent d'épisodes. C'est que l'inspiration centrale n'existe que dans les œuvres qui sont nées d'un jet spontané, parce qu'alors la force de la nature entraîne dans un flot général les idées accessoires, et les fait toutes converger vers le sentiment principal dont elles dépendent; mais, lorsque l'artiste a recours à la seule intelligence, faculté qui ne sait que diviser et dissoudre, chacune de ces idées accessoires prend une importance égoïste : la méditation ne peut s'en détacher qu'après les avoir successivement exprimées dans leur intégrité; elle ne croit les avoir jamais exactement rendues, et au milieu de cet excès de scrupule l'artiste oublie son but principal, et l'unité de son œuvre est perdue.

Je veux prendre un exemple, un seul, pour montrer l'originalité propre à ce talent, et je choisirai pour cela un tableau qui n'est pas estimé parmi ses plus belles œuvres, mais qui, selon moi, a le mérite de découvrir plus clairement qu'aucun autre ses qualités et ses défauts. Parmi les treize toiles de Gaspard de Crayer que renferme le musée de Bruxelles, il en est une qui représente un martyre, celui de saint Blaise, je crois. Le simple bon sens indique que le personnage central du tableau doit être le martyr, et que c'est dans ce personnage qu'il faudra chercher l'unité de l'inspiration. Crayer y a incontestablement pensé, mais il s'est trouvé que par la faute de son intelligence curieuse et scrupuleuse il s'est arrêté trop longtemps à un de ses personnages secondaires, si bien que l'intérêt de son tableau a été déplacé, et doit être cherché non dans le saint, mais dans un de ses bourreaux. C'est une merveille d'intelligence que le personnage de ce bourreau : mais alors Gaspard de Crayer aurait dû débaptiser son tableau, et l'appeler non *le Martyre de saint Blaise*, mais *un Miracle de la grâce*, ou, pour prendre un titre plus purement philosophique, *le Triomphe de la nature*. Le saint est debout, attaché à une sorte de poteau, les yeux levés au ciel avec une expression de religieuse ferveur. Un des bourreaux est à genoux à ses pieds, qu'il a liés et qu'il martyrise; il fait son horrible besogne avec indifférence et impassibilité, car, ne voyant pas le visage du saint, rien ne le trouble et ne l'émeut. Il n'en est pas ainsi du bourreau qui est en train d'écorcher le bras gauche du saint. C'est une figure de Flamand roux qui en temps ordinaire doit être fort bestiale, mais que la circonstance fait rayonner des

meilleures émotions de l'humanité. Ses regards sont tournés vers le martyr, il voit sa douceur, sa résignation, sa piété, et son cœur s'émeut. La bonté se lève sur ce visage à l'état d'aube; l'attendrissement n'a pas éclaté, il pointe seulement; la sensibilité éveillée jette une faible lumière; les yeux ne pleurent pas, mais ils se revêtent de ce brillant voile humide qui est l'indice physique des émotions contenues. La grâce opère visiblement, mais elle n'est qu'au début de son aurore, car cette transformation de la nature n'est pas encore assez avancée pour lui faire abandonner son sinistre devoir. Il en résulte dans l'esprit du spectateur une sorte de point d'interrogation qui crée l'émotion la plus irritante qu'on puisse ressentir. Ce personnage se convertira-t-il? Dans tout autre tableau, on ne songerait pas à se poser une question aussi oiseuse; mais comme, par suite du soin avec lequel Crayer l'a étudié, le bourreau est devenu, à l'insu du peintre, le personnage principal, et que c'est sur lui que se porte notre sympathie, on se retire mécontent de l'émotion indéfinie, incomplète, qu'il donne. Tel est l'intérêt des toiles de Gaspard de Crayer, le peintre chez lequel on peut le mieux étudier peut-être le charme et la faiblesse des talens qui se composent d'intelligence.

Mais tous ceux qui ont une tendance au dilettantisme aiment Gaspard de Crayer malgré ses défauts et à cause même de ces défauts. Quand nous avons dépassé un certain degré de culture, ce qui nous charme dans les arts, ce sont moins les qualités saillantes et incontestables que les détails et les nuances, saisissables seulement pour ceux qui, dans les mystères de l'intelligence, se sont élevés au grade de rose-croix. En poésie par exemple, nous tirons notre plaisir de la coupe d'un poème plutôt que du sentiment qu'il exprime; en musique, nous faisons grâce à un morceau pour une demi-mesure qui s'y trouve enclavée, et que nous voudrions entendre répéter indéfiniment en dispensant le musicien de ce qui la précède et de ce qui la suit. Tel est le plaisir fin et rare que Gaspard de Crayer fait éprouver. Je ne puis lui trouver d'analogue dans le domaine des différens arts que le musicien Mendelssohn. Comme Mendelssohn, il demande son inspiration à l'intelligence; comme lui, il est tout en nuances, en intentions, en détails, en idées détachées; comme lui, il est sage, fin, scrupuleux, et, pour que la ressemblance soit plus étroite encore, leur situation d'artistes a été la même. Tous deux sont venus à la fin d'une grande période d'art, tous deux ont ressenti les mêmes difficultés et ont eu besoin des mêmes efforts.

Lorsque dans le cours d'un grand mouvement d'art on voit apparaître des hommes comme Gaspard de Crayer et Mendelssohn, on peut se tenir pour sûr que ce mouvement est achevé. Grands

artistes venus quelques instans trop tard, leur rôle est celui de glaneurs sur un champ complétement moissonné. Studieusement ils ramassent les épis tombés inaperçus des moissonneurs qui ont précédé, ou dédaignés par eux dans la fougue de leur travail. Cependant ces épis appartenaient à la riche moisson qui a été récoltée; c'est la même paille, le même grain. Aussi celui qui contemple leur gerbe à distance peut-il aisément les confondre avec leurs prédécesseurs; mais ce n'est là qu'une illusion. Ce sont des puissances et des facultés autrement hautes que l'intelligence, qui donnent naissance aux grandes époques d'art; c'est le travail des siècles arrivé à maturité, c'est l'esprit universel qui, trop longtemps errant et muet, demande à se fixer et à parler, et qui s'abat sur d'innocens interprètes, heureuses victimes passives qui expriment des pensées plus grandes qu'elles-mêmes; c'est la vie générale contenue dans de nobles individualités qui arrive à faire explosion. Ame universelle des choses, souffle errant dans l'infini, instinct obscur et à l'insaisissable travail, voilà les véritables promoteurs des grands mouvemens d'art, et non la chétive intelligence aux combinaisons lentes et peu sûres. Cependant des hommes comme un Gaspard de Crayer ou un Mendelssohn sont encore de très grands artistes, parce que leur intelligence ne cherche pas ses ressources en elle seule, et qu'elle s'applique surtout à découvrir et à utiliser les miettes dédaignées du riche banquet dont ils voient la fin; mais quand enfin ces miettes ont disparu, quand l'intelligence est réduite à ses propres ressources, quand l'artiste se trouve en face de sa propre individualité, ah! quel isolement, quelle indigence, quels efforts! Alors commence le régime des académies, des écoles, des systèmes; bien de nobles personnalités apparaissent encore, mais elles n'ont d'autre loi qu'elles-mêmes et ne répondent qu'à elles-mêmes. L'âme universelle a trouvé satisfaction, et, passant d'un pays à un autre, elle laisse à l'état de nain le pauvre groupe d'hommes que par ses dons acceptés avec inconscience elle avait un moment rempli d'orgueil et exalté jusqu'à se croire un peuple de géans. *Allah!* Dieu seul est grand!

Des artistes comme Gaspard de Crayer marquent une transition en même temps qu'ils marquent un achèvement. Je disais en commençant qu'ils indiquent que l'inspiration change de nature, comme en voyage on est averti qu'on change de pays par la différence de plus en plus tranchée de la physionomie du paysage. Quand on regarde Crayer, quoiqu'on se sente bien en Flandre, il semble cependant que l'on approche de la France. Et en effet savez-vous bien qui l'on trouve en Gaspard de Crayer, quand, le dépouillant de la riche influence de Rubens, de sa douce couleur, des trouvailles pittoresques qu'il doit à l'émulation ou à l'imitation ingénieuse, de cet

appétit plus ou moins vif de beauté que ne peut manquer de ressentir un artiste qui a vécu dans un tel milieu, on le réduit à sa propre individualité? Eh bien! on trouve un frère de Philippe de Champaigne, Flamand comme lui, mais nôtre par le génie. Par sa sagesse, son bon sens, son intelligence, son art de composition, son austérité, Gaspard de Crayer marque la transition de la Flandre à la France, à laquelle passe alors pour un temps trop court le sceptre du grand art.

Maintenant, si vous voulez vous dispenser d'étudier Gaspard de Crayer, et si vous voulez l'admirer d'emblée dans toute sa perfection, allez à Gand dans l'église de Saint-Michel, asseyez-vous dans la chapelle de Sainte-Catherine, qui se trouve juste en face de la chapelle où, de l'autre côté de la nef, est suspendu l'admirable *Christ mourant* de Van Dyck, et contemplez-y pendant une heure la charmante *Assomption* de cet intéressant artiste.

II. — JEAN STEEN.

Il y a dans notre nature plus de contrastes encore que Shakspeare lui-même n'en a noté. Vous est-il jamais arrivé par exemple de n'être préoccupé que de pensées nobles lorsque vous marchiez vers la satisfaction d'une curiosité qui n'avait rien de commun avec la noblesse? Notre visite à la riche galerie du duc d'Arenberg à Bruxelles nous a fait connaître un contraste de ce genre. Que de souvenirs nous assaillaient pendant notre voyage à cet hôtel d'aspect si grave et si imposant! Nous pensions au Sanglier des Ardennes, au *Quentin Durward* de Walter Scott, au *Massacre de l'évêque de Liége* de Delacroix, à notre chroniqueur Fleuranges; nous pensions surtout à l'homme noble de fait comme de nom qui forma cette galerie, et qui eut l'insigne honneur et l'insigne humanité de comprendre et d'aimer le grand Mirabeau insulté par ses pairs. Et pourquoi allions-nous visiter cette noble maison, s'il vous plaît? Pour contempler *les Noces de Cana* de Jean Steen, œuvre capitale du plus licencieux des peintres, car c'est surtout cette curiosité que nous tenions à satisfaire.

Cette galerie, composée avec un goût exquis, ne contient presque que des toiles de premier choix, et pourrait être regardée comme le véritable musée de Bruxelles, si elle n'était consacrée presque exclusivement aux peintres hollandais et aux petits Flamands. Cependant il s'y rencontre plus d'une œuvre faite pour éveiller des pensées plus grandes que celles qui naissent devant un Jean Steen ou ses émules, et dans le nombre nous ne devons pas oublier une petite toile qui nous intéresse particulièrement, nous Français. Nous voulons parler d'un portrait de la reine Marie-Antoinette à la veille

de sa décapitation, peint par un brave peintre du nom de Kokarski. Il avait fait le portrait de la reine dans ses jours heureux, et bien des années après, pendant ses stations de garde national au Temple, il eut l'adresse de dérober au temps à la course vertigineuse l'image dernière de celle qui allait être emportée. — Après la révolution, l'existence de ce portrait vint à la connaissance du duc d'Arenberg, et l'homme qui avait fait le plus sérieux effort qu'on ait tenté pour sauver la monarchie française, par le rapprochement de Mirabeau et de Marie-Antoinette, voulut acquérir l'image dernière de celle qu'il avait essayé de sauver de l'orage alors qu'il portait encore le nom et le titre de comte de La Marck. Ce portrait a manqué à l'exposition des souvenirs de Marie-Antoinette organisée l'an dernier au Petit-Trianon, et c'est vraiment dommage : les organisateurs de cette exposition n'en avaient-ils donc pas connaissance, ou bien le détenteur actuel de ce portrait a-t-il eu la cruauté de nous le refuser pour quelques jours? Ce portrait vérifie et consacre plusieurs des détails que la tradition nous a transmis sur la personne de la reine à la veille de sa décapitation. Voilà bien en effet le costume sous lequel on nous a raconté qu'elle était allée à l'échafaud, le simple bonnet, le fichu de coton blanc, la robe de laine noire, voilà bien la chevelure prématurément blanchie; mais les ravages de la douleur n'ont pas poussé plus loin leur triomphe, et le portrait est curieux en ce qu'il constate que la tête que Marie-Antoinette livra au bourreau avait conservé sa beauté non moins que sa fierté. Ce visage est étonnamment grave et fort; il s'y lit de la tristesse, aucun accablement, aucune déchéance intérieure. L'âme auquel ce visage sert d'interprète porte le poids de la fatalité, mais elle le porte avec une noblesse où l'aisance s'allie à la vigueur... Nous devions saluer ce portrait au passage, puisque le hasard l'a mis sur notre chemin; mais un sujet plus bas nous réclame, et nous ne pouvons nous attarder.

Puisque me voilà devant une des toiles capitales de Jean Steen, je profiterai de cette occasion pour rassembler en un seul tout les impressions éparses que j'ai ressenties devant les tableaux de cet artiste tant en Flandre qu'en Hollande. Comme Jean Steen est peu connu chez nous, et que le vaste public n'a pas eu l'occasion de donner son verdict sur le mérite de ce peintre, sa renommée est encore livrée à la controverse parmi les rares personnes qui ont pu voir ses tableaux. Il a ses détracteurs et ses enthousiastes, et, chose curieuse, les uns et les autres ont également raison. Jean Steen est en même temps un très grand artiste et un peintre secondaire. Son coloris est sans grand caractère et la plupart du temps sans charme, sauf dans quelques parties de *la Fête aux huîtres* de La Haye, et dans le ravissant petit tableau de la *Jeune*

fille malade du musée Van der Hoop; pour la vigueur du faire, la finesse du rendu, la conscience patiente de l'exécution, il est bien loin de tous ces petits grands maîtres qui s'appellent Van Ostade, Mieris, Metzu, Gérard Dow. Pour de l'esprit, il en a beaucoup, il n'en a pas plus néanmoins qu'un Adrien Brauwer par exemple, et surtout il l'a moins franc et moins naturel. Jean Steen manque absolument de simplicité, ce qui est étrange, étant donnés les sujets vulgaires qu'il traite; il est singulièrement compliqué, entortillé, quelquefois même alambiqué. Il sous-entend souvent des espèces de symboles et des idées d'une philosophie douteuse sous ses scènes de débauche et ses charges bouffonnes; cependant c'est un très grand artiste malgré tous ces défauts, car nul peintre hollandais ne possède à ce point la poésie des sujets qu'il traite, et n'a saisi à ce point, toute palpitante, toute chaude de ses basses émotions, l'âme vivante de la canaille dont il a transporté sur sa toile le bestial emportement.

A quoi pensait donc le pauvre Henri Heine, me suis-je écrié intérieurement, une fois devant un tableau de Steen, lorsque dans une de ses fantaisies il entonnait un hymne à cet artiste comme au peintre des joies de la vie et des brillantes sensualités? Lui, Jean Steen, un apôtre de cette fameuse réhabilitation de la chair dont il fut tant question après juillet 1830! Mais au contraire ses tableaux semblent faits exprès pour rendre à toute âme un peu délicate le même service que les aristocratiques Spartiates demandaient aux ilotes. Cependant, en réfléchissant un peu, on voit très bien ce qui a séduit et égaré Henri Heine : c'est précisément cette force poétique que nous indiquions tout à l'heure comme le grand mérite de Jean Steen. Eh quoi! direz-vous, il peut y avoir de la poésie dans ce qui est franchement ignoble? Eh! mon Dieu, oui, car la poésie est partout où la vie se rencontre avec intensité. Le troupeau de pourceaux que Jésus anima des démons qu'il avait tirés du corps du possédé fut certainement poétique un moment, pendant qu'il courait se précipiter dans la mer. Les voyez-vous, les immondes animaux, stimulés par l'éperon intérieur du diable, s'abandonnant à une course vertigineuse que n'égalèrent jamais les *fantasias* arabes les plus effrénées? Entendez-vous la formidable musique de leurs grognemens? Voyez-vous ce suicide en masse qu'ils exécutent par le fait d'une force qui leur est inconnue, comme des victimes de la fatalité antique? C'est une semblable poésie qui distingue le troupeau de pourceaux humains que nous montre Jean Steen.

Tous ceux qui ont habité la Hollande s'accordent à déclarer que ce peuple d'apparence impassible et flegmatique, qui semble alourdi et assagi par l'excès de la lymphe, est de tous les peuples celui qui se rue au plaisir avec le plus brutal empressement. C'est

cette frénésie que nous montre Jean Steen, mieux que Téniers, mieux que Van Ostade, mieux que Brauwer lui-même, car il met dans ses tableaux toute la fougue que ses rivaux ne connaissent pas, — sauf Brauwer, et encore chez Brauwer il y a plus de tapage que de fougue, — et il fait fi de la décence relative que les autres n'oublient jamais. Dans leurs scènes les plus basses en effet, les autres Hollandais ne perdent jamais une certaine réserve, soit qu'ils aient été retenus par une sorte de puritanisme imposé par la société générale, soit que la patience et la lenteur de leur art, amoureux du rendu à l'excès, ait glacé cette spontanéité qui peut seule exprimer la fougue : leur trivialité est inoffensive; ils peuvent offenser le bon goût, la délicatesse, le sentiment de l'élégance, ils n'offensent pas le sens moral. Prenez Téniers, par exemple, dans quelqu'une de ces fêtes de village qu'il a si souvent reproduites; c'est une basse idylle que vous contemplez, mais enfin ce n'est qu'une idylle. Téniers, il est vrai, peut paraître un exemple mal choisi, car de même que sa couleur et sa touche provienent de Rubens, le peuple qu'il a montré buvant et chantant est le bon, le docile peuple flamand, et non le peuple hollandais, le plus carrément indépendant qu'il y ait peut-être sur ce globe. Prenez Van Ostade en ce cas, examinez-le dans ses scènes populaires si remarquables et comme perfection de peinture et comme réalité d'observation, par exemple dans ces deux perles inimitables du musée de La Haye, l'*Extérieur* et l'*Intérieur d'une chaumière;* certes ce ne sont pas des mœurs bien relevées qu'on y contemple, mais rien n'y choque le sens moral : tout ce qu'on observe de plus mauvais sur les visages de ces paysans, c'est une certaine âme âpre, dure, calleuse, que ne peuvent voiler ni les fumées de l'ivresse, ni les joies de la sociabilité, l'âme d'un peuple tout entier à des pensées de gain, et qui épie les biens matériels de ce monde d'un regard plus attentif qu'aucun autre. Prenez encore ce vaurien si spirituel d'Adrien Brauwer; la galerie d'Arenberg contient un excellent spécimen des sujets qu'il affectionne. Deux vieux magots ayant bu trop de bière se sont pris aux cheveux en dépit de leur âge, et se cassent leurs brocs sur la tête avec une vivacité sénile des plus amusantes : ce sont des gens à mettre au violon et à renvoyer ensuite à leurs familles; mais le scandale qu'ils donnent n'est pas grand. Gaîtés de tapageurs, de buveurs, de fumeurs, Adrien Brauwer, le plus débraillé de tous ces peintres, ne sort pas de là; ce sont mœurs fort bruyantes, mais après tout inoffensives. Quant à ces autres maîtres exquis dans leur trivialité, un Gérard Dow, un Miéris, je n'ai pas besoin de dire combien ils sont honnêtes et réservés.

Jean Steen est bien autre chose. — Il peint avec cette même

verve abondante en images avec laquelle les poissardes invectivent. Voyez-le par exemple dans ce petit tableau du musée d'Anvers, *une Noce de village*, où il a reproduit le cancan de l'ancienne canaille hollandaise avec une souplesse de vie vraiment admirable. C'est une noce de riches paysans ou plutôt de demi-bourgeois, et tous les serviteurs de la ferme s'en donnent à cœur-joie dans la cuisine où, selon l'antique coutume, le repas de noce a été servi. Pour laisser place à leurs ébats, on a relégué dans un coin la table des époux, où trône une blonde mariée d'une gentillesse insignifiante, mais la seule personne décente de cette société. Quel quadrille échevelé! Il faut aller au bal masqué de l'Opéra pour en trouver un pareil. Et cette frénésie ne respecte ni le sexe ni l'âge. Au milieu de ces personnages, il en est un qui se fait remarquer plus particulièrement par une certaine allure traînante, une manière d'étendre la jambe, de laisser pendre le bras, de plier la hanche, d'imprimer au corps une certaine molle attitude, qui font autant d'honneur à la souplesse du pinceau de Steen que peu d'honneur à son gai compère, car ce compère est un vieillard. Dans un coin de la salle, un mirliflore de village, placé au pied d'un escalier qu'il s'apprête à monter, cligne de l'œil à une servante à laquelle il a visiblement besoin de dire deux mots, et celle-ci, en fille bien apprise, s'empresse de dépêcher sa besogne afin de ne pas faire attendre ce si beau monsieur. Quelquefois on ne sait pourquoi ni comment cette verve atteint aux effets bouffons les plus puissans. Le musée de Bruxelles contient de cette verve un spécimen qu'on ne peut contempler sans un éclat de rire. Une grosse commère assise dans une cabane sourit à un jeune gars, pêcheur de son état sans doute, qui lui montre un beau poisson qu'il vient de prendre. Or cette capture rend le gars si fier qu'il en danse sur un pied en tirant à la bonne femme une langue longue de deux pouces. Ce qu'il y a d'esprit dans l'expression de cette jovialité saugrenue est incroyable. Cependant il y a un tiers dans cette scène, un personnage méphistophélique dont les traits rappellent ceux de notre romancier C..., — si C..., par parenthèse, a vu les tableaux de Jean Steen, il doit beaucoup les aimer, — et ce personnage, de sa main étendue en éventail sur la pointe de son nez prise comme base de sa grotesque opération, fait successivement la nique aux deux autres avec un sourire d'un machiavélisme dont la bêtise ne laisse rien à désirer. C'est évidemment un malin qui en pense plus long qu'il n'en dit; mais que diable pense-t-il? La réunion de ces trois variétés de la bêtise produit un effet comique dont il est fort difficile de se rendre compte, mais qui est incontestable.

Ce personnage méphistophélique du tableau de Bruxelles se rencontre fréquemment dans les toiles de Steen, et toujours avec le

même visage, des traits maigres et allongés, un grand nez, un œil luisant, clignotant ou démesurément ouvert, et une sorte de sourire bêtement vicieux. Tel est le malin du tableau que nous venons de citer, le mirliflore de la noce d'Anvers, et un certain fantôme équivoque qui figure dans une des toiles de la *Trippenhuys* d'Amsterdam, *la Fête de saint Nicolas*, sujet qu'il affectionne, car il l'a varié plusieurs fois (1). C'est le jour de la fête de saint Nicolas, et la mère de famille distribue à ses enfans les récompenses remises pour eux par le patron du jour. Dans le nombre, il se trouve un gentil marmot qui n'a pas été sage, et le saint n'a rien remis pour lui. Il pleure à chaudes larmes; mais qu'il se console, la Saint-Nicolas ne se passera peut-être pas sans apporter quelque cadeau, car dans le fond, tout près de l'alcôve, se dresse un grand diable de fantôme, de sexe indéfinissable, qui pourtant a forme féminine, et ce fantôme montre discrètement à l'enfant une belle pièce ronde. Qu'est-ce que ce fantôme qu'on n'ose pas trop interroger? Est-ce une grand'mère? Elle est d'aspect bien singulier. Est-ce Astaroth en personne? Il est bien déplacé dans cette scène de famille. Ce Méphistophélès est évidemment un symbole, car ce grotesque Steen a des prétentions à la satire morale. Il a une philosophie, et il l'a exprimée plusieurs fois, notamment dans un certain tableau qui se trouve au musée de La Haye et qui s'intitule, selon les livrets, soit *la Fête aux huîtres*, soit le *Tableau de la vie*. Cette philosophie est d'une portée médiocre, car voici l'image singulière sous laquelle Steen s'est représenté la vie humaine. Il paraît que chacun de nous a une huître à faire avaler et qu'il passe son temps à chercher qui l'avalera. La société est figurée dans ce tableau sous la forme d'une immense salle de taverne hollandaise, où compères et commères de toute condition, les uns en vêtemens populaires, les autres en beaux pourpoints et en robes d'étoffes précieuses, sont occupés à débattre les conditions de leur précieux marché. Eh bien! et quand l'huître est avalée, la vie est-elle close? En ce cas, elle est moins qu'une des bulles de savon que souffle ce jeune gars placé dans le grenier, bulles qui symbolisent sans doute le néant de notre existence. On voit que la philosophie de Jean Steen ne vaut pas sa verve.

On a comparé Steen à Hogarth. Il y a en effet quelques ressemblances entre eux; mais l'analogie n'est que superficielle. Hogarth est toujours moral, quelque sujet qu'il traite; Steen ne l'est jamais. Hogarth, esprit autrement profond que Steen, a toute la philosophie que celui-ci n'a pas; mais en revanche Hogarth, malgré son génie d'observation comique, reste toujours prosaïque, tandis que l'esprit

(1) Notamment dans une toile, cette fois irréprochable, qui se trouve au musée de Rotterdam.

de poésie circule constamment dans les ruisseaux de Steen, quelque boueux qu'ils soient. Non, Steen se rattache à une tout autre famille de talens, et, quand nous les aurons nommés, le lecteur comprendra tout de suite pourquoi nous insistons sur le don poétique de ce peintre, et quel est le genre de poésie que présentent ses ouvrages. Ses vrais confrères dans les arts, c'est Callot, c'est Goya; dans la littérature, ce sont les picaresques espagnols, et, chose qui surprendra peut-être un peu, Hoffmann. Qu'il possède le même genre de verve cynique, le même comique débraillé, le même pittoresque sans scrupule que nous admirons chez les picaresques espagnols, cela n'a pas besoin d'être démontré après l'analyse que nous avons faite de quelques-uns de ses tableaux. Ne tenez compte que de la ressemblance des formes d'esprit et de talent, établissez la différence naturelle qui doit exister entre la chaude Espagne et la blafarde Hollande, et vous qui avez vu Steen, dites si jamais picaresque espagnol a mis plus de franchise dans l'expression de l'ignoble que n'en a mis le peintre dans la scène d'ivresse que l'on voit au musée Van der Hoop. Une fille bestialement jolie est étendue ivre-morte sur le banc d'une échoppe ou d'un cabaret; dans la même auge, tout près d'elle, un vieillard vaincu par le même démon de l'orge et du houblon est couché tout de son long. C'est le dernier degré de l'ignominie, mais toute la lourdeur du sommeil de l'ivresse est dans ce morceau de boue animée que les trompettes du jugement ne réveilleraient pas.

Ce n'est pas seulement dans cette franchise et cette fougue cyniques que consiste la poésie de Jean Steen. Chez lui comme chez les artistes dont nous avons cité les noms, plus encore que chez eux peut-être, la réalité la plus basse conduit aux visions fantastiques les plus grimaçantes, et la vulgarité engendre l'hallucination. C'est que comme eux il a remarqué que nos actions les plus communes étaient déterminées par le jeu de secrets ressorts qui font partie de l'organisme même de notre être. Ce sont ces esprits vitaux qui circulent invisibles à travers les actes les plus repoussans de la vie humaine qu'il fait suinter pour ainsi dire des pores de ses personnages. Comme Goya et Hoffmann, il a remarqué avec quelle complaisance la réalité, loin de proscrire le rêve et la vision, leur ouvre au contraire la porte toute grande par le branle singulier que certains de ses détails impriment à l'imagination. Un nez d'une forme excentrique, l'aboiement d'un chien, le cri d'un perroquet, une paire de bras trop longs, une taille ramassée en boule ou allongée en peuplier, détails assez insignifians par eux-mêmes, deviennent facilement le point de départ d'une série de combinaisons fantasques et chimériques par la provocation qu'ils exercent sur l'imagination. Léonard de Vinci donnait à ses élèves le conseil singulier de cher-

cher des élémens de figures et de paysages dans les taches de pluie des vieux murs, les salissures des plafonds, les formes des nuages. Un Goya, un Callot, un Jean Steen, un Quevedo, un Hoffmann, nous disent de même : Voulez-vous peindre des tableaux ou écrire des contes fantasques, observez attentivement les nez bossus, les verrues excentriquement placées, les bouches mal fendues, que vous rencontrerez, et vous y trouverez le point de départ des combinaisons les plus comiques. Et voilà en quoi consiste la poésie de Jean Steen, c'est dans cet art d'utiliser la réalité au profit de l'imagination; seul il possède ce caractère parmi les peintres hollandais, qui luttent au contraire de toute la puissance de leur art pour ne pas obéir à ces provocations de la réalité, même quand ils dessinent leurs caricatures les plus outrées. Je recommanderai volontiers à ceux qui voudraient se rendre compte de cet art particulier à Jean Steen l'examen d'un petit tableau du musée de La Haye où il a représenté un idiot bossu, bancroche, brèche-dent, qui porte des poulets entre ses bras dans une basse cour; ce n'est pas un de ses bons tableaux, mais c'est le meilleur exemple que l'on puisse donner pour faire comprendre le caractère de ce fantastique tiré directement de la réalité, car là il se laisse saisir nettement, tandis que dans tous les autres il est finement dissimulé.

Tel est Jean Steen, artiste vulgaire et vivant, esprit médiocre et vrai poète. Cependant la règle la plus générale souffre des exceptions, et Steen n'est point tout entier dans l'ignoble et le grotesque. Une ou deux fois il a eu du charme, entre autres dans le ravissant petit tableau du musée Van der Hoop où est représentée une jeune fille recevant la visite de son médecin. Quel est son mal? On ne sait, mais elle en guérira sans doute, car elle écoute de l'air de la personne la plus rassurée sur son sort. Plusieurs fois il a eu de la bonhomie et de la gaîté décente lorsqu'il s'est peint dans des repas de famille entouré de ses amis. Enfin une fois il a été sérieux autant qu'un homme comme lui pouvait l'être dans les *Noces de Cana* du musée d'Arenberg. Ce tableau a du mouvement et de la vie; mais il n'y faut point chercher, bien entendu, la suave austérité du Nouveau-Testament. Cela dit, nous ne pouvons partager l'avis de quelques critiques sur la bouffonnerie de ces *Noces* et l'anachronisme commis par Steen en plaçant la scène dans une taverne hollandaise. Steen a fait ce qu'avaient fait avant lui des hommes autrement grands, Rubens et Véronèse. Véronèse, vivant à Venise, a donné aux *Noces de Cana* le milieu splendide d'un palais de marbre, les convives les plus choisis et les plus magnifiquement vêtus; Steen, vivant en Hollande, leur a donné le milieu d'une salle de kermesse ornée de ces guirlandes de feuillage qui font d'ordinaire la parure de ces boutiques de gaufres drapées de blanc et de rouge que l'on

rencontre dans les faubourgs des villes hollandaises; mais au fond les *Noces de Cana* ne sont pas plus mal placées dans une taverne hollandaise que dans un palais vénitien, elles y sont même mieux placées, car il est plus probable qu'elles se passèrent dans un logis modeste que dans une habitation somptueuse. Les convives aussi ne durent pas beaucoup différer par la condition de ceux de Jean Steen, et il n'y a rien de choquant ni de contraire à l'orthodoxie à penser que le miracle de l'eau changée en vin fut accueilli par des hourras d'enthousiasme pareils à ceux que peuvent pousser et que poussent en effet tous les braves gens sans belles manières qui se bousculent autour de Jésus. Ce tableau est l'œuvre capitale de Steen en ce sens qu'il est l'effort le plus réellement sérieux qu'il ait tenté; mais nous sommes souvent trahis par nos bonnes intentions, et cette œuvre très louable, qui ne peut soutenir la comparaison avec les scènes analogues sorties du pinceau des maîtres illustres, a moins fait pour la gloire de Jean Steen que ses drôleries si souvent révoltantes.

III. — MUSÉE WIERTZ.

Tous ceux qui s'intéressent à l'art, et surtout aux questions qu'il soulève, devront bien se garder de quitter Bruxelles sans rendre une longue visite à l'atelier du peintre Antoine Wiertz, aujourd'hui transformé en musée. C'est un spectacle plein d'enseignemens, et qui rappellera aux artistes les prodigieux efforts qui leur sont commandés, en même temps que les obstacles contre lesquels ils viendront se heurter, s'ils se trompent sur la vraie mission de leur art, et s'ils ont le noble, mais imprudent entêtement d'être plus fidèles à la voie qu'ils se sont tracée qu'aux conditions de la nature, royale personne qui ne tient compte de la puissance toute républicaine de la volonté humaine qu'autant que cette volonté est conforme à ses lois.

Nous n'avons pas à apprendre à nos lecteurs quels furent la vie courageuse et les efforts d'Antoine Wiertz. Un savant professeur de l'université de Liége dont l'œil est ouvert sur bien des choses, M. Émile de Laveleye, s'est ici même chargé de ce soin, et il l'a fait avec la compétence naturelle d'un compatriote de Rubens et d'un homme qui vit dans le voisinage de tant de belles œuvres (1). Nous partageons toute son estime pour le caractère dont une telle vie fait preuve, pour cette volonté constante de maintenir l'art à une grande hauteur; mais nous lui demanderons la permission de laisser notre admiration un peu en-deçà de la sienne. Le musée Wiertz est bien curieux et bien instructif, mais il est curieux et in-

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1866.

structif surtout en ce qu'il enseigne ce qu'il faut éviter plutôt que ce qu'il faut imiter. Antoine Wiertz avait engagé un combat dans lequel il ne devait pas, il ne pouvait pas triompher. Grandes furent ses erreurs; heureusement pour sa mémoire, l'histoire des hérésies célèbres fait partie de l'histoire de la vérité, et pour cette raison Wiertz est certain d'occuper une place considérable dans l'art de son temps. Wiertz professait sur la nature et le but de l'art une opinion que nous avons vue trop souvent adoptée dans notre siècle, et qui a dévoyé plus ou moins bien des artistes éminens, mais jamais au point où elle l'a égaré. Cette opinion, très logique en apparence, très erronée en réalité, c'est que l'art est capable de servir de véhicule aux idées abstraites, et qu'il peut jouer le rôle d'initiateur philosophique. A première réflexion, rien de plus raisonnable que cette opinion; mais, dès qu'on insiste et qu'on la creuse, l'illusion se dissipe, et l'on découvre qu'elle est juste à l'opposé de la réalité. Cette opinion est cependant très difficile à détruire, car elle repose sur un sophisme involontaire engendré par la confusion presque inévitable que l'esprit de presque tous les hommes établit entre la vérité *abstraite* et la vérité *réalisée*, entre les idées qui sont encore à l'état métaphysique et les idées qui ont pris corps.

La plupart de ceux qui se sont aperçus des résultats désastreux pour l'artiste qu'engendrait cette opinion se sont placés à l'extrême opposé, et ont alors assigné pour but à l'art la seule beauté. Ils ont prêché à l'artiste l'évangile de l'indifférence morale; l'erreur est moindre, cependant c'est encore une erreur. Dans les conditions que la nature a faites aux arts plastiques, la vérité et la beauté se confondent nécessairement, parce que, si l'artiste obéit docilement à ces conditions, la vérité ne viendra le trouver que lorsqu'elle sera revêtue de beauté. Dire que la vérité n'est pas le but de l'art serait donc faux; mais quelle est cette vérité, et surtout à quel état la prenez-vous? Avez-vous compté tous les états que traversent les idées avant de devenir sensibles et de régir nos destinées? D'abord à l'état métaphysique pur, leur première incarnation est le verbe, la parole. Tant qu'elles sont dans cet état, elles n'ont point de corps saisissable, et, filles directes de la pensée, elles ne s'adressent qu'à la pensée. Un nouvel effort se produit, et les idées, s'imposant à ceux qui les ont conçues et acceptées deviennent la règle de conduite de leurs actions. Elles ne sont pas encore sensibles, mais elles sont déjà visibles aux yeux humains par leurs effets. Peu à peu par la contagion de l'exemple elles se propagent, et en se propageant elles acquièrent une puissance de durée qui leur permet de revêtir un nouveau corps, l'habitude, d'où naissent les mœurs. Lorsqu'une fois elles ont passé dans les mœurs, tout caractère abstrait a disparu d'elles, elles font partie

désormais de la création extérieure. Eh bien! dans lequel de ces états les idées philosophiques se prêteront-elles le plus docilement aux désirs de l'artiste?

La vérité non incarnée, non encore connue et acceptée, la vérité à l'état métaphysique dans son essence pure, ne convient pas à l'artiste, et cela, on peut le démontrer par une sorte de *truisme* ou de vérité de M. de La Palisse qui est absolument irréfutable. L'artiste a besoin d'un corps pour réaliser sa pensée, il ne montre pas les choses en essence, il ne montre que leur enveloppe; s'il veut par exemple représenter la vérité, il devra de toute nécessité peindre une belle femme toute nue, en sorte que par suite de la fatalité de son art, au moment où il veut dire une chose, il est obligé d'en montrer une autre, sinon contraire, au moins fort différente. C'était la vérité qu'il voulait peindre, et ce qu'il a présenté fatalement, c'est d'abord la beauté. Les arts plastiques sont donc pour les idées pures le plus détestable des véhicules, car ils les laissent en chemin, absolument, — qu'on nous passe la vulgarité de cette comparaison, — comme un conducteur de diligence qui, au moment où il croirait emmener certains voyageurs, en emmènerait d'autres que ceux qui sont écrits sur sa feuille de route. La vérité a des véhicules pour chacun des états que nous avons nommés, et son véhicule, lorsqu'elle est encore à l'état abstrait, c'est la parole, corps immatériel parfaitement approprié à une abstraction, qui ne l'écrase, ne l'étouffe, ni ne la fausse, mais qui, sous son enveloppe aérienne, la laisse apparaître avec clarté, et qui, afin de modérer sa vitesse naturelle et de rendre cette fugitive visible un instant aux yeux humains, attache à ses ailes ce poids léger des mots qui assure à sa course au moins la lenteur relative de l'éclair.

Cette nécessité où ils sont de donner un corps à des choses qui n'en ont pas encore rend donc les arts plastiques absolument impuissans comme instrumens de propagande politique, philosophique, sociale. Ces idées nouvelles dont il s'agit de fonder l'empire, comment les représenter aux yeux, puisque les yeux ne les ont pas encore vues? Comment les rendre sensibles au cœur, puisqu'elles ne rappellent aucun souvenir et ne sont associées à aucune habitude? Alors il arrive de deux choses l'une, ou bien que l'artiste a recours à l'allégorie, dont l'expérience des siècles a montré la froide impuissance même entre les mains des plus grands hommes, même avec le secours de la parole, ou bien qu'il doit se résigner à exprimer ces idées encore à l'état de *devenir* au moyen des symboles consacrés de ce passé qu'elles prétendent remplacer. Ce dernier moyen est le plus raisonnable, mais il est encore bien incertain, et combien il est choquant! Par exemple, s'il s'agit d'exprimer la justice des modernes idées de liberté et d'égalité, l'artiste aura recours aux

symboles chrétiens et à l'histoire du christianisme; c'est ce parti que Wiertz a suivi la plupart du temps. Ainsi, au moment même où il prétend exprimer des idées à leur naissance ou en voie de formation, l'artiste ne peut le faire qu'au moyen de cette vérité dès longtemps réalisée et familière aux cœurs des hommes. Rien ne prouve mieux que ce fait l'impuissance des arts plastiques comme instrumens de ce que nous nommons progrès.

Voilà pourquoi les arts plastiques, quand ils ne s'adressent pas directement à la nature extérieure ou au monde présent, c'est-à-dire quand ils ne se renferment pas exclusivement dans le paysage, les natures mortes, les peintures d'animaux ou la peinture de genre, sont forcément rétrospectifs. Ils ont besoin d'un corps pour exprimer des conceptions d'essence intellectuelle, et ce corps, la vérité *réalisée*, c'est-à-dire associée aux mœurs de l'homme et vivant de la même vie que lui, peut seule la leur donner. De là une nouvelle nécessité pour l'artiste : c'est qu'il faut qu'il y ait un rapport harmonique entre ses conceptions et la tradition, c'est que quelle que soit la hardiesse de ses pensées, il doit accepter dans une certaine mesure cette vérité réalisée, car elle ne peut se prêter également à l'expression de toutes les idées. C'est par une intelligence instinctive de l'opinion que nous émettons ici que nos artistes contemporains, fils d'un siècle de doute, se sont détournés de la peinture historique, c'est-à-dire de celle qui exprime des conceptions intellectuelles, et qu'ils se sont jetés de préférence dans la peinture de genre et le paysage : ils ont eu, et ils ont raison.

Un seul art peut dans une certaine mesure exprimer ces idées d'avenir, qui, pareilles à des esprits en peine, gémissent pour avoir un corps, *infantum gemitus in limine primo*. Cet art est la musique, parce qu'il lui est donné de satisfaire pleinement l'esprit par la suggestion non de ce qui est, mais de ce qui peut être. Le désir et la rêverie créent un état de bonheur parfaitement déterminé, et cependant ils ne s'adressent à rien de certain. C'est sur ces facultés d'aspiration qu'agit la musique : comme elles et par leur moyen, elle nous satisfait en nous donnant le sentiment de ce qui est possible, et elle n'a pas besoin de dénaturer les idées en les traduisant en actes, et en leur donnant un corps qui fut celui dont le temps revêtit d'autres idées.

C'est pour n'avoir pas compris ces limites nécessaires de son art que Wiertz a lutté toute sa vie afin de réaliser un but qui réclamait d'autres instrumens. On l'aurait probablement blessé, si on lui eût dit que les feuilles volantes de *l'Indépendance belge* ou de tout autre journal servaient beaucoup plus qu'il ne pourrait jamais la servir par ses toiles la cause de la démocratie et du progrès, et cependant rien n'eût été plus vrai. Une de ses toiles les plus absurdes comme

conception est intitulée *Rien n'est impossible à l'homme*. Eh bien! cette toile est la réfutation la plus directe de ce qu'elle prétend prouver, et par suite du système de Wiertz tout entier. Eh! si, il y a quelque chose d'impossible à l'homme, c'est de forcer la peinture à dire que rien ne lui est impossible d'une manière claire et immédiatement intelligible. Je défie qui que ce soit de comprendre ce sujet, y consacrât-il sa vie, sans avoir recours au livret. Regardez, et dites-moi ce que vous voyez. J'entends d'ici votre réponse; je vois des acrobates d'une habileté consommée qui font tourner en l'air des boules dorées, et qui tournent dans l'espace en même temps qu'elles. Grands dieux, quelle étrange fantaisie est-ce donc là? Fort heureusement, pendant que vous vous creusez la tête pour comprendre, vous avez pour vous consoler de vos peines la contemplation de ce joli corps de femme qui reporte votre imagination vers Rubens, et qui témoigne d'une étude intelligente et fructueuse de ce grand artiste; mais enfin cette contemplation a un terme, et vous continuez à ne pas savoir ce que l'artiste a voulu dire. Enfin vous avez recours au livret, et au moyen de l'explication qu'il vous donne vous arrivez à comprendre que ces acrobates sont les puissances de l'âme humaine, que ces boules sont les sphères célestes, et que le tout veut dire que l'homme va toucher les astres par la pensée, et n'est qu'une traduction humanitaire du *sic itur ad astra* adressée comme encouragement aux générations de l'avenir.

Cette toile est bien l'expression de l'état d'esprit dans lequel Wiertz semble avoir passé toute sa vie, rêvant d'aller décrocher les sphères, et retombant à terre dès qu'il avait atteint les hauteurs d'un troisième étage faute de support. C'est là ce qui s'appelle partir de la rue Saint-Denis pour conquérir le monde et arriver aux Batignolles. La vérité est que le principe de ces erreurs est un immense entêtement, et qu'au fond de ces conceptions trop souvent confuses, fréquemment incertaines et toujours discutables, il se cache un orgueil de Titan. Sans s'en douter, Wiertz n'a fait autre chose dans ces toiles démesurées que tracer le portrait de cet orgueil, et écrire avec le pinceau une sorte d'interminable autobiographie.

Mais l'esprit de système a une tyrannie qui lui est propre, et quand on a le malheur de lui rester fidèle, son poids, loin de s'alléger avec les années, devient toujours plus accablant. Des natures autrement douées que Wiertz, un Goethe, un Beethoven, n'y ont pas pas résisté. L'esprit de système engage le talent dans une voie si particulière qu'au bout d'un certain temps on doit forcément perdre de vue la nature et dépasser le domaine de la vie. Le second *Wilhem Meister* est encore intelligible, comparez-le au premier cependant, et demandez-vous où Goethe serait allé, si, avançant toujours

dans la même route, il en avait ajouté un troisième au second. Ainsi de Wiertz; par une progression insensible, il était arrivé à dépasser non-seulement toutes les limites de son art, mais encore toutes les limites du sens commun. On peut conseiller la visite de cette galerie à ceux qui veulent savoir où peut mener un point de départ erroné. On commence par des œuvres comme la *Mort de Patrocle*, au milieu de la route on atteint pour point culminant des œuvres comme le *Triomphe du Christ*, et on arrive par pentes insensibles à des œuvres comme les *Visions d'une tête coupée*, et l'*État de l'âme après la mort*, véritables accès de délire d'un esprit qui a péché contre la vie et la nature, et que la vie et la nature punissent en se retirant de lui. Je veux dire un mot de ces toiles, dont M. de Laveleye n'a point parlé.

L'état d'orgueil est un état de fièvre, et doit produire nécessairement les mêmes effets que la fièvre, c'est-à-dire pervertir les sensations normales et les rendre douloureuses. C'est ce qui semble être arrivé à Wiertz. L'effort soutenu, la surexcitation morale qu'exigeait le but qu'il poursuivait avec cet entêtement, avaient fini par engendrer un état maladif habituel. On s'en aperçoit aux rêves désordonnés, sanglans, hystériques, véritables visions d'agonisant qui bat la campagne, dont les dernières années de sa vie ont été obsédées. Ces œuvres sont à la fois insensées et puériles. Voulez-vous savoir ce qu'est l'état de l'âme un quart d'heure après la mort? Eh bien! figurez-vous un bolide ou mieux une étoile filante qui remonte l'espace en ligne droite. Il faut entendre en un double sens ce mot d'étoile filante, car cette âme météorique file à mesure qu'elle monte une sorte de matière laiteuse, comme les vers à soie laissent des traînées de leur substance lorsqu'ils sont mûrs pour le cocon. Cette matière figure les atomes terrestres qui sont restés attachés à l'âme et qui tombent à mesure qu'elle s'éloigne du corps. Vous représentez-vous l'intéressant et intelligible tableau que cela compose? Mais ce n'est rien à côté du tableau où il a voulu exprimer les diverses périodes qui s'écoulent entre le temps de la décapitation et la cessation définitive de la vie. Le tableau est divisé en trois compartimens : dans le premier, la vie est complète encore, et la tête coupée voit tout distinctement, l'échafaud et la foule. Dans le second, la vision du monde extérieur persiste, mais est devenue confuse, tout tourne comme dans le vertige ou le début de l'évanouissement; enfin dans le troisième, la tête voit, quoi? un immense feu d'artifice, des flammes du Bengale, des chandelles romaines, des fusées, des étoiles qui éclatent. C'est la vie qui en se retirant fait jaillir en éclaboussures fantasquement colorées les dernières sensations.

Ces rêves lugubres et sanglans semblent indiquer un principe de folie sombre, et Wiertz en a d'autres encore, de nature fort contraire et qui se rapportent à l'état d'hystérie. La peinture de Wiertz a de grandes prétentions à la morale; mais il la fait défendre souvent par un certain cynisme flamand qui l'outrage au moment même où elle prétend la venger. Adrien Brauwer a peint autrefois la réception d'une sorcière; Wiertz a eu l'idée moins heureuse de nous représenter une sorcière expérimentée, qui a de nombreuses années de pratique, et dont les visites au sabbat ne se comptent plus. C'est pour le sabbat qu'elle s'apprête visiblement à partir, son inénarrable posture ne permet pas à cet égard le moindre doute. Bien plus inénarrable encore est le tableau qui porte pour titre l'*Amorce de l'amour*, et qui est bien la plus étrange bucolique qu'on ait jamais osé imaginer. Derrière un buisson, l'enfant Amour;... mais je laisse à qui le voudra prendre le soin difficile de faire comprendre ce tableau dont Wiertz a augmenté le nombre déjà si considérable des idylles où figure l'amour. Nous avions l'*Amour malade*, l'*Amour piqué par une abeille*, l'*Amour blessé de ses propres flèches*, l'*Amour mouillé*; mais sous quel titre ingénieux désigner l'amour inventé par Wiertz? Heureusement le peintre a une qualité qui sauve en partie toutes ces tristes inventions, c'est qu'il ne perd jamais de vue le sentiment de la beauté. Cette sorcière aux chairs molles, aux couleurs couperosées, si repoussante qu'elle soit, vient en droite ligne de Rubens; il en vient aussi directement, l'enfant de cette idylle que nous n'osons nommer. Dans un tableau énigmatiquement intitulé *En famille*, le peintre a représenté une jeune fille, le corps penché hors d'une fenêtre, et présentant à un personnage qu'on ne voit pas le *sélam* d'une rose; il y a de la grâce dans cette tête qui sourit d'une manière un peu banale. Le plus remarquable de ces tableaux qu'on pourrait appeler les tableaux de genre de Wiertz est celui que le livret nomme *la Belle Rosine*. Une jeune fille dans la fleur de l'adolescence, d'une taille svelte, d'une beauté fine et cependant un peu vulgaire, est debout devant une table, et sur cette table est placé un mignon squelette; ce sont les petits os qui servent de charpente à son frêle corps. Cette traduction du célèbre passage d'*Hamlet :* « dis-lui qu'il faudra qu'elle en vienne à ce visage-là, » rappelle par le caractère moral la fantaisie lugubre d'Hogarth. C'est de beaucoup la plus acceptable des toiles où Wiertz s'est posé en vengeur de la morale.

Wiertz avait-il du génie? A mon avis, il en a eu deux fois en sa vie, dans les deux tableaux qui s'intitulent *un Grand de la terre* et *la Chair à canon*. *Un grand de la terre* est une page digne de Rabelais, grand éloge, mais qui est l'expression la plus exacte de la

vérité. Un immense géant, Polyphème ou Garguantua, qui pourrait prendre les aigles au vol, le corps plié en deux, écrase à ses pieds des légions d'ennemis comme nous écrasons une fourmilière, et de ses mains étendues atteint ses victimes en fuite. Un détail d'une heureuse invention sert à faire comprendre la puissance colossale du géant : deux hommes placés à l'ombre d'une de ses jambes, et qui n'atteignent pas jusqu'à son genou, lancent avec force d'énormes quartiers de roche qui n'iront pas frapper plus haut que sa cuisse. Or ces deux hommes sont de taille et de vigueur plus qu'ordinaires et pourraient eux-mêmes passer pour des géans dans un autre royaume que celui de Brobdingnac. Jamais on n'a exprimé avec une plus grande énergie ce que le pouvoir politique a de formidable et la force de fatalement malfaisant par le jeu naturel de ses organes. Voilà bien le pied qui mesure neuf arpens et qui, en se posant à terre, écrase, sans même le sentir, des victimes sans nombre, le bras qui, en s'étendant, peut surprendre dans l'ombre ceux qui, parce qu'ils sont loin de sa présence, se croient hors de sa portée, l'œil qui, du sommet de la tête peut, comme un baron féodal du haut de sa tour fortifiée, apercevoir les moindres mouvemens des myrmidons d'en bas qui s'agitent dans la plaine. Cette fois le symbole fait corps avec l'idée qu'il veut exprimer et n'en est pas aisément séparable comme dans ses autres tableaux. L'idée n'est pas née d'abord tout abstraite et grelottante en demandant un corps qu'elle a oublié d'apporter avec elle, et l'artiste n'est pas venu, après de longues combinaisons, la revêtir d'un symbole laborieusement cherché, qui, pouvant s'appliquer à beaucoup d'autres idées qu'elle-même, lui va comme un vêtement trop large ou trop étroit. C'est ce même mérite que nous admirons dans *la Chair à canon*, où il a représenté de beaux enfans nus jouant autour de l'instrument de mort. Cette pensée n'a pas été froidement combinée, elle s'est élancée du cerveau de l'artiste d'un jet franc, soudain, entraînant après elle sa forme, née à la même minute qu'elle, ce qui est la condition indispensable des heureux engendremens intellectuels. Cela est simple, clair, fort, et va sans plus de lenteur que l'étincelle électrique frapper directement au cœur.

Wiertz était possédé de la monomanie du grandiose. Il semble avoir obéi toute sa vie à une idée enfantine qui ne se rencontre guère que dans la logique populaire, c'est que la grandeur se mesure à sa taille, qu'une grande pensée exige nécessairement de grandes dimensions. On aurait pu lui faire observer que le spectateur était en droit de tenir le même raisonnement, et de mesurer l'admiration qu'il devait éprouver aux dimensions de la toile offerte à ses regards. Puisque vous me présentez une toile qui a 20 pieds

de haut sur 40 de large, pourquoi ne serais-je pas en droit d'exiger de vous six fois plus de génie que je n'en exige d'un tableau qui n'a que 3 pieds? Je suis loin de méconnaître le talent de toiles comme le *Triomphe du Christ* et autres, et encore moins de méconnaître le prodigieux travail qu'elles ont exigé; mais je ne puis m'empêcher de remarquer que le résultat obtenu n'est pas en proportion d'un tel effort, et j'en conclus que l'ambition du peintre n'était pas non plus en proportion avec son génie. Oh! que le vrai génie est exempt de semblables ambitions! Voyez Rembrandt. Celui-là fut un véritable novateur, non-seulement parce qu'il illumina ses toiles des magies encore inconnues avant lui du clair-obscur, mais parce qu'il réalisa pour son pays et son époque le projet que Wiertz avait rêvé de réaliser pour le sien, et cela, il le fit sans crier gare, sans prévenir ses contemporains, et beaucoup sans doute à son insu : toute l'interprétation démocratique du christianisme par la réforme a passé dans ses toiles. Hardiment il installe les scènes de l'Ancien et du Nouveau-Testament dans la basse-cour d'une ferme, dans la salle vulgaire d'une auberge de village, dans la chambre d'un moulin ou sur le seuil d'une pauvre chaumière. Voilà bien le Christ conçu par la réforme, le Christ redevenu fils de l'homme, qui abdique toute fierté royale, s'assied aux foyers populaires, et tout à coup, révélant son auréole, transforme les plus pauvres taudis en palais d'Orient, et laisse ses hôtes éblouis comme les pèlerins d'Emmaüs ou prosternés de reconnaissance comme le vieux Tobie devant l'ange qui s'envole. C'est bien là, ou je me trompe fort, ce qu'on peut appeler mettre la peinture au service de l'esprit nouveau de son temps. Rembrandt a fait plus, car il a mis prophétiquement dans ses toiles l'esprit du temps qui n'était pas encore et les idées à l'état de germes dans les limbes de l'avenir. Embrassant à la fois d'un seul regard de son génie intuitif la vie présente du protestantisme et ses plus lointaines conséquences, il a deviné ce christianisme rationaliste que le protestantisme devait enfanter comme un fruit tardif, et que nous avons vu mûrir de nos jours. Pour réaliser de si grandes pensées que lui a-t-il fallu? Vous connaissez les dimensions de ces toiles merveilleuses, *les Disciples d'Emmaüs*, *Tobie prosterné devant l'ange*, *la Présentation au temple*, *l'Adoration des Mages*; mais nous devons retrouver Rembrandt, et ce que nous venons de dire suffit et au-delà pour montrer la distance qui sépare un homme de génie véritable d'un esprit témérairement ambitieux.

ÉMILE MONTÉGUT.

L'ENSEIGNEMENT POPULAIRE

DES ARTS DU DESSIN

II.

LES ÉCOLES D'ART PROFESSIONNEL EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER.

Avant de continuer à examiner ici dans quel état est l'enseignement élémentaire du dessin et jusqu'à quel point on le propage dans les divers pays, il faut s'arrêter un instant et considérer de quelle manière il est conçu et dirigé chez nous, quelles en sont notamment les parties faibles, les défaillances et les lacunes (1). Dans les centres d'activité et de mouvement, dans les grandes villes, on se rend un compte assez exact du changement qui modifie peu à peu l'existence et les habitudes de l'ouvrier. A mesure que des engins nouveaux, des artisans aux muscles de fer, accomplissent sa besogne, l'ouvrier doit savoir davantage; il se fait étudiant, et cette transformation est même plus rapide qu'on ne l'aurait d'abord pensé. — Quelle apparence, objectait-on lorsque furent fondés les premiers cours d'adultes, quelle apparence que ceux qui ont donné douze heures au travail, sans compter le trajet à l'atelier et le temps des repas, trouvent encore du loisir pour venir s'asseoir sur vos bancs et recommencer l'étude? Ils succomberont au sommeil. L'ignorance est une loi fatale pour l'artisan. — Les hommes qui parlaient ainsi semblaient avoir toutes les probabilités pour eux. Les

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre 1868.

ouvriers ont donné un démenti à leurs théories découragées, les faits ont condamné les sceptiques. Au siècle dernier, nous n'étions pas si avancés. Voltaire redoutait les écoles pour les pauvres gens, il en établissait cependant. Diderot, qui avait la foi, crut que le savoir était bon pour tous; c'est là une de ses gloires, et non la moindre. Si le savoir devient une des plus urgentes nécessités de l'artisan qui habite les villes, il lui faut avant tout une certaine connaissance du dessin. Les industries qui appellent le concours du dessin sont en effet si nombreuses, qu'on aurait plus vite fait d'énumérer celles qui peuvent à la rigueur s'en passer que de mentionner celles qui ont un besoin constant du sentiment de l'art. Qu'on se rappelle ce que sont devenues les industries dans les pays et aux époques qui ont vu l'art fleurir librement. Quand vint la renaissance italienne, il n'y avait pas, pour ainsi dire, — et c'est à cela qu'il faut arriver aujourd'hui, — de ligne de démarcation entre l'artiste et l'artisan. Cellini ciselait un bijou d'argent ou d'or, pétrissait d'argile un corps de déesse de grandeur naturelle. Il faisait tour à tour métier d'orfévre ou de statuaire, et Raphaël de son côté préparait avec soin les dessins que dans les Flandres exécutaient les manufactures de tapisseries.

Ces époques glorieuses qui produisent en abondance les œuvres pacifiques où apparaît la grandeur de l'esprit humain, nous pouvons les revoir encore; mais on peut affirmer déjà qu'elles ne sont plus possibles aux mêmes conditions que dans les siècles passés. L'art ne sera plus, comme un parc de grand seigneur, soigneusement enclos et réservé à un petit nombre. On le veut maintenant accessible à tous; il faut que le regard du plus humble passant puisse librement y pénétrer; il faut, non pas que l'art se vulgarise, personne n'aurait rien à y gagner, mais que les abords en soient rendus plus faciles à quiconque est capable d'être touché par le beau, ou d'en concevoir l'utilité. Il ne s'agit plus de société où, comme dans celle des Grecs, pour ne prendre que le plus merveilleux développement des facultés esthétiques dans un groupe d'hommes, une aristocratie élégante et riche savoure en ses délicats loisirs la contemplation de belles œuvres. Il ne s'agit même plus de cette société qui signala le déclin du moyen âge, et où les artistes avaient mission de charmer l'existence encore à demi barbare de leurs puissans protecteurs par le luxe le plus gai et en même temps le plus élevé qui existe, celui des choses de l'art. On comprend confusément que chacun doit participer aux jouissances que procure la vue du beau, qu'il est désirable et utile que personne n'en soit privé, et qu'on s'achemine vers une sorte de renaissance démocratique. L'état ne peut guère aujourd'hui déterminer le mouve-

ment dans le domaine de l'art pas plus que dans celui de la science. Il peut toutefois l'aider ou le ralentir, et il semble décidé à l'aider. Pour cela, le mieux que chez nous on attende de lui, c'est de ne point s'opposer à la libre initiative des individus et de laisser se propager les méthodes qui seront reconnues bonnes. Ce point est important. Ce n'est pas sans le secours de méthodes excellentes, on en est convaincu aujourd'hui, que les artistes du XVIe siècle purent entasser en peu d'années et léguer à la postérité tant d'œuvres dignes d'admiration.

I.

On a vu qu'à Paris l'introduction graduelle du sentiment de l'art dans les professions les plus humbles était de toutes parts favorisée. Cela est vrai surtout en ce qui concerne les établissemens fondés par la ville, et ils sont nombreux. En 1867, soixante classes de dessin fonctionnaient dans les écoles primaires de garçons, trente-deux cours d'adultes étaient ouverts aux jeunes gens, sept écoles subventionnées recevaient les élèves de la ville, vingt écoles donnaient l'enseignement gratuit aux jeunes filles. Un concours était établi entre les écoles laïques et congréganistes. Les professeurs étaient intéressés par des avantages particuliers aux succès de leurs élèves. Des examens avaient été institués, des diplômes délivrés aux professeurs des deux sexes. Dès 1865, vingt-sept diplômes avaient été déjà octroyés pour le dessin d'art, treize pour le dessin linéaire ou géométrique. Des professeurs femmes obtenaient également, après examen, une douzaine de diplômes. Les efforts n'ont point été aussi grands, nous avons le regret de le constater, dans les établissemens tenus par des particuliers. Il résulte d'un rapport publié l'an dernier par la société pour l'instruction élémentaire, à la suite de concours qu'elle avait organisés, que l'enseignement du dessin est presque nul dans la plupart des écoles primaires libres, et, malgré une aptitude spéciale que les jeunes filles paraissent avoir pour les notions d'art, elles seraient beaucoup plus faibles en dessin que les jeunes garçons; leurs travaux attestent une insuffisance de direction vraiment déplorable.

Si telle est la situation dans une ville où l'on a déjà tant fait pour l'enseignement primaire du dessin, on comprend que dans les autres, dans les bourgades, dans les villages, on soit bien plus en arrière. Quand en 1867, au dire des rapports officiels, les instituteurs venus de tous les points de la France et conduits dans les galeries du Louvre arrivèrent dans la salle réservée à la Vénus de Milo, « des applaudissemens spontanés éclatèrent de toutes parts. »

Certes nous souhaiterions de grand cœur qu'une telle admiration n'ait eu rien de factice. Cela trahirait un niveau général de goût auquel nous ne pensons guère (pourquoi n'en pas faire l'aveu?) que notre pays parvienne de longtemps. On peut dire que la vue des belles œuvres, la notion même des bons modèles, ont manqué jusqu'à présent aux instituteurs primaires. Les élémens de comparaison et de jugement leur font défaut. Là comme ailleurs, l'enthousiasme de quelques-uns aura emporté les autres, le plus grand nombre a probablement applaudi de confiance. L'enquête de l'année dernière n'a-t-elle pas démontré que dans des départemens entiers tout est à créer en fait d'enseignement populaire de l'art? Le goût raisonné n'existe pas, l'usage du dessin est ignoré; on songe à peine à l'établir.

Les rapporteurs du concours pour les dessins des écoles de France ont jugé et annoté plus de dix mille feuilles. Ils constatent que notre pays n'est guère représenté pour le dessin que par une seule ville, Paris. D'autres ont bien des écoles supérieures ou des écoles professionnelles pour certaines fabrications spéciales, ainsi qu'on en a vu se former depuis 1830 à Lyon, à Mulhouse, à Saint-Étienne, à Reims, à Limoges; il n'y a point d'enseignement d'ensemble. Celui des lycées et des colléges est faible, celui des écoles populaires ne fait que de naître, et les débuts en sont bien humbles. Ce qui manque, ce n'est ni la bonne volonté chez les élèves, ni les dispositions naturelles, ni la somme de travail produit; mais la direction est parfois si mauvaise que l'administration a craint de publier les notes de la plupart des écoles. Nous croyons qu'elle a eu tort, et qu'il eût mieux valu exposer au grand jour les résultats connus. Quelle que puisse être la valeur de l'intention, il n'y a rien à gagner à ne faire qu'une demi-lumière. Une chose seulement a été demontrée, la nécessité d'une réforme dont le premier effet serait de mettre au rebut la plupart des modèles, qui favorisent les écarts du goût et, dit le rapport, « perpétuent l'ignorance. »

Cette question des modèles est en effet beaucoup plus importante qu'elle ne le paraît au premier abord. Avec des modèles médiocres, on ne formera que des élèves plus médiocres encore, exagérant les défauts des ouvrages qu'ils imitent, et ne s'élevant à la notion ni du but véritable ni des procédés les plus féconds du dessin. Que dans le modèle la reproduction des objets soit dépourvue de sincérité, compliquée, surchargée de détails inutiles, l'adulte, l'enfant, n'arriveront qu'à une copie informe, et s'épuiseront en efforts pénibles, malheureux. Ils useront beaucoup de temps et de force à comprendre ce qu'un modèle bien choisi et une méthode habile

leur feraient facilement saisir. Les dessins des maîtres seraient encore ce qu'il y a de mieux en ce genre. Ils sont peu répandus jusqu'à ce jour, et l'on ne s'explique pas trop pourquoi. Le Louvre, la galerie des Offices, Dresde, l'Ermitage et tant de collections célèbres abondent en dessins plus appropriés qu'on ne croit aux besoins des élèves. Qu'on songe au profit qu'il y aurait pour tous à vivre dans le commerce de ces belles choses. Le vieil adage, devenu banal et vulgaire à force d'être répété, « dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es, » n'est pas moins vrai pour l'art que pour le reste. Ce qu'on nomme assez improprement une méthode de dessin, et qu'il vaudrait mieux appeler une collection de modèles, devrait être simple, clair, aisément intelligible, suffisamment expressif. Le plus souvent les modèles doivent acheminer pas à pas l'élève d'une difficulté à une autre. S'ils se composent seulement de contours, il faut que le trait soit serré; s'ils ont pour objet d'exprimer le relief, il faut que la dégradation des plans, de l'ombre, de la lumière, soit sobrement indiquée.

Nous voudrions que dans les écoles populaires d'enfans ou d'adultes le professeur ne se contentât point de donner un modèle lithographié ou gravé à copier servilement, comme une sorte de *pensum*. Exercice bizarre que le dessin ainsi compris! Si les élèves ne sont pas rebutés tout d'abord, c'est grâce à quelques dispositions naturelles que d'instinct ils prennent plaisir à développer. Pourquoi change-t-on en contrainte morale ce qui peut être avant tout une libre expansion des facultés? La raison en est simple : la plupart des professeurs se sont à peine rendu compte de ce qu'ils enseignent; de là pour eux la difficulté de donner certains conseils qu'ils auraient eux-mêmes besoin de recevoir. Dans le plus pauvre village, le maître devrait expliquer ou plutôt faire expliquer le modèle qu'il confie à ses élèves. Cette explication, qui se passerait en conversation, sans pédantisme, forçerait l'enfant à chercher ses réponses, à examiner, à réfléchir. Tant de travaux sont exécutés avec répugnance, tant d'études et de bon vouloir sont gaspillés aujourd'hui sans profit parce que la curiosité de l'écolier n'est pas suffisamment éveillée, et qu'il termine les détails sans avoir saisi les raisons de l'ensemble. Serait-il si malaisé au professeur d'aider à comprendre le modèle? Quand il remet une estampe représentant une figure, une tête, par exemple, ne saurait-il demander si cette tête est vue d'en haut, d'en bas, de face, de trois quarts ou de profil, de quel côté vient la lumière, pourquoi telle partie est éclairée, telle autre dans l'ombre? Ne pourrait-il faire venir près de lui, pour l'instruction de tous, s'il pense en obtenir un résultat plus satisfaisant, un de ses élèves, montrer sur le vif comment la lumière

vient d'un côté et frappe avec plus ou moins d'éclat suivant que l'objet a plus ou moins de saillie et de relief, suivant que les faces en sont plus rugueuses ou mieux polies? Ne pourrait-il pas faire remarquer comment au soleil cet écolier debout, ce bâton planté en terre, ne fournissent presque pas d'ombre à midi, pourquoi l'ombre s'allonge démesurément en des sens opposés le matin et le soir, comment enfin les lignes droites se comportent en perspective, comment un couteau, une pyramide, un verre, changent d'aspect suivant qu'on les considère sous telle ou telle face? Le maître abrégerait le chemin de l'étude, l'imagination de l'élève s'accommoderait de ces réflexions, dont la source est inépuisable, que le professeur pourrait varier en raison des exigences de la situation, de sa propre expérience, du degré de sagacité de ceux à qui il s'adresse. Il enseignerait alors non point à copier machinalement des lignes sur une feuille de papier, mais à se rendre compte de la façon dont les objets naturels peuvent être reproduits. De la sorte on éviterait ces misérables travaux dans lesquels on a compté un à un les traits d'ombre, les cheveux, les poils de la barbe, pour ne pas manquer de juxtaposer sur le papier la même quantité de lignes de pareille dimension. On ne verrait pas toutes ces œuvres d'une facture douteuse, plus raffinée que solide, par lesquelles tant d'écoles essaient naïvement de mériter les suffrages. On ne serait pas dispensé, il est vrai, pour cela d'avoir de bons modèles, mais en attendant on tirerait parti des plus mauvais. Pour les écoles de campagne les plus dénuées, il n'est point impossible d'ailleurs de s'en assurer à peu de frais de fort satisfaisans. Il ne s'agit que de mouler quelques végétaux du pays. C'est affaire d'industrie de la part du maître et des élèves. Il suffit d'un morceau de mousseline et d'un peu de plâtre fin pour obtenir le moulage d'une feuille de mauve ou d'une feuille de chardon, et on se procure ainsi un des meilleurs modèles que l'on puisse rencontrer.

La ville de Paris a distribué par milliers les modèles dans ses écoles, la plupart des communes se contentent d'en choisir au hasard quelques-uns parmi ceux qui, faute de meilleurs, sont en possession d'une certaine vogue en général peu justifiée. On a bien annoncé que des recueils nouveaux et mieux compris sont en voie d'exécution; mais ils ne se répandront qu'autant qu'ils seront vendus à un très bas prix. De plus, certaines parties de l'enseignement d'art sont encore aujourd'hui tellement négligées qu'il n'existe même pas, nous empruntons cette affirmation à un document officiel, de recueil qui puisse servir de guide à l'étude. « Nous n'avons pas d'atelier, dit un rapport, pas même un livre propre à créer des ornemanistes. » Pourtant il a été fait en ce genre un essai

qui peut rendre plus d'un service. M. Ruprich Robert s'est dit avec les maîtres de la renaissance que « l'ornement, » cette capricieuse expression de l'insatiable fantaisie humaine, pouvait fournir aux artistes les ressources les plus fécondes. Il a voulu montrer comment les végétaux de notre pays, les plantes qui croissent aux bords de nos chemins, dans nos jardins, dans nos prairies, dans nos bois, ont pu devenir autrefois et deviendront encore des modèles pour la décoration de nos salles ou de nos monumens. Cette tentative pourrait bien avoir une influence, non pas immédiate, mais sérieuse et féconde, sur l'enseignement dont nous nous occupons. C'est une bonne pensée de faire comprendre de quelle manière les formes végétales peuvent se modifier pour prendre l'aspect décoratif et paraître dignes d'embellir les surfaces de bronze, de pierre et de marbre. L'auteur s'est dit que l'expression de la beauté peut se dégager de la plante la plus vulgaire. Tour à tour il a dessiné l'oseille, le blé noir, l'érable, la feuille de chêne, célèbre dans les chansons des vieux temps, le cytise, le trèfle, le liseron, le lierre, le laurier, qui a servi d'emblème à tant d'apothéoses, et qui est un peu passé de mode aujourd'hui, la feuille du chanvre, qui n'a pas encore trouvé de flatteurs, bien qu'elle ne soit pas moins belle, le persil, l'œillet. Il dessine la forme réelle de la plante par un trait exact, pur et ferme; puis, sans presque rien changer, en développant un certain rhythme qui s'y trouve à l'état latent, il en fait sortir une autre forme, fille de la première, assez semblable à celle-ci pour qu'on ne puisse s'y méprendre, et devenue harmonieuse, ample, agréable aux yeux, composition à la fois savante et naïve. Il n'en faut pas tant pour constater quelles ressources inépuisables l'art peut trouver dans ces matériaux jetés à profusion autour de nous, qu'il s'agit seulement de ne point dédaigner, de choisir et de mettre en œuvre.

Une des plus anciennes écoles populaires de dessin à Paris, établie au foyer même des quartiers industrieux, qui s'est accrue lentement en proportion des besoins qui se révélaient autour d'elle, nous donnera une idée de ce qu'est l'enseignement du dessin, de l'impulsion qui peut lui être communiquée, et du point auquel il peut atteindre en partant de faibles commencemens. Nous avons visité l'année dernière l'école du soir de la rue Volta, dirigée depuis quatorze ans par un professeur de mérite, M. Levasseur. L'école ne coûte que 3,000 francs à la ville, qui y entretient soixante boursiers. Deux cents élèves y reçoivent l'enseignement d'art. Elle fonctionne toute l'année, à l'exception de dix jours réservés pour l'exposition des travaux exécutés dans l'école, et durant lesquels le public, — le meilleur, le seul juge en dernier ressort, — vient exa-

miner les ouvrages qu'on lui soumet et s'assurer des progrès réalisés. Les visiteurs répondent avec empressement à l'invitation qui leur est faite, aujourd'hui que les mérites de l'enseignement sont constatés par des résultats. Les délégués des chambres de commerce de Paris viennent eux-mêmes aux informations afin de juger de leurs yeux quelle école de dessin mérite la préférence, et quelle est celle où il convient de placer les apprentis à qui l'on veut faire continuer ou compléter leur éducation d'art. Les écoliers de la rue Volta s'occupent dans les divisions inférieures de dessin élémentaire : la tête, l'ornement d'après le moulage et l'estampe, tels sont les objets de leurs études. Les élèves plus avancés exécutent le dessin ou le modelage des figures d'académie d'après l'antique et le modèle vivant. Le nombre des séances qui doivent être employées à chaque esquisse est strictement limité. On évite de la sorte les minuties d'exécution. On a également fait dans cette école une tentative sur laquelle nous insisterons, parce qu'elle offre à n'importe quel établissement un exemple facile à suivre. C'est l'étude de la plante ou de la fleur vivante, exécutée très simplement en esquisse sur papier teinté avec quelques « rehauts » de crayon blanc. L'exercice est excellent pour les futurs dessinateurs de tapisseries, de papiers peints, de bijoux, d'orfévrerie, de tissus. Des écoliers de quatrième et de cinquième année, des jeunes gens à qui le maître a inspiré la passion de son art, arrivent le dimanche, et de neuf heures du matin à cinq heures du soir reproduisent ce modèle, qui ne tarde pas à se flétrir et pour lequel la besogne doit être menée lestement.

Il n'est pas de ville qui ne puisse avoir une école analogue à celle de la rue Volta. Les commencemens en ont été modestes, les frais d'aménagement furent peu élevés. Ce n'est que récemment qu'on l'a installée dans des bâtimens construits exprès, qui lui permettent de rendre de nouveaux et plus importans services. Les organisateurs d'écoles communales ou rurales peuvent s'inspirer de ce qu'elle fut dans sa première phase, alors qu'elle satisfaisait avec économie aux besoins constatés, et ne recourir à une installation plus coûteuse que lorsqu'elle est à la fois réclamée et couverte par les progrès de l'établissement.

Indépendamment des professeurs ordinaires, deux hommes désintéressés se sont gratuitement consacrés à donner des notions de perspective et d'anatomie aux élèves de cette école. La perspective est ici une perspective appliquée et pratique. L'anatomie est celle de l'homme, à laquelle a dû s'ajouter depuis peu l'anatomie comparée, étude essentielle à des jeunes gens qui auront à représenter des animaux dans leurs compositions d'ornemens. Ces leçons les mettront en mesure d'attacher des muscles aux points d'insertion

véritables et de ne pas introduire dans leurs œuvres des individus d'espèce chimérique et de construction fantastique. Notons que l'École des Beaux-Arts, le centre du haut enseignement des arts du dessin en France, n'est pas pourvue d'une chaire d'anatomie comparée. On n'en trouve une qu'au Muséum d'histoire naturelle; encore l'anatomie y est-elle plutôt enseignée au point de vue scientifique qu'au point de vue des formes extérieures. On est très porté à penser, et les dessinateurs eux-mêmes sont les premiers à tomber dans cette erreur, que la perspective et surtout l'anatomie n'ont rien à voir avec l'enseignement populaire, et que pour le dessin industriel on peut aisément s'en passer. On s'en passe moins bien qu'on ne croit. Quiconque dessine doit pouvoir se rendre compte des lois élémentaires de la perspective, qui lui permettent de juger de la distance, des formes, du raccourci des objets, et avoir quelques notions d'anatomie, auxquelles d'ailleurs les enfans et les adultes prennent goût volontiers. Il faut connaître la position des os et des muscles pour reproduire avec fidélité et intelligence les contours des corps vivans. L'expérience prouve d'ailleurs combien de pareilles connaissances sont essentielles aux artistes industriels; ceux qui y restent étrangers demeurent toujours d'une infériorité sensible dans leurs travaux de dessin. L'Allemagne et l'Amérique ont compris quelle en est l'utilité. Dans leurs écoles sont suspendus de grands tableaux qui fournissent des renseignemens anatomiques; les yeux des enfans se familiarisent peu à peu avec ces tableaux quand même leur attention resterait distraite. Chez nous, on trouve ces études trop scientifiques. On aime mieux développer l'habileté de main, à laquelle tout effort d'esprit est étranger. « Ceux qui s'éprennent de la pratique sans nulle science, disait Léonard de Vinci, ne savent jamais où ils vont. »

Après la France, on est naturellement amené à parler des autres pays latins. Ils ne brillent pas, il faut le dire, par l'enseignement populaire du dessin. Ils sont pour la plupart en arrière au point de vue de l'énergie de l'effort sur les populations saxonnes et germaines. Il semble qu'on s'y repose sur une ancienne réputation de supériorité, et qu'on s'y croie, comme ce personnage de Molière, être en état de tout savoir sans avoir rien appris. Les hommes du midi, doués d'une pénétration rapide, se sont fiés souvent à leur vivacité en toute chose, et l'expérience ne leur a point jusqu'ici donné complétement tort. En fait de dessin particulièrement, une certaine facilité de concevoir et d'exprimer les images leur a tenu lieu souvent du travail nécessaire pour se creuser un sillon. Il est à craindre cependant qu'ils n'éprouvent un jour que

Rien ne sert de courir, il faut partir à point.

Notons cependant que les nations méridionales semblent aujourd'hui s'être mises en route. Si l'on admet les chiffres publiés cette année à la suite d'un recensement qui semble fait avec soin, l'Espagne, que nous considérons comme fort en arrière de nous pour l'enseignement populaire, nous suivrait en réalité de fort près. Depuis plus de dix ans, le principe de gratuité et d'obligation est établi dans ses écoles. On parlait récemment d'ajouter à ce principe une sanction qui lui faisait défaut. D'ailleurs, à ne tenir compte que du chiffre d'écoliers et non point de la force comparative des études, nous n'avons dans nos écoles que deux élèves de plus par mille habitans : la France en entretient cent seize sur mille, et l'Espagne cent quatorze. Parmi les quinze cent mille écoliers qui fréquentent ses établissemens primaires, il est difficile d'indiquer le nombre de ceux qui reçoivent des notions du dessin, il n'est donné par aucun document authentique. Dans les onze écoles de beaux-arts que signalent les statistiques les plus récentes, comment le dessin est-il enseigné? Nous devons nous en rapporter sur ce point à ce que l'Espagne nous a montré en 1867. Dans le palais du Champ de Mars, quelques grandes esquisses des écoles spéciales étaient placées un peu hors de la portée de tous les yeux, comme si on n'eût pas tenu à honneur de les faire voir de plus près. Dans la maison du parc, quelques cahiers de dessin témoignaient d'efforts isolés et dépourvus d'une direction générale. Le salon des beaux-arts affirmait bien la renaissance d'une école espagnole non sans accent et sans puissance; mais comment cette école se rattache-t-elle à la vulgarisation de la science du dessin, jusqu'à quel point même ses artistes ont-ils étudié en Espagne? On est ici réduit aux conjectures. Quant aux cours d'adultes, le mouvement général qui emporte en ce sens les populations françaises, anglaises, allemandes, s'est peu fait sentir en Espagne. L'industrie espagnole n'est pas assez avancée pour se présenter en concurrence avec les autres sur les marchés européens. Jusqu'au moment où elle éprouvera le besoin de lutter sur ce terrain avec ses voisines, il n'y a guère lieu d'espérer qu'elle comprenne l'importance qu'il faut attacher à la vulgarisation de l'art.

En Italie, on s'est aussi trop reposé sur les aptitudes naturelles de la nation, sur la longue tradition d'art qui s'est perpétuée, bien qu'en s'affaiblissant, dans cette race, et lui a constitué une sorte de patrimoine héréditaire. Le dessin a été longtemps négligé ainsi que toute instruction dans les provinces du sud et du centre. Il a fallu le grand mouvement national qui a entraîné les Italiens vers l'unité pour triompher de cette inertie. L'enseignement du dessin suivra sans doute la fortune de l'enseignement primaire en général, auquel l'actif gouvernement piémontais a partout imprimé une impulsion

vigoureuse. Or de l'enquête qui a eu lieu en 1865 en même temps que le recensement de la population il résulte, — un ancien ministre, M. Natoli, n'a pas cru devoir en faire un mystère, — que l'enseignement populaire est à peine organisé, que la proportion des hommes totalement illettrés est encore plus grande en Italie que dans la plupart des pays d'Europe, même en Espagne. Nous avons vu d'ailleurs, — il n'y a pas lieu d'en tirer vanité, — que l'Espagne n'est que bien peu inférieure à nous sur ce point. L'Italie avait envoyé cependant beaucoup de travaux d'élèves qui figuraient avec le matériel des écoles dans les salles de l'exposition qui leur étaient réservées. Il y avait même des cahiers d'écoles communales. Les écoles professionnelles et techniques, l'école normale primaire de Venise, l'institut Manin, de la même ville, les instituts de Naples et de Padoue, avaient là des albums, dont plusieurs, fort luxueusement reliés, attiraient les regards. Malheureusement on avait jugé à propos pour quelques-uns de les tenir sous clé. Ce qu'on voyait, c'étaient de très grands dessins d'ornement lavés ou tracés au crayon, les uns au crayon de mine de plomb, les autres à plusieurs crayons de couleurs différentes, une sorte de travail de pastel. Dessins compliqués, d'un goût douteux, lignes surchargées, mauvais modèles, direction mal assurée, voilà ce qu'était l'ensemble. L'âge des élèves indiqué en marge des feuilles prouvait qu'ils étaient fort jeunes; mais cette mention ne suffit pas à expliquer le désarroi de l'enseignement populaire en ce pays. Nous avons remarqué aussi des dessins d'aveugles! A quoi bon des dessins d'aveugles? N'y a-t-il pas là une ironie et un contraste cruels? A quoi sert ce tour de force et à qui profitera-t-il?

L'Italie ne nous a certainement pas mis sous les yeux en 1867 tout ce qu'elle a fait, tout ce qu'elle fait aujourd'hui, tout ce qu'elle peut faire pour l'enseignement du dessin. Sans parler de ses peintres, qui sont nombreux et soutiennent avec quelque éclat sa vieille réputation, sans parler des écoles de Rome, écoles très distinguées, mais en grande partie composées d'élémens étrangers, — à ne considérer que sa sculpture, qui est au premier rang après la nôtre, il est à peu près certain que le dessin est enseigné avec quelque succès dans d'assez nombreux établissemens. Le seul génie d'un peuple, son goût pour l'art, ne suffiraient pas sans l'étude préparatoire. Cette étude doit être aussi répandue avec profusion pour fournir les appareilleurs des différentes sortes de mosaïque, art charmant, aujourd'hui bien tombé, les nombreux ouvriers sculpteurs qu'on voit à Rome, à Florence et à Milan tailler le marbre et l'albâtre, façonner des copies d'antiques et d'œuvres modernes, multiplier ces vases, ces presse-papiers, ces mille objets de com-

merce d'art local pour lesquels certaines cités italiennes gardent encore leur renommée.

La Grèce, cette institutrice des nations latines et du monde moderne dans le domaine de l'art et de la science, cette terre classique du beau, qui y fut l'objet d'une sorte de culte, la Grèce, dont on ne peut regarder sans étonnement et admiration les monumens mutilés, ruinés par les Romains, qui emmenèrent dans leur Babylone un peuple d'esclaves et de statues, par les Vénitiens et les Turcs, qui renversèrent ce qu'avaient laissé les barbares et les destructeurs d'images, par les Anglais, dont le zèle acheva l'œuvre commencée, — la Grèce, il faut le dire, ne fait que peu de chose pour organiser chez elle l'enseignement populaire de l'art. Cependant elle dépense beaucoup en proportion de ses forces pour l'instruction. Elle est ambitieuse d'apprendre, de reprendre son rang, et il ne faut pas désespérer d'elle. Qui sait si ce petit pays ne retrouvera pas encore une fois un art nouveau, heureux, doux et humain, comparable à celui qu'elle a jadis révélé au monde?

L'enseignement du dessin est développé en Suisse, il entre sans y être obligatoire dans les élémens d'une instruction primaire, les instituteurs en prennent quelque souci, et n'attendent pas que les programmes leur en imposent l'obligation pour le comprendre dans les premiers exercices des enfans. Seulement il en est quelques-uns qui font nettement fausse route, et qui, pour épargner à leurs élèves les difficultés qui résultent de la complication des détails, arrivent, par un esprit de déduction logique un peu excessif, à leur faire dessiner de pures abstractions. Sous prétexte de réduire les modèles élémentaires à la plus simple expression, ils les dépouillent de tout ce qui peut les rendre suffisamment caractéristiques. Nous nous rappelons encore certaine figure de meuble de l'exposition de 1867 exprimée seulement par quelques lignes brisées. Tout aurait été bien, si les lignes eussent évoqué dans l'imagination l'idée du meuble dont il s'agissait; mais il fallait un sérieux effort de réflexion pour comprendre de quelle chose on avait voulu présenter l'image. De même pour des anses, des vases, des ornemens. Les modèles de têtes étaient meilleurs sans être excellens. Ce que nous avons vu de mieux, ce sont les petits dessins d'arrangement géométrique que l'on fait exécuter aux enfans dans les salles d'asile à l'aide de papiers de couleur découpés comme des rubans, puis tressés, pliés, mis en œuvre de mille façons pour former de petites mosaïques sans prétention, fort propres à occuper à la fois l'intelligence naissante et la main des enfans. N'oublions pas que la Suisse a depuis longtemps introduit dans la disposition de ses écoles ces jardins qu'on a nommés, du nom des petits êtres qu'on y élève,

des « jardins d'enfans, » et où la vue des objets naturels, des dessins, des couleurs, plus particulièrement des couleurs joyeuses, concourt à leur instruction et à leur amusement. Dans les conférences d'instituteurs qui furent faites à la Sorbonne en 1867, un maître suisse proposait, en un langage ferme, simple et sobre qui a été fort goûté, d'associer les premiers élémens du dessin aux premiers tracés des lettres de l'alphabet. Il étudiait à son point de vue d'une manière ingénieuse, trop ingénieuse peut-être, une des faces de la question dont nous avons déjà parlé et qui n'est point encore résolue.

Le même problème est soulevé en Belgique. On demande que l'enseignement du dessin accompagne celui de l'écriture. On sait que la Belgique dépense proportionnellement plus d'argent qu'aucun peuple de l'Europe pour l'instruction primaire. Cette sollicitude envers l'enseignement, jointe aux développemens de son industrie, explique pourquoi le dessin y est si bien en honneur, et pourquoi les écoles communales et les écoles libres s'en préoccupent à l'envi. Les écoles normales de femmes, une institution qui nous manque encore, ont des cours de dessin d'une grande utilité pratique : il s'agit de l'application du dessin à la coupe des vêtemens. De tous côtés s'ouvrent des écoles d'art formées par des associations et surveillées par des inspecteurs dont les fonctions ne sont pas rétribuées.

La commune de Molenbeek-Saint-Jean possède une de ces écoles, qu'elle a organisée il y a quelques années, et dont elle a confié la direction à l'un de ses peintres distingués. Cette école, voisine de celles de la capitale belge, puisque Molenbeek-Saint-Jean n'est guère qu'un faubourg industriel de Bruxelles, a réussi rapidement au-delà de toute espérance. Les élèves, tous artisans, sont au nombre de plus de trois cents. Des hommes qui n'avaient jamais manié un crayon ont pris goût à l'étude du dessin, et ont amené successivement avec eux plusieurs de leurs compagnons. Ils n'ont pas tardé à voir le prix de leur salaire journalier doubler en même temps qu'ils devenaient propres à rendre plus de services; ils appartenaient désormais à cette catégorie d'ouvriers qui ne connaissent plus les mauvaises heures du chômage, parce que les chefs d'établissemens ont tout intérêt à ne pas les laisser partir et prêter leurs concours à d'autres manufactures. Peu à peu les pères ont compris qu'ils pouvaient sans honte s'asseoir sur les mêmes bancs que leurs fils, et lutter d'émulation pour obtenir des couronnes qui le plus souvent sont emportées par les plus jeunes d'années, plus anciens déjà dans l'étude et la pratique de leur art. Ces résultats ne découragent personne. On sait que le temps est un élé-

ment de succès. Jeunes et vieux étudient côte à côte avec assiduité, et l'on a vu se produire ce fait assez caractéristique d'un concours établi durant les jours du carnaval, et auquel les écoliers de tout âge vinrent travailler sans se soucier davantage des fêtes marquées par le calendrier.

L'école dont nous parlons est gratuite. La manière dont on y procède au commencement des études nous paraît digne d'être signalée. On ne met pas d'abord aux mains de l'élève le papier et le crayon. On lui donne simplement un morceau de craie et on le place en face d'un tableau noir. Il passe quelques mois dans cette classe élémentaire dont la commune fait tous les frais, frais peu coûteux, comme on le voit. Il s'habitue à dessiner à main levée, à ne pas se contenter d'un premier trait, s'il est défectueux, à revenir sur ce qu'il a fait jusqu'à ce qu'il soit content de son esquisse. Il s'accoutume surtout, et cela est un point capital, à dessiner largement, d'une façon hardie, sans se préoccuper outre mesure du détail. Quand plus tard on l'autorise à se servir du papier, il est bien un peu désorienté d'abord, mais cela ne dure point, et il marche résolûment dans la voie tracée, les premiers pas et les plus difficiles étant déjà franchis. Dans les classes supérieures, dès que l'ouvrier a acquis quelque certitude de coup d'œil et de main, il est mis aux prises avec des modèles qui lui sont directement utiles; il y a la classe de dessin de mécanique, celles du dessin de construction et d'architecture, du dessin d'ornement, du modelage.

II.

Deux nations, l'une au-delà du Rhin, l'autre au-delà de l'Atlantique, enseignent au monde à l'heure présente ce que peut l'instruction. L'une est la Prusse, née d'hier, devenue comme par enchantement une puissance de premier ordre; l'autre est la grande république des États-Unis. Ni l'une ni l'autre n'a conquis en art une supériorité réelle. Ces deux pays ne se sont pas encore signalés par d'énergiques efforts concentrés sur un seul objet et dans une seule main, comme on le voit au comité de South-Kensington. Quand ils en seront là, on ne peut guère douter que leurs ressources d'esprit, de volonté et d'argent ne les mènent assez rapidement à bonne fin. Pour l'instant, l'Allemagne tout entière est préoccupée d'autre chose, d'une chose plus essentielle et plus urgente : la vieille Germanie cherche son organisation politique, — la Prusse au nord avec le despotisme militaire, l'Autriche au midi, nouvelle adepte, avec la liberté. Le Wurtemberg, la Bavière et la Saxe, qui n'ont point de moindres soucis, ne négligent pas

l'instruction d'art. Ils conservent à cet égard une situation depuis longtemps acquise et qui n'est inférieure à celle d'aucun autre peuple d'Europe. Dans leurs écoles, qui sont à beaucoup de titres des modèles, l'enseignement populaire du dessin tient une grande place. Trois états en Allemagne prétendent à une sorte de suprématie intellectuelle et d'excellence en fait d'art; ce sont la Prusse, la Saxe et la Bavière. Les prétentions de la Prusse à ce sujet sont récentes. Il semble même qu'elles tiennent moins à une prééminence dans les aptitudes naturelles qu'à un goût prononcé pour revendiquer en tout la part du lion. Pour la Saxe, elle n'en est plus à faire ses preuves comme nation artiste. Elle possédait un musée considérable, rival en plus d'un point de celui du Louvre, alors que Berlin songeait à peine à réunir les élémens de ses collections. Sa capitale se regarde comme la Florence de la Germanie. De son côté, la capitale de la Bavière se considère comme une nouvelle Athènes. Elle offre tant d'édifices de style et d'aspect divers, on a rassemblé dans ses collections, désignées par les noms trop savans, — pourquoi ne pas dire pédans? — de *Pinacothèque* et de *Glyptothèque*, une telle profusion de statues et de tableaux antiques et modernes qu'il faut croire que la vue de tant d'œuvres choisies et souvent fort belles n'a pas été sans exercer quelque action sur ceux qui en jouissaient tous les jours. Cette espérance a du moins présidé aux embellissemens de Munich et à la fondation de ses somptueux musées. On a pensé que les hommes dont l'esprit est le moins disposé à se laisser toucher par l'idée de beauté morale, intellectuelle ou physique subissent à la longue et à leur insu l'influence des spectacles qui ont frappé leurs yeux dès l'enfance. Sans vouloir pousser trop loin la portée de ce raisonnement ni mener à perte de vue les conséquences d'une pareille tentative, l'idée qui l'a inspirée paraît excellente, et dans tous les cas elle révèle chez ceux qui gouvernent la Bavière un souci des plus méritoires pour le développement intellectuel des populations allemandes. Ce souci se montre dans tous les états voisins, et il est intéressant de signaler avec quelques détails les mesures qu'il a dictées pour l'organisation des écoles.

Bien qu'en Saxe l'instruction à tous les degrés soit en grand honneur, on n'a pas moins rendu obligatoire l'enseignement primaire, et les parens qui refuseraient, comme on le dit dans ce pays, « la nourriture intellectuelle » à leurs enfans seraient punis d'une amende ou d'une courte détention. La Saxe, qui dépense pour la rétribution de ses instituteurs primaires près de quatre millions, se croit en droit d'exiger d'eux un programme de connaissances plus étendu que celui qui est adopté chez nous. On attache une grande importance à ce que le futur maître ait des notions exactes de plu-

sieurs choses que nous regardons comme de pur agrément : la musique de violon, de piano et d'orgue, le dessin, figurent parmi ces exercices; la gymnastique n'est pas oubliée, même pour les femmes, et des livres chargés d'images rendent sensible cet enseignement. Il semble que la Saxe ait voulu faire revivre la devise des anciens, « l'esprit sain et le corps robuste. » Des cartes, des livres de dessins représentant l'objet d'abord au simple trait, ensuite avec l'indication du relief et des ombres, des compositions qui mettent en action l'histoire nationale, des reproductions à larges traits des œuvres des grands maîtres, tels sont les procédés d'enseignement par les yeux. Les dessins des écoles, petitement et puérilement esquissés et quelquefois recouverts de couleurs lavées, ne sont pas malheureusement à la hauteur de ce qu'annonce cet ensemble d'études.

Bien supérieurs à la Saxe au même point de vue apparurent en 1867 les petits états de Hesse et de Darmstadt. A Darmstadt, l'institut polytechnique du travail fabrique des modèles en fer, en bois, en cuivre, de machines capables de fonctionner pour peu qu'on les mette en mouvement à l'aide d'un levier. Ces modèles sont destinés aux écoles. Malheureusement il ne faut encore songer chez nous à rien de semblable. Les écoles, les cours d'adultes, les établissemens d'instruction même secondaire, ne sont pas assez riches pour acheter de ces collections. Quant à la Hesse, l'enseignement du dessin, dont la direction est excellente, y semble presque primer tous les autres, et les ouvriers paraissent avoir acquis une habileté théorique et pratique digne de la plus sérieuse attention.

Nous arrivons à la Prusse. On sait à quel point elle est fière de ses institutions pédagogiques et de son instruction primaire. On nous a répété à satiété que la bataille de Sadowa a été gagnée par ses instituteurs, si bien que le conseil d'état de la Porte ottomane a cru devoir lui emprunter ses règlemens sur cette matière. On a tout fait en Prusse pour rendre l'école attrayante et lui retirer l'aspect d'une prison, d'une caserne ou d'un couvent en miniature. Dans l'école primaire, le dessin est employé sous toutes ses formes. Les murailles sont tapissées non-seulement de cartes, mais aussi de grandes estampes coloriées. Les estampes ne sont pas irréprochables, ce qui est fâcheux, car rien n'est trop pur de forme, rien n'est trop beau pour des figures qui doivent être mises sous les yeux de l'enfance. Chacun de nous sait avec quelle invincible obstination la mémoire garde les premières impressions qu'elle a reçues. Si ces images exposées ne sont point parfaites, elles ont un mérite cependant; sans compter celui d'égayer et d'orner des murs si souvent tristes et nus, elles sont simples et précises : elles représentent

des objets d'histoire naturelle, des minéraux, des plantes, des animaux, quelquefois même des ensembles plus compliqués, tels qu'une ferme, une maison, un village, une forêt. Nos voisins paraissent avoir compris jusqu'à quel point l'esprit de l'enfant, peu propre à goûter les pures abstractions, est ouvert au contraire à toutes les sensations extérieures. Ils ne songent pas à violenter la nature; ils suivent les pentes naturelles, et aiment mieux développer que modifier avant l'heure les dispositions de l'écolier. Ils veulent donc lui montrer clairement, lui faire voir de ses propres yeux ce que toutes les descriptions du monde ne lui feront jamais entendre. Ils font à l'élève une petite conférence appropriée à son âge, ce qu'ils appellent un « cours de choses. » Le terme est un peu barbare. Qu'est-ce qu'un cours de choses? Un exemple ici nous servira mieux qu'une définition. A propos de la ferme, le maître fait passer sous les regards des enfans des troupeaux de bœufs, de moutons, de chèvres et tous les oiseaux de la basse-cour. L'enfant voit des filles de ferme occupées à traire les vaches, la fermière jeter du grain devant les poules, les garçons de ferme diriger la charrue au milieu des champs, le fermier surveiller les travaux des batteurs en grange, et au fond le moulin à vent, qui change en farine le blé de la moisson, agiter ses grands bras comme un serviteur affairé. Toutes ces représentations naïves, qui lui procurent sans quitter sa place un spectacle tranquille et doux, en rapport avec ce qu'il est capable de concevoir, sont autant de matières aux « leçons de choses. » Le maître de l'école explique la nature, l'utilité de chaque objet. Cela donne lieu en manière de causerie à mille enseignemens que suggèrent au professeur son expérience et le désir de s'assurer de la tournure d'esprit de son élève; cela lui permet aussi d'éveiller la curiosité de l'enfant en raison des besoins et des aptitudes qu'il lui reconnaît. Il faut ajouter que ce genre de conférence familiarise assez vite l'élève avec le maître, et ce résultat est obtenu avec une telle régularité, que lorsque l'enfant quitte pour la première fois ses parens pour venir à l'école, celui qui est chargé de tenir la place du père et de la mère ne connaît pas de meilleur moyen de se faire bien venir du petit être tout confus et embarrassé que de provoquer ses réponses en l'engageant à exprimer les quelques idées encore mal assurées qui sont entrées dans son cerveau.

Aux grands tableaux suspendus aux murs correspond un petit livre d'images nettes, d'un dessin clair et peu compliqué, qu'on nomme le *Handfibel*, et qu'on met entre les mains des enfans presque en même temps que l'alphabet. Disons mieux, le *Handfibel* comprend les premiers élémens de lecture, d'écriture et de dessin. Sans doute ces dessins ne sont pas d'un art bien raffiné, ils témoignent pour-

tant d'une excellente méthode. L'enfant imite d'abord des lignes, puis une pointe, une épingle, un marteau, un verre : c'est seulement après ce dessin concret, dont les contours représentent quelque chose et qu'il apprend presque en se jouant à reproduire, que l'enfant est amené graduellement à retracer les signes abstraits dont les combinaisons hiéroglyphiques moulées forment les lettres, les syllabes et les mots de la langue qu'il doit apprendre. Ce livre, précieux au point de vue des résultats pratiques qu'on en peut obtenir, a son équivalent dans les écoles de l'Amérique; nous ne sachons pas qu'on l'ait encore introduit chez nous en l'appropriant aux besoins de nos écoles.

Tels sont les procédés employés à l'égard des enfans pour les premières notions de dessin. Ils éveillent sans la fatiguer l'attention dont leur jeune intelligence est capable. Quant aux modèles, quant aux méthodes de dessin proprement dit, en Prusse comme presque partout ailleurs, tout est à réformer d'un bout à l'autre. On croirait à peine combien ont été peu récompensés les efforts prodigués depuis peu dans les grandes villes pour arriver à former sur les bancs des écoles populaires des dessinateurs industriels ayant le sentiment juste et la pratique habile de leur art. Les résultats sont jusqu'à présent médiocres et hors de toute proportion avec ce qu'on semblait en droit d'attendre de tant de volonté et de travail. En réalité, le dessin est peu connu, et presque toujours mal compris. On ne sait pas où l'on va; on exerce la main de l'élève à l'imitation de modèles sans valeur, dont quelques-uns n'ont d'autre mérite qu'une tendance à ce style neutre, sec, sans accent et sans caractère qu'on a bien à tort appelé classique; on le rebute bientôt par un enseignement si pauvre et si mesquin. Au contraire de ce qui se passe ordinairement dans les écoles de France, où l'on est exposé à comprendre beaucoup mieux la forme que le fond des choses, l'enfant allemand sait bien ce qu'est l'objet qu'il essaie de figurer; mais la forme exacte lui reste le plus souvent lettre close. De petits traits maigres à la mine de plomb, presque sans ombre, surtout sans vérité de lignes, bien que le contour soit toujours très serré, sec et pointu, de petits oiseaux, de petites fleurs, de petits arbres, voilà ce que nous avons vu. Cela n'apprend que peu de chose à l'enfant, et ne représente en réalité que du temps mal employé.

Les écoles communales du dimanche sont ouvertes aux artisans qui veulent acquérir quelque instruction. Le programme du cours comprend le dessin d'imitation, le dessin linéaire, la perspective, la copie de modèles « variés suivant la profession qu'exerce l'élève, » enfin l'exécution de projets indiqués par les professeurs. Ce programme est excellent, il est meilleur que la mise en œuvre. La

dernière partie semble très propre à être adoptée dans la plupart de nos cours de dessin. On regrette de n'y pas voir figurer un exercice adopté dans quelques-uns de nos cours d'adultes, le dessin de mémoire, la reproduction de souvenir d'un objet d'abord crayonné d'après un modèle. C'est là une des plus utiles habitudes qu'on puisse faire prendre au dessinateur capable d'une attention soutenue. La plupart de ceux qni s'y livrent y trouvent un premier acheminement vers le travail réputé si difficile de la composition des modèles dont ils ont besoin dans leur profession. Les classes du dimanche ne sont ni obligatoires ni gratuites en Prusse; on pense que l'élève s'attache davantage aux études qui lui ont coûté quelque chose et qu'il doit acheter de quelques sacrifices d'argent. Seulement la contribution n'est pas lourde, on lui fait payer seulement un franc par trimestre. Quant aux résultats obtenus, on ne peut que constater qu'ils sont inférieurs à ceux que nous ont montrés plusieurs pays allemands, le Wurtemberg et la Saxe en particulier. Écoles communales de garçons ou de filles, écoles secondaires, n'ont guère de travaux sérieux que dans le dessin linéaire, de mécanique ou de construction. Pour le dessin proprement dit, le trait est mince, peu expressif, plus maladroit que sincère; il indique mal les reliefs, les ombres sont molles ou surchargées d'effets. Ni les paysages, ni les fleurs, ni les ornemens, n'échappent à ces reproches. Les professeurs ne semblent pas se rendre compte de ce qu'ils doivent chercher. Ce n'est pas pour la situation florissante de l'enseignement du dessin que l'instruction primaire de Prusse a obtenu une médaille d'or en 1867.

Bon nombre de pays allemands mieux placés que la Prusse au point de vue industriel font les plus grands sacrifices pour aider par le perfectionnement du dessin à une amélioration des produits dont ils font commerce. On sait en effet aujourd'hui qu'à une époque et dans des états où l'on est exposé à se réveiller libre échangiste sans le savoir après avoir été longtemps couvert par des lois dites protectrices, l'avenir industriel est aux peuples qui, sans trop grande infériorité de goût et avec un enseignement d'art assez développé, ne sont pas d'ailleurs trop écrasés d'impôts. Ceux chez lesquels la vie est à meilleur marché, où la main d'œuvre par conséquent n'atteint pas des prix exorbitans, sont dans des conditions particulièrement favorables pour se ménager la victoire finale. Le Wurtemberg est à ce point de vue l'un des pays d'Allemagne les plus avancés en tout ce qui touche à la satisfaction générale des besoins physiques et intellectuels, l'un de ceux où l'absence de prétention aux gloires militaires a permis de développer lentement, mais sûrement, toutes les ressources que donnent le sol

et le génie de la race qui le cultive. La production est à bas prix, rien n'est négligé de ce qui peut aider au développement du goût et à la vulgarisation des notions primaires de l'art. L'instruction est donnée à tous avec une largesse au moins égale à celle de la plupart des autres pays allemands. Encore a-t-on craint que le dessin, celui que réclame l'industrie, ne fût pas à la hauteur des autres branches de l'éducation. On a constitué une commission composée de membres du conseil royal de science et du conseil royal pour le commerce. Cette commission se gouverne elle-même, et a été investie de la plus complète indépendance. Son action n'est assurée non plus par aucune loi. Elle parvient d'une façon officieuse, à peu près de la même manière que le conseil de Kensington le fait officiellement, à établir l'unité dans l'enseignement du dessin par tout le royaume. Elle a soin à cet effet de se plier autant que possible aux convenances locales, et donne une grande attention aux écoles communales. Les écoles de villes et de villages sont au nombre de plus de cent, et dispensent à huit mille ouvriers ou apprentis les notions du dessin industriel. On a fort remarqué en 1867 l'exposition collective de quarante-six de ces écoles. Le jury n'a pas cru devoir faire moins que de leur accorder une médaille d'or. Dessins, figures ou académies d'après l'estampe ou d'après la bosse, moulage d'après nature ou d'après le modèle, esquisses de papiers peints, spécimens d'orfévrerie, les envois indiquaient presque tous que la direction est intelligente et que les résultats sont bons.

Sur la même ligne que le Wurtemberg, et beaucoup en avant de la Prusse, vient se placer la Bavière. Si Leipzig dépasse Berlin, Munich et Nuremberg ne sont pas en arrière de Leipzig. En beaucoup d'endroits, les cours pour les enfans, les apprentis, sont complétement gratuits. Des artistes distingués ne dédaignent pas de s'occuper de petits livres d'images, et les murs des écoles sont ornés de toute sorte de tableaux propres à faciliter l'éducation par les yeux. L'enseignement du dessin dans les écoles professionnelles, telles que celle de Beschtesgaden, qui s'occupe spécialement du dessin dans ses rapports avec l'industrie, n'est pas moins développé. Là se forment en grand nombre ces artisans dessinateurs ou sculpteurs sur bois dont les œuvres rappellent les morceaux des imagiers du moyen âge, — travaux patiens et habiles dont ces ouvriers artistes ne seraient point capables sans l'étude à laquelle ils se sont livrés. L'école de Nuremberg, qui se trouve au centre de ce commerce spécial, est une école d'arts et métiers : l'enseignement y est assez élevé déjà; nous ne pouvons ici que la mentionner, car elle n'appartient pas à l'enseignement populaire. Les élèves en sortent avec une force notable et sont aussi près de l'artiste qu'il est à désirer

pour ce qu'on demande d'eux. Leurs sculptures sur bois ont cependant une certaine lourdeur commune à toutes les œuvres de l'Allemagne, mais plus visible ici qu'à l'ordinaire.

L'Autriche n'a pas fourni de remarquables preuves de ses facultés d'art. Le dessin dans les écoles populaires y occupe cependant une assez grande place. Malheureusement les efforts faits en ce sens sont aux trois quarts perdus. La direction est souvent plus qu'insuffisante, et les modèles, empruntés en plus d'un endroit à la France, sont détestables. L'exécution est faible, on cherche plus l'éclat que la franchise du trait; le crayon de mine de plomb, qui se prête si mal aux travaux de longue haleine et surtout à ceux de quelque largeur, est employé pour l'ornement, la figure, l'académie. La préférence donnée à ce crayon s'explique naturellement, il est plus facile à manier. L'élève n'a pas besoin pour s'en servir convenablement d'acquérir quelque souplesse de main, et, pour peu qu'il appuie avec vigueur en certains endroits, le dessin n'est pas dépourvu d'un certain aspect de solidité pompeuse tout artificielle, mais qui suffit à satisfaire le maître et l'écolier, s'ils sont décidés à se contenter de peu. Là, comme dans le reste de l'Allemagne, les dessins géométriques, les lavis, les tracés de mécanique, ne sont pas loin d'être irréprochables. On donne à ce genre de dessin de deux à trois heures par semaine et autant à l'autre dessin. Dans certains établissemens cependant, tels que l'école supérieure de Wieden, à Vienne, le temps consacré à ces exercices est plus que doublé. Aussi les résultats obtenus sont-ils fort brillans. Ils le sont moins à Passau, à Brunn, à Pancowie, où l'enseignement est cependant bien compris et où l'étude du dessin est menée d'une façon sérieuse, à Linz, Troppen, Ulm. Ces écoles avaient envoyé à l'exposition de 1867 d'énormes albums reliés avec un luxe que ne comportaient pas la nature et le mérite des objets exposés. Des dessins trop peu nombreux provenant des écoles hongroises se faisaient remarquer par une exécution assez large. Pour les cours d'adultes, les écoles du dimanche, l'Autriche est encore loin du mouvement dont nous sommes témoins en France, et plus loin encore des trente-trois mille écoles qui fonctionnent le dimanche en Angleterre.

Les pays jadis régis par les Turcs, les principautés, ont tout à faire pour le dessin. Leurs anciens maîtres, les croyans de l'islam ne sont guère favorables, on le sait, aux manifestations de l'art. Ceux à qui leur loi défend de représenter l'homme et les animaux, ceux qui pour nous donner l'idée d'une bataille en sont réduits à figurer quelques fusils et beaucoup de fumée, ne seront jamais, tant qu'ils garderont leur foi, des artistes de premier ordre. Les populations

émancipées de leur joug ne sont pas comme eux enchaînées par le dogme; mais leur éducation doit porter sur des notions plus utiles pour elles à cette heure que le dessin. Il faut satisfaire d'abord à d'autres besoins et détruire d'autres ignorances. L'un des derniers princes serbes ne savait pas écrire; le premier livre d'alphabet serbe date seulement de 1814. Le dessin n'est pas, on le comprend, une des préoccupations les plus urgentes des races serbes.

Un peuple studieux, appliqué, honnête, instruit, intelligent, soigneux, celui du Danemark, s'inquiète fort de tout ce qui concerne les écoles d'ouvriers ou d'apprentis et les écoles techniques. Les écoles du dimanche ont des cahiers bien tenus et pleins d'esquisses qui ne sont pas sans mérite. Notons qu'il y a ici curiosité et goût de savoir plutôt encore que nécessité de premier ordre en raison des besoins d'une industrie locale ou nationale. L'industrie n'est pas prépondérante en Danemark. Ce que les Danois poursuivent, c'est leur propre développement, non la certitude de meilleurs débouchés et d'une vente plus assurée de leurs produits. Le dessin linéaire, les projections, la perspective, les plans de machines, sont assez largement exécutés chez eux. Le dessin à main levée semble aussi répandu que le dessin linéaire. Ornemens, vases, figures, paysages même, ont été représentés dans le concours de 1867. De grands modèles faits pour être *vus à distance*, comme le disaient les inscriptions, sont mis en général à la portée du regard des élèves. Des tableaux, des cartes, des objets d'histoire naturelle, des dessins anatomiques, accompagnent ces modèles.

La Suède et la Norvége se tiennent à peu près sur la même ligne. Le roi de Suède est peintre, et on a vu de ses œuvres, des paysages de son pays, qui indiquent un talent supérieur à celui que nous sommes habitués à trouver chez les artistes couronnés. L'enseignement primaire du dessin, aussi bien que celui de la musique, de la gymnastique, a sa place marquée dans ces belles écoles suédoises, propres, bien aménagées, où chaque élève a son pupitre en bois de sapin clair, poli et verni. L'école est le luxe de ces états, où il y a peu de fortunes démesurées, mais où il n'y a guère de pauvres. Les dessins des écoles primaires ne sont pas excellens; toutefois la direction est bonne, et cela est beaucoup. Les esquisses des élèves représentent surtout les plantes avec leurs organes essentiels, c'est le dessin appliqué aux notions des sciences naturelles. Des tableaux énormes appendus aux murailles montrent aux enfans les mêmes figures. Par les yeux commence leur éducation, et sans efforts, sans aucune tension de l'esprit, par une sorte de délassement et de récréation, ils apprennent à connaître et à analyser les objets.

Les pays qui n'ont pas encore d'instruction primaire, ceux qui n'ont pas d'industrie, ceux dont l'industrie est encore engagée dans les liens de la protection par des douanes ou des prohibitions qui constituent un monopole aux producteurs nationaux, ont peu d'écoles de dessin et n'en sentent guère le besoin. Les pays dont l'évolution sociale est à peine commencée en ont encore moins. C'est pourquoi la Russie tiendra peu de place dans ce recensement général d'un enseignement populaire. Là où il n'y a pas encore d'école dans la plupart des communes, où certains gouvernemens n'ont pas même une école de filles, où les distances immenses d'un village ou d'un bourg habité à l'autre rendent plus difficile encore l'échange des idées pour une multitude qui comprend à peine qu'elle est illettrée, il n'y a pas lieu de compter sur un grand nombre de vulgarisateurs des notions du beau.

Ce n'est pas qu'en Russie, à Pétersbourg notamment, les trésors d'art fassent défaut. Les galeries particulières sont nombreuses; celles des princes de la famille impériale ont la réputation méritée, — nous avons surtout en vue la belle collection de tableaux italiens rassemblée par le feu duc de Leuchtenberg, — d'être d'une richesse peu commune. La galerie de l'Ermitage offre, dans une série de petites salles disposées avec goût et dont plusieurs servent aux soirées de fêtes, une réunion d'œuvres peintes dignes de l'admiration du monde entier et que notre Louvre envierait. Paul Potter et Rembrandt, un talent puissant et un génie de premier ordre, y sont représentés avec plus d'éclat que nulle part ailleurs. L'école française elle-même s'y trouve réunie tout entière jusqu'à la fin du règne de Louis XVI, et y semble tenue en plus grand honneur qu'on ne l'a fait longtemps en France même; mais ces trésors sont pour le peuple comme s'ils n'existaient pas, ces musées ne sont point des musées nationaux. On ne s'en aperçoit que trop. Non-seulement ils ne sont pas publics, bien qu'on fasse peu de difficultés pour y laisser pénétrer les étrangers, mais encore on a soin de faire remarquer aux visiteurs que tout y est la propriété exclusive de l'empereur, et que franchir le vestibule du musée, c'est être reçu chez lui. On est bien loin, comme on le voit, de ce fameux *ermitage* dont la grande Catherine fut d'abord l'ermite, et où elle prenait plaisir à oublier qu'elle portait une couronne et à venir causer avec ses savans et ses philosophes. Le code réglant les rapports des visiteurs avec le souverain, et qu'elle-même avait rédigé dans une heure de belle humeur, est bien changé. Ce n'est plus ce laisser-aller et ce sans-façon qu'elle demandait; l'étiquette règne et gouverne. Quand nous entrâmes à l'Ermitage, un des huissiers, à l'aide de quelques épingles, transforma nos paletots en habits à la française! Il ne

fallait pas que l'empereur fût exposé à rencontrer dans les salles un visiteur non revêtu du costume de cérémonie. Bien différent est sous ce rapport l'usage de Pétersbourg et celui de Berlin, où l'on voyait en hiver, dans les galeries de l'ancien muséum, des hommes et des femmes de la campagne en sabots boueux. Toutes les collections en Russie, de quelque nature qu'elles soient, ne sont d'ailleurs guère moins fermées. Les règlemens les transforment en autant de domaines réservés aux conservateurs et à quelques privilégiés. Le peuple n'y entre jamais. Tout cela se modifiera sans doute, mais lentement et à mesure que ce peuple de serfs respirera plus largement l'air vif des contrées libres. Il est tel pays de Russie où, d'après ce que nous avons vu nous-même, nous oserions affirmer que ces changemens exigeront plusieurs générations. Il faut que les mœurs elles-mêmes, la paresse intellectuelle, cette demi-somnolence d'individus sur lesquels a pesé un despotisme séculaire, fassent place à des habitudes et à des nécessités nouvelles. Or ces choses ne s'improvisent pas.

Disons cependant qu'en Finlande, — la Finlande est le gouvernement le plus instruit de la Russie, un des derniers détachés du royaume de Suède, — dans les provinces baltiques, en Pologne, l'enseignement du dessin compte un certain nombre d'élèves dans les établissemens secondaires. Il faudrait faire aussi une exception en faveur des deux capitales, Saint-Pétersbourg et Moscou. Encore là, comme dans presque tout le nord de l'Europe, se retrouve et prévaut ce dessin pointu, sec, puéril, qui appartient à tant de pays d'Allemagne. On regarde un trait mince et grêle comme un chef-d'œuvre d'habileté manuelle, et celui qui pourrait dédoubler ce trait en y faisant passer un autre trait plus fin, plus aigu, passerait presque, sinon pour un artiste, du moins pour un dessinateur. On ne peut cependant refuser au peuple russe une disposition naturelle pour les arts d'imitation. Il ne manque pas d'un goût assez accentué, qui, conduit par l'étude, peut aboutir à des résultats heureux. Il aime les couleurs et ne laisse pas de les assembler heureusement. Il se plaît à orner ses cabanes de décorations souvent bizarres, mais agréables à voir, ses barques, aussi primitives que celles des sauvages, de têtes de chevaux dessinées et sculptées, de chaînes et d'yeux à la proue, comme les premières nefs des Grecs; mais de ces essais informes à un art réel et raisonné il y a encore un intervalle difficile à mesurer. Quelques écoles secondaires d'industrie, comme l'institut Strogonof de Moscou, avaient exposé en 1867 de très remarquables modèles de papiers peints, d'étoffes et de tapisseries. Cet institut, fondé, croyons-nous, par acte d'initiative particulière, n'est pas le seul en Russie; nous ne nous y arrêterons

pas : on ne peut regarder ces établissemens comme des foyers d'enseignement populaire.

Quittons un instant l'Europe pour considérer ce qui se passe dans les autres continens au point de vue où nous nous sommes placé. Si la Turquie, suzeraine de l'Égypte, songe peu à l'enseignement du dessin, l'Égypte s'en occupe davantage. Est-ce à dire que cet enseignement y soit devenu populaire? Non, il n'est pas sorti de quelques villes et de quelques écoles; mais il faut tenir compte de ces commencemens. On ne peut demander plus pour l'heure présente. L'instruction la plus élémentaire n'étant pas mise encore à la portée de tous, le dessin ne peut être réservé qu'à quelques-uns. On doit reconnaître toutefois que, si l'on excepte certaines villes de notre Algérie, l'ancien royaume des Pharaons est la seule contrée d'Afrique où l'on paraisse se soucier encore du progrès. En 1867, les visiteurs qui entraient dans l'exposition égyptienne du Champ de Mars trouvaient d'assez grands cartons consacrés aux travaux dessinés par les élèves de l'école préparatoire aux écoles militaires. C'était de l'enseignement secondaire, supérieur même, car il n'y en a guère de plus haut dans le pays. A n'examiner que les résultats, et pour qui veut réfléchir au peu d'exercice et par conséquent d'expérience des écoliers en cette partie de leur étude, les esquisses appartenaient encore à l'enseignement primaire et restaient même fort au-dessous de quelques-unes des œuvres de nos écoles communales. Si nous laissons de côté des dessins de machines et des levés de plan assez habilement exécutés, on ne pouvait guère remarquer que quelques fleurs pauvrement dessinées, des figures nues à la mine de plomb, au pinceau, au lavis, procédé détestable qui n'exerce l'élève ni à se rendre compte de la direction des lumières et des ombres ni à assouplir sa main. Les modèles étaient mal choisis : c'étaient des soldats, zouaves ou cuirassiers de grandeur colossale, des petites filles donnant à manger à des lapins, des œuvres puériles et sans valeur. Cette pénurie de bons modèles, que nous avons à peine le courage de reprocher aux établissemens dénués de ressources, devient ici inexcusable.

Les régions de l'extrême Orient n'ont guère fourni en 1867 de renseignemens sur l'état de leurs écoles. De la Chine, nous n'avons guère vu que les *outils* du dessin et du coloris national, des godets remplis d'encre délayée, de carmin, de couleur chocolat, bronze et or, puis quelques roseaux, des pinceaux fort allongés, le tout renfermé dans des espèces d'étuis assez analogues à ceux des scribes de l'ancienne Égypte. Tels sont les instrumens de travail des habitans de l'Empire du Milieu. Quant à leurs moyens d'apprentissage ou d'étude, rien ne venait donner quelque satisfaction à la curiosité

du visiteur. Des dessins de la Chine bouddhique, représentant des personnages qui n'ont aucun rapport avec des magots, étaient achevés avec soin. Un livre sur l'art militaire contenait l'exposé des douze stratagèmes « comparables à des murs en fer entourés de fossés d'eau bouillante » qui n'empêchent pas ce pays de succomber devant toute invasion européenne ou asiatique. Du reste l'exposition de la Chine n'était guère qu'un trompe-l'œil destiné à masquer une lacune regrettable, car le vieil empire ne s'était pas rendu à l'invitation qu'il avait reçue de prendre sa part à cette grande revue de l'état et des progrès des peuples. Le Japon, si fort supérieur à la Chine dans les arts qui se rapportent au dessin, n'était guère mieux représenté à l'exposition, tant dans les salles réservées à l'enseignement que dans cette petite maison qui prétendait donner une idée à peu près fidèle de ce qu'est une habitation japonaise. Des paravens, des mannequins remplis de paille, offraient avec trois jeunes filles venues du pays un aperçu vrai des costumes. On pouvait de plus y trouver des papiers très propres au dessin, d'un grain régulier et faits à la main, d'autres souples et mous résistant comme une étoffe feutrée. On proposait aux visiteurs des dessins populaires qui ne sont pas sans analogie avec nos images de Metz et d'Épinal, bien que supérieurs pour la richesse, l'éclat, l'entente et, jusqu'à un certain point, l'harmonie du coloris; mais les marchands se servaient pour écrire de plumes de fer simplement trempées dans l'encre de Chine ou du Japon, qu'ils remplaceront bientôt peut-être par notre encre elle-même.

Quant à l'Inde, nous savons qu'il se manifeste de tous côtés pour elle une grande ardeur d'enseignement. Peuple conquérant et peuple conquis semblent pour l'instant signer la paix dans les écoles. Ce pays fut un des foyers de la civilisation et de l'industrie humaine, un des premiers centres de l'art, d'un art exquis, tout d'ornementation, dont la tradition n'est pas perdue et dont l'influence subsiste encore. Ses ouvriers fabriquent depuis des siècles ces mousselines qui ressemblaient, au dire des anciens, à de l'*air tissé*. Un artisan indien a remporté un prix pour ce genre d'étoffe à l'une des expositions universelles. Armes, meubles, sculptures de jade, châles, véritables ouvrages d'art, tout cela est exécuté par de pauvres hommes de cette Inde pacifique et toujours conquise, comme le fut la Chine, artisans sans prétention, qui se contentent d'une poignée de riz pour leur subsistance de la journée. Les manufactures les mieux outillées ne parviennent guère à imiter leurs œuvres. Eux, ils n'ont pour les exécuter qu'un matériel rudimentaire et grossier, qui les ferait prendre en pitié par nos directeurs de fabriques. Que deviendrait cet art naturel, s'il était appuyé d'un

peu de savoir? On ne peut le présumer de si loin. Calcutta, Madras, Bombay, ont des universités ou des colléges hindous depuis une douzaine d'années; mais l'Inde n'a guère d'écoles de dessin pour les Indiens. Malgré la faveur qui s'attache aujourd'hui à ses origines, à sa langue, à son architecture, si étonnante et si peu connue, dont quelques magnifiques photographies donnaient dans les galeries de l'histoire du travail une si haute et si grande idée, les Anglais ont à peine dans l'Inde quelque enseignement en ce genre. On tente d'attirer les Indiens dans les cours d'écoles dirigés par des professeurs venus de la métropole; mais cela se fait lentement. Assez souvent, trop souvent, les dessins d'étoffes sont envoyés d'Europe, de France, d'Angleterre, pour être exécutés par les ouvriers indigènes. Quand il n'en est pas ainsi, l'ouvrier indien est livré à lui-même, à sa propre inspiration, à la tradition qui s'est transmise de père en fils pendant tant de générations.

Dans les États-Unis d'Amérique, il ne s'agit pas plus de faire de tout homme un artiste en lui enseignant les élémens du dessin, ou en le mettant à même de les trouver par son initiative personnelle, qu'il ne s'agit de faire un savant de chacun de ces adultes ou de ces enfans qui viennent s'asseoir sur les bancs des écoles. On n'encourage pas la présomption de tous, comme on l'a dit, on règle les aptitudes, on leur permet de se développer en plaçant à la portée de chaque individu l'enseignemsnt qui lui est approprié. « Notre richesse, dit un écrivain américain, se trouve dans l'intelligence de nos populations, non dans nos mines d'or et d'argent. Nous travaillons à mettre en valeur le capital intellectuel du peuple autant en généralisant l'enseignement qu'en mettant chacun en état de l'approprier à ses facultés. » Il semble à la vérité que la grande préoccupation de l'Amérique en fait d'éducation soit d'abord l'enseignement pour tous. L'enseignement supérieur ne vient qu'après. On sait peu de chose dans notre pays sur la manière dont se pratique l'enseignement du dessin dans les États-Unis. Des cours d'adultes sont ouverts à New-York et dans les principales villes; mais quelles sont les méthodes employées, quel est le mérite des professeurs, voilà ce qu'il est difficile d'établir par raisons dĕmonstratives. Les chiffres et les statistiques nous manquent. Notre vieux monde, qui se croit supérieur, et qui l'est resté jusqu'ici au point de vue de l'art, est peu curieux de tout ce qui touche le nouveau. On ne croit pas chez nous avoir quelque chose à apprendre de ces pionniers de l'avenir, et plusieurs d'entre nous ne parviendront jamais à s'imaginer que le rude *yankee* soit capable de se faire un art à lui. Il en est même que ce mot d'art américain fait sourire. Pour qui voulait, au milieu de cette grande disette de renseignemens, avoir

quelque idée de ce qu'est le dessin dans l'école primaire américaine, il fallait entrer dans celle que la ville de Chicago (Illinois) établit au Champ de Mars en 1867.

Là, point d'images ni de bustes de souverains, on n'y trouvait que les portraits des fondateurs de l'Union américaine, un certain nombre de cartes de grande dimension, quelques figures anatomiques et des dessins d'histoire naturelle; puis de courtes inscriptions qui tendent moins à assouplir et à dompter la volonté de l'homme qu'à l'élever et à l'affermir. Tout cela se ressent de l'éducation fière qu'on donne à ces jeunes gens, et qui est si loin de celle que nous recevons dans les écoles primaires, dans les établissemens d'instruction secondaire ou supérieure, et même dans les premiers enseignemens que nous procure bon gré mal gré avec les mœurs de notre pays et de notre temps la première expérience de la vie. « Si tu ne trouves pas de chemin frayé, dit l'une des pancartes, fais-t'en un. » C'est à vrai dire ce que les Américains ont essayé de faire pour le dessin. Nous ne saurons que plus tard à quel point ils ont réussi. Comme je cherchais dans cette école ce qui concernait l'enseignement élémentaire du dessin, je vis sur l'une des tables un petit cahier qu'on m'a dit être répandu à profusion dans les familles, dans les fermes, dans les écoles. C'est le « premier livre, le livre de dessin de l'enfant. » L'auteur, M. Josiah Holbrook, veut que tout enfant, que tout homme, à quelque âge et dans quelque profession qu'on le prenne, soit à lui-même son professeur de dessin. Il recommande « la nature avant le livre. » Il veut qu'on dessine avant d'écrire. Il invoque pour le démontrer des raisons dont quelques-unes sont assez concluantes. Son livre serait d'un bon emploi dans notre pays, s'il était approprié à nos besoins et à nos convenances; il commence par ces figures d'instrumens et d'outils nécessaires dans toutes les conditions de la vie, mais indispensables aux pionniers défricheurs de forêts, aux hommes qui vont sans cesse « en avant » reculant à l'ouest et au sud les bornes de la nature cultivée. Un Robinson dans son île y trouverait représentés tous les objets dont il peut se servir. La hache, la scie, le couteau, le ciseau, apparaissent d'abord, puis les vases et quelques ustensiles, puis le bateau, la brouette, la charrue, le pont, la cabane, le village. Les feuilles suivantes présentent l'image de minéraux, de plantes, de fleurs et de fruits; viennent ensuite les animaux domestiques, serviteurs ou pensionnaires de l'homme, le chien, le cheval, le bœuf, le mouton, puis des figures d'homme et de femme, de petit garçon et de petite fille, qu'on reconnaît facilement à la coupe de leurs habits. Une carte de l'Amérique, réduite à ses linéamens les plus simples, sert de couronnement à ces images, et ce n'est qu'a-

près avoir parcouru ce cercle de connaissances usuelles qu'on arrive aux lettres de l'alphabet, à ces caractères abstraits qui sont les plus « difficiles à lire » et qui exigent déjà un certain exercice de l'intelligence et de la main pour qui veut les reproduire un à un et les assembler afin de réaliser l'expression de sa pensée. On le voit, le côté pratique prime nettement ici l'instruction qui a pour but d'éclairer et de former le goût. L'enfant dessinera les premiers contours des objets réels avant même d'avoir vu les lettres. Les figures élémentaires, rudimentaires, si l'on veut, pourraient être, non pas plus nettes, car elles sont très suffisamment caractéristiques, mais plus correctes. Elles manquent d'art, cela est incontestable autant que fâcheux. L'auteur a tort selon nous de s'arrêter à moitié chemin. Il cherche seulement une certaine vulgarisation du dessin comme moyen général de comprendre et de faire comprendre les formes essentielles des choses. Il vise au bon marché, de façon que l'étude qu'il préconise soit à la portée des plus pauvres. Il supprime dans la plupart des cas le papier, dont l'emploi est dispendieux, et le crayon, qui s'use vite; il les remplace par l'ardoise et le crayon d'ardoise. L'usage du papier à dessin n'est recommandé que pour les élèves qui ont acquis déjà une certaine force relative. Ce que devient l'art dans cet enseignement, il serait difficile de le déterminer avec quelque certitude.

L'art américain tenait une place honorable à côté de celui de la Grande-Bretagne; mais l'exposition des artistes américains, plus remarquable en sculpture que dans les œuvres peintes, indiquait que le Nouveau-Monde n'a point encore trouvé une forme nouvelle du beau. Nombre de ses peintres et de ses sculpteurs n'étudient pas en Amérique, ils étudient chez nous. Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils se rattachent par plus d'un côté à nos traditions. D'ailleurs les expositions révèlent à peine ce qui s'est fait dans les divers états pour répandre les premières notions d'art. Sur ce point, les États-Unis d'Amérique ne semblent pas avoir été curieux de renseigner la vieille Europe. Leur école modèle de l'Illinois n'a pas fait montre des cahiers d'esquisses de ses élèves. Nous pouvons donc croire qu'on n'est point fort avancé de ce côté. Les grandes villes ont des cours de dessin pour les enfans et pour les adultes; mais certains élémens de progrès font défaut. Professeurs nombreux et habiles, bons modèles, aptitude de race, longue chaîne non interrompue d'une tradition d'art, rien de cela n'existe encore en Amérique. Dans les états du sud même, où l'art a été importé d'Espagne ou des Flandres, il est resté étranger au sol. Partout les grandes collections manquent; elles ne manqueront pas longtemps. Les Américains ont la richesse, à l'aide de laquelle on acquiert tous

les trésors d'art appartenant à des propriétaires appauvris. Ce qu'on peut souhaiter de mieux à ce pays, c'est que la méthode américaine prévale en art comme en toute chose, que chacun par sa libre action et le développement naturel de ses facultés devienne son professeur à soi-même, que la « lecture et l'écriture » du dessin commencent pour tous dès le plus jeune âge par l'imitation assidue des objets familiers. Pratiquée avec cette persévérance opiniâtre qui a distingué jusqu'ici les peuples des États-Unis, cette façon directe d'apprendre sur le vif et d'exprimer sincèrement les impressions venues du dehors peut arriver à éveiller rapidement des facultés encore endormies chez la plupart des hommes du nord de l'Amérique, et faire naître un art particulier qui serait non un art d'école, mais un art rude, rustique, né de la race et gardant dans le sol de profondes racines.

Le mouvement dont on vient de suivre les phases dans les civilisations diverses qui se partagent le monde n'est que le résultat presque nécessaire de l'évolution graduelle des peuples. Se rapprocher du beau et du vrai, de l'art et de la science, y faire participer un plus grand nombre d'individus, tel est le but des sociétés en progrès. La science et l'art contribuent pour une large part au développement des ressources d'une nation; aussi l'impulsion donnée dans un pays à l'enseignement d'art est-elle presque toujours en raison du degré de puissance industrielle auquel ce pays est parvenu. C'est là une des raisons, non la seule ni peut-être la meilleure, de la faveur dont le dessin est l'objet. En certains états, on s'occupe de le répandre en dehors de toute préoccupation commerciale, pour la seule curiosité d'apprendre et la seule passion de savoir. Ces associations qui se forment de tous côtés nous donneront-elles de plus grands artistes? Elles n'ont pas cette prétention. Elles en donneront un plus grand nombre pour satisfaire à des besoins plus nombreux. Une chose en tout cas remarquable et propre à rassurer ceux qu'inquiète toute évolution sociale, même la plus lente et la mieux graduée, c'est la manière dont les classes laborieuses dans les grandes villes ont tiré parti des moyens d'instruction que l'on mettait à leur portée. Elles ont compris que le meilleur moyen d'accroître leur bien-être est d'accroître leur capital de science et d'art.

Ch. d'Henriet.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 octobre 1868.

Que deviennent les affaires de l'Europe, et quel chemin a fait en ces derniers temps cette terrible question de la paix ou de la guerre dont le nœud est bien sans doute quelque part, à Biarritz ou dans un château de la Poméranie? Ce drame des destinées européennes qui se déroule sous nos yeux marche-t-il à travers l'obscurité des desseins secrets vers un dénoûment violent, ou bien, par suite de la lassitude universelle encore plus que par la toute-puissance de la raison, sommes-nous près d'entrer dans une phase d'heureux apaisement? Que faut-il penser du discours du roi de Danemark devant les chambres de Copenhague, ou de la conspiration récemment découverte à Constantinople? Une révolution, une vraie révolution se préparant en Turquie, peut-être par la main de la Russie, le roi de Danemark s'entendant avec la France pour rappeler à la Prusse les engagemens du traité de Prague relativement au Slesvig, voilà certes de quoi remettre les imaginations en campagne! Nous ne sommes pas au bout de tous ces incidens qui passent comme des nuages à l'horizon, qui sont les symptômes éphémères d'une situation profondément ébranlée, mais qui n'ont pas toujours heureusement la gravité qu'on leur prête. Pour le moment, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. L'autre jour, tandis que nous en étions encore à interroger le sphinx prussien et à nous demander si M. de Bismarck allait décidément quitter Varzin pour reprendre en main les affaires, ou s'il n'aurait pas fait à propos quelque nouvelle chute de cheval qui lui permît de prolonger sa mystérieuse villégiature, tandis que presque par habitude nous regardions du côté du nord, à l'autre extrémité de l'Europe une reine quittait son royaume en fugitive, cherchant encore sur sa tête une couronne qui venait de tomber, se dérobant à une révolution qui marchait sur ses traces, franchissant au vol de la vapeur la frontière de France avec son roi, son confesseur et son intendant! Et voilà justement ce qui peut faire oublier un instant le discours du roi de Danemark, les savantes indisposi-

tions du premier ministre de Prusse et la conspiration de Constantinople.

Il y avait trente-cinq ans qu'Isabelle II régnait en Espagne. Elle avait été portée dès sa naissance sur les faisceaux guerriers d'une armée libérale qui avait entouré sa frêle royauté de tout ce qu'il y avait de jeune et de vivace au-delà des Pyrénées. Maintenant il ne lui restait plus, il ne pouvait plus lui rester que le souvenir amer de tout ce qui l'avait conduite à cet irrémédiable désastre. Elle n'avait pas même attendu une signification plus impérieuse de sa destinée. Il lui avait suffi d'apprendre que les derniers défenseurs de sa cause venaient d'être battus dans une rencontre avec l'armée de l'insurrection à l'autre bout de l'Espagne, au pont d'Alcolea, sur le chemin de Cordoue. Elle se hâtait de quitter son dernier refuge de Saint-Sébastien et de passer ce filet d'eau de la Bidassoa qui sépare l'Espagne de la France, sans regarder derrière elle, sans songer à prolonger une défense inutile, comme si elle se sentait frappée d'une irréparable déchéance. A une petite station, première étape de l'exil, elle rencontrait les souverains de la France, qui venaient offrir un asile à son malheur. C'était une entrevue un peu différente de celle que la reine Isabelle rêvait quelques jours auparavant. L'empereur, dit-on, est resté pensif et gravement touché en voyant défiler ce convoi d'une royauté. L'impératrice n'a pas été moins émue. L'un et l'autre, à ce qu'on assure, ont gardé depuis ce moment la préoccupation la plus sérieuse, l'impression la plus vive de cette catastrophe soudaine, irrésistible, qui ressemble à un effondrement, puisqu'on s'est servi de ce mot, si vertement et si spirituellement relevé par M. Prevost-Paradol. La préoccupation de l'empereur n'a rien qui puisse étonner, rien qui ne soit d'un esprit élevé et réfléchi. C'est déjà sans nul doute une combinaison étrange de la fortune faite pour frapper l'imagination que ce spectacle de la dernière descendante des Bourbons portant une couronne ramenée en fugitive à ce château de Pau, berceau de sa famille, — de l'héritière d'une des plus vieilles maisons royales de l'Europe recevant un asile du représentant de la dynastie la plus nouvelle, d'une dynastie fille de la révolution; mais il y a dans ces événemens quelque chose de plus grave encore, parlant plus fortement à la raison politique. Après tout, pourquoi est-elle tombée, cette royauté espagnole qui avait tout ce qu'il faut pour vivre? Parce qu'elle s'est fait à elle-même la destinée de ces vieilles maisons qui tombent par leurs faiblesses, par leurs entraînemens, par la facilité avec laquelle elles glissent dans tous les caprices des absolutismes caducs. Ce n'est pas apparemment par un vice de libéralisme que la reine d'Espagne vient de disparaître. Et mieux encore, tous ces princes détrônés qui peuplent aujourd'hui l'Europe, qui sont une véritable tribu errante, pourquoi sont-ils tombés? Parce qu'ils ont fermé les yeux à toutes les lumières, parce qu'ils n'ont jamais su céder quand il était temps, parce qu'ils ont voulu jusqu'au bout mettre leur sagesse et leur volonté au-dessus de la raison de tout le monde. Et où se trouve le prince qui

est tombé pour avoir été sincèrement et loyalement libéral, pour avoir suivi les inspirations de l'opinion, pour avoir su céder à propos devant le mouvement d'un pays? La reine Isabelle va grossir le cortége des royautés de l'exil, dernière et saisissante image de ces pouvoirs abusés qui croient se garantir par la résistance, qui se fient à la force pour les absoudre de leurs fautes, et qui ne font que mieux assurer leur ruine.

Elle est donc maintenant accomplie cette révolution espagnole, et elle a cela pour elle que rien ne la contrarie, rien ne la gêne dans son triomphe; elle ne rencontre ni résistance, ni hostilité, ni malveillance autour d'elle. Elle n'a eu qu'à paraître, aussitôt tout s'est littéralement effondré. Est-ce à dire que cette révolution ait été l'œuvre d'un soulèvement spontané, universel et irrésistible du peuple? Nullement, c'est l'armée qui l'a faite, et par là la révolution espagnole du 29 septembre ressemble encore à toutes celles qui l'ont précédée. Madrid du soir au lendemain s'est trouvée libre sans combat, et la junte révolutionnaire a reçu le pouvoir du dernier ministre de la reine Isabelle, du général Concha lui-même. Toutes les villes de l'Espagne ont fait leur *pronunciamiento* et ont eu leur junte. En un instant, tout s'est trouvé accompli au cri de : *à bas les Bourbons!* L'unanimité a été complète au moins en apparence. Mais c'est ici que commencent les difficultés pour cette révolution, œuvre de trois partis alliés dans la lutte, l'union libérale, les progressistes, le parti démocratique, et la première de toutes les difficultés a été la formation d'un gouvernement provisoire en attendant la réunion d'une assemblée constituante chargée de décider souverainement des destinées de l'Espagne.

On avait eu d'abord l'idée de former une sorte de triumvirat composé du général Serrano, du général Prim et de M. Salustiano Olozaga, immédiatement appelé de Paris, où il se trouvait en exilé. M. Olozaga, qui a été certainement un des plus opiniâtres et des plus actifs promoteurs de la dernière insurrection, mais qui est encore plus orateur qu'homme d'action, encore plus habile dans l'art de préparer les révolutions que dans la manière de les conduire quand elles sont faites, M. Olozaga a hésité au premier instant; il a refusé de partir, puis il est parti; il a manqué de décision, il a voulu peut-être se ménager, et pendant ce temps on finissait à Madrid par s'en tenir à un ministère composé de membres de l'union libérale et de progressistes avec le général Serrano comme chef supérieur et le général Prim comme ministre de la guerre. Tout ce qu'on peut dire de ce premier cabinet de la révolution, c'est que les hommes sont nouveaux, et quelques-uns, comme M. Lorenzana, M. Ayala, M. Figuerola, ne sont pas sans talent. Le parti démocratique n'a aucune place dans le ministère; mais on lui a donné une compensation en faisant un premier alcade de Madrid d'un de ses principaux chefs, M. Nicolas-Maria Rivero, esprit assez supérieur pour ne pas dépasser certaines limites dans les opinions démocratiques.

Deux choses sont également frappantes dans ces premiers momens de la révolution espagnole. D'abord l'union qu'on croyait si difficile entre les généraux et qui l'est encore à coup sûr, cette union n'a point cessé un instant jusqu'ici. Serrano et Prim, et c'est visiblement d'eux que tout dépend, semblent marcher d'intelligence. Ils se renferment sans doute dans une certaine réserve qui a quelque apparence mystérieuse; mais entre eux aucun nuage ne s'est élevé, et on dirait même qu'ils gardent un dernier mot qu'ils ne disent pas, qui est peut-être la raison de leur union. Ce qui est certain, c'est que dès le premier moment le général Prim, dont on pouvait redouter la fougue et l'esprit de domination, n'a point hésité, comme ministre de la guerre, à confier les grandes directions de l'armée aux principaux chefs militaires de l'union libérale, au général Echague, au général Dulce, au général Messina et même au général Cordova, qui, bien que dans l'opposition depuis quelques années, a longtemps appartenu au parti modéré. Ce qui est plus frappant encore, c'est l'ordre qui s'est maintenu à Madrid au milieu du désordre inévitable d'un déchaînement populaire. Sauf quelques excès facilement réprimés, tout se passe le mieux du monde, et ce peuple qui est allé vider les arsenaux pour s'armer quand il n'y avait plus à combattre s'amuse aux ovations et aux parades sans laisser voir rien de menaçant. Il jouit gaîment du triomphe qu'on lui a fait. Seulement il reste à savoir ce que dureront cette union des généraux et cet ordre équivoqne du lendemain d'une révolution. On ne va pas loin en donnant des armes aux masses, en les payant, en faisant des emprunts pour ouvrir des ateliers nationaux. C'est ici que les chefs de la révolution peuvent montrer ce qu'ils sont et ce qu'ils ont dans l'esprit. L'œuvre n'est point aisée pour ces aventureux pilotes, cela est bien clair; mais elle est d'autant plus pressante que les difficultés marchent à grands pas sur eux. Demain peut-être ils vont se trouver en face d'une redoutable crise financière, aggravée par la pénurie de certaines provinces. L'occasion est belle pour eux cependant. Ils n'ont rencontré jusqu'ici ni opposition, ni mauvais vouloir. Par une fortune rare, cette révolution a eu la chance de trouver un assez confiant accueil un peu partout, même parmi les hommes d'affaires. Le crédit espagnol n'a pas été encore sérieusement atteint; c'est le moment de raffermir cette confiance, de garantir cette révolution non certes par une confiscation des libertés qu'elle promet, mais en l'empêchant de dégénérer en une immense anarchie.

Après cela, cet ordre que les chefs de l'insurrection peuvent maintenir s'ils sont bien inspirés, cet ordre n'est lui-même sans doute qu'une trêve fort provisoire, et la question essentielle, la question du régime définitif de l'Espagne, reste entière. La royauté d'Isabelle II une fois disparue, où aboutira cette révolution? Rien n'est plus simple, s'écrient à Paris les avocats consultans de tous les peuples en insurrection : l'Espagne n'a qu'à proclamer la république. — Ce n'est point aussi simple qu'ils le

croient. Ce serait bien facile, si toutes les provinces de l'Espagne ressemblaient aux provinces basques, qui ont leurs traditions, leurs coutumes, leurs représentations locales, leur autonomie, qu'elles défendraient par les armes, si on les attaquait; mais il n'en est point ainsi, la plupart des autres provinces sont depuis longtemps fondues dans l'unité espagnole. La république, elle peut sans doute faire son apparition au-delà des Pyrénées; elle peut naître par surprise, à la faveur d'un interrègne prolongé et agité. Il est malheureusement à peu près certain qu'elle ne serait qu'une forme de l'anarchie, qu'elle ne ferait qu'exciter toutes les passions, toutes les rébellions locales, toutes les discordes, et qu'elle conduirait bientôt à une de ces deux extrémités : ou bien elle irait se perdre dans des réactions nouvelles, ou toutes les provinces de l'Espagne deviendraient bientôt autant de républiques de l'Amérique du sud livrées aux rivalités et aux ambitions. Qu'on remarque d'ailleurs l'état des esprits. Il y a quelques républicains au-delà des Pyrénées, et un programme de république fédérative a été répandu en Catalogne. A Madrid, le mot de république n'est même pas prononcé. On brise les écussons de la dernière reine sans rien dire contre la royauté. Dans leur premier manifeste, les généraux maintenaient la monarchie; depuis, ils ont été plus réservés. Il est bien clair cependant qu'ils n'ont pas eu un moment d'incertitude, et le général Prim lui-même, dans une lettre plus sérieuse par le fond que par la forme, vient de déclarer que pour lui non plus ce n'était pas une question, qu'à ses yeux « l'idéal politique de l'Espagne contemporaine, » c'était « la monarchie constitutionnelle. » C'est que les uns et les autres sentent la vérité de la situation morale et politique de l'Espagne.

Cette révolution, elle sera tout ce qu'on voudra; elle proclamera toutes les libertés, même la liberté des cultes, qui est certes la plus légitime, mais qui ne sera pas la plus facile à établir; elle pourra prendre un caractère de réaction contre toutes les influences cléricales et absolutistes qui ont prévalu pendant trop longtemps; au fond, elle n'est pas républicaine; elle met vraiment trop de façons à prononcer le nom de la république, et les chefs les plus éclairés du parti démocratique n'en sont plus à s'y méprendre. Mais alors comment refaire une royauté? où trouver un roi et une dynastie? Il serait peut-être plus facile de dire ce qui est impossible dès ce moment que de voir distinctement la combinaison qui triomphera. Ainsi la royauté du prince des Asturies avec une régence avait peu de chances, et la protestation acerbe de la reine Isabelle a achevé de la tuer. La révolution a réveillé évidemment les espérances carlistes, et le représentant actuel de cette cause, l'infant don Carlos, s'est remis en campagne. S'il n'est pas allé en Espagne, il est allé sur la frontière, il a sondé le terrain; mais les provinces basques ne se soulèveraient que si on attaquait leurs priviléges, et le drapeau carliste est peu populaire dans le reste de l'Espagne. Il n'y a que l'anar-

chie, si elle se déchaînait, qui ferait merveilleusement les affaires de l'infant don Carlos. Est-ce le prince Alfred d'Angleterre qui sera roi d'Espagne? La perspective de la restitution de Gibraltar apportée en dot par un prince anglais est certes fort tentante; mais les Espagnols n'y ont pas cru sérieusement sans doute. L'Angleterre ne paie pas à ce prix des couronnes pour ses princes, et alors il ne resterait qu'un roi, seul protestant dans son royaume. Est-ce le prince Amédée d'Italie qu'on ira chercher? Il y a eu quelques tentatives, si nous ne nous trompons; elles ne sont pas allées bien loin. En définitive, plus on poursuivrait cet examen, plus on s'apercevrait que le cercle se resserre, que le choix des Espagnols est circonscrit entre deux ou trois candidatures sérieuses, le roi dom Fernando, père du roi actuel de Portugal, bien entendu sans l'union ibérique, dont ne veulent ni les Portugais ni les Espagnols, le duc et la duchesse de Montpensier, comme Guillaume et Marie en Angleterre après 1688. Nous ne nous chargeons pas de prévoir ce qui sortira de cette mêlée, d'autant plus qu'il y a un élément dont nous n'avons rien dit et qui est le plus important, quoique le plus indéfinissable : c'est l'imprévu, qui peut dérouter toutes les combinaisons, tous les projets de ceux qui se croient maîtres des destinées de l'Espagne.

Ce qu'il y a de plus étrange, c'est la signification en quelque sorte européenne qu'on a voulu assigner à cette révolution espagnole en la rattachant aux mystérieuses combinaisons de la politique générale. Dans ses plans savamment conçus pour la guerre prochaine, la France avait besoin de l'alliance du gouvernement de Madrid, comme elle avait besoin de l'alliance de l'Autriche et du Danemark; elle donnait à l'Espagne le rôle de gardienne de Rome pendant qu'elle serait elle-même engagée en Allemagne. Par contre, M. de Bismarck aurait été naturellement intéressé à faire échouer ce beau plan en mettant à mal le gouvernement de la reine Isabelle, et il aurait merveilleusement réussi, on le voit! Ce qu'il y a d'infiniment plus probable, c'est que M. de Bismarck ne s'est pas occupé de la révolution espagnole, et que les rapports du gouvernement français avec le gouvernement de Madrid n'avaient nullement le caractère qu'on suppose. S'il y a eu dans ces derniers temps des communications entre l'empereur et Isabelle, on pourrait dire que ces communications n'avaient d'autre objet que d'éloigner une entrevue fort désirée par la reine, de prémunir cette malheureuse princesse contre les suites de la politique qu'elle suivait avec une passion si obstinée. C'est là tout probablement. Que cette révolution espagnole ait à un certain point de vue un sens général et supérieur, nous le voulons bien. Elle vient montrer avec une saisissante opportunité à ceux qui se chargent de conduire les peuples le danger des politiques abusives, et la France elle-même, qui est aujourd'hui un peu inoccupée à l'intérieur, qui est dans un moment de halte, d'attente et de transition, la France peut en faire son profit comme bien d'autres pays.

Au milieu de ses triomphes, la Prusse elle-même n'a-t-elle pas à l'intérieur ses « points noirs, » ses difficultés, qui disparaissent sans doute dans le prodigieux élan d'une politique d'ambition nationale, mais qui peuvent un jour ou l'autre devenir graves? Et la Prusse, elle aussi, sans parler du Hanovre et de Francfort et des provinces annexées à retenir dans l'obéissance, la Prusse porte au plus profond d'elle-même le mal des crises sociales, des guerres de classes. Elle a son mouvement socialiste auquel l'agitateur Lasalle a donné son nom il y a quelques années. Lasalle est mort, le mouvement dont il était le chef et qui s'appelle encore le mouvement *lasallien* lui a survécu; il s'est effacé pendant quelque temps devant les exploits de M. de Bismarck, il reparaît aujourd'hui plus vivace, et il vient d'avoir son congrès de Berlin pour faire suite au congrès de Genève, au congrès de Bruxelles, au congrès de Berne, à tous les congrès possibles, populaires, socialistes, pacifiques, qui se succèdent, remuant assurément plus de questions qu'ils n'en peuvent résoudre. Bien mieux, en Prusse, Lasalle lui-même a un successeur en M. Schweitzer, député au parlement pour Elberfeld, rédacteur du journal *le Démocrate socialiste* de Berlin, président général des sociétés ouvrières. Ce M. Schweitzer est un terrible homme qui ne connaît pas d'obstacles, qui a entrepris de relier tous les corps de métiers dans une vaste association, et, ce qui est plus caractéristique, de placer à la tête de cette association une sorte de directoire omnipotent exerçant une véritable dictature sur la classe ouvrière, enrégimentée par ses soins. Quant aux doctrines, on les connaît, elles ont toujours le même refrain : « Nous ne disons pas, nous, socialistes, à bas le capital! nous disons « à nous le capital! » Les questions qui divisent le capital et le travail ne se résoudront que par la lutte : essayons de la lutte légale d'abord; toutefois il est incertain si une autre solution ne s'imposera pas tout à coup... Pour amener les capitalistes à résipiscence, il faut que les sociétés ouvrières s'organisent unitairement, comme l'armée, avec une direction centrale,... décrétant la grève là où elle peut porter quelques fruits. » Ainsi a parlé M. Schweitzer, et naturellement il a été nommé à cette présidence autocratique qu'il préconisait.

Ce qu'il y a de frappant dans cette recrudescence socialiste en Prusse, c'est qu'elle est une réaction contre le mouvement assez différent dont M. Schultze-Delitsch s'est fait depuis quelques années l'intelligent promoteur, qui part du principe plus libéral de l'association coopérative, et dès la première réunion la scission a éclaté entre les deux écoles. On en est bientôt venu aux gros mots; on a pris à partie M. Schultze-Delitsch lui-même; les socialistes libéraux ont protesté de leur côté contre les velléités « césariennes » des organisateurs de l'association, et les amis de M. Schweitzer, avec ce sentiment de fraternité qui ne se retrouve que dans ces réunions, ont mis à la porte les récalcitrans en les traitant de « stipendiés des classes possédantes. » Ceux-ci cependant ne se sont pas

tenus pour battus; ils ont continué à protester plus que jamais contre « les agitateurs qui singent les Césars, » et ils se sont réunis ailleurs; ils ont formé un camp à part, de telle sorte que pendant quelques jours, au lieu d'un congrès, il y en a eu deux à Berlin. Le plus libéral était assurément celui des expulsés. M. Schweitzer est pourtant resté maître du terrain; il a retenu autour de lui la majorité des délégués des sociétés ouvrières, excommuniant du haut de la dictature qu'on lui décernait les dissidens suspects d'intelligence avec le capital, et tout a fini ainsi. Au fond, c'est là comme partout la guerre de la démocratie autoritaire et de la démocratie libérale. Si ce n'est pas pour le moment le plus grand souci de M. de Bismarck, c'est du moins le signe des idées qui fermentent en Allemagne, et qui se mêlent à toutes les questions d'organisation nationale.

La Prusse surmontera ses embarras, qui sont un peu quelquefois les embarras de la force et de la victoire. L'Autriche se tirera-t-elle aussi bien de toutes les complications dont elle est assaillie, qui ne lui viennent pas uniquement de sa grande défaite d'il y a deux ans, mais dont cette défaite a déterminé l'explosion? Assurément l'Autriche a montré de la bonne volonté depuis deux ans; elle a fait ce qu'elle a pu pour se relever, elle a réussi quelquefois, elle a retrouvé par ses intentions libérales une certaine popularité, et elle semble aujourd'hui voir se dresser devant elle toutes les difficultés d'une situation complexe et délabrée. Elle se sent placée dans des conditions telles qu'elle ne peut ni reculer ni avancer sans retomber dans des crises plus aiguës et plus redoutables. Le gouvernement autrichien a fait sa paix avec la Hongrie, c'est là sa grande œuvre depuis deux ans: la Hongrie y a trouvé la réalisation de ses vœux, le couronnement d'un persévérant travail conduit avec autant d'intelligence que de fermeté par un grand patriote; l'Autriche y a trouvé un allégement, une force relative. Malgré tout, il est impossible de ne pas voir que ce n'est qu'une trêve, que pour le gouvernement autrichien la question est restée la même partout excepté en Hongrie. C'est toujours l'insurrection plus ou moins pacifique des nationalités non allemandes de l'empire contre la prépondérance de l'élément germanique; c'est la lutte entre un fédéralisme favorable aux autonomies provinciales et un centralisme à peine déguisé.

L'Autriche pendant longtemps a pu contenir sans pouvoir les étouffer ces nationalités vivaces sur lesquelles s'exerce sa souveraineté; ses revers depuis quelques années, son affaiblissement, les satisfactions mêmes qu'elle a données à la Hongrie, les libertés qu'elle a accordées, le mouvement des choses en Europe, tout est venu exciter, encourager dans leurs espérances ces populations de race diverse. De là toutes ces complications que la récente session des diètes provinciales n'a fait que mettre à nu, et qui deviennent une source d'embarras pour le cabinet cisleithanien. Si le gouvernement autrichien se tourne du côté de la Bo-

hême, il se trouve en face d'une agitation nationale croissante, allant jusqu'à la sédition, qu'il croit devoir réprimer aujourd'hui en plaçant la ville de Prague et ses environs sous un régime exceptionnel. S'il se tourne vers le Tyrol, c'est une autre difficulté : il rencontre la résistance de la diète à ses lois libérales sur l'enseignement, et il est obligé de dissoudre la diète tyrolienne. S'il se tourne vers la Galicie, il est en présence des réclamations polonaises, dont l'expression a eu pour effet de suspendre le voyage de l'empereur en provoquant tout à la fois la démission du prince Auersperg, chef du cabinet cisleithanien, et la retraite du comte Goluchowski, lieutenant impérial à Lemberg.

Cette affaire de la Galicie est d'autant plus caractéristique qu'elle ne laisse voir réellement aucun sentiment prononcé d'hostilité de la part des Polonais contre l'Autriche. Un député à la diète de Lemberg, M. Smolka, avait pris l'initiative d'une motion qui ne tendait à rien moins qu'à une rupture avec Vienne par la suspension du mandat confié aux délégués polonais dans le *reischrath*. Cette motion était prudemment écartée; on voulait se donner le temps d'y réfléchir, et on chargeait une commission de préparer un rapport sur ce qu'il y avait à faire. Sur ces entrefaites apparaissait un projet d'adresse où l'auteur, M. Ziemialkowski, énumérait les griefs, les réclamations de la Galicie, et auquel se ralliait la diète. C'était justement l'époque où l'empereur François-Joseph était prêt à partir pour Lemberg. L'impératrice était, dit-on, très favorable à ce voyage; elle se flattait de gagner les Polonais comme elle a gagné les Hongrois. Les habitans de la Galicie de leur côté faisaient de splendides apprêts pour recevoir le couple impérial. Que s'est-il passé au dernier moment? Le gouvernement autrichien croyait peut-être dangereux de paraître accueillir les prétentions exposées dans l'adresse que la diète de Lemberg devait remettre à l'empereur; il avait peut-être aussi un regard tourné vers Varsovie, où se trouvait l'empereur Alexandre de Russie, et il se disait que l'explosion du sentiment polonais pouvait ressembler à une bravade. Toujours est-il que le voyage de l'empereur était subitement suspendu, que le chef du cabinet cisleithanien, le prince Charles Auersperg, donnait immédiatement sa démission, que le lieutenant impérial à Lemberg, le comte Goluchowski, se retirait à son tour, et que les Galiciens sont restés avec leurs préparatifs. La difficulté est aujourd'hui de sortir de ce défilé, de refaire un cabinet à Vienne, et le danger serait de laisser de nouveau s'aigrir les relations entre l'Autriche, s'armant de répressions inattendues, et la Galicie, persistant dans sa résistance pacifique, continuant à revendiquer une autonomie que le comte Goluchowski lui-même réclame pour elle dans un discours qu'il vient de prononcer à Lemberg. La situation du gouvernement autrichien n'est point sans gravité, cela est facile à voir; mais il y aurait pour l'Autriche quelque chose de plus grave encore : ce serait de s'arrêter dans la voie de libéralisme où elle est entrée, de s'énerver dans les in-

décisions au milieu de ce travail des nationalités dont elle peut tirer une force, et qui fait aujourd'hui sa faiblesse.

Il est des pays qui n'en sont plus à ce pénible et incohérent apprentissage de la liberté, qui ont bien, eux aussi, leurs conflits, même leurs agitations menaçantes, mais pour qui ces agitations sont les crises naturelles d'un peuple en possession de lui-même. Les élections anglaises et américaines qui se préparent en sont aujourd'hui la preuve saisissante. Dans un mois, en Angleterre, c'est la chambre des communes qui va être renouvelée; à la même époque, aux États-Unis, c'est le scrutin pour l'élection présidentielle qui va s'ouvrir. Dans les deux pays, on est déjà en pleine campagne électorale, et toutes les passions se jettent dans la lutte avec une animation qui n'a rien d'extraordinaire, mais qui tire peut-être des circonstances un caractère particulier.

Ce qui donne aux élections anglaises une importance exceptionnelle, ce qui fait même qu'elles se présentent un peu comme une énigme, c'est qu'elles vont s'accomplir sous l'empire du dernier bill de réforme. L'Angleterre se trouve aujourd'hui dans une situation à peu près semblable à celle où elle se trouvait au lendemain de la réforme électorale de 1832. Seulement, il y a trente-six ans, c'était la classe bourgeoise et industrielle qui voyait tomber devant elle toutes les barrières et qui entrait dans la vie publique par l'irrésistible droit de ses lumières et de ses richesses. Cette fois c'est l'élément populaire qui passe par la brèche, ce sont les classes ouvrières qui, à certaines conditions et dans une certaine mesure, arrivent à l'électorat par la toute-puissance du travail, de l'intelligence et de la moralité. Le caractère du *reform-bill* de 1867, c'est d'être moins un remaniement des circonscriptions qu'une extension du droit de suffrage, et le résultat de cette infusion d'un sang nouveau dans le corps électoral, c'est naturellement un peu l'inconnu. Les électeurs nouveaux d'ailleurs n'ont pas manqué de se faire inscrire; ils n'ont rien négligé pour se tenir prêts à exercer leurs droits sérieusement, comme des Anglais, et un peu aussi comme des hommes qui sont dans la lune de miel de leur capacité politique. D'un autre côté, ce qui ajoute à l'importance de ces élections anglaises, c'est que devant le pays, devant ce corps électoral renouvelé, se présente la plus grave question qui puisse diviser les esprits, cette question de l'abolition de l'église d'état en Irlande que M. Gladstone a fait triompher dans la chambre des communes, et dont la solution définitive dépend aujourd'hui de la manifestation populaire qui se prépare.

Les chefs de partis ont déjà levé leur drapeau. M. Disraeli, au nom du ministère, s'est prononcé fort nettement, quoiqu'avec une brièveté tout officielle, dans une allocution à ses électeurs. Si on a pu croire un moment que M. Disraeli, pour se tirer d'affaire, était homme à déconcerter l'opposition par une volte-face en lui prenant son programme sur l'église d'Irlande, comme il l'a fait une fois pour le *reform-bill*, on s'est trompé.

Le spirituel premier ministre de la reine Victoria ne transige pas quand il s'agit de la foi. A ses yeux, l'abolition de l'église d'état en Irlande est une atteinte à la constitution, une menace pour l'église tout entière d'Angleterre et d'Écosse, une périlleuse concession au papisme menaçant. C'est du pur torysme. M. Gladstone à son tour reste sur le terrain où il s'est placé le jour où il a obtenu des communes une éclatante adhésion au principe de la liberté religieuse. Son manifeste est le programme du libéralisme anglais. Il s'agit maintenant de savoir à quelle politique se ralliera le pays, et c'est là que cette masse électorale nouvelle appelée à la vie publique par le *reform-bill* peut être d'un grand poids; c'est le renfort de troupes fraîches arrivant à propos sur le champ de bataille. A voir l'agitation qui commence, la lutte sera vive sans doute; elle ne produira pas peut-être un parlement aussi absolument nouveau qu'on aurait pu le croire; elle s'engage dans tous les cas d'une façon favorable pour une cause dont le mot d'ordre est cette belle et simple parole de M. Gladstone : « l'objet d'une politique vraiment libérale, c'est d'arriver par des mesures équitables, mais nettement tranchées, à rendre le nom de la loi aussi respecté en Irlande qu'il l'est en Angleterre,... en créant dans l'esprit de la nation la conviction que la loi est une amie et non une ennemie. » C'est là un programme d'opposition qui mérite de devenir un programme de gouvernement, et c'est par ce jeu naturel des institutions que l'Angleterre marche dans sa voie triomphale de progrès sans révolution.

Les élections anglaises pourront être vives et bruyantes, elles ne le seront jamais autant que cette élection américaine qui se prépare en ce moment, et dont les préliminaires laissent entrevoir tout ce qui s'agite d'antagonismes, de problèmes sociaux ou politiques, de passions, aux États-Unis. Les candidats pour la présidence ont été choisis par les deux grands partis qui se disputent l'héritage de M. Johnson. Pour le parti républicain, c'est le général Ulysse Grant, dont le nom rappelle les victoires du nord sur la sécession; pour le parti vaincu dans la guerre, c'est-à-dire pour le parti démocrate, c'est M. Horatio Seymour, ancien gouverneur de New-York, homme d'intelligence et d'habileté, très dévoué aux intérêts du sud. Il a été préféré tout à la fois au *chief-justice*, M. Chase, qui était d'une nuance plus modérée, et à M. Pendleton, qui représentait toutes les ardeurs réactionnaires du parti. Ainsi les camps sont bien tranchés. Il reste à savoir qui aura la victoire. Ce n'est pas dans tous les cas par les séductions irrésistibles de son éloquence que le général Grant l'emportera. Depuis qu'il est candidat et qu'il a publié un bout de programme, d'ailleurs fort peu significatif, on n'a plus entendu parler de lui; il est allé se reposer dans ses terres de l'Illinois, et ce n'est pas lui qui se perdra par ses paroles ou par ses démarches; mais, s'il ne dit rien et ne fait rien, on agit pour lui, de même qu'on agit pour M. Horatio Seymour. Aux États-Unis, une candidature est l'af-

faire de ceux qui l'adoptent, et dès lors la guerre est engagée. Les deux *tickets* Grant et Seymour sont aujourd'hui en présence. A considérer les chances telles qu'elles apparaissent à travers le tumulte assourdissant des passions, c'est évidemment le général Grant qui a l'avantage. Toutes les élections locales qui viennent de se faire ont donné une majorité républicaine dont le succès est regardé comme le signe avant-coureur de ce que sera l'élection présidentielle.

Le résultat en définitive est une question de scrutin; mais ce qu'il y a de curieux, c'est le déploiement de toutes les passions contraires autour de ce scrutin qui n'est pas encore ouvert. Il faut en prendre son parti, la liberté aux États-Unis n'est pas une grande dame aux manières élégantes; elle a la main prompte et la parole brutale. Molière seul aurait un mot pour la caractériser. Ces mœurs seraient peut-être dangereuses dans nos vieilles sociétés raffinées, qui ne manqueraient pas, à ce spectacle, de se réfugier dans la dictature. Aux États-Unis, la liberté ne connaît pas de contrainte et ne craint guère les dictateurs. *Meetings*, processions, polémiques violentes, discours, rixes sanglantes, gageures bizarres, tout se mêle, tout se confond; il s'agit d'arriver au but. Et ce qu'il y a de plus grave, de plus menaçant peut-être, c'est qu'évidemment dans le sud toutes les anciennes passions vivent encore. Les démocrates du sud ont subi la défaite matérielle, ils ne l'acceptent pas, et ils brûlent de se venger, de reprendre la suprématie. Là où ils dominent, ils laissent éclater leurs ressentimens.

Dans la Caroline du sud, dans la Géorgie, les membres des assemblées locales refusent d'admettre, malgré toutes les lois, les noirs qui ont été élus, et un de ces exclus s'est écrié en quittant l'assemblée : « Vous pouvez nous repousser, mais vous allumerez une torche qui ne pourra être éteinte et vous ferez de nous des ennemis. Je mettrai tout en œuvre désormais pour que ma race déteste la démocratie. » A la Nouvelle-Orléans, un nègre disait récemment en plein sénat que, si les blancs ne mettaient pas fin à leurs provocations, « dix mille torches mettraient le feu à la ville, qui serait réduite en cendres. » Évidemment il y a bien des hommes dans le sud qui ne partagent pas ces passions, et il y a peu de temps, répondant à une démarche du général Rosenkranz, quelques-uns des anciens chefs confédérés, au nombre desquels était le général Lee, exprimaient les sentimens les plus concilians, les plus patriotiques. Ce n'est pas moins un singulier état social qui doit faire encore plus désirer pour les États-Unis le succès du général Grant, le seul qui, en ralliant les hommes modérés du sud sans abandonner le principe pour lequel le nord a combattu, puisse contenir tous ces ressentimens dont l'explosion ne serait pas sans péril pour la grande république.

CH. DE MAZADE.

L. BULOZ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTE-DIX-SEPTIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXVIIIe ANNÉE.

SEPTEMBRE — OCTOBRE 1868.

Livraison du 1er Septembre.

Livraison du 15 Septembre.

Livraison du 1er Octobre.

Livraison du 15 Octobre.

Paris. — J. CLAYE, Imprimeur, 7, rue Saint-Benoît.

